3 1761 07988071 2

LÉON DAUDET

VERS LE ROI

SOUVENIRS

DES MILIEUX POLITIQUES, LITTÉRAIRES
ARTISTIQUES ET MÉDICAUX
DE 1908 A 1914

Sixième Série

8e mille

PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, Place du Panthéon, 3

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/versleroisouveni00daud

VERS LE ROI

DU MÊME AUTEUR

A LA NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

Une Campagne d'Action Française.
L'Avant-Guerre.
Fantômes et Vivants, 1re série des *Souvenirs.*
Devant la Douleur, 2e — — —
L'Entre-deux-Guerres, 3e — — —
Salons et Journaux, 4e — — —
Au Temps de Judas, 5e — — —
Souvenirs (Un volume in-8° comprenant les quatre premières séries).
Hors du Joug allemand.
L'Hérédo.
La Guerre totale.
Le Poignard dans le dos.
Le Monde des Images.

CHEZ E. FASQUELLE

Germe et Poussière.
Hœrès.
L'Astre noir.
Les Morticoles.
Les Kamtchatka.
Les Idées en marche.
Le Voyage de Shakespeare.
Suzanne.
La Flamme et l'Ombre.
Sébastien Gouvès.
La Romance du temps présent.
La Déchéance.
Le Partage de l'Enfant.
Les Primaires.
La Lutte.
La Mésentente.
Le Lit de Procuste.
La Fausse Étoile.
Alphonse Daudet.

CHEZ A. FAYARD

Ceux qui montent.
La Vermine du Monde.

CHEZ E. FLAMMARION

La France en alarme.
Le Pays des Parlementeurs.
Dans la lumière.
Le Cœur et l'Absence.
Le Bonheur d'être riche.
L'Amour est un songe.

LÉON DAUDET

VERS LE ROI

SOUVENIRS

DES MILIEUX POLITIQUES, LITTÉRAIRES
ARTISTIQUES ET MÉDICAUX
DE 1908 A 1914

Sixième Série

PARIS
NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, PLACE DU PANTHÉON, 3

MCMXXI

JUSTIFICATION
DES ÉDITIONS ET TIRAGES

La PREMIÈRE ÉDITION de cet ouvrage a été faite en juin 1921 au format in-16 soleil, sur Vergé d'Arches et sur pur fil Lafuma filigrané au chiffre de la Nouvelle Librairie Nationale au nombre d'exemplaires souscrits. Ces exemplaires sont tous numérotés.

Le présent exemplaire appartient à la deuxième édition faite au format in-16 double-couronne dont le bon à tirer à 11 000 exemplaires a été donné le 23 mai 1921.

PQ
2607
A8V46

LIBRARY
JAN 30 1962
UNIVERSITY OF TORONTO

182377

Copyright 1921, by Société française d'Édition et de Librairie, proprietor of Nouvelle Librairie Nationale.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

A

MADAME LA MARQUISE

DE MAC MAHON

en hommage de très respectueuse admiration.

L. D.

VERS LE ROI

CHAPITRE PREMIER

Comment je suis devenu royaliste. — Rencontre de Maurras et de Vaugeois. — Les premières réunions chez Maurras : Léon de Montesquiou, Bainville, Lucien Moreau. — Visite à Monseigneur le duc d'Orléans. — Négociations pour l'acquisition de *la Libre Parole*. — Les hésitations de Drumont. — Échec des négociations.

La fin tragique de Gabriel Syveton et la dissolution de la Ligue de la Patrie Française, m'avaient convaincu de l'impossibilité d'espérer le relèvement et la libération du pays d'aucun compromis politique. J'avais vu les choses de trop près pour ne pas reconnaître la faiblesse d'un parti nombreux, mais sans cohésion, ni doctrine, et qui laissa supprimer son seul homme d'action. La formule de la Patrie Française était insuffisante et ne pouvait servir de bélier pour défoncer un régime abject. Car j'étais arrivé à cette conclusion qu'il n'y a pas de bonne Répu-

blique, par conséquent qu'il y avait intérêt à renverser le plus tôt possible la République tout court — si l'on voulait éviter des désastres immanquables —... pour la remplacer par la dictature. C'est alors que je rencontrai Maurras et Vaugeois. J'eus avec eux plusieurs conversations de fond, d'où je sortis royaliste. L'influence de ma femme, esprit politique de premier ordre, convertie à la monarchie depuis quelques années — malgré son extrême jeunesse — exactement depuis les articles antidreyfusards de *la Gazette de France*, cette douce et chronique persuasion y fut aussi pour quelque chose. Je commençai, bien entendu, par faire les objections classiques. Elles fondirent, comme cire, au feu des arguments de Vaugeois, à la dialectique irrésistible de Maurras. Bien vite, une amitié profonde nous lia. Je rejoignis avec enthousiasme le petit groupe des nouveaux royalistes ; petit par le nombre des adhérents, mais d'une extraordinaire virulence et disposant, dès cette époque, de dévouements complets. Mon esprit, héritier de plusieurs « blancs » du Languedoc et de l'Ardèche, dont mon grand-père paternel Vincent Daudet, accueillit la vérité politique avec une sorte de passion. Aujourd'hui encore mon cœur bat, quand je songe à cette entrée dans la lumière (1904) après trente-six ans d'obscurité ou de demi-ténèbres. Je ne cessais de me répéter : « Comme cela est simple ! » et je confrontais la

réalité nationale avec les principes reviviscents de la fameuse *Enquête sur la Monarchie*. Mes aspirations patriotiques avaient enfin un but et un programme.

Qui n'a pas connu Henri Vaugeois n'a pas connu l'apôtre politique en fusion. De taille moyenne, brun, moustachu et barbu, avec des yeux sombrement dorés, comme ceux de certaines abeilles, des mains fines, une gesticulation ardente, une voix sonore, coupée de grands éclats de rire, il n'avait qu'un objet : le retour du Roi, que deux passions : le duc d'Orléans et Maurras. Extrêmement cultivé, agrégé des lettres, dévoré de littérature et d'art, psychologue aigu et même retors, joignant la force à la nuance, généreux et subtil, à cause de son origine normande (il était né à Laigle, Orne), Vaugeois promenait avec lui, sous ses mèches noires et son regard enflammé, un orateur sans pareil, un animateur d'œuvres de combat et un conspirateur audacieux et rusé. Quand les trois types marchaient à la fois, comme les grandes eaux de Marly, c'était magnifique. Sa puissance de sympathie était irrésistible. Ses adversaires, ses contradicteurs, au bout de peu de temps, le chérissaient et ne pouvaient plus se passer de lui. Ma femme l'avait baptisé « Frère Loup » à cause de sa véhémence hérissée, et ce surnom devait lui rester. Lancé sur la piste de guerre, je veux dire de propagande, il ne se laissait arrêter par

aucun obstacle, ou plutôt, il faisait de l'obstacle un tremplin majeur, à l'aide duquel il sautait plus loin. La vie matérielle n'existait pas pour lui. Il mangeait quand il pouvait, sans faire attention aux os, ni aux arêtes, détraquant son estomac dans des caboulots, pour amener à la monarchie des peintres, des étudiants, des cochers, buvant n'importe quel thé, ou quel vin, ou quel lait, dormant sur n'importe quel traversin, de chardon ou de papier, bercé par cet unique rêve : le retour du Roi. Sa peau, ses intérêts, son bonheur même lui étaient indifférents, pourvu que cet événement historique se produisît et qu'il y assistât, fût-ce de loin, fût-ce de dessous terre, après y avoir tant contribué. Jamais je n'ai connu d'homme de haute valeur aussi profondément détaché de lui-même, aussi dénué d'ambition, de convoitise, d'égoïsme. Avec cela il comprenait, il admettait, en souriant, l'ambition, la convoitise, l'égoïsme d'autrui et s'en réjouissait même, comme de moyens d'utiliser les valeurs. Ses colères, désintéressées et soudaines, duraient peu. Elles donnaient l'impression d'un orage, qui s'achève presque aussitôt dans un arc en ciel.

Il prenait brusquement, comme Don Quichotte, la défense des faibles et des opprimés ; mais, différent en cela de Don Quichotte, il ne confondait pas les chevaliers avec les moulins à vent, ni une fille d'auberge avec une princesse.

Sa lucidité politique était surprenante. Il discernait, en bouton, les qualités et les défauts susceptibles de s'épanouir, les risques d'une entreprise, les avantages d'une concession. Impétueux et au besoin frénétique, il demeurait clairvoyant dans ses attaques et ses défenses, avec un fond de délicate bonté et d'humanité, qui lui attirait la sympathie universelle. Sa causerie était délicieuse et animait tout. Il sentait profondément et exprimait bien la grâce de la femme et de l'enfant, le charme d'un paysage, la magie d'un son, d'un souvenir, d'un parfum, d'un mot juste. Il appréciait la sincérité, ses crus et ses années, comme d'autres font pour le bourgogne, ou le bordeaux. Le mensonge et l'artifice le dégoûtaient, ainsi que le cabotinage.

Nous revenions d'Avignon, ma femme, lui et moi, en chemin de fer. C'était la nuit. Aucune couchette n'étant plus disponible, nous dormions chacun dans un coin. Le compartiment était complet, sauf une place occupée par un sac. Arrive une dame, âgée et timide, cherchant humblement à se caser : « Complet », déclarent nos compagnons, deux commis-voyageurs à face de chiens, cossus et brutaux. « Comment, complet ! — rugit Vaugeois, sortant de sa somnolence. — Enlevez ce sac, votre sac, monsieur, et vous, madame, prenez la place *libre* ! » Interloqué par le ton et le geste, le commis-voyageur obéit. La vieille personne se confond en remer-

ciements effrayés. On se rendort. Le train entre en gare de Lyon, où la nouvelle venue avait entendu dire incidemment que son bienfaiteur devait descendre. Le bienfaiteur ronflait. « Monsieur, monsieur (j'entends encore cette voix chevrotante), monsieur, c'est Lyon. — Ah nom d'une pipe, s'écrie Frère Loup, il n'y a pas à tortiller... » et saisissant sa valise dans le filet, il saute sur le quai de Perrache, nous laissant la reconnaissance émue, discrète, efficace, de la vieille dame casée par lui.

Vaugeois avait été un des fondateurs de la Patrie Française avec Syveton et Dausset, mais il s'en était retiré quand il avait compris le salmigondis et son inefficacité. Il me disait : « Un organisme politique est un corps, cohésif et petit, qui doit grandir, par des apports successifs, sans perdre, ni diluer sa doctrine, qui est sa raison d'être ». Il disait de Maurras : « C'est l'esprit perpétuellement en mouvement, inventif et organisateur, le *nous* grec ». Il disait du duc d'Orléans : « Allez le voir et vous aurez le choc, et vous reconnaîtrez le souverain désigné pour le salut et le relèvement de la Patrie ». Il se dépensait en conférences, en conversations, en articles, qu'il apportait avec retard à la petite revue grise, puis bleue, d'*Action Française*, qui précéda le quotidien. J'allais bavarder avec lui, tantôt 42, rue du Bac, où était alors le siège, bien modeste, de la revue, tantôt chez lui boulevard

Edgard-Quinet, près du boulevard Raspail, tantôt chez Maurras, rue de Verneuil. Je lui posais mille questions, sur des points de doctrine, auxquelles il répondait avec une verve persuasive, et je m'étonnais de n'avoir jamais encore approfondi la solution si simple, si vraie, de toutes nos difficultés, de tous nos risques politiques : l'unité, la continuité du gouvernement par le Roi et l'hérédité. Je ne me dissimulais d'ailleurs nullement les difficultés de l'entreprise, irréalisable, si nous n'avions eu et senti parmi nous, à la direction des opérations, le pilote génial, le guide unique : Charles Maurras.

Du jour où je rencontrai Maurras, où je reçus le choc de son esprit — le plus puissant, le plus complet que j'aie rencontré ici-bas — il m'apparut que cette réalisation ne devait être qu'une question de temps. La force irrésistible du mot « politique », avec ce qu'il comporte d'examen, de décision et d'acte, ne m'était apparue, ni dans Drumont, ni dans Lemaître, ni dans Coppée, ni dans Rochefort, ni dans aucun des hommes prétendus politiques, de Challemel Lacour à Lockroy et de Burdeau à Allain Targé, que j'avais jusqu'alors rencontrés ou fréquentés. Elle m'apparut dans Maurras, poète, penseur et homme d'action. La France aujourd'hui le connaît. Elle l'ignorait alors, ou presque. Il est de taille moyenne, mince, alerte, avec un visage ferme et décidé, où brille l'immatérielle flamme de deux yeux

fascinants, inoubliables. Il existe peu de portraits de lui, à cause de sa répugnance à toute publicité de ce genre. Le meilleur est dû à une grande amie de l'Action Française, datant de 1910 et tracé au crayon, d'une pointe aiguë. Maurras se tient droit comme un glaive, et il est, en effet, trempé d'acier. Il ignore la déconvenue, le recul, ou le temps d'arrêt. Sans cesse il avance vers son but, du même pas décidé, entraînant son monde derrière lui. D'une légère difficulté de l'ouïe, acquise, qui lui est parfois une gêne, car elle le prive de la poussière voltigeante de la causerie, je savais qu'il était affecté; mais je ne m'en suis personnellement jamais embarrassé, ayant naturellement le ton haut. Maurras est un foyer embrasé, inextinguible, qui émet mille et dix mille fois plus qu'il ne reçoit. C'est de lui que tout part, et le reste consiste dans les rapports, que nous lui faisons, des effets obtenus par *ses* causes.

Que de fois, au cours d'une situation difficile, embrouillée, politique, juridique, journalistique, littéraire, que de fois l'ai-je vu arriver de son pas rapide, intervenir, s'informer, et aussitôt, en un éclair, résoudre. Il creuse, dans le sable de la discussion, des fulgurites. Nul d'ailleurs ne débat longtemps avec lui, tant son jugement souverain emporte l'acquiescement : « Ce diable de Maurras a toujours raison », disait Lemaître, feignant d'en bougonner. A cette imagination,

vaste et équilibrée, les difficultés apparaissent ainsi qu'une série de barrières, qu'il lève d'une seule conception juste, adaptée au détail, comme à l'ensemble. Il n'y a pas pour lui de cas désespéré, ni d'effort vain, ni de mal sans remède, ni d'embêtement sans baume, ni de revers sans revanche, ni d'envers sans endroit. Il relève d'un mot celui qui fléchit, console d'un geste celui qui a de la peine, dissipe d'un trait une objection mal fondée. Il vous rend l'énergie, en aiguisant votre clairvoyance. Sa compétence est universelle et sa mémoire n'oublie aucun incident. La centaine de lettres qu'il reçoit chaque jour demeure, étalée et distincte dans son esprit, cela pendant des mois, des années. Il saisit de loin, aux regards, le tour et le joint d'un débat. Il faut le voir, recueillant les avis, les pesant, les rejetant, les acceptant, les conjoignant, réglant les différends, recevant les nouvelles, bonnes ou mauvaises, du même front serein. Sa vie intérieure, incandescente, dévore toutes les circonstances de la vie extérieure et politique, comme un chalumeau, passant sur des bandes de cire colorées. Mais il en résulte des formes nouvelles et qui, désormais, ont sa marque, devenues maurrasiennes.

Il est arrivé à Paris, sans fortune, sans influence, presque sans relations. Il a vécu, pendant des années, dans un immense labeur silencieux, ainsi qu'un moine dans sa cellule. Puis, peu à

peu, des disciples sont venus à lui, conquis par sa richesse intellectuelle, son vaste bon sens et l'amplification raisonnée qu'il donne au monde et aux créatures. Le bruit s'est répandu que derrière les politiciens, et au-dessus d'eux, il y avait, en France, un grand politique, mais entêté — croyait-on alors — dans une conception surannée du pouvoir royal, jugée irréalisable. Or, ceux qui se mettaient à l'école de Maurras commençaient par goûter la joie incomparable de comprendre. Bientôt ils entrevoyaient, au contraire, l'extrême possibilité — au milieu de l'enchaînement des circonstances — de ce plan de restauration intégrale. Or, personne n'a le droit, quand il a entrevu une fois la vérité, religieuse ou politique, de s'y soustraire, sous le fallacieux prétexte qu'il est difficile de l'obtenir. Le *multa renascentur quæ jam cecidere* n'est-il pas une des lois du développement des sociétés, qui, sans elle, rouleraient à l'abîme. L'avenir ne s'éclaire que dans la mesure où le présent demande au passé ses leçons éprouvées. L'humanité procède par reviviscence, et par enveloppement d'aspects renouvelés, dans les principes éternels de la Raison.

Si le dreyfusisme et Waldeck-Rousseau, au lieu de se heurter à la Patrie Française, à Lemaître, Drumont, Coppée et Rochefort, s'étaient heurtés à Maurras, à Vaugeois et à l'Action Française, l'issue du combat *pro aris et focis* eût

été différente. Les articles de Maurras dans *la Gazette de France*, aux pires moments de l'Affaire tragique, notamment lors du suicide du noble commandant Henry, réconfortaient les patriotes, mais n'étaient reproduits par la presse nationaliste que timidement. Le polémiste, chez Maurras, vaut le politique, ou mieux, sa polémique n'est qu'une dépendance de sa politique,

Comme elle infatigable, et comme elle assénée.

Après mes premières rencontres avec cet envoyé de la sagesse royale à la folie républicaine et démocratique, je songeais : « La Nature (comme disaient les anciens), ou la Providence (comme nous disons), n'a pas délégué ici-bas pour rien un Charles Maurras. Sous l'impulsion de ce génie politique, la monarchie sera restaurée. Pourvu que ce soit avant que le pays n'ait trop souffert ». Il faut que vous sachiez aussi que, les uns et les autres, nous prévoyions la guerre européenne et que cette prévision était entre nous un lien très fort. Elle nous a donné, cette même prévision, une grande partie de la jeunesse française, dont le malaise, maintes fois constaté entre 1900 et 1914, consistait tout juste en ceci qu'elle sentait obscurément venir la tourmente. La fondation des Camelots du Roi, dont tant et tant devaient tomber en héros au champ d'honneur, de 1914 à 1919, est due à cette singulière rencontre du « nous » (comme

disait Vaugeois) de Maurras et du pressentiment de cette magnifique jeunesse. C'était la réponse des immolés futurs à la Pythie. Nous y reviendrons.

De 1906 à 1908, j'allai, fréquemment d'abord, puis assidument, aux réunions politiques qui se tenaient chez Maurras, dans son petit appartement, encombré de livres et de journaux, de la rue de Verneuil. Ce sera là, plus tard, un endroit historique, que dépeindront, avec plus ou moins d'exactitude, les Lenôtre de l'avenir. L'aspect seul de l'assistance donnait l'impression d'une conjuration intellectuelle pour le service de la Patrie. Quelques-uns étaient assis autour d'une table, où l'on rédigeait un filet, un tract, une affiche. D'autres demeuraient debout, cependant que le fidèle secrétaire de Maurras, érudit lui-même de haute valeur, Louis Gonnet, prenait des notes et versait au débat les documents utiles. C'est là que je fis connaissance de Léon de Montesquiou, de Jacques Bainville et de Lucien Moreau, puis de Bernard de Vesins, de Dimier, de Robert de Boisfleury, de Delebecque, de Pujo, de Lasserre et de tous ceux qui composaient les comités directeurs de *l'Action Française*. Je remarquai que ces hommes, ces écrivains, ces militaires, ces universitaires, de formations différentes, venus de milieux divers, convergeaient et se rejoignaient en un point, qui

était la pensée de Maurras, la doctrine du Roi. Ils avaient reconnu, les uns et les autres, que là était la vérité, le salut, et ils apportaient leur intelligence et leur énergie, sans arrière-pensée, à cette entreprise. D'où une indéniable impression de certitude, de sécurité et de grandeur. La mort a fait ses trous noirs dans nos rangs. Le souvenir de ce départ en commun, pour la haute mer et le rivage ardu, est impérissable. Nous savions les luttes qui nous attendaient et nous les acceptions, par avance, d'un cœur joyeux, confiants dans l'entr'aide réciproque, l'avenir, et la solidité de la cause ; bien convaincus, en fin de compte, que là, et nulle part ailleurs, était l'espoir de préserver et de sauver la Patrie.

Nous n'avons pas pu la préserver, parce que le temps nous a manqué. Le déluge de sang, que nous espérions épargner à la France, en gagnant la démocratie de vitesse, est venu. Mais, à l'heure où j'écris ceci, nous voulons encore la sauver, et la lumière d'événements terribles — mais prévus — est pour nous, travaille avec nous.

Léon de Montesquiou, tombé à Souain en Champagne, le 25 septembre 1915, était un des espoirs du pays. Nourri d'Auguste Comte, de Le Play, rompu à l'analyse et à la controverse, précis et même méticuleux, éloquent, persuasif, il voyait d'ensemble et grand et sentait de même. Il lissait fréquemment sa moustache blonde, en

fixant le sol d'un air méditatif, puis, la solution entrevue, riait largement. Vaugeois, au lendemain de la catastrophe, le définissait, dans le journal « un héros raisonnable ». Rien de plus juste. On ne pouvait l'approcher sans l'aimer. Son jugement, d'une rectitude absolue, était cependant creusé de fenêtres, donnant sur les horizons les plus variés. Au conseil, il était incomparable et concluait de sa forte voix appuyée, avec une autorité voisine de celle de Maurras.

Bainville est maintenant universellement connu, et les directeurs de journaux se disputent sa copie. Vu l'importance de son œuvre, les gens s'attendent à voir un vieux monsieur sentencieux et grave. Il est aujourd'hui un homme jeune, par la prestance, vif, pénétrant, railleur, un animateur de dîners incomparable et d'un esprit à la La Fontaine, entremêlé de traits à la Candide, dont rien ne peut donner l'idée. Il était, en 1907, un tout jeune homme, un prodige de connaissances historiques et politiques, et, depuis plusieurs années déjà un écrivain d'élite, direct et clair, une joie de l'esprit. On lui avait raconté que j'avais mauvais caractère. Il s'aperçut avec plaisir qu'il n'en était rien.

Lucien Moreau, notre « grand rectificateur », était, alors comme aujourd'hui, la tête la plus solide et la mieux organisée de sa génération. Jamais homme n'eut plus de goût pour les difficultés politiques, littéraires, philosophiques, plus

d'aptitude à les résoudre. Il est critique né, mais positif et d'enrichissement, et ses avis, toujours motivés, ne dessèchent jamais. Son visage, naturellement réfléchi, s'éclaire de sourires et même de rires, d'une compréhension infinie et bienveillante. Sa haute sagesse, puisée dans l'examen tranquille de la vie et des hommes, va jusqu'à reconnaître, selon les heures, les nécessités de l'audace et du risque, et sa modération est sans faiblesse. Intellectuellement, c'est un peseur d'or. Il met, dans ses balances, l'avantage et l'inconvénient, et calcule vite. Ses yeux, grands et impressionnants, dardés dans son visage attentif, semblent absorber autour d'eux et transmettre à la Minerve intérieure, en vrac, les obstacles à franchir, les éléments de la décision. Mais celle-ci est prise dans une chambre de l'esprit à part. Lucien Moreau est pour ceux qu'il aime, ici-bas, un appui incomparable, quelque chose comme un charme fort.

On imagine l'atmosphère puissante que toutes ces personnalités réunies faisaient tourbillonner chez Maurras et dans le bureau exigu de la *Revue d'Action Française*, rue du Bac. Mais, alors qu'à la Patrie Française, chacun tirait à hue et à dia, ici, toutes les pensées et tous les efforts convergeaient sous l'influence immédiate de notre génial chef. On sortait de là réconforté, et plein d'espérance dans l'avenir.

Cette confiance était centuplée pour ceux

d'entre nous qui revenaient de l'honneur d'une entrevue avec Monseigneur le duc d'Orléans. Car un des avantages primordiaux de la monarchie, c'est qu'elle est, en chair et en os, une réalité vivante, c'est la personne du Roi. Aussi, toute la besogne de la presse et des salons républicains a-t-elle consisté, depuis 1886, depuis l'exil, à mettre sous le boisseau, ou à déformer, la rayonnante figure du duc d'Orléans. Je n'oublierai jamais ma première rencontre à Londres, en 1904, — Paul Bézine avait arrangé cette audience, — avec le chef de la Maison de France.

Bien que peu timide, je dus donner, au Prince, l'impression d'un bredouilleur et d'un nigaud, tant sa présence, et la révélation de ses dons inouïs, me bouleversèrent. Il m'avait accueilli avec cette affection, ce sourire, cette main tendue, ces paroles qui n'appartiennent qu'à lui et qui le font unique entre les souverains. Mais, pendant qu'il me parlait, comme un Français qui souffre à un Français qui comprend cette souffrance, je songeais qu'il était, lui, le seul remède décisif aux maux de la Patrie, le remède héréditaire, éprouvé, indiscutable, et qu'il était là, sans pouvoir d'action, dans cette chambre d'hôtel, pendant que les gaspilleurs républicains hypothéquaient, liquidaient, dévastaient le beau domaine, ouvraient la porte à l'envahisseur ! Les larmes me brûlaient la gorge devant tant d'intelligence — le Prince voit et saisit tout, un peu à

la façon de Maurras — de noblesse d'âme et de bonté. Je me jurai de le servir de toutes mes forces, de toute mon âme ; mais, alors, que le but semblait encore éloigné ! Cette belle vie, ce sang royal, s'écouleraient-ils encore en exil, pendant des années et des années, avant que nous puissions envoyer l'émissaire joyeux annonçant que le régime de mort, que la République est par terre, enfin, et que la France attend son Roi.

— Daudet, me dit le Prince, maintenant nous allons déjeuner.

Et il m'embrassa sur les deux joues. Il m'aurait dit : « Sautez par la fenêtre », que je l'eusse fait immédiatement. Je pense que le dévouement total du Prince à la France entraîne, dans ses chauds tourbillons, le dévouement de ses partisans à sa personne. C'est un circuit d'amour malheureux, mais qui tend (et ferme), comme dit la philosophie boche, à réaliser son objet heureux.

Je ne suis pas protocolaire. Au début du repas, d'ailleurs abondant et exquis (car le Prince surveille la table et les vins), je m'embrouillais entre les « Monseigneur » et la troisième personne du singulier. Mais Bézine accourut obligeamment à mon secours, si bien que je franchis ce léger obstacle et revins avec joie au style naturel. En quittant le Carlton ou le Savoy (je ne me rappelle plus), j'étais conquis à jamais. Il n'est pas d'exemple qu'un « nouveau » soit sorti d'une

entrevue avec le Prince dans un état différent du mien. Il ravit (rapit) le cœur et l'esprit. Il donne envie de courir, de sauter, de chanter... et de mettre en menus morceaux le régime qui le maintient en exil. Chaque fois qu'il m'a été donné de me retrouver en présence du duc d'Orléans l'impression a été aussi vive, l'émotion identique, la satisfaction d'esprit pareille. Il court, dans ce caractère vraiment royal, une puissance d'attraction semblable à un aimant.

Dans le courant de l'année 1907, la nécessité d'avoir un journal quotidien, entièrement libre aux entournures, indépendant de toute combinaison financière, carrément et ouvertement royaliste, apparut à tout le groupe de ceux qui se réunissaient chez Maurras. Je collaborais alors, depuis huit ans, régulièrement, à *la Libre Parole*; et Drumont manifestait le désir, à la fois d'augmenter la puissance d'action de sa feuille et d'en abandonner la direction effective à quelqu'un de plus jeune, tout en continuant, bien entendu, son article journalier. Il fut décidé que nous commencerions par tenter l'achat de *la Libre Parole* et, sur le conseil de Drumont, nous nous abouchâmes, Moreau, Delebecque et moi, avec Charles Devos, administrateur de Drumont. La première difficulté que nous rencontrâmes fut la forme de société qui était celle du grand organe antisémite et où il était

malaisé de pénétrer, même avec l'assentiment des porteurs. D'où une série de démarches et de consultations d'hommes de loi, de techniciens, de spécialistes en sociétés, qui commença par nous divertir, puis, assez rapidement, nous lassa. Il en est des juristes comme des médecins. Chacun a son avis, son dada, et une façon de procéder différente de celle du confrère : « La loi vous autorise à faire ceci », dit Pierre. « Elle vous l'interdit formellement », dit Paul. « Pas si vous avez auparavant fait ceci », ajoute Jacques. « Oh! oh! (s'écrie Jules), faire ceci ne sert de rien ; c'est faire cela qui est important. » Ballottés entre des conseils opposés et pareillement impératifs, nous nous sentions, comme on dit dans le Midi, devenir chèvres.

L'entourage de Drumont, et notamment Gaston Méry, conseiller municipal républicain, combattaient naturellement notre projet, destiné à rompre le tran tran d'un journal qui jusqu'alors avait tenu la balance égale entre tous les partis d'opposition. Dès que je faisais un article royaliste, Méry en faisait un pour célébrer la quatrième et « bonne » République, celle de Déroulède et de Thiébaud. Le patron s'amusait fort de ces contrastes et déclarait que la meilleure formule serait celle qui consacrerait, chaque matin, l'article de tête à une opinion politique différente, dans les limites, bien entendu, de la Patrie et de la Religion. Mais, à ce jeu, le public de *la Libre*

Parole risquait de se scinder à son tour, ou de se fatiguer du tournoi. Il fallait absolument en finir. Ce fut Léon de Montesquiou qui se chargea de signifier à Drumont la résolution de l'Action Française d'aboutir ou de rompre les pourparlers. Cette scène mémorable eut lieu dans le salon du bas de l'hôtel du passage Landrieu, par un temps de neige mêlé de pluie, qui recroquevillait le petit jardin. C'était pour moi une grande mélancolie que de quitter la feuille antisémite et nationaliste, où je combattais depuis huit ans, et Drumont que j'aimais et que j'admirais. Mais le piétinement de la Patrie Française ne convenait plus à l'état de mon esprit, ni à mon désir de voir, le plus tôt possible, le régime, cause de tous nos maux, remplacé par la monarchie. Léon de Montesquiou parla le premier, avec cette dignité, cette franchise et cette solidité dialectique, qui donnaient tant de poids à son discours. J'ajoutai quelques mots personnels. Drumont nous écoutait, fort ému, décidé cependant à la rupture. Il me parut que les arguments, hautement politiques, de Montesquiou le frappaient par leur justesse, mais qu'il pensait qu'il était décidément trop tard pour changer de ligne de conduite. Son idée de derrière la tête était que la France descendait irrémédiablement à l'abîme, et que rien ne pouvait l'en tirer : « Il en est des peuples comme des gens, mon bon ami. Après avoir atteint leur apogée, ils ont leur phase de décrépitude ». C'est

la thèse, fausse à mon avis, exposée dans *la France Juive*, et surtout dans *la Fin d'un Monde*. Elle donne lieu à de grandes considérations philosophiques, mais elle est contraire à l'action. Drumont, historien et critique génial des phénomènes sociaux, n'était ni un politique, ni un homme d'action.

Maintenant que je vois les choses de plus loin, je me félicite de l'échec des négociations concernant l'achat de *la Libre Parole*. Si elles avaient abouti, je me serais trouvé là, personnellement, dans une situation assez fausse. Nominalement directeur du journal (par la supériorité des apports royalistes), j'aurais été, par la force des choses, en opposition constante avec Drumont qui, à la moindre observation sur ses articles, m'aurait reproché, comme il savait le faire, de vouloir « attenter à son cerveau ». C'était sa formule des grandes circonstances. En lui cédant, par amitié, et parce qu'il demeurait à mes yeux, le « patron » et le fondateur de *la Libre Parole*, j'aurais manqué, dans une certaine mesure, à mes engagements vis-à-vis de l'Action Française, et d'amis qui m'étaient également très chers. En lui résistant, j'aurais usé mon influence dans de petites querelles fréquentes et je lui serais vite devenu odieux. Dieu fait bien ce qu'il fait, dit La Fontaine.

La combinaison de *la Libre Parole* avortant, définitivement cette fois, Maurras nous réunit

tous et annonça qu'on ferait un appel, dans *l'Action Française* revue, pour la réunion des capitaux nécessaires à la fondation d'un quotidien. C'était une entreprise hardie et qui, à distance, paraît bien plus risquée encore, vu l'ignorance où était alors le public conservateur français, quant à l'influence irrésistible et indispensable de la presse. Aucune action politique, aucune propagande, aucun recrutement ne sont possibles sans elle. D'autre part, les principaux souscripteurs à la combinaison Drumont-*Libre Parole* étaient capables de se retirer, comme Drumont lui-même, et de refuser leur concours à un organe qui n'aurait plus la collaboration du chef illustre de l'antisémitisme. Cependant la prise de l'idée royaliste sur les esprits était déjà telle, grâce à Maurras et au dévouement de ses admirateurs et lecteurs, que l'on recueillit, en quelques semaines, une somme de près de deux cent mille francs. Ma chère femme, à qui notre amie, Madame de Loynes, venait de léguer cent mille francs, les versa à l'œuvre commune. Nous partîmes avec quelque trois cent mille francs, ce qui, rapidement connu, fit dire à nos confrères : « Ils en ont tout juste pour six mois ». On calculait sans notre cohésion et sans les ressources inespérées que la Providence met à la disposition des entreprises désintéressées et des hommes qui veulent ardemment les faire aboutir.

Nous demandâmes à Bernard de Vesins de

prendre l'administration du journal et à Robert de Boisfleury d'assumer la charge difficile de secrétaire de la rédaction. Car, pour une feuille de doctrine et d'action, comme celle que nous projetions, il nous fallait une surveillance incessante de toute la copie, en même temps que de la publicité et des voies souterraines par lesquelles la finance tend à pénétrer dans les organes indépendants, et désireux de rester tels. J'entends encore Lucien Moreau disant à de Vesins, alors capitaine d'artillerie démissionnaire, depuis nommé colonel et officier de la Légion d'honneur, pour ses hauts faits pendant la guerre : « Mon cher ami, nous ne pouvons pas nous passer de votre concours ». La réponse de Bernard de Vesins fut : « Quelle rude corvée, mon cher Moreau ! Cependant, vous pouvez compter sur moi ». Vesins est, physiquement et moralement, un Croisé pour la haute taille, le feu du courage et l'intelligence intrépide. Ayant failli assommer le préfet de Seine-et-Oise au moment de l'inventaire de l'église de Versailles, en 1907 (ce fut cet acte de juste révolte qui donna le signal de la résistance dans tout le pays), il fut condamné à deux ans de prison, sans sursis, par un juif du nom de Worms, qui assouvit ainsi, sur ce paladin, sa rage ethnique. Bernard de Vesins est aussi bon et généreux qu'il est robuste, aussi éloquent et entraînant qu'il est lucide en politique. Ajoutez à cela une ironie qui met en lambeaux l'hypo-

crisie et le mensonge, et une mansuétude infinie vis-à-vis de l'erreur involontaire, de l'erreur par ignorance. Le poncif et le préjugé le fâchent, mais le mauvais langage, qui est le leur, le fait rire de bon cœur. Il aime passionnément la logique et la propriété dans les termes.

Le lieutenant de Boisfleury, critique militaire éminent à *la Gazette de France*, sous le pseudonyme de Saint Sornin, catholique ardent, victime lui aussi des misérables inventaires et du ministre Marie-Georges Picquart, travailleur infatigable, accepta un secrétariat de rédaction qui n'a sans doute pas son pareil dans la presse française pour la ponctualité et la lucidité d'esprit qu'il exige, entre onze heures du soir et deux heures du matin. C'était à lui qu'il appartenait de reviser toute la copie, toutes les informations, les agences, etc... et de rendre compréhensibles tant de nouvelles affluant, en vrac et en charabias, à partir de cinq heures de l'après-midi. Son autorité et sa décision lui permettaient de dire « non » à la copie arrivant en retard, fût-elle remise par un des comités directeurs. Frère Loup Vaugeois, débarquant à l'imprimerie, avec son filet, passé une heure du matin, avait beau pester, protester, invoquer son titre de « directeur politique », Boisfleury lui répliquait poliment : « Les formes sont descendues, cher ami, ce sera pour demain. »

« Il a raison, déclarait finalement Frère Loup,

avec son étincelant altruisme ; autrement nous ne paraîtrions pas à l'heure. » Cependant que Boisfleury, subrepticement, envoyait tout de même la copie au typo, avec l'espoir que la leçon servirait.

Jules Lemaître, converti au royalisme depuis plusieurs mois, par la lecture et la fréquentation de Maurras, assistait à cette mise en train, comme il nous l'a avoué depuis, avec quelque scepticisme. Il se demandait si nous surmonterions jamais l'amas d'âneries, primaires, secondaires et aussi tertiaires, ou d'enseignement supérieur, accumulées depuis tant d'années contre le principe monarchique : « C'est un monde à remuer, mes enfants », nous disait-il, en riant tendrement de notre présomption. A quoi nous répondions : « Aidez-nous, parrain, et ajoutez votre effort au nôtre, pour que le nôtre soit moins ardu ». Il faut dire aussi qu'il sortait meurtri de la malheureuse aventure de la Patrie Française, tragiquement terminée dans l'assassinat de Syveton, et où il avait été, à cette occasion, l'objet d'attaques abominables et de reproches immérités. Lemaître était un homme de bibliothèque, un très grand lettré, un très grand écrivain, ami de son repos, qui avait horreur de la foule, du bruit, du tapage autour de sa personne. Cependant il n'hésita pas à se joindre à nous, et l'autorité qui s'attachait à son nom nous fut, en ces débuts, d'un réel secours.

Nous nous occupâmes aussitôt d'un local. Partagés en deux équipes, ou réunissant nos compé-

tences, nous parcourûmes les boulevards et les rues adjacentes, Moreau, Delebecque, Boisfleury, Vaugeois, Vesins et moi. Après avoir monté un grand nombre d'étages, et arpenté bien des enfilades de pièces vides et sans rideaux — chose qui m'a toujours été odieuse, comme l'image de l'abandon et de la mort, transportée de l'homme dans les endroits habités — nous découvrions enfin, 3, rue de la Chaussée-d'Antin, à côté du théâtre du Vaudeville, deux appartements libres au quatrième et au cinquième, sans communication intérieure. Chacun d'eux se composait d'une demi-douzaine de chambres et salons, qui suffiraient à peu près à nos modestes services. Au quatrième, l'administration avec Vesins. Au cinquième, la rédaction avec un cabinet pour Maurras, un pour Boisfleury, un pour Vaugeois, Bainville et Daudet. Il y a ainsi douze ans que nous passons trois heures par jour, le maître de la politique étrangère et moi, assis en face l'un de l'autre, nous communiquant nos impressions sur des événements d'une certaine importance, on en conviendra, et cela, (bien que nous soyons de tempéraments différents), sans nous manger le nez, ni le moindre cartilage. Quand à Frère Loup, il ne s'astreignait jamais à des heures régulières de collaboration, s'occupait principalement de propagande et courait Paris et la province pour conquérir de nouveaux adeptes et renouveler l'ardeur des anciens. C'était une flamme en mouve-

ment. Il débordait d'ingéniosité et de vie, arrivait comme une bombe, s'informait s'il y avait « du nouveau », repartait comme la foudre, et trouvait le moyen, entre deux voyages, de dénicher des solutions excellentes aux problèmes politiques qui nous pressaient, de toutes parts. Comme disent les gens du peuple, il ne « regardait » ni son temps, ni sa peine, je vous en réponds : et, avec cela, sa délicatesse de cœur, son sentiment des nuances, étaient infinis. Nous avions pour lui, ma femme et moi, une fraternelle affection, qui n'a cessé qu'avec sa vie, mais qui enchante encore nos souvenirs.

Peu de temps avant le lancement du journal, une importante réunion d'actionnaires et d'amis politiques eut lieu chez Mme la Marquise de Mac Mahon, où se trouvait notamment le comte Eugène de Lur Saluces, son beau-frère, l'un et l'autre parrains intellectuels de *l'Action Française*. Nous expliquâmes aussi bien que possible, Montesquiou, Vaugeois et moi, le genre de journal que nous allions fonder, et qui était destiné, dans nos esprits, à combattre l'erreur démocratique de front, et non de biais, à recruter rapidement des adhérents dans tous les milieux, à faire connaître le programme et aimer la personne du duc d'Orléans, autant qu'il est possible de briser le mur épais de l'exil, malgré les mensonges et les absurdes déformations de la canaille juive et maçonnique et de la perfidie libérale. Nous prîmes soin de ne dissimuler aucune

des difficultés de notre tâche, dont la première était la modicité de nos ressources, nous interdisant la vaste publicité du départ. Nos auditeurs et auditrices nous témoignèrent, par leurs chaleureux applaudissements et leurs souscriptions immédiates, de leur volonté de nous soutenir jusqu'au bout. Ce fut une minute émouvante et telle que je ne franchis jamais le seuil de notre grande et sage amie sans me la rappeler. Il planait, au-dessus de cette assistance, passionnément attachée à la cause nationale et royale et bien plus clairvoyante que les milieux les plus choisis de la Patrie Française, le pressentiment d'événements graves et de tournants solennels. C'était un peu comme le lancement d'un bateau, qui va affronter la haute mer et la tempête. Je regardais, tout en parlant, le visage souriant et noble du comte Eugène de Lur Saluces, exilé lui aussi, en compagnie d'André Buffet, par la Haute Cour; exilé pour avoir voulu épargner à son pays ces suites fatales de l'erreur démocratique-ploutocratique, qui s'appellent la guerre, l'invasion, et la ruine, sous toutes ses formes.

CHAPITRE II

Le premier numéro quotidien de *l'Action française*. — L'attitude de nos confrères parisiens. — La Revue de la Presse, par Maurras. — Le temps des semailles. — Un mot d'Adrien Hébrard. — La conspiration du silence. — Conférences à Paris et en Province.

Le 21 mars 1908, parut le premier numéro de *l'Action Française* quotidienne, organe du nationalisme intégral, portant, comme devise, la fière parole de Monseigneur le duc d'Orléans : « Tout ce qui est national est nôtre ». Nos bureaux étaient donc Chaussée d'Antin. Notre imprimerie se trouvait 19, rue du Croissant, dans la rue Montmartre. La déclaration, qui ouvrait le journal, était signée des douze noms suivants : Henri Vaugeois, Léon Daudet, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Lucien Moreau, Jacques Bainville, Louis Dimier, Bernard de Vesins, Robert de Boisfleury, Paul Robain, Frédéric Delebecque, Maurice Pujo. Nous avions campé la « Dernière Heure » au milieu de la première page, ce qui, par la suite, parut moins intéressant quant à l'aspect extérieur, ou « œil »,

de notre feuille, que nous ne l'avions espéré. Je signais du pseudonyme de « Rivarol » des échos, censés divertissants, mêlés de prose et de vers. Criton-Maurras inaugurait une Revue de la Presse, avec exposé et discussion des confrères, qui a été souvent reprise ailleurs et imitée, depuis, jamais égalée. Nous annoncions pompeusement deux feuilletons, l'un, *Marianne*, de Marivaux, recommandé par Jules Lemaître, lequel excita peu d'intérêt, comme trop long et digressif, l'autre *Mes Pontons*, de Louis Garneroy, qui plut davantage. Il y avait aussi une déclaration de Jules Lemaître, adhérant à la monarchie, et qui scandalisa pas mal de « républicains » ou prétendus tels, dont Judet, directeur de *l'Éclair*, considéré alors comme un patriote éprouvé, reconnu depuis comme une variante de Judas.

Catholique fervent, agrégé de l'Université, polémiste d'une verve drue et d'une éloquence souvent irrésistible, Louis Dimier, par certains côtés, rappelle Veuillot. Connaissant à merveille les points faibles de l'adversaire, ses préjugés, les détours de l'erreur libérale, érudit de mille manières, n'ignorant rien de l'art contemporain, avec quelques idées saines très arrêtées et toujours vigilantes, il est à son aise dans la polémique, comme dans la discussion historique et théologique. Il parle comme il écrit, avec verve, éclat et précision et je l'ai vu s'élever, par plans gradués, à la plus haute éloquence. Paul Robain, avocat

du barreau de Poitiers, portait déjà la parole royaliste aux quatre coins du pays, ne boudant jamais à sa peine et joignant, à la sûreté de la doctrine, le feu d'un langage imagé, entraînant, toujours correct. Nous le retrouverons dans le souvenir de nos conférences en commun. Frédéric Delebecque, capitaine d'artillerie, historien par tempérament, la critique faite homme — une critique active, positive et féconde — apportait, à tout débat, cette sagacité méticuleuse, cette amitié pour les idées justes, cette inimitié pour l'erreur, cette flamme concentrée de patriotisme, qui forment la trempe de son caractère. Chérissant son repos, la campagne, la solitude, ayant horreur des importuns et des hâbleurs, il participait cependant à la vie tourmentée du journal, nous soulageait de mille besognes, de mille soucis et nous rendait silencieusement tous les services possibles. Il allait relancer les maîtres récalcitrants, il colligeait les textes accablants pour le dreyfusisme, il pointait et réfutait les mensonges du clan du Bordereau. Quant à Pujo, il assuma, dès le début, la tâche ardue de grouper autour de nous la jeunesse et de concentrer les éléments d'action, sans lesquels nos articles eussent été impuissants à désengourdir l'esprit public.

Avouons-le, il était bien bas, ce pauvre esprit public, chez nous, au moment où roulait le premier numéro de *l'Action Française* quotidienne. Littéralement, le pays dormait. Il dormait au

bord de l'abîme, avec une ignorance totale du danger que représentent les institutions politiques les plus absurdes peut-être que le monde ait jamais connues, les plus contraires à la physique des sociétés. Il nous fallait cette foi chevillée, dont on dit qu'elle remue les montagnes, pour tenter de le réveiller. Quand on parlait aux gens du péril allemand, à cette époque-là, ils vous riaient au nez. Pourquoi, juste ciel, les Boches nous auraient-ils fait la guerre? Ils obtenaient de nous tout ce qu'ils voulaient. D'ailleurs, quel serait le souverain européen assez fou pour déchaîner un fléau semblable? « La guerre, actuellement, mon cher monsieur, mais vous n'y pensez pas! Dès le huitième jour après la mobilisation, les aliments feraient défaut, ainsi que les ressources pécuniaires, et les peuples, affamés et ruinés, se révolteraient en masse. Le pays qui déclarerait la guerre décréterait, du même coup, la révolution. » Ainsi raisonnaient les gens sensés et réfléchis, qui peuplent les revues, les académies, et les rédactions des journaux. D'autres nous qualifiaient de bellicistes, parce que nous pensions que nier le fléau ne suffit pas à l'éviter. Quelques-uns enfin, se croyant très calés et très malins, affirmaient, avec un parti républicain de plus en plus étendu et actif et reconnaissant comme chef Joseph Caillaux, successeur désigné du petit père Combes, que l'alliance avec l'Allemagne, contre l'Angleterre, s'imposait. Ce der-

nier clan, baptisé par nous « clan des Ya ». disposait de ressources financières considérables, attendu qu'il traduisait et exprimait la principale aspiration de la haute banque juive, groupée, comme chacun sait, autour de Berlin, Dresde, Vienne et Francfort. Le premier échelon de cette grande pensée devait être l'introduction des principales valeurs d'État prussiennes à la cote de la Bourse de Paris. Nous étions au courant de ce redoutable projet et résolus à l'emboîter ferme, comme on dit en argot de théâtre, car nous le regardions comme le premier stade de l'invasion.

Ceci pour la politique étrangère, dont la rubrique était, en quelque sorte, absente de la grande presse parisienne. On ne se rappellera pas sans une douloureuse ironie qu'en fait de politique étrangère la rubrique du journal le plus répandu chez nous, dans le monde conservateur, et, par ailleurs, le mieux rédigé, j'ai nommé *le Figaro,* fut tenue, pendant dix ans, par un agent bismarckien doublé d'un maître chanteur, Rosenthal, dit « Jacques Saint Cère ». Magnard ne s'en douta jamais. Vers le même temps, la même rubrique était attribuée, par *le Petit Journal*, à Judet, autre agent allemand, rétribué aussi par la Wilhemstrasse et considéré comme un représentant autorisé du patriotisme français ! Marinoni ne s'en douta jamais.

Pour la politique intérieure, le radicalisme anticlérical et maçonnique, associé à un socia-

lisme germanisé et enjuivé, était le maître de la situation. *La Libre Parole* ne battait plus que d'une aile; *le Soleil* était agonisant; *le Gaulois* était dirigé par un sémite mondain, le vieux Meyer, rongé de terreurs et de phobies. La grande presse obéissait en général aux indications de la majorité parlementaire et du gouvernement à l'image de celle-ci, eux-mêmes aux mains de la finance sémite. Là, comme ailleurs, c'était, sur les questions essentielles vitales, immédiates, le silence, la peur et la publicité qui faisaient la loi. On vivait sous le régime des communiqués officieux, insérés en premier lieu, chose admirable, dans *la Nouvelle Presse Libre* de Vienne et dans *la Gazette de Francfort*, quand ce n'était pas dans *la Tribuna* de Milan! La France, c'est triste à dire, mais c'est indiscutable, n'était pas maîtresse de ses destinées. Elle descendait, lentement et sûrement, à l'abîme, avec une littérature et un art dramatique frelatés, partagés entre l'obscénité et la grandiloquence.

Un fait monstrueux, la translation des restes d'Émile Zola, chantre de *la Débâcle*, au Panthéon désaffecté, suffit à définir cette triste époque. Pourquoi ce sacrilège? Parce que Zola, ayant été la voix du dreyfusisme et le principal insulteur de l'État-Major français, il importait au parti républicain et à la nation juive, complices et solidaires, qu'il fût honoré, comme un grand citoyen, de la reconnaissance de la Patrie. A l'occasion

de cette macabre aventure, que présidait l'énorme Fallières, un vieux journaliste patriote, du nom de Gregori, collaborateur du *Gaulois*, — ô ironie ! — tira sur Dreyfus deux coups de feu et le blessa légèrement. Les politiciens présents furent hués par la foule, poursuivis de coups de sifflets et d'injures. Le gouvernement comprit que la population parisienne commençait à se fâcher et fit légèrement machine arrière, quant à la glorification de ses abominables fétiches. La chose se serait passée en 1911, alors que nous groupions déjà une grande partie de la jeunesse des écoles, que Gregori n'eût pas eu l'occasion d'intervenir, car la cérémonie dégradante n'eût pas eu lieu : l'Action Française aurait su l'empêcher. L'avilissement des symboles est, en effet, chose grave. Douze ans plus tard, la terrible guerre étant terminée par la victoire, il fut question de transporter au Panthéon la glorieuse dépouille d'un soldat inconnu ; mais il apparut aussitôt que le voisinage de Zola souillerait le héros, que la foule parisienne ne supporterait pas la pensée d'un pareil outrage fait à un combattant. Ce qui fit qu'un de nos confrères suggéra l'idée de l'Arc de Triomphe, à laquelle tout le monde, aussitôt, se rangea. Contre cette revanche du bon sens, les criailleries des derniers démocrates demeurèrent sans effet. Tant il est vrai qu'il est dangereux de vouloir mêler aux ossements sublimes les ossements indignes, et de profaner deux fois les sanctuaires.

Tout nouveau journal quotidien est assuré, à sa naissance, d'avoir contre lui les confrères — principalement ceux de son bord — auxquels il rogne leur part, pour se faire la sienne. Vis-à-vis de nous, cette hostilité sourde se doublait, chez les organes conservateurs, de la crainte que leur public royaliste ne se détachât d'eux et ne nous suivît. On nous donnait volontiers à tous les diables, répétant que notre « canard » ne durerait pas plus de trois mois, six au maximum. On escomptait la pénurie de nos ressources, les gaffes que nous ne manquerions pas de commettre, le parti qu'en tirerait le gouvernement. D'autres assuraient que Daudet étant violent — j'ai toujours eu, je ne sais pourquoi, cette réputation — et Maurras entêté, le torchon brûlerait très rapidement entre les deux leaders du journal. Si, par hasard, nous arrivions à nous entendre, nous nous effondrerions au premier procès. Selon les malins, les juifs s'arrangeraient pour nous subventionner par des personnes interposées et nous fermer le bec administrativement. Ou bien l'on nous embarquerait dans une histoire de faux papiers, qui nous ferait périr de confusion. A moins qu'on ne nous déléguât des spadassins professionnels, qui nous zigouilleraient selon les règles. Toutes les terreurs, qui hantent les nuits et les veilles des ralliés, apparaissaient dans ces sombres pronostics. Nous ne nous en émouvions guère. Nous n'avions même pas le temps d'en

écouter le récit. Il fallait grouper des collaborateurs pour les différentes rubriques, mettre notre organe sur ses pattes, contribuer à sa fabrication quotidienne, déterminer, chaque jour, la ligne politique à suivre, faire le point, comme disent les marins. Ces deux premières années de l'*A.F.* représentent un formidable labeur et tel que je me demande aujourd'hui, en le regardant à distance, comment nous avons eu le toupet de l'entreprendre, avec d'aussi faibles ressources.

Nous étions très préoccupés d'avoir de bons informateurs. Ceux-ci ne manquent pas dans notre profession, et beaucoup de fort aimables garçons — et d'autres que l'usage montra plutôt peu sûrs — venaient nous proposer leur collaboration. L'un d'eux, mort depuis, auteur de petits romans sentimentaux, d'historiettes blanches. décidé à se lancer dans le reportage, se montra très surpris, quand je le priai d'aller se renseigner à la *Bourse du Travail*, comme on disait alors : « Mon cher maître, c'est que je ne tiens pas du tout à frayer avec les révolutionnaires. Je sais que cela déplairait beaucoup à la famille de ma fiancée ». En vain lui objectai-je que ces démarches faisaient partie de son métier. Il me déclara, en outre, qu'il lui était impossible d'admettre et même de discuter le point de vue syndical et le contrat collectif, attendu que son père était intimement lié avec M. Gigot, qui combattait ces vues subversives et n'admettait que la liberté

du travail. Finalement il me supplia de lui rendre sa propre liberté, ce que je fis en riant. Un autre, tout à fait bien disposé, auquel je demandais de s'occuper d'un assassinat, qui avait eu lieu dans la soirée, me répondit, avec une petite moue : « Oh ! monsieur, est-ce vraiment la peine? Ce sera dans tous les autres journaux demain matin ». Je m'aperçus très vite que les enquêteurs et reporters de la presse parisienne s'entendent entre eux pour déléguer sur place, lors d'un événement important, deux ou trois des leurs, qui communiquent ensuite leurs renseignements aux camarades, lesquels les accommodent à la sauce de leurs journaux respectifs. Il peut y avoir des exceptions, mais celles-ci sont extrêmement rares. D'où l'uniformité des récits de presse, qui surprend les personnes non initiées.

Étant *réellement* d'opposition, c'est-à-dire prêchant ouvertement la subversion du régime, et en fort mauvais termes avec le préfet de police d'alors — invraisemblable fantoche, du nom de Louis Lépine, qui fit assommer les catholiques, lors des inventaires de 1907 — nous n'avions naturellement que les nouvelles les plus banales et on ne nous les donnait qu'après tout le monde. Ce régime dura tant qu'on prit *l'Action Française* pour un brûlot, destiné à disparaître rapidement. Lorsqu'on s'aperçut qu'elle durait, et qu'il fallait s'habituer à elle, comme à un mal

chronique, la consigne se desserra un peu ; nous fûmes traités ainsi que le commun des mortels. Mais nous avions déjà pris l'habitude d'un franc parler, qui valait bien le sacrifice de quelques faits divers. Rarement préfet de police fut secoué comme nous secouâmes Louis Lépine, qui avait pris la douce habitude de manœuvrer députés, sénateurs, ministres, et aussi directeurs de journaux, en les menaçant de ses fameux dossiers, politiques et privés, farcis, disait-il, de terribles révélations. Depuis, ayant eu entre les mains la plupart de ces dossiers et sommiers, j'ai pu constater leur imperfection et la vantardise de leurs détenteurs. D'ailleurs ni Maurras, ni Vaugeois, ni Montesquiou, ni Moreau, ni Vesins, ni Bainville, ni Pujo, ni aucun de nos amis, ni moi n'avions de cadavres dans nos armoires ; nous ne redoutions aucune révélation, et nous le fîmes voir assez promptement.

En dehors de *la Gazette de France*, à laquelle, avec *l'Action Française* quotidienne, collaboraient régulièrement Maurras, Bainville et Boisfleury, les journaux de clientèle royaliste ne parlaient jamais à leurs lecteurs de la nécessité du Roi. Ce silence, sur le point le plus important, était considéré comme le fin du fin. Arthur Meyer, directeur du *Gaulois*, déclarait, de sa voix inimitable : « Je ne prêche point la monarchie, je la suggère ». Judet, directeur de *l'Éclair*, sollicitait et acceptait les subventions des royalistes,

mais faisait de la politique républicaine, briandiste d'abord, puis caillautiste et boche. *Le Soleil* avait perdu sa clientèle, à cause de son attitude dans l'affaire Dreyfus. Pour ces trois journaux, notre apparition équivalait à une calamité. *Le Gaulois* et *l'Éclair* prirent bien vite la résolution de nous faire sournoisement une guerre au couteau, à laquelle nous décidâmes, de notre côté, de répondre vigoureusement. Mais ce ne fut que deux ans plus tard que Meyer et Judet jetèrent le masque, quand ils estimèrent que nos incessants progrès menaçaient directement leurs boutiques. Du côté républicain, la consigne fut d'abord de ne pas s'occuper de nous, de nous laisser vivre, discuter, tempêter, sans jamais nous répondre. Nous profitâmes largement de ce silence pour extraire de l'actualité, à mesure qu'elle s'offrait à nous, les thèmes et arguments favorables à notre cause; pour éplucher le personnel politique républicain, pour dire tout haut ce que les autres taisaient, ou disaient tout bas. Quand Lemaître ou Bourget consentaient à nous donner un article, c'était une aubaine. La vente, d'abord petite, monta peu à peu, ainsi que les abonnements, la publicité demeurant stationnaire. Quelles que fussent nos économies, et la maigreur de notre budget, nous nous trouvâmes bientôt au bout de notre rouleau, et contraints à un nouvel appel de fonds. L'empressement de nos amis et partisans nous prouva que nous nous

étions déjà fait une petite place, que notre bateau tenait l'eau, qu'il n'y avait plus qu'à attendre une brise propice. Mais combien de temps faudrait-il l'attendre?

Quelques mois seulement — affirmait Lemaître avec bonhomie, mais sans grande conviction. Il avait vu les débuts triomphants de la Patrie Française, puis la période de stagnation, puis la rapide dégringolade, à partir de la mort tragique de Syveton. Il lui avait fallu un véritage courage pour se relancer dans une nouvelle entreprise politique, immédiatement après l'échec de la précédente. Depuis la disparition de notre vieille amie, la chère M^me^ de Loynes, survenue en janvier 1908, il était d'ailleurs désemparé, et *l'Action Française* lui tenait lieu de famille. Cette formule, si souvent galvaudée, convenait à notre milieu, où une même doctrine politique et une espérance en commun liaient des amitiés très profondes et qui ne se sont jamais démenties. Celles-ci nous ont soutenus, les uns et les autres, au milieu de traverses redoutables, sans cesse renaissantes, et telles que je ne puis concevoir que la Providence ne nous a pas, en somme, protégés et tirés d'affaire. Nous aurions dû disparaître dix fois, et il est arrivé que chacune des embûches, que chacun des obstacles dressés contre nous, a finalement donné un nouvel élan à notre entreprise. D'où notre cri, quand une tuile tombe : « Vous allez voir quel agrément et quel

progrès cette petite brique-là nous ménage avant un mois ! » Lorsqu'un des nôtres est en danger, tous les autres se portent aussitôt à son aide. Cette étroite collaboration est indispensable, si l'on veut aboutir à quelque chose d'important.

Adrien Hébrard, directeur du *Temps*, bien que sceptique quant au résultat final, pensait qu'au bout de trois ou quatre ans nous serions à la tête de l'opposition et que la critique serrée de Maurras, qu'il admirait fort, contribuerait à amender la République. Il ne croyait pas que la jeunesse nous suivrait, ni qu'il dût y avoir, un jour ou l'autre, dans le pays, une orientation à droite. L'hypothèse d'une nouvelle agression de l'Allemagne contre nous lui semblait exclue. Sa grande intelligence, déparée par quelque libéralisme, datant de sa jeunesse, lui représentait volontiers les solutions intermédiaires, ou bâtardes, comme plus probables que les solutions franches. Mais, au fond, il aimait l'ordre et l'autorité; l'accession au pouvoir des piliers du Café de Madrid — qu'il connaissait tous à fond — l'avait légèrement estomaqué. Il nous reprochait de faire, dans notre quotidien, une place excessive à la doctrine : « Vous en reviendrez ».

Il nous venait, bien entendu, des conseils de tous les côtés. Nous nous gardions de les écouter, d'après ce principe que celui qui sait où il va, et qui tient la barre, ne doit pas se laisser détourner de sa route. Je revois quelquefois,

quand j'ai la grippe, la collection du journal à ses débuts. Évidemment, il devait paraître un peu austère, un peu roide, avec ses colonnes de discussion et de polémique, primant les colonnes d'information. Il manquait d'air et d'enjouement — disait-on — voire d'indulgence pour quelques-uns de nos plus notoires contemporains. Mais ces prétendus défauts furent, en somme, la cause de sa pénétration et de son succès. Ceux qu'il conquit, il les tint bien, les garda, et fit d'eux la phalange initiale, à laquelle vinrent s'agglomérer, par la suite, des milliers, puis des dizaines de milliers de patriotes français. Plus aimables, moins combatifs, nous aurions été rapidement enlisés dans la veulerie générale, circonvenus et annihilés. L'absence de pont-levis et d'accès maintint à notre forteresse son caractère d'inexpugnabilité, grâce auquel nous avons tenu en respect, puis vaincu, des ennemis nombreux et autrement munis que nous. Il n'est pas mauvais que les polémistes soient entourés et protégés d'une réputation de sauvagerie, de mauvais coucheurs. Autrement, de fil en aiguille, on serait vite ligoté et désarmé, tel Gulliver à Lilliput, par les mille petits nains des conventions sociales et mondaines.

Je secondai Maurras, à la rédaction, de mon mieux. Vaugeois donna l'impulsion à la propagande. Mais il n'y a aucune espèce de doute : l'âme du mouvement, ce fut Maurras. Il y a, au

moment où j'écris ceci, près d'un quart de siècle que ce grand homme, jour et nuit, ne gardant que six heures à peine pour son sommeil et ses repas, saisit, étreint corps à corps le démon de l'erreur républicaine et ne lui laisse pas le temps de se ressaisir, ni de souffler. De deux heures de l'après-midi à huit heures du matin, il est sur pieds, dépouillant son énorme correspondance, écoutant les rapports de ses collaborateurs, les propos de ses visiteurs, distribuant ses ordres ponctuellement obéis; en dehors des bureaux du journal, son domaine est l'imprimerie, rue du Croissant, où il écrit, d'une plume rapide et précise, les pages de lumière que l'on connaît et qui portent partout la conviction et la certitude. Traité de « sophiste » — au sens péjoratif du mot — par des imbéciles d'ailleurs de moins en moins nombreux il est bien un ami de la sagesse (Sophia), d'une intrépidité égale à sa clairvoyance ; mais aucun nuage ne s'interpose jamais devant le soleil de son bon sens. Quand il analyse, jusqu'à l'extrême pointe de l'entendement, il le fait clairement, et sa synthèse vient d'une seule coulée, comme une nappe d'or.

Notre meilleur atout, pour le réveil national que nous voulions obtenir, était la constitution d'une Ligue d'Action Française par Maurras, Vaugeois, Bainville, Montesquiou et Moreau, ligue datant déjà de plusieurs années, et singulièrement vigoureuse et florissante. Chaque ligueur

signait une déclaration, qui a beaucoup fait parler d'elle depuis, toutes les fois qu'il a été question de machiner contre nous quelque poursuite pour complot. *L'Enquête sur la Monarchie* de Maurras, où se trouvent les magistrales consultations du comte Eugène de Lur Saluces et d'André Buffet, les deux condamnés et exilés de la Haute Cour de 1899, avait rendu courage et confiance à beaucoup de royalistes de tradition et converti à la monarchie un certain nombre de personnalités républicaines. Ces dernières en convertirent d'autres, qui elles-mêmes se rapprochèrent des anciens partisans de la cause nationale. Telle fut l'origine de la Ligue, progressivement étendue à la plupart des grandes et moyennes villes de France, notamment dans le Nord, en Bretagne et Vendée, en Provence, à Lyon, en Savoie, en Lorraine, etc..., avec ramifications dans de gros bourgs et quelquefois de grands villages, où le journal, dès son apparition, fut avidement lu et commenté. La nécessité de la décentralisation administrative est un des premiers jalons posés par Maurras, avec la démonstration, jamais réfutée, que seule la monarchie — ne reposant pas sur le pouvoir électif — pourra opérer cette réforme indispensable. Le maurrasisme, par ce biais, rejoint le mistralisme et le Félibrige. Aussi le grand Mistral fut-il, dès le début, attaché à notre journal, intéressé par notre propagande, et ne nous ménagea-t-il pas ses précieux encou-

ragements intellectuels. Il ne pouvait, comme Lemaître, adhérer publiquement à notre mouvement, sans compromettre l'œuvre magnifique de la renaissance provençale, qu'il avait lui-même entreprise, à laquelle il consacra sa vie et qui avait besoin, pour durer, de la bienveillance, ou, au moins, de la neutralité des pouvoirs publics.

C'est en 1907, un an avant la fondation du quotidien en projet, que je fis, à Saint-Rémy-de-Provence, ma première conférence sans papier — sans « cra cra » comme on dit dans le Midi — sous les beaux arbres de la propriété de M. Mistral Bernard. Jusque là, quand je parlais en public, je lisais mon discours et n'improvisais pas. C'est un mauvais système. L'orateur, au lieu de se promener librement à travers les images, les aspects véhéments et souriants de la conviction intérieure, demeure attaché à son texte, ainsi que la chèvre à son piquet. Sauf rarissime exception — cas d'un incomparable lecteur, tel que Lemaître — il n'émeut pas, il n'entraîne pas.

J'étais un peu ému, car le fin public provençal est bon juge et juge sévère en matière d'éloquence. Mais la sympathie qui m'environnait me soutint, je ne fis pas trop souvent « heu, heu », je ne demeurai pas en plan comme je le redoutais au début, et l'épreuve fut franchie sans dommage. Le surlendemain, je recommençai en Avignon, cette fois avec beaucoup plus d'aplomb. Il

en est de la parole improvisée, pour l'orateur, comme de l'eau pour le nageur; il faut s'y lancer carrément et se démener de son mieux. On aborde toujours quelque part, assez loin parfois de l'endroit que l'on souhaitait. Il arriva même ceci qu'en Avignon un socialiste, plein de bienveillance et tel que je n'en ai plus jamais rencontré sur mon chemin, vint me dire, à la fin de la réunion, que ma doctrine était plus solide que la sienne : « Alors, adoptez-la. Venez à nous. — Je ne dis pas non ». Mais, le lendemain, il s'était ressaisi et déclarait, dans les feuilles locales, qu'il n'avait jamais eu l'intention de se convertir. Ainsi ratai-je mon premier catéchumène.

Dès cette époque, la Ligue d'Action Française donnait à Paris des conférences qui avaient un succès considérable, et auxquelles se pressait la foule patriote. La victoire des juifs dans l'affaire Dreyfus avait irrité, et même ulcéré, le grand public « boulangiste » — comme disait Vaugeois — de la ville-lumière, et il applaudissait à outrance ceux qui lui remontaient le moral, en jurant qu'ils n'abandonneraient jamais la cause de la Patrie et de l'armée. Après un affichage intensif, constatant la célèbre entorse donnée à l'article 445 par la Cour de Cassation, une série de réunions eurent lieu, notamment rue d'Athènes, où plusieurs centaines d'auditeurs ne purent pénétrer, vu l'affluence. Vaugeois se surpassa. Il transporta le public d'une espèce d'horreur

sacrée, en lui montrant l'envahissement juif comme premier échelon de l'invasion allemande, et les banquiers de Francfort précédant les armées du Kaiser. La partie égayante comportait une lanterne magique de l'Affaire et de ses protagonistes, dont je commentais la projection. Après s'être indignés, les gens riaient de bon cœur. A un moment donné, la salle étant plongée dans l'obscurité, un très grand peintre — le premier de sa génération — déjà très vieux et passionnément antidreyfusien, s'approcha de moi et me demanda comment il pourrait satisfaire un petit besoin, devenu irrésistible. Il ne fallait pas songer à sortir de la salle, en traversant les rangs pressés des auditeurs. J'interrompis mon boniment et guidai l'excellent homme vers une armoire, encombrée de cannes et de chapeaux, où il demeura enfermé un bon moment, d'où il sortit soulagé et reconnaissant. Depuis lors, chaque fois qu'il me rencontrait, il me rappelait en riant cette circonstance : « Vous m'avez littéralement sauvé la vie ».

C'est salle Wagram — où tiennent environ six mille personnes — que le cri de vive le Roi ! fut poussé, pour la première fois, par une foule emballée et debout. Parlant à la fin, je bénéficiai de l'enthousiasme, chauffé à blanc par mes prédécesseurs, Vaugeois, Robain, Montesquiou, de Roux et le commandant Cuignet. Chacun de nous ayant exposé, en long et en

large, les méfaits de la démocratie-ploutocratie et du suffrage universel, j'eus l'inspiration soudaine de jeter à l'assemblée ce cri libérateur et chargé d'espérance. Ce fut du délire. Les gens lançaient leurs chapeaux en l'air, les visages resplendissaient de joie, sous la lumière crue des becs électriques, et je crus que l'estrade, où nous étions, s'écroulerait sous la pression des corps enfiévrés et tendus vers une sorte d'hallucination collective. Cependant, beaucoup de ceux qui étaient là s'y trouvaient par simple curiosité et sans conviction monarchique préalable. Mais le courant avait passé. Vaugeois disait en sortant : « Tout le problème est que le courant passe dans la nation, comme, ce soir, il l'a fait à travers la salle Wagram. » En effet, et je suis persuadé qu'il suffira, pour cela, aujourd'hui surtout, d'une circonstance, d'une étincelle embrasant l'horizon, où siège la vérité politique. Les grands événements, même très préparés, tiennent toujours un peu du miracle.

Cependant qu'une équipe faisait le journal, une autre parcourait le territoire ; mais il arrivait que Bernard de Vesins, administrateur, fût réquisitionné pour la propagande, en même temps que le rédacteur en chef. Alors on se débrouillait comme on pouvait. Je laissais trois ou quatre articles d'avance — l'actualité immédiate étant assurée par Maurras — et je partais avec les camarades et mon inséparable Pampille,

qui s'occupait du confortable matériel de ces rapides déplacements. C'était, ma foi, fort joyeux, bien qu'assez fatigant. Règle générale : les organisateurs de la conférence, dans le patelin, grand, moyen ou petit, où vous débarquez, viennent amicalement vous donner des conseils sur la façon d'atteindre le public de leurs concitoyens, sur les sujets à traiter et ceux à éviter : « Ici, ce n'est pas comme ailleurs. Il y a à ménager tel ou tel, à taire ceci, à s'étendre sur cela ». N'en croyez rien. Écoutez, souriez, dites que vous tiendrez grand compte de ces observations et oubliez-les aussitôt.

Axiome I. — Il n'y a, pour l'ensemble de la France, qu'un public chaleureux, tiède ou froid, selon que vous aurez su, ou non, toucher ses clés sensibles.

Axiome II. — Ce qui se communique au public, ce n'est pas ce que dit l'orateur, c'est la conviction avec laquelle il le dit, c'est le tempérament qui accompagne cette conviction.

Rien ne ressemble à un auditoire nîmois — je choisis cette ville, berceau de ma famille paternelle, parce que j'y ai souvent parlé — comme un auditoire lillois. J'ai retrouvé à Nancy, sur les mêmes sujets, les mêmes mouvements de public qu'à Nantes et à Lorient. L'âme française est extraordinairement unifiée et réagit de façon identique sur tous les points du territoire. La prétendue froideur des gens du Nord est un

mythe. Le prétendu emballement des gens du Midi en est un autre. Il y a néanmoins des caractéristiques provinciales, comme l'inclination à la rêverie des Bretons et celle à la raillerie cruelle des Tourangeaux et des Champenois, mais qui n'affectent pas le tuf sensible et raisonneur. Les patriotes sont les mêmes partout; les indifférents ou les hostiles à l'idée de patrie se ressemblent à tous les points cardinaux et dans l'intervalle de ces points. Ce qui agit sur les idées, ce ne sont pas, comme le croyait Taine, les circonstances géographiques, climatériques, ou de milieu : c'est l'hérédité, c'est l'histoire, c'est la formation catholique ou protestante, de laquelle la laïcité n'est qu'une dérivation. La forme de sa religion laboure l'individu plus profondément que n'importe quel autre adjuvant ou élément physiologique ou psychologique. La forte proportion des protestants dans un auditoire (je m'en suis rendu compte à Strasbourg, avant la guerre), est très discernable. Je n'ai aucune antipathie pour les protestants, mais je les décèle en deux minutes de conversation, quelquefois à l'aspect général, ou au rire; et je sens que très souvent mon tempérament les désoriente ou les agace, quelque effort que je fasse pour les mettre en confiance et en sympathie. Au contraire, je m'entends à demi-mot avec un homme de sang catholique — Français comme moi, bien entendu — même s'il est venu à l'indifférence, ou à l'incroyance, dans sa

personne, ou dans celle de ses ascendants. A peine a-t-il ouvert la bouche, sur un sujet de religion, de morale, de politique, que je sais aussitôt ce qu'il va dire et que je pourrais presque le dire à sa place, sinon dans les mêmes termes.

Ceci posé, il est bien évident, que je me sens davantage chez moi à Paris, à Nîmes ou à Lorient (vu mes origines parisiennes, languedociennes et bretonnes) que dans tout autre endroit. Cela dépend aussi des circonstances. La parole est très journalière. Il en va d'un discours comme d'une scène au théâtre. Ce sur quoi vous comptiez ne porte pas et tombe à plat. Ce sur quoi vous ne comptiez nullement va aux nues. Il passe, dans un auditoire, comme dans une salle de spectacle — et même un peu plus — des phases ou zones d'incompréhension et de compréhension immédiate, de non réceptivité et de réceptivité, semblables à des bandes, alternativement grisâtres et claires, que va toucher et traverser votre parole. Raccourcir les premières, étendre les secondes, tel est l'art de l'orateur et, parfois aussi, son instinct. Profitez de toutes les ouvertures, ne vous entêtez jamais devant une fermeture. En vain cogneriez-vous désespérément, avec les meilleurs arguments du monde, à la porte d'esprits momentanément rétifs. Vous ne feriez que les irriter.

Au cours d'une tournée dans le Nord, nos amis de Lille persuadèrent à Jules Lemaître qu'il échaufferait singulièrement son public par une

allusion à la masse d'armes, nommée « goudendag », à l'aide de laquelle les Flamands, jadis, assommaient leurs envahisseurs. Lemaître, bon et cher homme, écoutait docilement ce qu'on lui disait. Il commençait par bougonner un peu, puis cédait aux objurgations de ses conseilleurs. Cependant il vint nous demander notre avis, dans le petit salon d'hôtel où Vesins, Robain, ma femme et moi étions réunis. L'évocation du « goudendag » lui paraissait un peu brutale, et il se demandait où le placer.

— Eh bien, parrain, ne le placez pas !

— Il paraît que cela fera très bon effet. Cette salle du cirque est très vaste. J'y suis venu du temps de la Patrie Française, je la connais. C'est le diable de la dégeler. Cette allusion la dégèlera.

Finalement, on convint de la phrase suivante, que Lemaître intercala dans sa harangue, de sa fine écriture déliée comme son esprit : « Assurez-vous, mes chers amis, d'un sérieux « goudendag » moral ». Le mot « moral » était destiné à atténuer ce que pouvait avoir d'excessif l'appel à la masse d'assommeur, dans la bouche d'un humaniste et peseur d'or comme Lemaître.

Nous arrivons. La salle était comble et généralement bien disposée. De fortes équipes de Camelots du Roi, remarquablement commandées, assuraient l'ordre. Lemaître parlait en premier, et son apparition sur l'estrade fut saluée par un

tonnerre d'applaudissements. Une douzaine de protestataires, qui sifflaient, furent saisis par les commissaires, passés de main en main comme des paquets de linge sale, et finalement posés dehors. Nous attendions tous avec curiosité l'effet que ne pouvait manquer de produire le « goudendag ». Lemaître prit son élan : « Armez-vous, messieurs, d'un sérieux « goudendag moral ». Oh ! stupeur, personne ne broncha. On voyait les têtes osciller les unes vers les autres, se demandant ce que signifiait ce terme barbare. Visiblement, les gens de Lille — sauf quelques-uns — ignoraient profondément leur masse d'armes et étaient totalement déshabitués de son emploi. Pendant trois jours, Vesins, Robain, Pampille et moi rîmes aux larmes de cet épisode, tant et si bien que le cher Lemaître, d'abord désappointé, finit par faire comme nous. C'était peu d'années avant l'invasion allemande, où leur goudendag ne préserva pas les malheureux habitants de Lille contre la sinistre occupation de quatre années.

L'exposé de la doctrine royaliste, dans ses grandes lignes était fait, tantôt par Bernard de Vesins, tantôt par Léon de Montesquiou, tantôt par de Roux, tantôt par Vaugeois, tantôt par Paul Robain. Lorsque la marquise de Mac Mahon qui est, avec sa voix douce et sa force de persuasion, un remarquable orateur, voulait bien nous accompagner, alors la fête était complète. Le commandant Cuignet racontait aux foules

attentives, avec un talent et une mémoire magnifiques, les faits les plus saillants de l'affaire Dreyfus, où il avait joué un si grand rôle. Il soulevait le rire, puis l'indignation patriotique, puis une profonde et rapide sympathie. Cela tenait à son allure franche, loyale, à sa voix chaude, à sa précision. Car l'auditeur n'aime pas le vague, ni le verbiage. En général j'étais — et je suis encore — chargé de conclure, ce qui est assez malaisé, quand tous les thèmes ont été traités, avec la maîtrise et la puissance qui caractérisent nos orateurs. Quant à Lemaître, il expliquait, de sa pointe de diamant, par quel chemin il était venu de la conception illusoire de la bonne République à la monarchie, et de la Patrie Française à l'Action Française. Quelquefois, afin d'éviter la monotonie, nous chambardions l'ordre habituel, et prenions les thèmes les uns des autres. Quand toute la troupe — comme nous disions — donnait à la fois, l'ensemble, était, je dois le dire, impressionnant. C'est que nous avions parmi nous toutes les formes du tempérament français, avec les tours d'esprit qui les accompagnent, et qu'ainsi nous pouvions toucher les éléments les plus divers de nos vastes auditoires.

L'usage est de donner la parole aux contradicteurs. Bernard de Vesins, de Roux, Vaugeois, se chargeaient ensuite de les réfuter, chacun à sa façon, avec un égal succès. Bernard de Vesins argumente de façon admirable, et démontre

comme pas un, à celui qui tente de raisonner contre lui, la faiblesse de son raisonnement. Sa haute taille, sa voix nuancée, son œil moqueur donnent à sa verve ironique — qu'il dose suivant son interlocuteur — quelque chose d'immédiatement troublant, de désarçonnant et de victorieux. De Roux, c'est le Droit fait homme, le Droit avec ce que le mot comporte de pressant. de logique et de catégorique. Mais la connaissance en profondeur de ce Droit ne nuit pas, dans son éloquence, à l'Humain, bien au contraire. Son argumentation a la solidité des constructions romaines, comme son large front est celui d'un proconsul. Il détruit et pulvérise le paradoxe et le faux semblant. C'est un réaliste-juriste, le plus puissant que j'aie jamais rencontré, parce que le texte qu'il invoque est toujours vivifié par l'esprit, mieux, par l'âme : *anima intus alit*. Quant à Vaugeois, il chérissait, dans son contradicteur, surtout radical ou socialiste révolutionnaire, l'élève possible et virtuel. Car il avait le professorat sublime dans le sang. Il le rectifiait sans le blesser, en lui faisant croire que la rectification venait de lui-même. Il le soufflait. Il amendait, corrigeait, amplifiait, avant de les combattre, ses pauvres objections de primaire. Nous lui disions : « Frère Loup, vous êtes un père pour vos contradicteurs. Vous les comblez. Vous gâtez le métier ». Il assurait que son principal chagrin était de ne pouvoir les suivre dans la vie, afin de

voir si cette courte leçon de choses leur avait été de quelque utilité. Il y en avait cependant qui ne donnaient pas grande envie d'aller avec eux déjeuner à la campagne.

Pascal a parlé des esprits boiteux et de l'irritation qu'ils procurent. Ce qui me frappe surtout, c'est l'atrophie, le rabougrissement de certaines intelligences, privées de toute culture, évidemment, et remplies d'un orgueil proportionné à cette ignorance. Cela se remarque dans toutes les classes de la société, surtout dans celles dites dirigeantes, qui se contentent trop souvent de vivoter, de trembloter, et d'hésiter, sans rien diriger. Les auditoires ouvriers, en général, ont d'avance le crâne bourré par leurs journaux, mais ils sont d'une mobilité extrême et on peut quelquefois les retourner. Ils écoutent leurs passions et leurs préjugés beaucoup plus que les propos qu'on leur tient. Les auditoires où dominent les ruraux sont attentifs, réfléchis, méfiants et ouverts, bien qu'on les prétende fermés. Tous ces milieux peuvent être conquis, bouleversés, transformés — au moins pendant quelques heures — par un orateur maître de son sujet, parfaitement sincère et logique. Mais ces coups de surprise sont aussi rares que le retournement d'une assemblée pas un discours.

Après avoir donné à Toulouse plusieurs réunions parfaitement calmes, nous en tînmes une, quelques mois avant la guerre, qui marqua nos

progrès par son agitation. A peine débarqués du train, dans le petit restaurant où nous dînions en hâte, avec le balancement du chemin de fer dans la tête, nos amis Charles Ebelot et de Bruchard, chargés de la direction du service d'ordre, nous avertirent que ça allait chauffer. Les socialistes, nombreux à Toulouse, avaient annoncé qu'ils nous donneraient l'aubade et que nous ne parlerions pas. Au besoin, on canarderait les orateurs royalistes à coups de revolver. Il faut toujours rire de ces menaces, mais il est bon de prendre, tout en riant, ses précautions. A quoi nos amis n'avaient pas manqué. Dès l'entrée dans la vaste salle, où se pressait un public énorme et houleux, je remarquai les dispositions prises par un encadrement de Camelots du Roi, rangés le long du mur, appuyés sur leurs cannes d'un air sérieux. D'autres se tenaient au centre, formant quinconce. D'autres occupaient des loges de premier étage, d'où l'on pouvait nous envoyer des projectiles. D'une voix tonnante, ce charmant et valeureux Ebelot, qui a le goût de la bataille — il l'a prouvé pendant la grande guerre — annonça aux amateurs qu'aucune interruption ne serait tolérée. Mais à peine avais-je ouvert la bouche, pour commencer ma harangue, que des clameurs furieuses s'élevaient de divers côtés, accompagnées de sifflets à roulette. A vue d'œil, il y avait là trois cents à trois cent cinquante opposants, munis de triques et dont l'intention

était de donner classiquement l'assaut au bureau et d'assommer, s'il se pouvait, les conférenciers. Ça ne traîna pas : de Bruchard fit un signe, se jeta en avant, et j'eus l'impression, tout en continuant à parler, que les murs de la salle, devenus vivants, se rapprochaient, comme dans *la Maison du Baigneur*. Ainsi les manifestants se trouvèrent-ils pris dans une sorte de nasse, où ils se débattaient en vain, puis d'où ils cherchaient à s'enfuir, hurlant « au secours » et à « l'assassin », avant qu'il leur fût fait le moindre mal. C'était un spectacle du plus haut comique. Une dame, au premier étage, s'évanouit. Un vieux monsieur décoré m'admonestait à grand fracas, me priant d'assurer, l'excellent homme, la liberté de réunion. Je lui criai, à travers le tumulte, que je lui passais mes pouvoirs, ce qui le mit dans une rage incroyable. Mais, au bout de dix minutes, le nettoyage était opéré. Les perturbateurs, expulsés, avaient abandonné, sur le parquet, des chapeaux, des casquettes, des casse-tête, des tronçons de cannes plombées, qui témoignaient de la victoire, rapide et décisive, des Camelots du Roi.

Vers onze heures du soir, la réunion prit fin, dans le plus grand calme. On nous fit savoir cependant que les révolutionnaires, cherchant une revanche, nous attendaient à la sortie. J'avais ma femme à mon bras, ce qui compliquait la situation. De Bruchard, le cher garçon, était accompagné de M^me^ de Bruchard. L'une et

l'autre, étant braves, s'amusaient beaucoup, sans se rendre compte du danger. Solidement encadrés de nos défenseurs, nous traversâmes cette foule hurlante, qui nous emboîta le pas jusqu'à l'hôtel, tenue à distance par de vigoureux moulinets. Mme de Bruchard reçut un coup de bâton. A deux ou trois reprises, on put craindre une bagarre générale. Il n'en fut rien et nous arrivâmes à l'hôtel, devant lequel, après quelques cris de « assassins, assassins », ceux qui auraient bien voulu nous assassiner se dispersèrent dans la nuit, chantant faux une « Internationale » à laquelle répondait, magnifique, le chant d'assaut des Camelots du Roi. Je mangeai un morceau de grand appétit et déclarai à Pampille que je ne la laisserai plus jamais assister à une réunion dite « dangereuse ». Menace qui, trop souvent renouvelée, ne lui faisait plus aucun effet.

Une autre fois, revenant de Béziers à Paris avec cette même désobéissante jeune personne, Pujo, Vaugeois et Marius Plateau, vice-président des Camelots (qui a eu depuis, le rocher emporté par une balle à la guerre, avec une citation à la Bayard), je remarquai une demi-douzaine de messieurs, à bobines de francs-maçons, sortant d'un congrès radical quelconque, qui montèrent, en rotant, dans notre wagon. Je ne sais comment ils nous reconnurent. L'un d'eux, le loustic de la bande, entrant dans notre compartiment, me demanda à brûle-pourpoint comment

allait le duc d'Orléans. Je lui répondis que le Prince allait très bien. Il s'informa alors, goguenard, du temps qui serait nécessaire pour le rappeler sur le trône de ses ancêtres : « Un peu plus de temps (répliquai-je, mais sans me fâcher, d'une forte voix) que pour vous envoyer mon pied dans le derrière ». Jamais vous n'avez vu homme plus interloqué, ni plus hésitant à prendre une décision. Il bredouilla je ne sais quelle vague menace et s'en alla consulter ses amis, rouges, gênés, toujours pleins de gaz au vin et à la viande, qui lui conseillèrent, entre deux hoquets, d'en rester là. A Dijon, allant quérir des provisions au buffet remarquablement approvisionné, comme chacun sait, je passais près de ces foudres de guerre ; ils continuaient à s'entretenir de l'incident et le loustic, tristement, soupirait : « Si nous avions été en nombre, ça ne se serait pas passé comme ça ». Ce propos nous ravit.

Lemaître, en chemin de fer, pour passer le temps, lisait, tenant le bouquin à hauteur de ses yeux, avec une assiduité que nous admirions. Alors il s'interrompait, riait, disait une petite blague, s'informait de l'heure du repas, croisait et décroisait les doigts, bâillait, puis se replongeait dans sa lecture. C'était une fête quand nous avions avec nous Monsieur Étienne de Resnes, ancien officier de cavalerie, représentant de Monseigneur le duc d'Orléans pour la région du

Nord, et qui a un répertoire d'histoires de chasse, de club, de politique et de vie militaire inépuisable et d'un pittoresque étonnant. Le tout assaisonné de vues justes et puissamment originales. En l'écoutant, on comprend ce qu'est le style direct, nourri de souvenirs francs, qui a fait la fortune de notre littérature, de Saint-Simon aux *Choses Vues* de Hugo. Les êtres complètement dépouillés d'apprêt et d'artifices, qui ont gardé une sincérité de plain-pied, pénètrent plus avant dans les choses et dans leurs raisons et enchaînements que les autres. M. Étienne de Resnes en est l'exemple vivant.

Parmi mes souvenirs de réunions secouées — emboîtée, comme on dit au théâtre — il y en a une à Grenoble, en hiver, où je me trouvais avec Lemaître et Vaugeois, qui commença mal et finit bien. Arrivés la veille au soir, nous décidions, de bon matin, après une nuit reposante, de faire une promenade en automobile. La campagne, blanche et gelée, était magnifique : et chaque tournant de la route montante qui va vers Voiron, avec ses arbres de givre et ses aspects lunaires, nous enthousiasmait. Si bien que nous nous mîmes légèrement en retard, ce qui avait commencé à indisposer l'assistance. Lemaître fut écouté respectueusement. Avec moi, le chahut commença et une demi-douzaine de grands gaillards, assis au premier rang et qui semblaient être les meneurs, me traitèrent de suppôt des

jésuites, d'ennemi du peuple, et, finalement, de capitaliste, ce qui n'est malheureusement pas exact. La moutarde me monta au nez, je leur répliquai sur le même ton. Il y eut, dans la salle, un commencement de bagarre, les uns prenant fait et cause pour les interrupteurs, les autres pour les conférenciers. Ça tournait mal et le plus ennuyeux était d'avoir fait ce grand trajet et d'aboutir à un échange d'injures et de horions. A ce moment Vaugeois se leva, comme un diable qui sort d'une boîte, mais avec des arguments pleins ses poches et les regards étincelants. Je ne me rappelle plus par quel biais étonnant et imprévu il obtint une accalmie relative ; puis, à peine en possession de cet apaisement, il déclara « qu'il n'y avait pas à tortiller » et fit un tableau de la duperie infligée au monde ouvrier par la République, qui fit plus que calmer l'orage, qui éveilla quelques sympathies. Les sentant venir et s'appuyant déjà sur elles, avec ce flair étonnant qui était en lui, Frère Loup poussa plus avant. Il opposa à la fourbe républicaine, vis-à-vis du monde du travail, et particulièrement du syndicalisme, la loyauté du comte de Chambord, ses déclarations, celles du comte de Paris, celles du duc d'Orléans. L'auditoire n'était plus rétif, il était passionné et un groupe d'ouvriers électriciens, que visait Vaugeois, dans sa harangue, se joignit aux Camelots du Roi et Étudiants d'Action Française, pour imposer silence aux braillards.

C'était un spectacle émouvant que celui de ces intelligences, d'abord rebelles, s'ouvrant peu à peu à la vérité politique. Lemaître dans le train du retour, après le banquet obligatoire, nous disait que rarement il avait éprouvé une émotion de cet ordre et mieux compris la force conquérante de l'idée et de la doctrine royalistes. Tout compte fait, Vaugeois avait parlé une heure et demie, sans que sa verve et sa puissance de persuasion se fussent ralenties un seul instant ! A la fin, il fut récompensé de son magistral effort par des applaudissements unanimes. Je pense que les grands tribuns révolutionnaires, quand ils remuaient les clubs et les foules, disposaient de pareils accents ; mais ils manquaient de cette base solide, de cette vaste culture, de cette intelligence lucide qui soutenaient la flamme royaliste de notre ami.

Si Balzac (qu'admirait passionnément Vaugeois) avait connu Henri Vaugeois, quel portrait il eût tracé de lui ! Les composantes les plus heureuses du caractère français se rejoignaient dans son âme d'abnégation, de courage, de logique aussi. Car plus il se montrait ardent, plus son raisonnement était inflexible et clair. Assez indifférent en matière de religion, au début de son apostolat politique, il sentit la foi monter en lui, à gros bouillons, et soudainement, comme il l'a conté lui-même, un matin, en chemin de fer, à la lecture d'une Encyclique de Pie X. Mais je suis

persuadé que cette foi le cherchait depuis longtemps, avec la préoccupation de la théologie. Souvent, au cours de nos voyages en commun, nous agitions ces grands problèmes, qu'interrompaient un cri d'admiration devant un paysage, une citation de poète latin, une réminiscence littéraire, ou philosophique. Il concluait, avec un rire d'enfant, qui faisait frémir ses yeux bruns et dorés : « Quelle belle chose, la vie, mon vieux Léon ! Comme il est fâcheux qu'elle soit si brève ! »

Hélas, elle devait l'être, en effet, pour cet animateur incomparable !

CHAPITRE III

Suite des conférences d'Action Française. — Marie de Roux, orateur et avocat. — Léon de Montesquiou à la salle Wagram. — Le commandant Driant. — Le général Mercier. — Les dîners chez Lemaître. — Les républicains commencent à s'inquiéter de notre mouvement.

C'est par les conférences données de 1908 à 1914, dans la plupart des villes françaises, que je me suis fait une idée sur l'amour de la logique qui est au fond de notre esprit national, et que contrarient de mauvaises institutions politiques. Nos raisons étaient et sont, en général, comprises d'emblée. Nos contradicteurs, républicains et libéraux, n'existaient plus, ou, s'ils se montraient, n'opposaient à nos arguments que des objections faibles et inopérantes, tirées en général du fait démocratique : « En principe vous n'avez pas tort. Mais vous ne remonterez jamais le courant qui entraîne le monde vers le gouvernement du peuple par le peuple ». Nous montrions : 1° que ce courant est hypothétique et illusoire, un grand nombre de nations demeurant fidèles à la monar-

chie ; 2° que le prétendu gouvernement du peuple par le peuple est, en réalité, un pouvoir ploutocratique, exercé par la haute et moyenne finance — principalement juive — sur les organes d'opinion et sur le parlement. Les exemples abondent, tellement saisissants que les « Sillonistes » eux-mêmes en demeuraient très vite atterrés. Nos contradicteurs révolutionnaires étaient souvent plus intéressants, plus obstinément ancrés dans leur doctrine, mais d'une extraordinaire ignorance de l'histoire, même la plus rapprochée. C'est en 1911, dans une réunion rue Hermel, à Montmartre, que j'entendis, pour la première fois, un sommaire exposé (avant la lettre) du bolchevisme, par un demi-ouvrier, demi-bohème, aux yeux ardents, dont la silhouette orgueilleuse m'est restée présente. Il disait : « Les travailleurs manuels doivent être les maîtres de tout, de la diplomatie, de l'armée, des finances, de tout ».

— Alors — demandait Vesins, bon enfant — il leur faudra renoncer à leur travail manuel pour devenir, à leur tour, des intellectuels et des bourgeois ?

— Nullement, citoyen. Je suis cordonnier, une supposition. Eh bien, le matin, je fais mon métier, et, l'après-midi, je m'occupe à diriger la Société.

C'était déjà la thèse de la dictature du prolétariat. Mais un autre contradicteur, ouvrier également, vint expliquer à celui-là qu'il n'y entendait

rien du tout et que c'était le tour des bourgeois de raccommoder les chaussures des prolétaires.

— Comment les y contraindrez-vous ?

— Par la force.

— Il est à craindre que, dans ces conditions, vos chaussures ne soient bien mal réparées.

Nous ne nous permettions une de ces innocentes plaisanteries que rarement, sachant à quel degré l'autodidacte a horreur de l'ironie. Le plus gouailleur des Parisiens, s'il s'est fait une conviction politique ou sociale, en piochant un rudiment, ne tolérera aucune blague là-dessus. Il faut apporter, dans la discussion avec des primaires, souvent excellents et dévoyés, beaucoup de sérieux, de sérénité et de bonne foi. Il ne faut pas surtout leur donner l'impression qu'on se penche pour se mettre à leur niveau. Rien de plus blessant. Enfin une forte dose de patience est nécessaire, car aucun point de la discussion n'est jamais définitivement acquis. D'ailleurs, il arrivait que nos contradicteurs prissent goût à ces petites séances, quelquefois d'un vif intérêt, et nous suivissent de Montrouge aux Batignolles et des Batignolles à Ménilmontant. Je ne me rappelle plus leurs noms, mais je me rappelle leurs visages, leurs voix, leurs tournures d'esprit et je me demande ce qui a pu demeurer, dans leurs mémoires, des problèmes ainsi soulevés. Chacun d'eux, au fond, aspirait à devenir un petit chef, et à recruter des partisans, à mener les autres.

Les auditoires les plus rétifs et les plus difficiles à échauffer étaient, sans contredit, dans les milieux libéraux et conservateurs, imbus des préjugés moyens et courants contre la monarchie, craintifs devant la Révolution — qui, à leurs yeux, monte perpétuellement. Ces infortunés s'imaginent que le salut est à gauche, et toujours plus à gauche, qu'il faut prendre des hommes de gauche pour diriger les mouvements réactionnaires, qu'il importe de mettre un masque avant de parler, et qu'il est souverainement dangereux d'agir. Un pareil état d'esprit explique les innombrables défaites et bûches, essuyées et ramassées, depuis cinquante ans, par les personnes bien pensantes. Avec de tels adversaires, les républicains opportunistes, puis radicaux, puis socialistes, ne se gênaient pas. Ils les invalidaient à tour de bras dans les assemblées, comme en 1885, les outrageaient et les brimaient de mille manières et s'ingéniaient à les ridiculiser, ou bien à mettre sur leur dos toutes les lois et mesures impopulaires. Lire, de ce point de vue, les articles de Rochefort retour d'exil, antérieurs au nationalisme, et ceux de Camille Pelletan dans l'ancien *Rappel*. Il n'est pas outrecuidant de dire que *l'Action Française* a changé cela. Les polémiques sans rivales de Maurras, les discours de Vaugeois, de Montesquiou, de Vesins, de Robain, de Marie de Roux ont damé le pion aux écrivains et orateurs correspondants du côté gauche. L'ardeur, la

vigueur, la ténacité, l'esprit de suite ont passé à droite, grâce à nos amis.

Marie de Roux possède le double talent de l'orateur et de l'avocat. Toujours excellent et même éminent, il est autre à la tribune qu'à la barre. Je l'ai vu tenir haletant, dans un élan puissant et contenu, un immense auditoire, dont il ne flattait aucune passion. Cela, grâce à sa force et à son habilité de déduction, telles que, les prémisses une fois posées, l'auditeur aperçoit déjà les conséquences, comme une allée de colonnades derrière un portique, sous un ciel bleu. Il délaisse alors l'appareil de considérations juridiques, qui donne tant d'assise à ses plaidoiries, et les remplace par une vue de l'histoire, dont l'ampleur enchante et conquiert. Il est infiniment varié. Je l'ai entendu, ce bien cher ami, mon vaillant défenseur, plus de cinquante fois, dans nos conférences, sans jamais constater une redite : et le feu intérieur, qui l'anime, projette des images toujours nouvelles, toujours inattendues, dans son vocabulaire précis et musclé. Il évoque, pour moi, le Cicéron des Catilinaires, des grands réquisitoires moraux et politiques, ses amples périodes, ses finales irrésistibles. A Wagram, peu avant la guerre, il lui arriva de soulever la salle, à propos des persécutions contre les religieux. Car il y a aussi, en lui, de l'apôtre, et sa foi est contagieuse.

Communiquer à des milliers d'humains réunis,

au point de les faire pâlir et crier, la conviction qui vous anime, telle est la meilleure récompense de l'orateur. Un pareil lot échut à notre Montesquiou le soir où, énumérant les obstacles qui se dressaient devant notre entreprise, il conclut, martelant les syllabes : « Cependant, rien, rien, rien ne nous arrêtera. » Son visage en était illuminé. L'accent de cette triple négation, si positive, alla au cœur et à la raison de toute l'assistance. Il y avait des larmes dans les yeux, et, à la sortie de la salle Wagram — laquelle est étroite et longue, toute en corridors — je crus que Montesquiou serait étouffé par l'enthousiasme de ceux qui l'entouraient, le pressaient, l'acclamaient.

J'ai eu, depuis lors, au moment de l'affaire Malvy et consorts, entre les mains, grâce à un service de contre-police remarquablement organisé, les rapports faits à la Préfecture sur nos réunions de la salle Wagram, considérées comme « très dangereuses ». C'est une lecture des plus divertissantes et où on distingue, entre les lignes, le peu de sécurité du régime, même avant l'épreuve de la guerre. Ces comptes rendus sont rédigés, chose curieuse, dans une langue assez élégante, qui n'est point celle d'illettrés. Mais ils fourmillent d'erreurs comiques. C'est ainsi que la marquise de Mac Mahon y est continuellement appelée « madame la maréchale de Mac Mahon » et qu'il y est affirmé que des généraux en activité de

service figurent sur l'estrade « en civils, avec des lunettes ». Réminiscence des fameuses lunettes noires attribuées au général Boulanger, au moment de son départ pour Clermont-Ferrand. Une longue notice est consacrée à la présence, parmi nous, du commandant Driant, tué héroïquement à la défense de Verdun, au bois des Caures, en 1916. Le commandant Driant n'était pas royaliste, mais son ardent patriotisme se trouvait à l'aise parmi nous, en cette mémorable soirée où il prit la parole à une de nos réunions. Il n'y eut qu'un moment d'hésitation, voire de fraîcheur, dans le public, quand il fit, conformément au rituel républicain, un éloge pompeux et excessif de Gambetta. Quel beau Français, quel homme charmant, quel esprit ouvert, et combien il voyait juste, quant aux préparatifs allemands !

La remise solennelle d'une médaille d'or au Grand Justicier, au général Mercier, était aussi mentionnée dans ces fiches, saisies chez moi lors des perquisitions d'octobre 1917 (complot des panoplies), trimbalées au Palais de Justice, restituées aux services de la Préfecture, où elles doivent se trouver encore. Cette soirée de réparation au général ministre de la Guerre de 1894 avait eu un caractère grandiose, tenant surtout à sa puissante personnalité. J'ai tracé dans un précédent volume de Souvenirs (*Au temps de Judas*), un portrait, fort imparfait, de ce héros civique, si ferme, impavide, sous la pluie d'outrages et de menaces

que lui adressèrent, pendant douze ans, Israël et les suppôts d'Israël. C'est un des plus nobles types d'humanité résistante et volontaire que j'aie rencontrés; avec cela d'une lucidité incroyable et suivant sa pensée jusqu'au bout. Maintenant qu'il n'est plus là, hélas! pour entendre ou lire un éloge, qui eût été insupportable à sa modestie, je puis dire qu'il évoquait le caractère antique, ressuscité, chez nous, par Corneille. Oui, c'était un être cornélien, portant avec lui, en toutes circonstances, une sérénité à peine tempérée, ici et là, d'une fine ironie. L'œil pénétrant, bien que voilé par une paupière assez lourde, s'accordait avec la voix d'un timbre assuré, vibrant, de commandement et de persuasion à la fois, qu'on n'oubliait plus, dès qu'elle avait touché l'oreille. Il faudrait, pour peindre au vif ce grand homme — auquel la France doit le canon de 75 — la plume de Plutarque traduit par Amyot, et aussi celle qui traça *Polyeucte* et *Rodogune*. « Le Chef », comme nous l'appelions à l'A. F., portrait en lui la Cité, et ses paroles pesées avaient la morsure des Annales.

N'allez pas croire que l'ardeur politique, dont brûlait notre milieu, et qui allait croissant, faisait de nous des cuistres insupportables, ou des énergumènes odieux, comme le prétendait la presse républicaine, depuis *l'Éclair* du traître Judet jusqu'au grave *Temps*, en passant par *la Démocratie* de Sangnier et *l'Humanité* de Jaurès. Convaincus, selon le mot de Pampille, que

la restauration de la Monarchie ne saurait être une opération de tout repos, nous prenions le bon de la vie, dès qu'il se présentait, sous quelque forme qu'il se présentât : amitié, soleil, beauté, réussite, voire table et causerie. Nous n'avons jamais été des censeurs renfrognés, grognons ou furibonds, comme le veut la légende forgée par nos adversaires. La bonne humeur a toujours régné parmi nous. Les disputes, eu égard à l'opposition de nos tempéraments et de nos caractères, ont été infiniment rares; et nous avons connu des heures délicieuses, avant la guerre, que l'on n'a que dans l'opposition totale à l'imbécillité ambiante, ou dans l'exercice d'un pouvoir appuyé sur la tradition. Mais, ici et là, les attitudes morales se confondent presque, puisqu'on demeure dans le fil de l'intérêt français. Le patriotisme peut être une souffrance, et atroce, dans les épreuves tragiques de la patrie. Dans la lutte courante, il est un bien-être et une norme pour le jugement.

Les journées ensoleillées, « royales », se présentent nombreuses à ma mémoire : voici la fête de la Saint-Philippe à Lyon, organisée jusqu'à la guerre, pour toute la région, par notre ami Me Flachaire de Roustan, ancien bâtonnier, honneur du barreau lyonnais. Lyon passe, à bon droit, pour une ville brumeuse, mais cette brume, au printemps et en été, devient exactement une poudre d'or, où flambent, mêlées, la silhouette

de Fourvières, les vitres étincelantes et sans persiennes des Brotteaux et de la Croix Rousse. Je lui trouve alors une beauté extraordinaire, dans sa robe grise et pourpre de pierres et de méditation, où disparaissent et s'estompent ses possibilités révolutionnaires. Elle a l'air d'attendre quelque événement, à la fois mélancolique et providentiel, quelque miracle payé chèrement. Le quartier de Vaise, où avait lieu le banquet, n'est pas spécialement agréable; c'est une banlieue pelée, comme toutes les banlieues. Mais les coteaux de la Saône, les quais, le parc de la Tête d'or, les larges avenues du centre, tout cela est incomparable et d'une rare poésie. C'est une des villes de France où l'on mange le mieux, non seulement au cabaret et même au caboulot, mais chez les particuliers. Je me souviens encore, après dix ans bientôt écoulés, d'un plat de morilles noires à la crème, qui eût rendu fou de joie Brillat-Savarin ou Ali Bab, auteur de l'étourdissante *Gastronomie Pratique;* et aussi d'une sole aux petits champignons, commandée et recommandée par Pujo, rue Lanterne, qui n'a nulle part son équivalent. On ne réfléchit pas assez à la fertilité d'imagination de la sole, qui sait toujours à quelle sauce se vouer. Elle est le Frégoli des entrées et poissons.

Se perdre dans Lyon; marcher au hasard; monter ces escaliers vétustes, qui mènent à des placettes abandonnées; redescendre par une

pente raide, entre des couvents aux sonneries d'argent; longer l'un ou l'autre fleuve, au soir tombant; comparer les reflets de la Saône à ceux du Rhône; entrer à Guignol, pour y retrouver, sous les auspices de Gnafron et de Chignol, le plus fin théâtre classique; manger une bugne, boire un verre de vin de Brindas; évoquer un peu du passé — pas trop, ça rendrait triste — de cette cité que hante l'histoire; écouter le frissonnement de la nuit, avant de rentrer se coucher, dans un hôtel généralement confortable; y rêver des musées de soieries, ou de la pathétique Chapelle des Missions, rue Sala, ou des poésies de Soulary et de Clair Tisseur; cela, je vous l'assure, vaut la peine du dérangement. C'est à Lyon que Lemaître fit, oralement, sa première déclaration royaliste, à un dîner place Bellecour. Grand enthousiasme; mais, en sortant, nous ne retrouvâmes plus, ni lui, ni moi, nos chapeaux, envoyés ensemble au vestiaire, puis égarés. Il fallut rentrer têtes nues à l'hôtel, sous les étoiles. Lemaître, d'habitude assez ronchonneur, avait pris la chose philosophiquement. Moi pas, car je tiens et même je m'attache — comme on dit dans le peuple — à mes « effets ». Mais, à peine arrivés dans nos chambres respectives, nous voyions arriver nos chapeaux, découverts sous une banquette, au moment de la fermeture. Joie, joie, pleurs de joie et de reconnaissance!

A Perpignan, le soleil est plus chaud et moins

mystique. Mais il y a, comme à Lyon, dans toute la région, un ardent foyer royaliste entretenu, propagé par nos amis Bertran de Balanda et d'Espéramons, ce dernier orateur de premier ordre. Chaque fois que nous allions donner une conférence là-bas — ce qui est une partie de plaisir — nous nous trompions de gare et descendions, sur la foi de Vaugeois, à Rivesalte. Il n'était que temps de remonter dans le train, en poussant nos bagages, comme les fourmis leurs œufs! Directeur du journal local, notre pauvre Alphonse Massé, tué à la guerre, nous attendait et nous parlait des progrès réalisés. Là, de nombreux villages sont royalistes, où *l'Action Française* compte quantité d'abonnés. Le vieil hôtel de la Loge, où nous descendions, est un des plus charmants, des plus « ancienne France » que je connaisse, avec ses grandes chambres chauffées au bois et la bonhomie attentive du service. Nous n'aimons pas, Pampille et moi, ce qu'on appelle le confort moderne, ce « chauffage central » qui fait mal à la tête, ces toilettes automatiques, dont le mécanisme se détraque sans cesse, l'insupportable téléphone, qui vous réveille en sursaut au milieu de la nuit — le portier de garde se trompant de chambre — le larbinage suisse, anonyme et effrayant, qui vous traite cérémonieusement, avec une indifférence parfaite. Il nous est agréable de parler à la dame de l'hôtel, d'aller serrer la main au patron devant sa

broche, dans sa cuisine, de nous informer du menu et de demander et d'attendre patiemment de l'eau chaude et une brosse à habits. Edmond de Goncourt avait joliment raison quand il criait « A bas le progrès », si l'on peut appeler progrès cette manie des palaces, qui supprime le véritable confort, sous prétexte de « confort moderne », et remplace la cuisine par des sauces toutes préparées — horreur! — et des gelées à la colle de poisson... ou d'autre chose.

Perpignan, cité privilégiée, participe de la mer et de la montagne. Elle a les deux étincellements, celui de l'eau, celui de la neige, l'une et l'autre frappées par le soleil. Ainsi que dans l'ode célèbre de Mistral, les Catalans sont mes frères, par leur façon de sentir, d'exprimer, et de surmonter, à l'aide de la bonne humeur, les petits, moyens et même gros embêtements de la vie. Je parle aussi bien des Catalans espagnols que des Catalans français. Quand j'ai fait la connaissance de notre génial Santiago Rusiñol, auteur du *Catalan de la Manche*, des *Mystiques* et de trente chefs-d'œuvre (sans compter quelques centaines de toiles admirables), j'ai pensé que je le connaissais depuis toujours et que nous avions été élevés ensemble. Pourquoi cela? Parce qu'il est une quintessence de Catalan, le Catalan type. Avec un auditoire catalan, je me sens complètement à mon aise et je me retiens pour ne pas lui conter des histoires, au lieu de parler

politique. Ces séjours, dans la merveilleuse capitale de la Catalogne française, ont toujours été trop brefs à mon gré.

Parmi tant de banquets — quelques-uns excellents malgré le nombre des convives — auxquels j'ai pris part, le plus mémorable, celui qui m'est resté présent — et pour cause — fut, avant la guerre, à Bordeaux. Il avait été organisé sous la surveillance de notre grand ami, le comte Eugène de Lur Saluces, et du commandant Milleret, qui s'est illustré dans l'artillerie pendant la guerre. Le premier est propriétaire du Château Yquem, le second a, dans sa famille, le Haut Brion. C'est ce qui vous explique que chaque convive de ce repas à cinq francs par tête avait, devant son assiette, une bouteille de chacun de ces deux illustres vins, choisis dans les meilleures années. Le reste était à l'avenant. C'était un peu le supplice de Tantale pour le pauvre garçon qui écrit ceci, car il devait parler au dessert et n'osait, en conséquence, témoigner, à ces crus royaux, l'admiration qu'ils méritaient. Cependant, il faut reconnaître que les discours se ressentirent d'une telle prodigalité. Nous n'avions plus à notre disposition — selon la remarque désobligeante de Pampille — que nos épithètes de deuxième zone et des verbes de troisième qualité.

Autre souvenir gastronomique d'autre sorte, aux Échelles, dans la montagne, lors d'une conférence à Chambéry. Il s'agissait d'un res-

taurant de peu d'apparence où l'on nous avait assuré que l'on mangeait bien, sans plus. Qui nous avait donné ce tuyau? Je crois que c'était notre ami Denarié, auteur dramatique et poète charmant. Bref, pour une somme minime, cinq ou six francs, par personne, le menu comportait une demi-douzaine de plats, tous meilleurs les uns que les autres, des truites accommodées à ravir, des œufs aux rognons, dits « bouchère », dans un court-jus doré d'une perfection invraisemblable, un gibier à point, et, comme boisson toute naturelle, quelques bouteilles d'un Montmélian, blanc et rouge, aussi respectable qu'un Beaujolais très fruité. Cela nous remit un peu et beaucoup de notre visite aux Charmettes, un des endroits les plus lugubres que j'aie rencontrés, tant par les souvenirs vicieux qu'il évoque, que par le fantôme errant du redoutable Jean-Jacques, lequel joignait, à ses maléfices révolutionnaires d'hérédosyphilitique, l'incontestable magie du style. Quand je dis « souvenirs vicieux », entendez bien que je ne suis pas prude et que plusieurs de mes romans, que je ne renie point, en témoignent. Mais c'est le mélange d'hypocrisie dans la crudité et d'attendrissement dans le sensuel, et même le sexuel, qui me donne, si je lis Rousseau, la nausée. Il appartient à la catégorie des débauchés sermonneurs, des pervertis idylliques et joueurs de clavecin, des larmoyants qui font souffrir. A côté de lui, Voltaire est sain. C'est assez

vous dire que pendant ce déjeuner des Échelles, les oreilles de Rousseau, du Rousseau d'outre-tombe, durent tinter. Personnellement, tout en reconnaissant sa terrible influence maléficieuse, je ne l'ai jamais aimé et c'était un point sur lequel je discutais souvent avec mon père, féru des *Confessions*. Je comptais même, quand j'ai quitté la médecine, écrire un article de psychologie clinique sur la maladie de Rousseau, opposée à celle de Pascal. Cet article eût été prématuré, car l'on ne connaissait pas, il y a trente ans, l'hérédité tréponémique, comme on la connaît aujourd'hui. La tare de Jean-Jacques est devenue très visible et quasi banale.

Chaque année, je participais ainsi à une trentaine de conférences d'Action Française, tant à Paris qu'en province; mais ceux de mes amis qui ne s'occupaient pas de la confection du journal en faisaient beaucoup plus que moi. Vaugeois était le type même de ceux qu'Alphonse Daudet a appelés des « littérateurs debout », et qui ont besoin de l'action et du mouvement pour déclencher leur verve littéraire. Bernard de Vesins a le génie de la controverse. Paul Robain entraîne et séduit. Léon de Montesquiou, exposait, en temps ordinaire, la doctrine d'A. F. avec une admirable clarté; et, en temps de crise, donnait de ces coups de barre oratoires, qui déconcertent l'adversaire et assurent le succès. Plus tard, de Barral, Trouvé, Jacques Merli, de Merlis,

qui devaient tomber comme Montesquiou, héroïquement au champ d'honneur, ainsi que le bon Théo de Fallois, se mirent, par leurs talents si divers, au premier rang de nos conférenciers. Là, les réputations sont rapides, et quand le bruit se répand qu'un tel parle bien, on vient de toute la région pour l'entendre. Les progrès de notre propagande, dans ce domaine, furent dus à la qualité de nos orateurs, dont quelques-uns étaient et sont de véritables tribuns. Le champ à ensemencer était immense. Que d'erreurs, de préjugés, de sottises à extirper!

De 1900 à 1908 tout l'effort des gens « bien pensants », dans leur ensemble, sauf quelques glorieuses exceptions, toute leur tactique avaient consisté à faire des concessions à leurs adversaires, aux hommes de gauche, puis d'extrême-gauche, dans l'espoir de les amadouer. C'était ce qu'on appelait le « Ralliement », datant lui-même d'assez loin, interrompu au moment de l'affaire Dreyfus, puis qui avait repris de plus belle. Par un parallélisme naturel, cette méthode mirobolante avait été aussi celle des divers ministères, radicaux ou modérés, vis-à-vis des Boches, et elle devait aboutir, logiquement, à déchaîner l'Allemagne au lieu de la calmer. Or, en politique intérieure, comme en politique étrangère, il n'est rien de plus dangereux que de subir, rien de plus prudent que de se rebiffer. Notre quotidien aurait dû être accueilli avec joie par tous

ceux que le régime molestait, brimait, espionnait et dénonçait depuis si longtemps. Il le fut en effet par quelques-uns. Mais l'immense majorité des conservateurs libéraux vit, au contraire, en lui, un obstacle à des reculades devenues rituelles, et une menace d'être pris entre deux feux : les persécuteurs et les persécuteurs de persécuteurs. Qu'étaient-ce que ces empêcheurs d'être bâtonnés en rond? On essaya d'abord du silence à notre endroit, qui ne fit que nous laisser la route libre comme je l'ai dit. On tenta ensuite l'intimidation. Nous y répondîmes comme il convenait, à grands coups de pied dans les échines courbées, les dents branlantes et les gencives molles. Alors on se rabattit sur la ruse, qui fut déjouée, et sur la calomnie qui nous fit rire, tant nous étions garants les uns des autres. Je n'aurai pas l'outrecuidance de prétendre que nous eûmes à surmonter des obstacles exceptionnels. Mais enfin, de 1908 à 1911, moment où le vent souffla tout de bon dans nos voiles, nous eûmes notre lot de difficultés de tout ordre et je ne sais pas si d'autres, moins unis, ou moins obstinés, les auraient supportées aussi allègrement.

Les derniers doctrinaires républicains, ceux qui avaient assisté aux débuts de *leur* régime, et qui reconnaissaient, dans nos méthodes, une certaine parenté avec les leurs — moins l'appel à l'insurrection devant l'ennemi — étaient partagés entre la crainte de nous faire de la réclame,

en sévissant, et la crainte de nos progrès, s'ils ne sévissaient pas. Cruelle alternative! D'où l'attitude incertaine et ambiguë de leurs journaux, déclarant tantôt que notre mouvement n'avait aucune espèce d'importance, et tantôt qu'il présentait un intolérable danger pour les institutions « que le pays s'était données librement ». Les jours pairs, on nous dédaignait, on haussait les épaules, on nous traitait de « tartarins » et de « monteurs de coup ». Les jours impairs, on nous rappelait que la Haute Cour n'était pas faite seulement pour Déroulède, Buffet et Lur Saluces. Mais nos adversaires les plus enragés — et qui furent bientôt légion — étaient retenus par la crainte de rouvrir la fameuse Affaire en son point le plus délicat : la violation de l'article 445. Les juristes consultés par ces hommes très ignorants que sont en général les ministres de la République (exception faite pour l'illustre général Mercier) avaient dû dire que cela n'irait pas tout seul, qu'il serait impossible de nous fermer la bouche, que l'apaisement nationaliste était encore bien fragile. Tant est-il que des mois et des mois se passèrent dans ces tergiversations et que nous mîmes ce temps à profit.

Avec tout autre prince que Monseigneur le duc d'Orléans, notre tentative était vouée à un échec certain. L'interdiction d'agir nous serait venue de celui-là même au nom de qui nous

agissions. Représentez-vous la situation de ce Chef de la Maison de France, séparé de ses fidèles par l'épouvantable barrière de l'absence, recevant l'écho fréquent de manifestations hardies, quelquefois téméraires, nécessaires au réveil de la raison nationale, ne recevant que rarement l'écho des progrès accomplis, progrès en profondeur, peu accessibles aux non initiés. Il m'est arrivé en temps de vacances, de m'éloigner du journal pour quinze jours, trois semaines, un mois. Déjà les perspectives se brouillaient un peu dans mon esprit, et je ne me rendais plus bien compte de l'opportunité de telle ou telle mesure, de tel ou tel article. C'est que je n'étais plus sur place, c'est que je n'avais plus les lumières de la présence réelle. Alors, imaginez quelle force d'âme, quelle clairvoyance sont nécessaires à un souverain, séparé de sa Patrie depuis 1886, et auquel il est interdit de respirer son atmosphère, pour deviner — à travers des rapports contradictoires — le sens et l'utilité de telle campagne violente, entreprise en vue de le servir. Tant de fois, des partisans bien intentionnés, mais trop enthousiastes, ou trop pressés, lui ont déjà dit : « C'est pour demain ou après-demain, ou le mois prochain, ou l'année prochaine ». Le scepticisme lui serait permis, et aussi une certaine mauvaise humeur. Or c'est à peine si, en vingt ans, pendant quelques semaines, trompé par des récits mensongers

et perfides, notre noble Prince crut devoir user, vis-à-vis de l'Action Française, d'une réprimande explicite, que nous ne nous rappelons pas sans gratitude. Car elle témoignait encore de sa confiance en nous et de sa bonté. Il ne nous aurait pas avertis et sermonnés, si nous lui avions été indifférents. L'erreur venait de nous qui, absorbés par nos tâches multiples, ne faisions pas assez souvent le trajet de Londres et de Bruxelles, pour tenir notre Chef bien-aimé au courant. Cette brève alerte nous fut une occasion de mesurer, une fois de plus, la surprenante clairvoyance et la générosité de cet esprit, de ce cœur de Roi, que n'a jamais obscurci, ni refroidi, le plus grand des maux, la plus grande des persécutions : l'exil.

Shakespeare, dans *Roméo et Juliette* (où il a libéré, autant que dans *Hamlet*, ses pensées secrètes), a magnifiquement parlé de la torture de l'exil. A plus forte raison quand l'exilé possède cette représentation, constante et sensible, de la Patrie malheureuse, qui obsède le duc d'Orléans. Nul doute que si ce souverain né avait fait un renoncement public de ses droits à la Couronne, abjuré ses ancêtres en tant que Rois, il aurait vu lever son effroyable bannissement, il aurait échappé à ce supplice. Non, il l'a supporté, il le supporte stoïquement. Combien faible est notre petit mérite, à nous qui bataillons pour lui, sous le ciel de France, au milieu d'hommes de notre

sang et parlant notre langue, en égard à son perpétuel sacrifice à lui ! Voilà à quoi je songe chaque fois que j'ai l'honneur d'être admis en cette auguste et émouvante présence. Voilà à quoi je songe aussi quand, devant l'incompréhension de tel ou tel de mes collègues, à la Chambre, j'ai un mouvement de mauvaise humeur. L'exemple du Prince est roboratif.

Nous attendions avec curiosité le récit des impressions d'un grand sceptique tel que Lemaître, après sa première entrevue avec le duc d'Orléans. Il revint, comme nous tous, comme tous ses visiteurs, bouleversé au fond du cœur, ravi de l'entretien — qui avait roulé sur la situation politique — conquis : « Ce sera un des plus beaux Rois de France », répétait-il, donnant à ce « beau » le sens que lui prêtait Bonaparte, quand il voulait dire complet. Il ajoutait en souriant : « Et quelle extraordinaire gentillesse, comme il trouve les mots qui touchent l'âme ! Mais quelle parole claire, surtout, Maurras, Léon, quelle parole claire ! » En effet, le Prince a horreur des embrouillaminis et, quand il expose un point de vue complexe, il le fait avec une lucidité admirable. De même, si vous commencez devant lui une démonstration, son œil aigu, d'un bleu d'eau profonde, montre qu'il tient déjà la conclusion.

Hélas ! parmi les projets formés pour le retour du Roi — impatiemment attendu aujourd'hui

par tant de milliers de patriotes — figurait, en bonne place, celui de solliciter de Lui qu'Il acceptât de venir, un soir, dîner chez Lemaître, rue d'Artois, avec ses fidèles de *l'Action Française*. Je dis hélas, parce que ni Lemaître, ni Vaugeois, ni Léon de Montesquiou, ne pourront plus saluer ce grand Retour ; et combien d'autres, mon Dieu, combien sont disparus sur le champ de bataille, comme notre admirable ami et collaborateur Henry Cellerier, emportant le regret amer de ce pour quoi ils avaient donné leur labeur, avant de donner leur existence à la Patrie, et qu'ils ne devaient pas voir réalisé.

Les dîners dans la petite salle à manger, attenante à la librairie — comme on disait du temps de Montaigne — de Jules Lemaître, organisés par la fidèle Pauline, avaient un caractère d'intimité et d'agrément unique. Les convives étaient en général les comités directeurs de *l'Action Française*, nos cousin et cousine Maurice Donnay, le docteur Henry Vivier et sa charmante femme, fille du grand Alfred Stevens, André Beaunier et M^me^ André Beaunier, la première cantatrice de ce temps. Le menu comportait ordinairement une belle et bonne soupe, une épaule d'agneau rôtie et craquante à souhait (spécialité de la maison), un poulet à la Valencienne ou Marengo, un pâté confortable, légume, salade et dessert. On buvait à discrétion du Vouvray, de diverses années et du Champigny

Crystal qui est, comme chacun sait, une merveille. La conversation était tout de suite très animée, portant de préférence sur les progrès du journal, l'art et la littérature. Quand une citation manquait à l'un ou à l'autre, la bibliothèque étant à portée de la main, on allait chercher le bouquin en question et Lemaître se chargeait de lire, de sa voix d'or, tenant l'ouvrage ouvert d'une seule main, l'autre posée à plat à côté de son assiette. Après le repas on passait dans la bibliothèque et la causerie continuait, coupée quelquefois de vieilles chansons de France, que tout le monde reprenait en chœur. Lemaître avait la voix remarquablement fausse, sauf quand il entonnait « Le temps des cerises », d'un accent mélancolique et frissonnant, pareil à celui d'un clavecin un peu désaccordé. Donnay est un virtuose des airs nationaux, rondes et musiques militaires. Le répertoire musical de Vivier était inépuisable. Le mien n'est pas pauvre non plus. Finalement nous composions une sorte de programme, qui avait tout le charme de l'impromptu. Quand Santiago Rusiñol, sa femme et sa fille arrivaient de Barcelone avec leur répertoire de malaguenas, cela devenait impressionnant, et la soirée se prolongeait tard.

— Fichtre — disait Pujo en riant — et moi qui ai encore un filet à écrire, sur la manifestation d'hier !

— Ne comptez pas sur moi pour vous aider.

— Savez-vous, messieurs, ce que m'apporte le courrier de France? (interrompait le cher et merveilleux Vivier, avec l'accent de la Porte Saint-Martin : Mon bâton de maréchal et le titre de duc d'Abrantès...

Nous criions en chœur : « Vive monsieur le maréchal! »

— Non point vive le maréchal, messieurs... Vive la France!

L'été venant, il nous arrivait de dîner dans le petit jardin, à la lumière de deux « phares » et de quelques lampions. Mais c'était rare, vu la fraîcheur qui se manifeste vite à Paris, tant à cause de la légèreté de l'air que de la vétusté des maisons. Le temps, comme l'espace, est glaciaire : « Rentrons, monsieur Lemaître », disait Vivier en frissonnant. Il surveillait sa propre santé chancelante, mais surtout celle de ses amis; et à sa mort, survenue en 1911, Lemaître se demandait comment, ce bon sorcier parti, nous éviterions les coups de la Camarde.

Quand, malgré nos efforts, les propos, par le détour de l'actualité, revenaient à la politique pure, Donnay prenait un air mélancolique et aussitôt l'un de nous coupait ce thème ressassé par une blague ou un récit à côté. Nous ne pouvions exiger de tous nos amis la passion qui nous animait, nous anime, nous animera jusqu'à notre dernier souffle, mais à laquelle des rémi-

sions sont indispensables. L'homme que possède une conviction deviendrait assez vite un raseur, s'il la développait sans trêve ni merci, et cette conviction elle-même en souffrirait. Apollon ne bande pas toujours son arc.

Il y avait environ dix-huit mois que nous faisions le journal quotidien, quand les républicains, ici et là, commencèrent à s'inquiéter de notre propagande et à chercher les moyens de la combattre. Ils hésitèrent entre les directs et les indirects, retenus, comme je l'ai dit, par l'appréhension de nous faire de la réclame, et, s'ils nous rataient, de nous mettre en vedette. En ce temps-là, deux hommes politiques, de caractère fort différent, occupaient alternativement le pouvoir : l'un était Clemenceau, ou la manière forte ; l'autre Briand, ou la manière hypocrite. Nous sûmes assez vite — la société parisienne est poreuse et laisse suinter ses rumeurs secrètes — que Clemenceau était, *grosso modo*, d'avis de nous coffrer, et que Briand, au contraire, préférait nous dissoudre par le dedans. Nous les avons vigoureusement secoués l'un et l'autre, bien entendu, n'ayant pas, à *l'Action Française*, des tempéraments de ralliés, ni de souffre-douleurs ; mais la perfidie de Briand nous était, dès cette époque, bien plus odieuse que la rondeur sanglière de Clemenceau. Personnellement et depuis les jours lointains de *la Justice* et de la rue Montmartre, j'avais gardé un bon souvenir des blagues, coups

de boutoir, feux d'artifice, de la force vitale, qui émanaient de ce brusque Vendéen ; Lemaître avait un vieux faible pour lui, datant de l'époque où Clemenceau fréquentait chez Mme de Loynes, animant les dîners de sa verve inépuisable. Maurras, se plaçant au point de vue national, redoutait son impulsivité ; Bainville son inintérêt pour les leçons de l'histoire ; car Bainville n'admet pas que l'expérience du passé ne serve point et qu'un homme d'État retombe, à cent, ou deux, ou trois cents ans de distance, dans des godets qu'il sait, ou devrait savoir, dangereux ou désastreux. Aucun de nous n'imaginait que ce vieil homme si vert, huit ans plus tard, tirerait son pays d'affaire et lui rendrait l'Alsace-Lorraine, en employant, précisément, les procédés que *l'Action Française* préconisait. Comme il est triste que Lemaître n'ait pas vu ça, qu'Alphonse Daudet (qui aimait Clemenceau), qu'Edmond de Goncourt, (qui l'aimait aussi) n'aient pas vu ça !

En tout cas Clemenceau a fait la preuve qu'un dictateur civil ne vaut pas un Roi. Ministre de Philippe VIII, il aurait eu son rôle admirable du temps de guerre et il n'aurait pas eu à pâtir et à nous faire pâtir de la mauvaise conception et du pire arrangement d'une paix ratée. Seul le Roi de France pouvait, grâce à son prestige et à l'hérédité, réussir ce difficile chef-d'œuvre d'une paix, fructueuse et réelle, bouclant une guerre de coalition.

Le plan de Briand était de nous saper, de nous miner, de nous anéantir, en nous faisant desservir, auprès de notre Prince et des vieux royalistes, par les gens du monde qui croyaient en lui, au besoin par des têtes couronnées susceptibles d'agir sur ces gens du monde. Il déclarait à ses intimes : « Je leur lancerai dans les pattes Ferdinand de Bulgarie ». Pourquoi Ferdinand de Bulgarie, et comment ce brave Aristide disposait-il ainsi du futur auxiliaire de Guillaume II ? Il disait encore : « Je suis tenu, par ma police, au courant de toutes leurs menées », ce qui faisait bien auprès des dames. Il laissait entendre qu'il avait, parmi nos services, des hommes à lui. A quoi Vivier agacé, un jour, à la table d'une maison amie, lui répliqua que nous aussi, nous avions, dans les parages gouvernementaux, des hommes à nous. Aristide en demeura interloqué et jeta, sur son contradicteur, un de ces regards blancs, au-dessus de sa bouche tordue, qui font, à la Chambre, notre joie. A défaut de Ferdinand de Bulgarie, le petit sournois complotait contre l'Action Française avec le vieil Arthur Meyer, l'étonnant Mathusalem du *Gaulois*, qui ne cessait de comparer Briand à Fouché, à Talleyrand et à Machiavel, comme il leur avait comparé, jadis, Constans le Toulousain et Waldeck-Rousseau.

La fortune politique de Briand est quelque chose d'incompréhensible, pour quelqu'un qui ne sait ce qu'est le jeu d'assemblée et surtout des

convoitises d'assemblée. Briand n'a rien lu, est ignorant comme une carpe, et paresseux comme une loche. Mais il connaît cette marche des pions sur l'échiquier, cet assemblage de trocs et de trucs, de travaux d'approche, de mines et de contre-mines qui, l'éloquence aidant, aboutissent nécessairement à un portefeuille. C'est une bête spéciale, qui a une tête de fourbe et de ruse, un tronc de tribun, des pattes pour couloirs, une poche à fiel et à venin et une remarquable facilité de torsion, rétorsion et contre-torsion. Les autres animaux de la Chambre et du Sénat, mieux classés, moins baroques, moins rusés aussi, le considèrent avec stupeur, comme des quadrumanes ou quadrupèdes qui regarderaient faire un insecte, en croyant que c'est l'un d'eux : « Étonnant! Il a dix-huit pattes, il grimpe aux murs et il peut demeurer six jours, sans manger ni boire, collé au plafond des cabinets, à guetter les copains ».

Briand a toujours haï et redouté l'Action Française, parce qu'il est, par nature, un homme de gauche — qui joue, de temps en temps, sur le tableau de droite — et parce qu'il sent, chez nous, la connaissance de ses tours. Il émane de lui une odeur qui me plaît, l'odeur de la fin d'un régime.

Ici l'objection classique : « N'eût-il pas été possible, avant la guerre, de composer avec lui, au lieu d'user des forces dans une lutte sans intérêt avec cette anguille de vase? »

— C'eût été dangereux. Briand ne peut être désarçonné que par une attaque imprévue et directe. Il ne peut être usé que par lui-même et toute ruse, opposée à ses ruses, le nourrit. Il est du reste de ces hommes très nombreux, qui, s'ils voient un intérêt personnel à un changement de régime, ne s'embarrassent d'aucun préjugé, ni de rancune antérieure, pour laisser faire, laisser passer. Inutile donc de faire une concession quelconque à celui qui, le moment venu, par crainte ou calcul, les ferait toutes.

Ainsi, devisions-nous, quand nous revenions de chez Lemaître à l'imprimerie, songeant avec mélancolie à l'orage qui montait sur la France et que nos confrères ne voulaient pas voir.

CHAPITRE IV

La Jeunesse nous suit. — Le mouvement des Camelots du Roi. — Premières manifestations dans la rue. — Les Étudiants d'Action Française. — Les républicains essaient de nous imiter.

La première objection faite à *l'Enquête sur la Monarchie*, puis à *l'Action Française* Revue, et enfin à l'*A. F.* quotidienne, avait été que la monarchie était un régime aboli et périmé en France, n'ayant aucune chance de remplacer désormais la démocratie triomphante. Quelques imbéciles, amis des métaphores, ajoutaient gravement qu'un fleuve ne remonte pas à sa source. Évidemment. Dans ces conditions nous n'avions chance d'être suivis que par quelques momies aux chefs branlants, quelques chouans égarés dans cette admirable société moderne, où l'on ne fait plus jamais la guerre et qui, selon le mot de cet ahuri de Viviani, a éteint les étoiles au fond du ciel... « Un canapé d'hommes d'esprit », disait quelqu'un d'indulgent, en parlant de nous.

Or il arriva ceci : quelques mois après la fondation du quotidien, un certain nombre de jeunes

gens, appartenant à la classe moyenne et laborieuse, qu'enthousiasmait la doctrine, censée, ardue, de Maurras, vinrent à nous. Ils firent boule de neige, parmi leurs camarades et leurs contemporains. Ce fut le début d'un vaste mouvement, qui devait bientôt entraîner la majorité de la jeunesse française, aussi bien chez les étudiants que chez les employés, artisans, voire maints ouvriers et cheminots. Je ne puis dire que cet élan nous surprit. Nous l'escomptions, nous l'attendions, il nous semblait difficile qu'il ne se produisît pas. Mais il fut incomparablement plus vif et plus rapide que nous ne l'eussions imaginé; et il commença à Paris, ce qui était un excellent signe, non dans telle ou telle province où il y avait eu, de tout temps, des survivances royalistes. *L'A. F.* a commencé à être populaire parmi les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans, d'abord vendeurs volontaires du journal (d'où la dénomination de Camelots du Roi), puis organisés, disciplinés et représentant une force nationaliste, ensuite nationale, au service de l'Ordre et de la Patrie et de celui qui les conditionne : le Roi de France.

De 1909 à 1914, d'innombrables légendes, imbéciles ou odieuses, ont couru sur ces êtres d'élite qu'ont été et que sont les Camelots du Roi. Mais quelques mois, quelques semaines avant la guerre, ils prirent soudain un rôle de premier plan, par la défense qu'ils firent de la

loi de trois ans, par les piles sérieuses qu'ils infligèrent aux bandes révolutionnaires des Sans-Patrie, par leurs magnifiques cortèges en l'honneur de Jeanne d'Arc. Puis vint la terrible lutte de quatre ans, au cours de laquelle, combattant au premier rang, ils s'illustrèrent à jamais, dans des conditions héroïques qu'immortalise leur Tableau d'honneur. Des milliers d'entre eux ont été tués, mutilés, blessés grièvement au champ d'honneur. Ces sacrifices nous sont un gage du succès immanquable et prochain de la Cause ainsi sanctifiée, qui est celle du pays tout entier. Ces admirables enfants connaissaient la responsabilité du régime dans l'effroyable impréparation à la guerre, qui empêcha la première victoire de la Marne d'être décisive. La connaissant, ils n'en coururent pas moins aux armes et à la mort, avec une farouche énergie, la même qui les animait, depuis six ans, contre les ennemis de l'intérieur. De sorte que quiconque oserait les calomnier, maintenant, calomnierait du même coup leur holocauste. Que les ennemis de la cause royale et nationale et de l'Action Française se rassurent : décimés, et bien au delà, par les Boches, les Camelots du Roi ont reformé leurs rangs et, vu, dans l'enthousiasme, leur nombre augmenter, décupler. Ils sont, à l'heure où j'écris, aussi résolus et beaucoup plus nombreux qu'avant la guerre.

De leurs trois chefs, datant de la fondation,

l'un, Maxime del Sarte, a laissé un bras sur le champ de bataille : le second, Marius Plateau, a eu le rocher emporté par une balle allemande, pendant que son frère Gabriel était tué ; le troisième, Lucien Lacour, marche avec une paire de béquilles. Ils n'en demeurent pas moins à leur poste glorieux, entourés de l'admiration et de l'affection que l'on devine. Si la Providence n'a pas permis qu'ils fussent tués — comme leur témérité les y exposa, pendant la guerre, mille fois — c'est qu'elle les réservait, sans doute, pour un accomplissement de destinée, pour ce que j'appellerai, sans ambages, le second salut de la nation, le premier ayant été la victoire de 1918.

Ce sont trois personnalités différentes : Maxime — comme on l'appelle, d'un bout de la France à l'autre, dans tous les milieux d'Action Française — est un artiste né et qui a eu, de bonne heure, le sens psychologique. Il a la passion de la sculpture. C'est dans son atelier qu'il faut le voir, au milieu de ses groupes, de ses plâtres, de ses maquettes, de ses projets. Marius Plateau est un organisateur, et, dans toute l'acception du terme, un chef, doué d'un sens politique puissant et subtil. Lucien Lacour, c'est le type même du Parisien, hardi, entraînant et railleur, travaillant la foule comme le bois, car il est dans le mobilier, sous les ordres de son excellent père, maître artisan comme on n'en fait plus. C'est

autour d'eux, ainsi qu'autour de trois tiges, fortes et flexibles, plongées dans la liqueur sursaturée du patriotisme, que se sont agglomérés, en douze ans, par couches successives et générations ardentes, les milliers de jeunes gens qui, maintenant, propagent en tous lieux la vérité royale. Leur autorité, vu leur prestige personnel, n'était ni contestée, ni discutée. Les heures que nous avons vécues ensemble, à travers tant de circonstances de couleurs diverses, demeurent parmi les meilleures de ma vie. Que de rires, puis que de deuils, puis que d'espérance!

C'est une erreur de croire que les jeunes gens sont moins aptes que les hommes faits aux controverses et luttes civiques. Si leur tempérament est bon et sain, ils y apportent, au contraire, un besoin d'action et d'intervention rapide, qui arrache souvent le succès. Leur foi, neuve et brillante, a le zèle de se prodiguer en dehors, à mesure qu'elle se concentre dans leur esprit. Ma génération ignorait ces dévouements à la chose publique, et elle usait, en gamineries et puérilités, ou vaines querelles, sa soif de mouvement. De 1887 à 1900 (c'est-à-dire au cours du boulangisme et du nationalisme), est venue au monde une génération bien supérieure à ses aînées, extraordinaire, à tous points de vue, héroïque, lucide et précoce, chez les aristocrates comme chez les bourgeois, grands, moyens et petits, comme chez les paysans, ouvriers et arti-

sans. C'est elle qui, par son sacrifice sublime, a refoulé, puis vaincu, la barbarie germanique. C'est elle qui ramènera le Roi.

Les contemporains se rendent mal compte de ces choses, qui se passent cependant sous leur nez, mais qui gênent leurs idées préconçues (si l'on peut appeler cela des idées) et leurs préjugés plus ou moins baroques. C'est cependant un phénomène singulier qu'un garçon de vingt ans, employé dans un bureau (cas moyen), ou électricien, ou cheminot, ou gazier, ou ébéniste, ou étudiant, ou ce que vous voudrez, ayant ouvert un journal et lu un article de politique pure, ou rencontré un camarade éloquent et persuasif, ou assisté à une réunion qui lui a plu, ou médité dans son coin sur un livre, se sente subitement une conviction royaliste, — alors qu'on lui a seriné, à l'école ou au lycée, qu'il n'y aura jamais plus de roi et que le roi est l'ennemi du peuple, — de l'amour pour un souverain en exil et le désir violent de le ramener, au prix d'années, de mois, de semaines de prison, de mille difficultés, d'ennuis de tout ordre. sans compter les scènes à la maison et les blagues des copains ignorants et sceptiques... « Des énergumènes, des fanatiques, des mercenaires », grommelaient, avant la guerre, des canailles comme Ernest Judet, traître à sa patrie, appointé par l'Allemagne, des légions de crétins ou de foireux comme... mais ils sont trop, à quoi bon les nommer!... Allons-y, tout

de même, pour le pseudo poète Henri de Régnier, dit « le pendu de l'Académie Française », à cause de sa mine étirée et flasque, qui railla bassement les Camelots du Roi, dans je ne sais quel vaseux article, ou roman crébillonnard ; et aussi une nuée de petits auteurs, ou journalistes désireux de faire leur cour au pouvoir et déclarant inexistant un mouvement d'ensemble de la jeunesse française qui avait, dès cette époque, en réalité, tous les caractères d'une lame de fond.

Car c'est dans le monde conservateur, libéral, académique et boulevardier — où la frousse, le papotage et le topo fade remplacent l'action et la décision — que l'institution des Camelots du Roi fut d'abord le plus violemment critiquée, blâmée et vilipendée. Cela se conçoit. Des gens qui vivent dans une terreur perpétuelle de l'autorité républicaine, du jacobinisme et de la révolution (de ce qu'on appelle le bloc de gauche) se disent que la résistance ouverte aux persécutions, qu'ils se contentent de déplorer, va attirer sur eux l'eau, le feu, le poison et les sept fléaux. Jusqu'à *l'Action Française*, une reculade savante, et qualifiée même de tactique, de la part des hommes d'ordre, avait convaincu la clique républicaine, juive, maçonnique et parlementaire, qu'elle pouvait absolument tout se permettre, contre les catholiques et les patriotes, que personne ne regimberait. Avec *l'Action Française* et les Camelots du Roi, ça changea.

Les principales statues de dreyfusards, érigées comme trophées de guerre civile, furent mutilées ou brisées. D'où pluie d'amendes et de jours de prison, au petit bonheur, car on ne connaissait jamais les vrais « coupables ».

Le grand meneur de l'anticléricalisme officiellement déchaîné, l'ex-révolutionnaire Aristide Briand, fut publiquement et solennellement giflé par Lucien Lacour, qui écopa, de ce fait, deux ans de prison, dont il fit une grande partie à Clairvaux. Le dit Briand, jadis avocat, traîne-la-savate de Saint-Nazaire et de Montmartre, puis secrétaire de rédaction de *la Lanterne*, puis champion de la grève générale, était devenu, entre temps, grand maître de l'Université (!) promoteur de la Séparation, et président du Conseil!

La commémoration de Jeanne d'Arc, la Sainte de la Patrie, étant officiellement interdite, les Camelots du Roi s'assirent sur cette interdiction et recueillirent, en l'honneur de la bonne Lorraine, des milliers de jours de prison. S'étant dressés contre les bandes révolutionnaires, ils subirent encore, de ce fait, mille vexations, amendes et séjours à la Santé. Mais plus on les frappait, plus ils s'entêtaient, gagnaient du terrain, faisaient des prosélytes, ainsi qu'il est naturel en France, pays de clair bon sens, et à Paris, ville au cœur généreux, qui met le patriotisme au-dessus de tout.

Une circonstance dramatique donna l'essor à

la popularité des Camelots du Roi, ces gendarmes supplémentaires comme les avait baptisés Maurice Pujo. Au début de l'année 1910, pour des causes encore mal connues — comme tout ce qui concerne l'hydrologie et la météorologie — se déchaînèrent, en France et notamment à Paris, de formidables inondations. La Seine, ordinairement si tranquille, aimable et souriante entre ses vieux quais plantés d'arbres, devint pareille à un lion furieux. Très vite la banlieue fut tendue d'une eau bourbeuse et sans cesse grossie, notamment la banlieue sud, du côté de Charenton et de Villeneuve-Saint-Georges, à cause du grossissement simultané de la Marne. Les pauvres gens demeurant dans des cahutes ou de petites maisons de cette région durent déménager en hâte. D'autres se trouvèrent subitement cernés chez eux par le fléau et dans une situation périlleuse. La police de sauvetage était débordée, la police tout court aussi, à cause des malandrins, qui, bien entendu, profitaient du désastre et pillaient les mobiliers flottants, toutes les épaves. Alors, sous la direction habile de leurs chefs, les Camelots du Roi, déjà nombreux, bien que d'institution récente, se mirent à l'œuvre. Ils se divisèrent par équipes, louèrent des barques. Une souscription rapidement ouverte, rapidement fructueuse, leur permit d'acheter des vivres — notamment du fromage de cochon, du pâté de foie ordinaire, des miches de pain, du

vin, des boissons maintenues chaudes — qu'ils allèrent distribuer dans les cités ouvrières, devenues lacustres, qui s'étendent de Bercy à Draveil. On les appelait, on les remerciait, on les acclamait, avec cette ferveur dans la gratitude, qui est le propre des masses populaires, à la sensibilité toujours frémissante, en raison, je pense, de la gêne quotidienne et de l'entr'aide rendue indispensable. Ils dépensaient leurs provisions sans compter, et plus ils les dépensaient, plus les subsides augmentaient. L'élan de tous fut extraordinaire, ainsi que dans toutes les circonstances impérieuses ou tragiques. Le public royaliste est le plus généreux de France, c'est bien connu. Quand il a de l'argent, il donne son argent. Quand il n'a pas d'argent, il donne sa peine, son encouragement, ou ses prières selon les cas. Il ne demeure jamais indifférent aux appels, ni à la détresse, ni aux deuils. Cela tient à l'équilibre de l'idéalisme et du réalisme, qui est comme la fleur de la raison française. Je me rappelle les figures joyeuses de nos chers Camelots, au retour de ces expéditions, leurs manteaux trempés d'eau, leurs bons rires, leurs récits et aussi les lettres extasiées de ceux et de celles qu'ils avaient secourus.

Ceci fait, les Camelots du Roi s'employèrent à rebâtir bon nombre des maisonnettes démolies par la rage de l'eau. Une partie de la nouvelle agglomération de Villeneuve-le-Roi date de là.

Dans notre pays, on aime les besognes bien faites. Ce fut certes une besogne bien faite et qui témoigna de l'extraordinaire discipline, de la cohésion, en vue du bien public, de cette élite de jeunes gens.

Vers le même temps, les métèques empoisonnaient le Quartier Latin, encouragés par la veulerie des pouvoirs publics. La plupart professaient des opinions révolutionnaires, brimaient leurs camarades français dans les cafés, les cours, les parlotes, se rendaient insupportables de mille façons. Les études supérieures tournaient au secondaire et même au primaire, par la nécessité où étaient les maîtres de se mettre au niveau de ces baragouinants et mâcheurs de paille, souvent aussi prétentieux qu'ignorants. De 1885 (époque où je commençais mes études de médecine, où je menais la vie d'étudiant) à 1909, le changement du Quartier — comme on dit fièrement — était complet. Là, comme ailleurs, la République avait fait son œuvre. Dans son ouvrage magistral et classique, *la Doctrine officielle de l'Université*, Pierre Lasserre, avec sa puissance de pénétration psychologique et sa connaissance du sujet, a marqué, en traits de feu, l'abaissement du niveau intellectuel du haut corps enseignant en philosophie, histoire, pédagogie, critique. Des crétins sans nom, des doctrinaires de néant, des falsificateurs de nos annales ont obtenu, en flattant les préjugés démocratiques,

la dialectique juive et la théologie protestante et kantienne, des chaires d'une importance capitale, de véritables postes de défense intellectuelle nationale, transformés par eux en poste d'attaque à toutes nos traditions. Non seulement la Haute Université s'avilissait, mais encore, peu à peu, elle se tournait, avec la politique, contre la conception de la Patrie, contre la croyance religieuse, contre nos grands souvenirs, et nos grandes dates de commémoration, contre tout ce qui ne tenait pas, de près ou de loin, à l'Encyclopédie brenneuse du XVIII^e^ siècle et à la Grrrrande Révolution, cette « saloperie » comme disait Huysmans. Comme, au temps de Jeanne d'Arc l'Angleterre, l'Allemagne alors la travaillait fortement. Il semblait qu'il n'y eût de beau, de bien, d'utile que ce qui avait, dans tous les domaines de l'esprit, l'estampille allemande, le fumet allemand. La défaite de la Ligue de la Patrie Française, vaincue par le dreyfusisme, avait pressé ce mouvement, issu des institutions républicaines, et propagé vigoureusement par elles, comme par un piston.

Dans ces conditions, notre journal devait servir de ralliement et d'axe de cristallisation aux étudiants et aussi à quelques professeurs, jaloux de conserver à la culture française ses prérogatives. Les jeunes gens précédèrent, alors que, pour la Patrie Française, ils avaient peu et mollement suivi. Nous considérions cela comme un bon

signe. Nous multipliâmes les réunions au Quartier Latin. Il se forma rapidement un fort groupe d'Étudiants d'A. F., qu'au moment venu appuyaient les Camelots du Roi. Ici se posa une question délicate, celle de nos responsabilités vis-à-vis de cette belle jeunesse, qui venait à nous par paquets de vingt, de trente, de cent, avec un entrain, une confiance nous ouvrant tous les espoirs. Car la jeunesse c'est la clé de l'avenir, et quiconque la tient, par l'esprit, tient l'avenir. Les comités directeurs d'A. F. résolurent de créer, à côté des Camelots du Roi, demeurant autonomes, une Fédération des Etudiants d'A. F. près de laquelle apparut vite une Fédération des Lycéens et Collégiens d'A. F. La liaison de notre direction avec ces organismes nouveaux fut assurée par Maurice Pujo, qui devint ainsi le conseiller et régulateur de tout le domaine de l'action. Son autorité fut reconnue aussitôt, d'abord parce qu'il payait, en toutes circonstances, de sa personne, ensuite parce qu'il a le jugement droit, immédiat et sain.

C'est une chose plus compliquée qu'on ne pense, le don, le sens de l'action. Il y faut d'abord une sorte de conception, que j'appellerai dramatique, le choix des thèmes susceptibles d'intéresser, de passionner le public. Pujo l'a. Il y faut une prévision des conséquences, qui suivront telle ou telle manifestation, mettant en ligne telles ou telles forces, les y maintenant jusqu'à

tel point. Pujo l'a. Il y faut de l'entêtement, de l'acharnement froid. Pujo l'a. Il y faut enfin une sagesse d'autant plus vigoureuse que les risques courus sont plus grands. Cette sagesse appartient en propre à Pujo. Nous avons eu, tous, à peser ensemble, et avec lui, des responsabilités redoutables. Il y a une scie (dont je suis un peu responsable) qui consiste à dire qu'il est le chouchou de Maurras et qu'il a toujours l'appui prépondérant de Maurras. Mais c'est que Maurras a constaté les dons éminents que je viens d'énumérer et que n'a pas détruits, chez cet homme de lettres, une culture vaste et séduisante. Il a comme on dit, ce cher Pujo, l'âme accrochée dans la poitrine et il l'a prouvé en faisant la guerre *comme simple soldat*, avec une barbe où apparaissaient déjà quelques poils gris, dans les boues forestières de l'Argonne. Mais il comprend, jusqu'à un certain point, la faiblesse humaine qui fait que l'on n'est pas toujours « sur le pont ». Enfin, il n'est pas, au conseil, de sincérité plus rude, plus tranchante, au besoin, que la sienne, et c'est ce qu'il faut. Avec cela, plein de scrupules d'une délicatesse quasi féminine. Mais la décision une fois prise, adoptée, conclue, il y tiendra comme un chêne au sol, par toutes les racines de son énergie rouergate.

— Léon, voulez-vous me donner une minute? J'ai quelque chose à vous communiquer. Rendez-vous dans le bureau de Maurras... ou chez Mo-

reau... ou chez Vesins... selon les circonstances. Prévenez Bainville.

Déjà Pujo a disparu, avec sa canne, son chapeau, son paletot. Bainville est là, d'ailleurs. Mais Pujo, dans sa préoccupation, ne l'a pas vu; et Bainville, qui écrit un, deux, trois articles, au milieu du brouhaha, ne l'a pas vu, ni entendu, et sera très étonné quand je lui parlerai de changer de place : « Occupez-vous de ça sans moi. Vous me direz ce qu'on a décidé ». Cinq minutes après, nous voilà tous dans le cabinet de Maurras, au milieu d'une forteresse croulante de journaux et de livres, et Pujo nous expose son avis. Il n'est pas éloquent, au sens ordinaire du mot; il le sait, et il en rit volontiers; mais il a cette autre éloquence, dont parle Pascal, et qui se moque de la première; et puis, il est, comme dit le peuple, « ostiné ». Il casse une à une, comme des noix, les objections qu'on lui présente, et les avale. Moreau, de sa voix fluide, basse et nette, émet un avis ou une objection d'un poids étonnant, d'une forme ronde, pareille à une goutte d'or bruni. Autrefois, notre cher Montesquiou appuyait, complétant, résumant en une vue d'ensemble, Vaugeois imaginait une ressource nouvelle, trépignant de joie à l'avance, Vesins, Maurras, prennent consécutivement la parole, chacun selon son tempérament, si bien qu'à la fin on se trouve en présence d'un projet solide et mûri, déjà presque au point. Mais c'est

que Pujo, tenant toujours à son idée initiale, si elle a subi trop de modifications en cours de route va la remettre sur le tapis. En fin de compte, après quelques observations de part et d'autre, Maurras nous départagera, avec ce génie de critique *active* qui n'appartient qu'à lui. Puis, on se sépare, je rends compte à Bainville, toujours écrivant, et il n'y a plus qu'à attendre l'événement ou la manifestation annoncée, avec ou sans le prolégomène d'une campagne dans le journal.

Notre principe était et est encore de ne jamais abandonner, sous aucun prétexte, une opération en cours de route. Nous avons éprouvé, quelquefois, des résistances extrêmement dures. Nous avons mis le temps qu'il fallait, et, finalement, nous avons eu le dessus, parce que notre thème était bon et parce que nous avions raison. Jamais le secret de nos délibérations n'a transpiré. Car, en ces matières, l'élément surprise a une grande importance. Le jour où, à l'occasion d'une circonstance qu'on ne peut prévoir, nous jugerons le moment venu de presser le bouton, qui fera descendre dans les dessous le vermoulu régime républicain, nous agirons avec cette même discrétion et promptitude. Je nous flatte. Il est écrit, dans les astres, que c'est la République elle-même qui pressera le bouton. Nous ne ferons que verser l'huile glissante dans le mécanisme de sa disparition spontanée.

Les républicains, pour renverser l'Empire, n'ont pas hésité à recourir à l'insurrection devant l'ennemi. Une telle attitude est évidemment en opposition formelle avec la doctrine de l'Action Française, laquelle met la Patrie avant tout. Elle serait en horreur à tous ses membres. Lorsque, le régime républicain n'ayant su ni prévoir, ni prévenir, ni préparer la guerre, la France, au 3 août 1914, fut attaquée par l'Allemagne, ce régime n'eut pas d'auxiliaires plus dévoués, ni plus désintéressés que nous. Sa partie demeurée paradoxalement saine et patriotique vit rapidement se dresser contre elle sa partie logiquement putréfiée. Ce qui demeurait français dans la République subit l'assaut de ce qui obéissait aux ordres de l'Allemagne. Tout notre mouvement se porta à l'aide des premiers contre les seconds. A maintes reprises, il nous eût été facile, bénéficiant de l'assentiment et parfois de l'enthousiasme public, de pousser l'avantage national, assuré par notre coopération, jusqu'au point où il fût devenu *notre* avantage. Nous ne le fîmes point — quelle que fût demeurée et même accrue notre conviction, quant à la nocivité des institutions républicaines — parce que la formule de l'union sacrée nous était précisément sacrée. Cependant que, dans la presse parisienne, nos adversaires, à l'époque les plus acharnés, de l'extrême-gauche à la droite républicaines, Almereyda, directeur du *Bonnet Rouge*, et Judet, direc-

teur de *l'Éclair*, passaient, moyennant finance, à la solde de l'ennemi.

Je disais que nos délibérations numéro 1 sont toujours demeurées secrètes. Il n'en saurait être de même de nos délibérations numéro 2, par lesquelles un grand nombre de personnes sont averties que tel jour, à telle heure, il y aura telle manifestation patriotique, ou tel cortège. Les jeunes gens bavardent entre eux, ou devant des personnes qui n'ont pas leurs convictions. Il est inévitable que quelques mouchards se faufilent dans un mouvement politique aussi étendu que le nôtre. Quelque temps avant la guerre, un de ces mouchards nous fut signalé. C'était un solide gaillard, appartenant à la Préfecture de Police, intelligent, débrouillé, de bonne mine, et qui se donnait comme employé de commerce, avec, bien entendu, les meilleures références. Le comité des Camelots du Roi le mit en surveillance et acquit bientôt la certitude que la dénonciation était légitime. Il y avait ce soir-là grande réunion à la Salle des Sociétés Savantes, rue Danton. Le mouchard, un sieur M..., fut chargé du « service intérieur », dans le petit corridor menant à la tribune des orateurs. Poste de choix. A huit heures précises, comme il était convenu, quatre camelots, se jetant sur lui à l'improviste, le ligotèrent et le transportèrent sur l'estrade, où il demeura pendant une bonne heure, exposé aux quolibets des auditeurs, avec une pancarte

définissant son rôle, sans aménité. Au bout de ce temps, les mêmes quatre camelots le portèrent au dehors, sur sa chaise, tel un saucisson habillé en monsieur et le remirent cérémonieusement à l'officier de paix, qui commandait les forces policières : « Nous vous le rendons, il vous appartient. — Mais non. — Mais si. — Je vous dis que non. — Informez-vous ». L'officier de paix alla consulter des agents en bourgeois, qui reconnurent aussitôt que M... était un copain, et l'accueillirent en le traitant de gaffeur et de maladroit.

En dehors des manifestations sérieuses, et graves à l'occasion, qui rendirent à l'opinion réactionnaire traditionnelle et patriote (laquelle est, au fond, la majorité nationale) le sentiment de ses forces, de sa dignité, de ses devoirs, il y eut des farces épiques, jouées au gouvernement par les Camelots du Roi. L'une d'elles, demeurée légendaire, consista à faire sortir de prison, par téléphone, trois de nos amis indûment arrêtés et coffrés. Même aujourd'hui je juge inutile de préciser comment la bienfaisante farce fut organisée. Elle prit à merveille, et je ris encore en me rappelant la vaine colère des services compétents, quand ils surent qu'ils avaient été joués de la sorte. C'est que l'institution des « gendarmes supplémentaires » fut vite populaire. Le fait qu'on les voyait arriver quand on ne les attendait pas et qu'ils n'arrivaient pas toujours quand on

les attendait (avec quel déploiement de police, juste ciel !) divertissait la population parisienne. Ils bénéficièrent bientôt, dans tous les milieux, des complicités les plus imprévues. Il arriva ainsi que leur police fut incomparablement supérieure à la police officielle, et que celle-ci (dans le moment où ses chefs la laissaient faire son devoir) s'adressât à l'Action Française et au comité des Camelots pour avoir des renseignements complémentaires, qui furent toujours loyalement et généreusement fournis. Ne sommes-nous pas, en fait, un gouvernement. que le malheur des temps a placé momentanément dans l'opposition !

C'est à l'occasion d'une visite faite à nos prisonniers de la Santé — parmi lesquels se trouvaient, à ce moment-là, Pujo, Maxime, Plateau et Lacour — que je fis la connaissance du futur bras droit de Caillaux et de Malvy, Vigo dit Almereyda. Ce malheureux garçon — à mon avis bien moins pervers que ses deux maîtres, et dévoyé à fond par eux — appartenait alors à la rédaction de *la Guerre Sociale*. Il était détenu en même temps que son directeur Hervé, qui est un petit fol sans méchanceté, sans cervelle, absurde en histoire et assez calé en géographie, un nain, mais aussi un ferment politique, et d'ailleurs de contact plutôt sympathique. Almereyda avait le physique aigu, le geste souple, l'allure dégagée et légèrement hautaine du Catalan classique, avec

un œil à la fois méfiant et sauvage. Une jeunesse malheureuse, abandonnée, l'avait livré aux pires exemples. On le sentait brave, déboussolé, influençable, prompt à toutes les tentations. Sa veste large, d'une étoffe noire et brillante, lui donnait l'air de jouer dans *la Puissance des Ténèbres*. Nous échangeâmes quelques mots, à propos d'une réunion de protestation révolutionnaire contre je ne sais qui, qui avait eu lieu, l'avant-veille, je ne sais où, et je remarquai qu'il tenait à être considéré comme un petit chef, non comme un subalterne de Hervé. Il y avait, certes, une grande différence entre son visage, son accent et ceux d'un Malvy ou d'un Caillaux, petits bourgeois aigris, politiciens bavards, mauvais, chez qui l'amoralité n'a aucun pittoresque, ni aucune excuse, et qui calculent leurs méfaits ou leurs crimes contre la nation de façon à courir les moindres risques. Almereyda, mis en accusation par Calmette, n'aurait pas envoyé sa jeune femme tuer Calmette. Il aurait opéré lui-même. Aucun rapport, non plus, entre lui et un Jacques Landau, épouvantable hyène juive, macérée dans tous les fumiers du ghetto et du journalisme de proie et de chantage.

Quand je sus, cinq ans plus tard, que Caillaux et Malvy utilisaient Almereyda — qui avait quitté Hervé — pour leurs horribles besognes, je songeai aussitôt que, si jamais ils craignaient la révélation de cette complicité, ils chercheraient

à se débarrasser de lui. Ce processus — comme disent les médecins — est classique, et je ne comprends point comment Almereyda, qui avait cependant l'œil ouvert du partisan en embuscade, ne s'en est pas méfié. Mais il était pris par la vanité, le plaisir de conseiller et de dominer un ministre de l'Intérieur en fonctions, un ancien président du Conseil, de commander au Préfet de Police et de terroriser cinquante parlementaires. C'est là ce qui causa sa perte.

Toujours est-il que l'importance prise par les Camelots du Roi, les étudiants d'Action Française, les sections de Paris et de banlieue — où apparaissaient des tempéraments véritables de chefs héroïques, un Henri Lagrange, un de Lamotte, un Noël Trouvé, un Octave de Barral, un d'Aubeigné, et des dévouements exceptionnels et des intelligences de premier plan — contraignit les républicains révolutionnaires et les républicains tout court à fonder quelque chose d'actif et de jeune, qui pourrait être opposé, le cas échéant, à la poussée des bataillons royalistes. Ce fut l'institution des « Jeunes Gardes », dont le capitaine fut Almereyda. Alors que les Camelots du Roi et les Étudiants et Ligueurs d'Action Française, prenaient, en toute occasion, la défense des intérêts français, des souvenirs français, et composaient ainsi — chose nouvelle et imprévue — une jeune armée de la tradition, de la conviction et de la croyance,

les compagnons d'Almereyda prirent naturellement le contre-pied, c'est-à-dire le parti du météquisme, de l'étranger, puis, par conséquence directe, de l'Allemagne. Ces derniers furent à Caillaux et à Jaurès ce que les premiers étaient à Maurras ; ce qui permit à bon nombre de libéraux, dont leur grand scribe en pantalon de drap militaire Judet, d'assimiler la troupe de l'ordre aux troupes du désordre, et de demander au gouvernement, qui ne s'en priva pas, de coffrer les uns et les autres. C'est ainsi que, pendant plusieurs années (1909 à 1914), les gardiens de la paix, fidèles observateurs de la plus dégoûtante des consignes, fourrèrent dedans indifféremment les défenseurs de Jeanne d'Arc et les zélateurs de Guillaume II. Vous auriez trouvé, à ce moment-là, chez les salonnards, pas mal de gens pour déclarer que c'était très bien ainsi. Le libéralisme abêtit, et amène l'entendement où il règne à confondre le bien et le mal en action sous la même qualification de « violence regrettable » et « d'extrêmisme ». Son véritable nom est confusion mentale. Pujo, dans sa belle pièce *les Nuées,* renouvelée d'Aristophane, a tracé du libéral type, dénommé par lui Baron Pié, un portrait qui restera. Ce Baron Pié est populaire parmi nous et nos jeunes gens. En toute circonstance politique, nous imaginons son sentencieux avis, et les communiqués qu'il transmettrait à la presse, s'il obtenait jamais un

sous-secrétariat d'État de son ami, M. Aristide Briand. Un de ses axiomes favoris c'est qu'avec les anciens braconniers on fait les meilleurs garde-chasses, et avec les anciens incendiaires les meilleurs pompiers: « Voyez Fouché ». A quoi nous répondons : « Fouchez-nous la paix ».

Je pense que Vaugeois, quand il a imaginé ce beau titre, *l'Action Française*, si simple, expressif et grand, était irrité, comme nous le sommes tous, par la prétendue antinomie entre la pensée et l'action, dont se gargarisent les libéraux. L'action découle de la pensée, mes pauvres diables! Une pensée politique, qui n'est pas maîtresse d'actions, est inerte et insignifiante. Une pensée qui est maîtresse d'erreurs est dangereuse. Une pensée qui est maîtresse de mauvaises actions est criminelle. La pensée de saint Thomas d'Aquin tend à l'ordre du monde et se retrouve au fond de toutes les entreprises, bienfaisantes et généreuses des temps modernes. La pensée de Richelieu commande toujours la politique féconde de la France et quiconque s'en écarte nuit à son pays. La pensée de Luther n'a pas fini de jeter l'univers dans des convulsions. La pensée de Spinoza commande toujours l'État juif. L'acte est en quelque sorte la sécrétion de la pensée, et celui qui, ayant médité quelque chose d'utile, de noble, ne l'agit pas, est un impuissant, un phobique, un demi-infirme.

La pensée s'exprimant par la parole, beaucoup de gens s'imaginent que, quand ils ont parlé, ils ont agi. D'où le régime parlementaire, qui laisse au gouvernement le soin d'agir, et répand des flots de paroles autour d'un minimum d'action gouvernementale. Il y a des cas, fort rares, où la parole équivaut à un acte, mais il importe que d'autres actes viennent rapidement soutenir cette équivalence. La règle chez nous est de ne jamais délibérer sans prendre une résolution, si petite soit elle. Autrement à quoi servent les palabres?

J'ai souvent pensé qu'un des vieux républicains qui avaient dû être le plus étonnés de l'apparition des Camelots du Roi était sans doute Clemenceau. Vers 1907, parcourant, comme ministre, cette Vendée où il est né, il avait prononcé, je ne sais plus où, une allocution au « derniers des chouans », dont je m'étais amplement moqué dans *la Libre Parole*. Le fond de cette allocution, d'un tour officiel, c'était l'opposition classique entre le hideux passé guerrier et romantique et le radieux avenir pacifique et démocratique, opposition qui faisait le bagage intellectuel de presque toute la génération de Clemenceau. Je n'insiste pas sur la niganderie et la pauvreté du thème. Mais, trois ans après ce célèbre topo, qui fit rigoler quatre-vingt mille chouans vendéens, bien plus libres d'esprit que Clemenceau lui-même, il se constituait, à Paris, un bataillon de jeunes royalistes, qui, depuis,

ont fait de fameux petits. Chose admirable, un des chefs de ces jeunes royalistes, Maxime del Sarte, fut un des premiers persécutés du cabinet Clemenceau, ou du moins du juif Schrameck aujourd'hui sénateur, alors directeur du service pénitentiaire au ministère de l'Intérieur. Passé à tabac dans les services de Schrameck, Maxime regimba comme il sait le faire : *l'Action Française* s'empara de l'incident, Clemenceau fit venir le vaillant garçon et le confronta avec Schrameck. Ce fut une entrevue mémorable. Le temps passa. Quelques années plus tard, Clemenceau ayant sauvé le pays, dans les conditions que l'on sait, Maxime, amputé du bras à la guerre, lui écrivit, le revit, et les deux adversaires, le vieux et le jeune, se prirent d'affection l'un pour l'autre, le dernier des républicains de la génération de 70 pour le premier des nouveaux royalistes. C'est le plus beau symbole de l'Union Sacrée. Il est à l'honneur de Clemenceau d'avoir senti immédiatement la flamme généreuse qui est en Maxime et qui a fait de lui, précocement, un héros complet et, par-dessus le marché, un héros de bonne humeur.

C'est ainsi que le « salon de conversation », triste et minable de la Santé — avec son odeur de plâtre, de laine humide et de haricots, — renferma simultanément le prototype de la jeunesse républicaine et révolutionnaire, Almereyda, et le prototype de la jeunesse royaliste, Maxime del

Sarte. Le contraste se poursuivit jusqu'au bout, d'une façon parfaitement logique. Après avoir trahi son pays, Almereyda mourut à l'infirmerie de la prison de Fresnes, le col pris dans les lacets républicains, parce qu'il savait trop de choses. Après avoir perdu un bras sur les champs de bataille, Maxime, de l'autre bras, se mit à sculpter avec un talent superbe et sans cesse grandissant, en attendant le retour de son Roi.

— Mais c'est une image d'Épinal que vous nous montrez là.

— Certainement, dans les temps dramatiques, hommes et faits se groupent en symboles et forment alors des contrastes puissants.

Peu de mois avant la guerre, Maxime étant à l'École des Beaux-Arts, quelques élèves de cette école eurent l'idée imbécile, sacrilège (et soufflée sans doute par quelque fonctionnaire républicain) de peindre et de promener dans la rue un panneau demi-obscène, injurieux pour la mémoire de Jeanne d'Arc. Suivi de son frère Serge — depuis tué à la guerre — Maxime, avec cette spontanéité qui accompagne chez lui une réflexion très aiguë, se jeta sur le cortège, éventra la sale panneau à coups de canne. Précipité sur le sol, il eut le nez à moitié cassé à coups de talons et demeura huit jours ne respirant plus que par la bouche. Par-dessus le marché, il fut traduit en police correctionnelle, et il s'en fallut de peu qu'on ne le renvoyât de l'École. Nous allâmes, à cette

occasion, Vaugeois, Pujo et moi, adresser quelques courtoises mais fermes remontrances — vu son grand âge — à Léon Bonnat, directeur de l'École, lequel nous reçut, avec quelque embarras, dans son grand salon du quai Malaquais. Je raconte cet épisode, pour montrer où les choses en étaient, à la veille de la formidable épreuve. Il n'y a rien, ici-bas, depuis le Sacrifice de la Passion, de plus beau, de plus pur, de plus miraculeux que l'histoire de Jeanne d'Arc, qui semble une suite des Évangiles, où le Divin palpite dans l'Humain? Cette histoire est une éternelle incitation pour le dévouement sublime à la Race, un principe de salut, une étoile au dessus de la Patrie. Eh bien, en 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, le mot d'ordre officiel était, non seulement de la mettre sous le boisseau, cette histoire incomparable, mais de la salir et de l'insulter.

Au moment où j'écris, la République, cédant à l'opinion, a dû instituer une fête de Jeanne d'Arc, récemment canonisée par l'Église. Mais il ne faut pas oublier que ce sont les Camelots du Roi qui ont imposé cette fête, en imposant le cortège traditionnel et en l'organisant sous une grêle de batailles et de jours de prison.

Je n'ai pas encore parlé du *Sillon* de Marc Sangnier, tentative de démocratisme chrétien, condamnée expressément par le grand Pape Pie X, et qui nous fit, lui aussi, en compagnie des libéraux, une guerre acharnée. On vend encore, à la

porte des églises, le dimanche, le fade et peu lisible journal de cette conception, trois fois insane, et qui témoigne chez son inventeur, d'une profonde débilité d'esprit, étayée sur de bien vieilles erreurs, cent fois réfutées. Depuis que j'ai vu le pauvre Marc Sangnier à la Chambre, depuis que je l'ai entendu surtout — seul de mon espèce, car il fait le vide — j'ai compris. C'est un brave homme, très borné, un peu hypocrite, doué d'une grande facilité d'élocution, et qui a pris ce don pour celui du chef. Sa langue, trop bien pendue, lui sert de doctrine. Je le comparerai à une tartine, dont le beurre serait le néant. Lorsque je publiai *l'Avant-Guerre*, il qualifia ce livre documentaire d'inventions de romancier et déclara qu'il sentait le ragot. Je lui répliquai qu'il sentait, lui, le fagot. Visiblement Sangnier est quelqu'un qui n'a aucun sens des réalités, politiques ou religieuses, et l'étonnant est qu'il ait été, jadis, quelque peu suivi.

Chaque année, au moment du départ de la classe, avait lieu le banquet des « engagés » de *l'Action Française*, des « bleus » des Camelots, des Étudiants, de la Ligue. Banquet présidé par un officier de nos armées, tantôt le commandant Cuignet, tantôt le général Mercier, tantôt le général Bonnal. A cette occasion, Vaugeois et Montesquiou prenaient la parole après le Président et trouvaient là, dans cette intimité, pour prêcher aux jeunes gens la discipline et le zèle patrioti-

que, des accents poignants. A partir de 1911, de l'alerte d'Agadir, la conviction, où nous étions tous, de la guerre imminente planait au-dessus de ces réunions. Le général Bonnal était un grand et ferme vieillard, au regard aigu sous des paupières plissées, à la parole hésitante, et parfois confuse; mais on savait que son enseignement de l'École de Guerre avait formé les principaux chefs de la haute armée et son prestige était considérable. On écoutait moins ses accents que sa personnalité puissante et on lui savait presque gré de n'être pas oratoire. Par contre, ce soir-là, en 1914, Montesquiou, Vesins et Vaugeois, comme inspirés par l'imminent péril, se surpassèrent, chacun dans son genre. La plupart des conscrits, après leurs discours, avaient les larmes aux yeux. Un grand nombre de ces admirables enfants devaient tomber pour la Patrie, quelques mois plus tard, avec ce Montesquiou qui les haranguait. Le général Bonnal, s'il eut le chagrin de ne pouvoir lui-même, vu son âge et son état de santé, reprendre du service actif, eut du moins la consolation de voir ses élèves les plus chers vaincre l'ennemi selon ses préceptes. Il mourut au cours des hostilités. Quant à Vaugeois, son cœur de patriote devait se briser au choc effrayant subi par la Patrie. C'est ainsi que cette pathétique veillée des armes nous apparaît maintenant comme entourée de tombeaux. La Providence a voulu que le lieutenant-colonel Bernard de Vesins, le commandant Frédéric Delebecque, le capitaine

Robert de Boisfleury, le lieutenant Lucien Moreau, le lieutenant Paul Robain, le soldat Maurice Pujo terriblement exposés tout le temps de la guerre, aient pu revenir parmi nous.

La marquise de Mac Mahon — bien que dirigeant, avec la comtesse Bernard de Courville, le groupe, imposant par le nombre et d'une admirable activité, des Jeunes Filles royalistes — a toujours participé à toutes les réunions des Camelots du Roi, étudiants et ligueurs. Elle a une âme de chef, une parole doucement persuasive et le sens, si rare chez les femmes, de l'opportunité politique. Son autorité personnelle nous a été d'un puissant secours, dans les passages difficiles où quelques-uns se demandaient, devant le tour des événements et la rigueur des polémiques, s'il valait mieux nous suivre ou en rester là. Car on ne peut exiger de tout le monde la certitude du succès final, qui nous animait et nous anime, quant à la restauration de la monarchie.

CHAPITRE V

A l'Académie Goncourt.

L'Académie Goncourt vient d'entrer, au moment où j'écris, dans la dix-huitième année de son existence. Depuis 1903, un certain nombre de deuils ont modifié sa composition, sans altérer sa physionomie. On a écrit sur elle un très grand nombre de sottises, dues principalement à l'envie, et d'erreurs, dues à l'ignorance. C'est afin de rectifier les unes et les autres, que j'intercale, dans le récit des premières années de *l'Action Française* quotidienne, ces quelques pages, en manière de répit à la politique. Il me semble que, tant bien que mal, nous avons fidèlement rempli les intentions d'Edmond de Goncourt et la preuve est faite que son œuvre testamentaire est viable. Elle rend service aux jeunes écrivains. Elle dresse, en face de l'Académie tout court, quelque chose de moins guindé et de plus vivant. Elle maintient en contact des hommes d'opinions et de convictions différentes, que tout séparerait, que réunit l'amour

des lettres françaises. C'est bien ce qu'avaient voulu les deux frères et ce qui se trouve réalisé.

A notre première réunion assistaient Huysmans, Geffroy, Paul Margueritte, Elémir Bourges, Lucien Descaves, les deux frères Rosny, Léon Hennique, Octave Mirbeau et celui qui écrit ceci. Quelques années plus tard, la mort d'Huymans laissait libre un fauteuil, qu'occupèrent successivement Jules Renard, Mme Judith Gautier et Henry Céard. Quand Mirbeau disparut, Ajalbert lui succèda. Au décès de Paul Margueritte, nous élûmes Émile Bergerat. Je suis convaincu que le vieux maître du boulevard Montmorency aurait approuvé tous ces choix, et, à chacun d'eux, nous n'avons cessé de nous demander : « Qu'en penserait-il? » Sa mémoire est demeurée vivante et fervemment honorée parmi nous. Il est présent à nos modestes agapes qui sont — j'en suis navré pour nos détracteurs — d'un rare agrément et d'une extrême cordialité. Car je compte pour rien les bouderies passagères, tenant à l'attribution du prix, contrairement au désir, ou à l'avis, de celui-ci ou de celui-là. Elles prouvent simplement que le boudeur prend ses fonctions au sérieux et tient à son idée. Personnellement, je suis beau joueur, et si mon candidat est battu, j'en prends mon parti en cinq secs. S'il fallait se faire de la bile avec les scrutins, littéraires ou politiques, on n'en finirait plus !

Nous avons beaucoup perdu en perdant Huys-

mans et Mirbeau. Huysmans était excellent et atrabilaire, compatissant et féroce, railleur et quinteux. Il ressemblait, avec son large front ridé, à un vieux vautour, désabusé et philosophe, perché sur l'huis de la misanthropie. Quand on lui demandait : « Que pensez-vous d'un tel? » il répondait, le plus fréquemment, d'une voix lasse, en baissant ses yeux gris : « Ah! quel déconcertant salaud!... » ou « quelle triste vomissure! », ou quelque chose d'approchant. Le contraste de cet accent feutré, mitonné, semi-poussiéreux, et de ces affirmations péjoratives, était d'un comique irrésistible. Gourmet célèbre, chipoteur de petits plats, maudissant à bon droit la cuisine pour tous d'hôtel et de palace, l'auteur d'*En Route* et de *Là-Bas* lançait un regard de bourreau chinois aux mets que nous présentait le serveur et murmurait entre ses dents : « Voilà une étrange mixture! » Il en goûtait un peu, faisait la grimace, déposait sa fourchette, son couteau et riait pour lui seul, comme Bas-de-Cuir. Tout vin, selon lui, sentait « la vesse », ou « le crottin », comme tout fromage fleurait « le pied de pauvre » et toute sauce « la colle cadavérique » ou « l'encaustique à goût de sapin ». Il abondait en définitions gastronomiques, d'une exactitude vireuse et parfois tragique, qui plongeaient dans la consternation les maîtres d'hôtel. Il me déclara un jour qu'il n'appréciait que le pot au feu, idéal, sucré à l'aide des seules carottes, et le poulet

uniquement au beurre. Ceci est d'un véritable maître. Je l'approuvais d'autant plus que mon enfance a été bercée par les recommandations, concernant le poulet rôti, de mon grand-père Allard, fin connaisseur : « Pas de jus, au moins ! Rien que du beurre ! »

Aussi fine gueule qu'Huysmans, Mirbeau considérait celui-ci comme un vieil enfant quinteux, petit bourgeois et perdu dans son miroton et le Syllabus. Mirbeau n'entendait rien à la mystique, laquelle seule, vers la fin, intéressait Huysmans. Il s'entêtait à voir, dans la religion, une supercherie, ou une perversité mentale, ou une manière de gâtisme. Elle lui procurait une irritation anormale, que j'ai souvent remarquée chez les viveurs et les grands sensuels, et tenant sans doute aux obstacles tout moraux, mais dirimants, qu'elle met entre eux et leur désir. Mirbeau était un frénétique, capable des mouvements les plus généreux, incapable de se brider, de se contenir, et soutenant, en conséquence, qu'il est laid et vain de se contenir et de se brider. Il faisait malheureusement partie des déificateurs de l'instinct, du penchant prétendu irrésistible et de la volupté sans frein. Il zézayait légèrement, rongeait ses ongles sans arrêt, et ses yeux railleurs devenaient dorés, comme ceux de certains basilics exotiques, sitôt qu'il se mettait en colère : « Il y a en lui du possédé », disait Huysmans, que ses emballements à transformations agaçaient.

Elémir Bourges, écrivain puissant, homme exquis et rare, chez qui l'ironie semble une forme supérieure de la politesse, s'amusait de ces rencontres entre l'auteur de *Sainte Lydwine* et celui du *Jardin des Supplices*. Il les regardait alternativement, les écoutait, tentait quelquefois de les mettre d'accord, ou y renonçait avec un bon rire. En cas de loup, de froid, d'ange qui passe, nous avions pour changer de sujet et ranimer la cordialité, notre animateur J.-H. Rosny aîné, préoccupé de concilier les tempéraments et de tirer de l'heure l'agrément qu'elle comporte. Je m'y employais aussi de mon mieux. Si nous ne réussissions pas, il restait le recours de Geffroy, qui sait estomper les heurts des tempéraments et mettre de l'huile dans les rouages des caractères. Paul Margueritte, grand, maigre et pâle, peu bavard, d'une susceptibilité aiguë, n'intervenait guère dans les discussions ; mais on devinait, sous sa glace, une sensibilité frémissante, dont son œuvre témoigne, et qu'il contenait tant qu'il pouvait. La vie est bizarre : bien que le connaissant depuis de longues années, je n'étais pas en relations avec lui, en dehors du dîner Goncourt, et je le savais fort éloigné des idées et des doctrines de *l'Action Française*. Nous étant rencontrés un jour, dans le train qui va de Paris à Tours, il m'avait déclaré que la monarchie lui semblait une institution archaïque, peu désirable en soi, pleine d'autant de tares et de trous que la Répu-

blique, et j'avais été étonné de son ignorance politique. Or, en mars 1918, au moment de la grande attaque allemande, après trois ans de guerre, je reçus de Paul Margueritte, alors installé à Nice, un véritable hymne à l'honneur de Maurras, de notre journal, de la royauté considérée comme le seul gouvernement possible et raisonnable, le tout enveloppé dans les témoignages de la plus chaude amitié. J'en fus infiniment touché et me promis bien de me rapprocher de ce collègue que je n'aurais jamais cru si expansif, ni capable d'un semblable revirement. Mais ce fut la mort qui vint et enleva, hélas! Paul Margueritte au moment même où avec son roman niçois, *Vivre*, il connaissait enfin le grand, le très grand succès. J'ai réfléchi, depuis, que la guerre avait bouleversé ce fils de soldat et réveillé en lui des sentiments dont nul ne pouvait soupçonner la violence.

J.-H. Rosny jeune ne ressemble à son frère que par l'accent de la voix et la même ténacité laborieuse. Mais il est châtain, quand son aîné est brun. Il aime la campagne et y vit, alors que son aîné ne peut se passer de la grande ville, qu'il décrit avec une extraordinaire originalité. Il semble moins enclin aux hypothèses, moins inductif, plus déductif et positif que son aîné. Il a le goût des choses précises et des renseignements exacts. Ces deux frères ont joué la difficulté d'écrire d'abord séparément, puis en colla-

boration, puis de nouveau séparément et il est malaisé, dans leur œuvre commune, de distinguer la part de celui-ci et la part de celui-là. Rosny jeune est un très agréable compagnon, d'un caractère égal et enjoué, mais ferme et déterminé dans ses goûts. C'est si rare quelqu'un qui sait ce qu'il veut, ce qui lui plaît, ou lui déplaît, et où il va !

Gustave Geffroy, depuis trente ans et davantage, a exercé, comme critique d'art, d'abord à *la Justice* de Clemenceau, puis en vingt-cinq volumes, une fonction prépondérante. Il a contribué, plus que quiconque, à la célébrité, puis à la gloire, de Renoir, Sisley, Monet, Carrière, Raffaelli, Degas et Rodin. Son œuvre est vaste, aérée, nuancée, douce à l'humain et philosophiquement amère, comme ces horizons bretons, où il est né, dont il a rendu, avec maîtrise (*Pays d'Ouest*), la nostalgie inquiète et rêveuse. Dans son visage, attentif et bon, brillent deux yeux magnifiques de compréhension et d'acuité. Ce sont ses outils. La voix est flexible, assez grave, appuyée sur les dentales, interrompue, de temps en temps, par un demi-rire qui tient à l'expérience de la vie. Tel est notre premier critique français, captivant romancier aussi à ses heures (*l'Apprentie*) et d'une modestie, d'une droiture, d'une loyauté égales à son beau et sûr talent. Geffroy est l'homme qui fait toujours passer le camarade avant lui, qui a horreur de la réclame, de toute

publicité, qui soutient l'artiste de mérite jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'il l'ait porté, comme un enfant abandonné, dans le réconfort de la lumière. Je connais mille traits de lui — que je ne citerai pas — qui rappellent la manière discrète et bienfaisante d'Alphonse Daudet. En politique il est républicain, ardemment patriote, et le plus vieil ami, je pense, de Clemenceau dont il déclarait, en 1885, au milieu d'un scepticisme général, que « s'il vivait, et les circonstances aidant, il étonnerait le monde ». Clemenceau a vécu, les circonstances ont aidé, et il a étonné le monde. C'est dommage que Louis Multcm, collaborateur de Clemenceau et qui ne l'aimait guère, soit mort. Il aurait vu vérifié le pronostic, à son avis bouffon, de Geffroy.

Je me rappelle qu'un jour, chez Mme de Loynes, ce vieux, cher, touchant gosse d'Henry Houssaye blaguait l'Académie Goncourt, l'appelant l'Académie d'Auteuil. Un peu agacé dans cet esprit de corps auquel on n'échappe pas, je répliquai : « N'empêche qu'à votre Académie du quai Conti vous n'avez pas de critique d'art qui soit digne de retirer les bottines de Geffroy ». Mais Houssaye n'en convint pas. Il ignorait tout de la peinture, de la statuaire, de la musique, déclarait Monet « inconsistant », Degas « absurde », et admirait les navets du papa Jérôme, dont un exemplaire fameux, *Tanagra*, figurait sur la cheminée de notre bien chère amie Mme de Loynes. Lemaître

s'imaginait aussi que *Tanagra* était une jolie chose, si bien que lassé, et désespérant de me faire entendre, je changeais de conversation. Mais Lemaître, ensuite, me demandait, en me prenant par les deux épaules : « Enfin, Léon, c'est chez vous une certitude que Geffroy est le premier critique d'art de ce temps? Eh bien! expliquez-moi pourquoi ». Je pense que dans ces circonstances, les oreilles de Geffroy ont dû, comme on dit, tinter souvent.

On sait que Geffroy a publié une sorte d'encyclopédie des musées d'Europe, qui est le plus beau, le plus complet et le meilleur des cicerones de notre temps, battant, à cent encolures, tous les ouvrages similaires. Ce qu'il a écrit sur Rembrandt, sur Hals, sur les maîtres italiens, notamment Léonard, sur les espagnols, notamment Velasquez et Goya, dépasse de beaucoup, en chaleur, vivacité, pénétration, connaissance du sujet, Fromentin, Taine et Cie. Le Breton intellectuel et visuel apporte à la critique ces qualités de souplesse, d'intuitivisme, de sympathie compréhensive qui vont avec sa mélancolie naturelle, son sens de l'eau, des nuages, des rochers. J'en parle savamment, étant mâtiné moi-même, bien que né à Paris, de languedocien, de breton et de tourangeau. Pour aimer et comprendre la peinture, il faut être un contemplatif, savourer les déformations des lignes dans la brume de lumière ou la brume d'eau. Pour aimer et comprendre

la sculpture, il faut aimer et comprendre les roches corrodées, éboulées, trouées, en forme d'êtres humains, d'animaux, de cathédrales, qui courent tout le long de la côte bretonne, et que rappelle tellement l'art de Rodin, avec son rythme souverain, et à peine sensible, ainsi que celui de la mer. C'était un triton, ce Rodin, nu et debout sur une plage ensoleillée, et dont le génie dégoulinait et ruisselait, comme l'eau des baisers d'Amphitrite.

Ce que j'écris ici de Geffroy et de ses prodigieuses facultés critiques, aurait dû être écrit depuis longtemps, si les hommes de lettres étaient moins rebelles à reconnaître la compétence sur tel ou tel point, ou l'éminente supériorité de l'un d'eux. Je connais beaucoup les hommes de lettres, étant des leurs et les ayant toujours fréquentés. Ils sont moins envieux, méchants et injustes, mutuellement, à mon avis, que dans la plupart des professions libérales; mais ils n'aiment pas que l'un d'entre eux dépasse la toise et ils ne s'en vont pas crier volontiers sur la place publique : « Celui-là, ce Geffroy que vous voyez là, dépasse la toise ». Cependant cela est, et cela doit être affirmé.

J'ai toujours eu beaucoup de sympathie pour Lucien Descaves, précisément en raison de son humeur littéraire, parfois hérissée ou bougonne, mais sans mesquinerie; vu que c'est pour le compte d'autrui qu'il se fâche, parce qu'il pense

qu'on aurait dû donner le prix à celui-ci ou à celui-là. Il est profondément bon et sensible et l'on peut le mécontenter sans le vouloir ; mais, quand il reconnaît s'être trompé, il revient vivement sur son jugement, avec cette grâce particulière aux consciencieux. Il penche vers les idées révolutionnaires, parce que le sentiment de l'équité est blessé chez lui quotidiennement — comme chez tous ceux qui observent — et il ne veut pas voir que la Révolution, faite ou à faire, blesse l'équité encore bien davantage, en brisant, par-dessus le marché, cet ordre qui, seul, donne du prix à la vie en société. Son livre sur la Commune de Paris est, à ce point de vue, des plus intéressants, et atteint, par certains côtés, à l'ampleur de l'histoire. Geffroy et Descaves sont les deux hommes que j'ai vus — avec mon père — les mieux documentés sur cet épisode tragique, sinistre et flamboyant, du drame de 1870-1871, sur cet essai de guerre civile, où se mêlèrent, en un extraordinaire mélange, le communisme et le nationalisme. Il y eut, chez les Communards, des tempéraments héroïques et dévoyés, comme Rossel, Flourens et Delescluze, des bêtes féroces comme Raoul Rigaud, des frénétiques comme Cluseret et Courbet, des illusionnés et des naïfs : « Un phénomène obsidional », disait Auguste Brachet, qui avait été le condisciple de Rossel ; mais encore, selon moi, quelque chose de plus, une convulsion sociale avortée.

Léon Hennique était particulièrement cher à Alphonse Daudet et à Edmond de Goncourt. Il a un tempérament d'auteur dramatique, une imagination ardente et concentrée, qui lui a fait écrire de belles pièces sauvages et passionnées. Mais elles étaient d'un vin trop fort pour les faibles esprits de l'entre-deux-guerres. Je pense qu'il était dépaysé dans le milieu des *Soirées de Médan* et que la tendance naturaliste n'était nullement la sienne. Très lettré et jusqu'au tuf, très distant et vite refermé, s'il sent chez autrui la même distance, observateur implacable des défauts, des travers et des vices, c'est une personnalité originale et âpre, qui n'a pas eu encore toute son expansion. Il est de ceux qui soudainement écrivent le drame, ironique et pathétique, de leur génération, où elle se retrouve comme dans une glace. Toutefois ce drame, Hennique est fort capable de le garder misanthropiquement dans son tiroir, avec, à la cantonade, un : « Zut, ils m'embêtent ».

Ces quelques aperçus, concernant les premiers académiciens de la Goncourt, expliquent l'intérêt de nos réunions. Nous avons plusieurs fois changé de « café » — je veux dire de restaurant — mais l'atmosphère est demeurée la même, cordiale généralement jusqu'à la confiante amitié. Il s'est dit là beaucoup de choses intéressantes, sur notre métier, que nous aurions bien dû recueillir. Ce métier est peut-être le plus complet de tous, par

les antennes qu'il pousse dans les diverses profondeurs de l'esprit, du corps, de la société, de l'histoire, par les racines frémissantes qui l'attachent au langage, au verbe, à l'essentiel de l'homme.

L'homme de lettres est devenu singulièrement puissant, en bien comme en mal, dans la société moderne. Puissant par sa raison, si cette raison est celle d'un Maurras, dispensateur de bienfaits politiques et critiques ; puissant par son instinct, si cet instinct est celui d'un Zola, dispensateur des méfaits de l'anarchie sociale et de l'ignorance ; puissant par sa folie, si cette folie est celle d'un Tolstoï, continuation de la folie d'un Jean-Jacques, et semant la mort au nom des droits de la vie. La personnalité de l'homme de lettres — s'il a, bien entendu, le don d'émouvoir, de toucher la fibre publique — est plus transmissible qu'une autre. Elle prête sa forme aux pensées flottantes dans la masse, aux sentiments du Forum, mal exprimés, ou incomplètement exprimés. Elle frappe des maximes, justes ou fausses, dont le rayonnement peut être immense. Elle appelle des réponses mystérieuses, comme un cri ou un coup de sifflet jetés, la nuit, dans les bois. Elle peut déterminer des actions lointaines. C'est pourquoi Alphonse Daudet avait raison de dire que la responsabilité de l'écrivain est une des plus réelles et des plus pressantes.

D'autre part l'homme de lettres garde en général, jusqu'au terme de son existence, le goût

et l'amour de sa profession. J'ai vu de nombreux médecins se dégoûter, avec l'âge, de la médecine, qui obsède l'esprit d'images funèbres, et impose à ses adeptes la fréquentation constante de la douleur physique et morale. On a vu des auteurs dramatiques (et les deux peut-être les plus grands du cycle moderne : Shakespeare et Racine) renoncer à écrire des drames, las, sans doute, de l'ambiance des comédiens et de la lutte constante contre le factice. Il arrive que le bactériologiste, l'astronome, prennent en dégoût leurs infiniment petits ou leurs infiniment grands, que le mathématicien se détourne du haut calcul, et aussi le philosophe de la philosophie. Mais plus l'homme de lettres avance et plus il chérit son encrier, sa plume et son papier, et l'écoulement de sa pensée sur ce papier, dans la solitude peuplée de la création. Mon père, qui se savait atteint d'une maladie grave, travaillait avec acharnement, le jour même de sa mort, et il fallut, à l'heure de ce dernier repas, que ma mère l'appelât deux fois. Il me répétait : « L'exercice de l'observation littéraire est une joie dont on ne se lasse point ». Edmond de Goncourt éprouvait à écrire des délices de plus en plus grandes à mesure que sa vie avançait. Dès qu'il avait un moment, en villégiature, à la campagne, il écrivait. Quel est l'homme de lettres, romancier, critique, journaliste, maussade, souffrant, plein de grippe et

d'humeur, qui n'ait senti la force lui revenir au moment où, s'asseyant à sa table, il se croyait à nouveau maître de sa destinée. Comme Antée retrouvant sa terre, le littérateur, retrouvant sa page, ruisselle aussitôt d'une énergie renouvelée : « Mettez à mon côté ma plume », recommandait Veuillot à ceux qui l'enseveliraient.

L'amour du succès, de la gloire, des avantages qu'ils procurent, des désillusions qu'ils donnent, des sympathies ou des antipathies qu'ils suscitent, ne vient qu'après. La réelle volupté de l'homme de lettres est dans l'expression, dans la forme donnée à la fantaisie qui vient de lui monter à la tête. Une telle volupté ne s'use pas, et elle dépasse en intensité tous les autres plaisirs connus ; je dis *tous*. Elle est un excellent remède aux peines de ce monde, après la prière et la méditation.

Certains écrivains ont le sens de la perfection et sont tourmentés par lui. Notre collègue Élémir Bourges est de ce nombre. Il veut que ce qu'il écrit soit irréprochable comme ligne, mouvement, dosage du feu, équilibre de la pensée. C'est une préoccupation respectable et magnifique, et, je ne m'assieds jamais à côté de ce grand homme sans un petit frémissement admiratif. Si vous désirez connaître un chef-d'œuvre, lisez *Les Oiseaux s'envolent et les fleurs tombent* ; un autre, d'un genre différent, lisez *la Nef*. Bourges est lui-même un grand lecteur et il

passe des journées à la Bibliothèque Nationale, cherchant à apaiser cette curiosité mentale que rien jamais n'apaise. D'autres écrivains sont tourmentés par une fécondité sans limites; c'est le cas de Rosny aîné. Il produirait trois mille ouvrages qu'il lui en resterait trois mille à produire. Son imagination crépite sans trêve, jetant, dans une seule étincelle d'un millième de seconde, la matière d'un volume. Sa causerie — surtout quand il est gai — est une création continue. Mirbeau, qui se défendait d'être « gendelettre », l'était profondément, passionnément, et jusqu'à chérir ses propres sautes de caractère, ses « rats » de toutes couleurs et de toute vitesse. Enfin Huysmans, tout en pestant contre les médiocres ou les raseurs, dont est encombrée notre chère profession — laquelle n'a les siens? — apportait à la confection de ses ouvrages un scrupule infini et touchant. Il recherchait même les sujets précis, où une pénible documentation préalable est nécessaire.

A la mort d'Huysmans — succombant à une cruelle maladie et dont la fin fut exemplaire et héroïque — l'Académie élut Jules Renard, qui disparut au bout de quelques années et fut remplacé par M^me^ Judith Gautier.

Au moment de l'attribution du prix de cinq mille francs, Jules Renard arrivait à notre dîner (c'était alors un dîner) avec une liste des ouvrages

parus et, en face de chacun d'eux, ses critiques. Sa conscience de juge apparaissait là. Il défendait son candidat, de sa forte voix aux inflexions rustiques, penchant sur son papier son front bombé. Lui aussi chérissait les lettres, avec cette pointe de vénération que les sceptiques et les incroyants placent toujours en un angle quelconque de leurs occupations ou préoccupations. Quand deux romans, parus dans l'année, lui paraissaient d'un mérite sensiblement égal, il était malheureux. Il y avait, dans sa nature, une sorte de contradiction intérieure qui, se transmettant à autrui, portait les gens à le dénigrer hors de saison, ou à le louer sans mesure. Républicain accentué en politique, il était traditionnel en littérature, ainsi qu'un Paul-Louis Courier plus aigu. Mais il n'avait ni la haute sagesse de La Fontaine, ni la pénétration morale de La Bruyère, ses deux modèles, ses deux maîtres. De tendances aisément lyriques, il était de nature guetteuse, crêtée, ombrageuse et recroquevillée. D'où le double goût que remarquent en lui les connaisseurs, et qui leur plaît, en déroutant le grand public. Je pense, à quelques-uns de ses propos, que Renard eût aimé la vaste célébrité et que la limitation de son succès à une élite l'agaçait. Mais il était trop fier pour chercher à ajouter des cordes à son juste et précis petit arc. Son visage s'éclairait quand on lui faisait un compliment, d'ailleurs senti. Car nous ne

nous distribuons, entre nous, aucune espèce de pommade, comme on pense. Si nous trouvons qu'un camarade a réussi à écrire une page hors pair, nous lui disons : « Tu as écrit — ou vous avez écrit — une page hors pair ». Il est rare, en ce cas, que ce ne soit pas l'avis des dix, ou de huit sur dix.

Car il y a un excellent, un médiocre et un mauvais en littérature, et le critère n'y est pas subjectif. Que de fois nous l'avons constaté! C'est ce qui fait que ni la camaraderie, ni les influences, ni les recommandations n'obscurcissent en rien l'esprit de justice, dans l'attribution de notre prix. Quand un candidat vient nous trouver, sollicitant notre lecture et notre suffrage, nous lui répondons invariablement : « Votre travail sera apprécié en équité ». Il nous croit, ou il ne nous croit pas; c'est cependant la vérité. L'homme de lettres a naturellement plaisir à découvrir et prôner un talent inconnu, soit dans sa ligne, soit dans une ligne différente. Chez nous, ce plaisir n'est combattu par aucun autre sentiment. A l'Académie Française, il y a le respect humain, qui fait qu'une œuvre un peu vive, dans la forme ou le fond, n'a pas chance d'être couronnée. Une certaine convention est requise dans le sujet et dans la forme. Notre péché à nous serait plutôt d'aller en sens inverse et nous n'y avons pas toujours échappé. Cela

vaut mieux que de faire un sort à ce que j'appellerai la littérature empaillée. Il ne nous arrivera jamais d'élire parmi nous ou de couronner un Jean Aicard. Nous ferons d'autres sottises; pas celle-là. Nos travers sont ceux des hommes de lettres. Les travers des Quarante sont plutôt ceux des gens du monde.

Quelle est la différence? C'est bien simple. Il n'est pas « monde » d'avoir un avis tranché, sur quoi que ce soit, ni surtout de l'exprimer. Du point de vue social, cela se comprend. Les convenances préservent de la petite guerre civile. Du point de vue littéraire, une pareille retenue est funeste. On arrive, par cette voie de la concession, ou de l'hypocrisie à perpétuité, à mettre dans le même sac Fustel de Coulanges et Frédéric Masson; Luchaire et Hanotaux; de Curel et Brieux; l'excellent et le médiocre, le substantiel et l'insignifiant, la truffe et le salsifis. A la longue, l'infériorité de ces choix finit par discréditer une vieille, respectable et utile institution. Puis il arrive que ces « choix » eux-mêmes distribuent les prix, couronnes et lauriers, à des médiocres qui leur ressemblent, ou s'efforcent de leur ressembler. L'Institut dépersonnalise, c'est aujourd'hui son plus grave défaut; et mon père l'avait signalé dans *l'Immortel*. Le monde aussi dépersonnalise. Il ne faut pas confondre « le monde » avec l'aristocratie, qui elle, au contraire, personnalise. L'aristocratie fait des hommes et

crée des types, quelquefois des originaux; aussi bien l'aristocratie sociale, que celle des métiers et professions. Le monde ne fait que des salonnards, esclaves de conventions changeantes, mais molles et négatives.

Jules Renard mourut prématurément, pleuré par ses collègues et les lettres françaises. Judith Gautier, qui lui succéda, ressemblait étrangement à son père, l'illustre Théo. Même facies léonin et fondu, même allure souple dans la graisse, dont parlent les Goncourt dans leur *Journal*. Cette forte personne, d'une extrême simplicité, comme suspendue et hésitante entre le rêve et le réel, avait une voix chantante de petite fille, une bonté visible, beaucoup de charme. Elle racontait languissamment d'admirables histoires de bêtes et de gens. C'est ainsi qu'ayant acheté une carpe magnifique, pour un dîner de douze personnes, elle n'avait pas eu le courage de la voir occire et plonger dans le court-bouillon. Elle l'avait conservée, dressée, domestiquée, si bien que la carpe la connaissait et marquait, quand elle s'approchait, sa joie par des bonds et culbutes dans la poissonnière. Judith Gautier — dont on connaît le beau talent de prosateur, riche, étoffé, lumineux — menait donc une existence à la fois mélancolique et féerique, ainsi que dans un conte allemand du début du XIX^e^ siècle. Je la situais dans une petite cour germanique, au milieu

d'animaux parlants, et servie par des gnômes en casaque dorée. Elle ne fit que passer parmi nous. Son successeur fut son beau-frère, Émile Bergerat, que j'ai bien connu dans mon enfance, rare lettré qui a rendu célèbre le pseudonyme de Caliban et écrit quelques centaines de chroniques étincelantes. Auteur dramatique malheureux, ses démêlés avec Porel sont demeurés célèbres, mais d'un tel embrouillamini que mon père lui-même déclarait n'y plus rien comprendre. Aujourd'hui, notre collègue Bergerat, devenu philosophe, ressemble à un marin, avec ses yeux vifs sous ses cheveux blancs, à un marin qui aurait exploré l'archipel artistique et littéraire, connaîtrait tous les dialectes des sauvages, tous les rites de l'anthropophagie spéciale et se nourrirait, en souriant, d'un petit pain et d'un verre d'hydromel. Ceux chez qui habite cette divine fantaisie, dont l'habit, couleur du temps, est tissé de sourires et de larmes, ne vieillissent pas en se desséchant, comme les autres hommes. Ils demeurent compréhensifs, attentifs, bienfaisants et railleurs. La flamme, qui était aux regards de Banville, se retrouve aux regards de Bergerat et s'allume, chaque an davantage, au spectacle, demeuré merveilleux, de la vie. L'esprit est l'introducteur du bon sens.

Jean Ajalbert..., ce nom évoque pour moi tant de joyeuses parties de rires, de chansons, de bouteilles débouchées et vidées, de journées

lumineuses, que je ne l'écris pas sans nostalgie. Nous étions, il y a quelque vingt-cinq ans, un groupe de jeunes gens des deux sexes, que les circonstances ont séparés, mais qui ne sauraient oublier ces heures d'or, insouciantes, pérégrines, londoniennes, guernesiaises, hollandaises, provençales, pleines de poésie et d'imprévu, où sonnaient toutes les fanfares de l'insouciance. Nous avions nos défauts, certes — je parle pour les hommes, car il est entendu que les jolies femmes n'ont pas de défauts — et ce sont ces défauts qui nous ont dispersés et meurtris, en même temps que le fait d'avoir été trop précocement gâtés par la vie. Mais nous ignorions le vice et la méchanceté, nous aimions la poésie et la joie et nous étions sans maussaderie envieuse. Ajalbert me rappelle tout cela, quand il demande au sommelier, avec l'autorité du véritable connaisseur, si 1911 fut, oui ou non, une bonne année pour le Champigny. Un des premiers livres de ce vieux Jean avait pour titre *En Auvergne*. Je vois encore la couverture, avec le « En Auvergne » écrit en travers, comme dans une lettre à un copain. Mon père raffolait de ce bouquin, où il y avait de la mélancolie et du bleu grave, ainsi que dans les paysages de Vic-sur-Cère, décrits par l'auteur. Il en lisait tout haut une page saisissante et sobre, l'assassinat d'un petit berger. Edmond de Goncourt s'écriait : « C'est rudement bien, mon petit! » C'étaient

là, en effet, de belles promesses, qui ont été tenues.

Après une journée passée aux Saintes Maries, nous rentrions à Arles pour dîner et débarquions à l'hôtel du Forum. Pendant que les jeunes dames changeaient de corsages, et que leurs maris se lavaient les mains, je descendis subrepticement à la caisse, réunis le personnel et déclarai ceci : « Je suis un prince indien. Je voyage incognito avec ma suite. C'est donc moi la personne la plus importante. Mes ordres seuls comptent. Je dois passer avant tout le monde, et je vous prie de vous en souvenir ». On s'assied à table, et, naturellement, je suis servi le premier. Vient un poulet, dont on m'apporte cérémonieusement les deux ailes, cependant que le garçon dépose, auprès de moi, la bouteille de champagne mollement étendue dans son hamac d'osier. « Quelle est cette plaisanterie? demande Ajalbert. — Ce n'est pas une plaisanterie, monsieur. Nous nous occupons d'abord de la personne la plus importante ». Mon affreux truc une fois découvert, je passai illico à l'état de la personne la moins importante et n'eus plus que les bas morceaux, avec la chambre donnant sur la cour.

Henry Céard appartient à la génération antérieure à la mienne, comme Hennique, Geffroy et Bourges. Je le connais depuis mon enfance, alors que nous demeurions place des Vosges, et qu'il habitait rue du Trésor. Sa loyauté dissipa sou-

vent des malentendus entre les trois célèbres écrivains dont il se trouvait être l'intime : Daudet, Goncourt et Zola. Sa loyauté et sa discrétion. D'une envergure d'esprit bien rare chez ceux de son temps, d'une érudition immense, connaissant, homme par homme, tous ceux qui ont tenu une plume entre 1850 et 1900, avec une mémoire des circonstances et des groupements extraordinaire, Céard a relativement peu produit, ou, plus exactement, peu publié. Mais tout ce qu'il a écrit est significatif, issu d'une observation implacable, que l'humanisme distingue et ennoblit. Comprimée en lui par je ne sais quelle pudeur intime et les préjugés de sa jeunesse antilyrique, la poésie s'est dressée tout à coup à ses côtés, avec son corps souple et sa chevelure éblouissante. Il a longtemps vécu au bord de la mer bretonne, il y a écrit un livre amer et fulgurant; mais les rythmes et les embruns de l'Océan, pénétrant en lui à son insu, l'ont emporté jusqu'au vers ïambique de quatorze pieds, avec, au sommet, l'écume déferlante. Ainsi que dans l'élan célèbre d'Arthur Rimbaud :

> Elle est retrouvée!..... Quoi? L'Éternité.
> C'est la mer mêlée au soleil.

Avec Céard s'est trouvé complété le grenier Goncourt, au moins dans ses éléments primordiaux et selon l'intention du vieux maître. Cela fait maintenant près d'une vingtaine de romans

ou recueils ou nouvelles, que nous avons couronnés depuis 1903, depuis *la Force Ennemie* de Nau. A vrai dire, je n'avais pas voté pour Nau. J'avais voté pour un livre de Camille Mauclair, intitulé *la Ville Lumière*, que je trouvais mieux composé ; et pendant des années, régulièrement, je reçus la carte de Nau, auquel je ne voulais pas faire l'impolitesse de répondre : « Mais je n'avais pas voté pour vous ! » Comment vous en seriez-vous tiré à ma place? Quelques-uns de nos lauréats ont conquis depuis une réputation méritée, notamment Claude Farrère et les frères Tharaud. D'autres sont demeurés en route. A tous le prix Goncourt a mis le pied à l'étrier. C'est en somme une utile institution et dont l'avantage, à mon avis, ira se développant sans cesse.

Elle fait des mécontents, parbleu ! Tout ce qui est vivant et actif fait des mécontents et c'est heureux. L'Académie Goncourt a ses détracteurs, quelques-uns d'un acharnement divertissant. Je vais tâcher de les ranger par catégories. Mais il est bien entendu qu'un même Acerbe peut loger dans deux de ces catégories, même dans trois.

1° Il y a celui qui nous reproche de ne pas interpréter, comme elles devraient l'être, les volontés testamentaires d'Edmond de Goncourt.

Ici deux subdivisions, que je désignerai, comme l'excellent professeur de philosophie

A. Charpentier à Louis le Grand, par « petit *a* et petit *b* » :

a) de ne pas interpréter ces volontés de façon conforme, quant à la composition de l'Académie ;

b) de ne pas les interpréter de façon conforme quant à l'attribution du prix. Tantôt notre lauréat est trop jeune, tantôt il est trop vieux, tantôt il est soupçonné de « revenus suffisants ». Terrible grief, aux regards de ceux qui n'admettent de couronne que pour un purotin dûment certifié tel, que pour un indigent patenté.

Lorsqu'une allusion quelconque est faite à ces grognements fielleux, j'ai coutume de répondre : « Non seulement je m'en fiche, mais je m'en contrefiche ; et même je m'en hyperarchicontrefiche ». Il arrive aussi qu'on nous reproche les opinions politiques ou religieuses du lauréat, considéré, par ses concierges et voisins de quartier, comme réactionnaire et homme de droite. Car il existe encore en France, en 1921, une critique radicale socialiste, qui vitupère les tendances cléricales et néoroyalistes ! Inutile d'ajouter que je trouve ces tendances excellentes, mais qu'elles ne déterminent pas mes préférences artistiques et littéraires. Je ferai seulement remarquer qu'Edmond de Goncourt était nettement antirépublicain et détestait cordialement les politiciens. Il s'est exprimé là-dessus, devant témoins, non une fois, mais cinq cents fois. Il considérait le dogme laïque,

le prétendu progrès, comme une farce (voir sa pièce *A bas le Progrès!*) et la démocratie comme un fléau. Son héroïne de prédilection était la Reine martyre Marie-Antoinette, à laquelle il a consacré un livre qui est un chef-d'œuvre.

2° Il y a celui qui nous reproche de ne pas publier tout de suite les parties réservées du *Journal des Goncourt*, où les amateurs de scandales espèrent trouver quelque divertissement. A quoi nous répondons qu'une semblable publication risquerait de blesser ou de mécontenter telles personnes, survivantes, qui maudiraient ensuite la mémoire de Goncourt, et de donner lieu à des procès au moins superflus. C'est affaire aux hommes compétents de décider dans quelle mesure et dans quel délai la publication intégrale est possible sans inconvénient.

Nous connaissons assez les sentiments d'Edmond de Goncourt, à cet égard, pour penser que notre réserve serait approuvée par lui. C'était l'homme le plus discret, le plus plein de tact, le plus réservé de la terre; et la crainte d'avoir causé un tort, même indirect, à une famille ou à quelqu'un, le rendait positivement malade. Lorsqu'il lui arrivait, à propos de ce fameux *Journal*, de se voir reprocher une échappée de plume, il en était affligé pendant des semaines.

3° Il y a celui qui nous reproche d'être une petite chapelle littéraire, pleine de parti pris. C'est très faux. Nous n'avons qu'un parti pris :

celui du talent, quel qu'il soit, sous quelque forme qu'il se manifeste.

4° Il y a celui qui nous reproche... mais vous connaissez la fable du *Meunier, son fils et l'âne* et l'impossibilité de contenter tout le monde et son père. Nous avons pris le sage parti de rire entre nous de ces querelles qu'on nous fait et de n'y jamais répondre. C'est le meilleur tour à jouer aux chercheurs de poux.

En fait, l'attribution du prix Goncourt a lieu de la façon la plus simple et la plus tranquille, chaque année, dans le courant du mois de novembre, autant que possible, ou au début de décembre, afin que le lauréat ait le plein de son succès avant la période creuse du jour de l'an. A la précédente réunion, nous avons déjà parlé des livres qui nous paraissent les plus intéressants, discuté leurs mérites réciproques. Nous sommes dix votants. En cas d'équilibre des voix, celle du président (Gustave Geffroy) compte pour deux. Mais il n'a guère à user de ce privilège, car ce cinq contre cinq est infiniment rare. En général, il y a plusieurs tours de scrutin. Quelquefois tout est réglé au premier tour. Aussitôt nous signons une lettre collective, annonçant à notre confrère un tel qu'il a obtenu le prix, et nous avisons du résultat les journalistes attendant à la porte de la salle du déjeuner, ou du dîner. Pendant une dizaine d'années, les feuilles dites de grande information — dont le métier est en réalité de

taire les grandes informations et de grossir démesurément les petites — ont raconté que nous nous mangions le nez et les oreilles, à l'occasion de ce vote, qu'on entendait nos cris du corridor, les miens et ceux de Mirbeau notamment, que nous étions très excités, rouges, ivres, débraillés, etc., etc. Ne sachant plus qu'inventer, un petit juif affirma que je portais, pour la circonstance, un « ignoble complet marron ». Ce complet fatidique est demeuré célèbre parmi mes enfants qui l'appellent abréviativement « ton ignoble ». La vérité est que toute discussion est bannie de cette courte et décisive séance et qu'elle n'aurait aucune raison d'être. Nous sommes, les uns et les autres, assez grands garçons pour avoir une préférence marquée et pour nous en tenir à cette préférence. J'ai vu tel ou tel d'entre nous chagriné de ce que son candidat ne décrochait pas la timbale ; mais cela sans aucune animosité, et il prenait très vite son parti de cette petite déception.

Il est seulement regrettable que cette solennité rituelle ait lieu dans un cabinet de restaurant, non dans un local approprié, dans un petit hôtel — comme celui qu'Edmond de Goncourt occupait boulevard Montmorency — et où nous rangerions nos archives. Nous vivons ainsi en camp volant, tantôt au Café de Paris, tantôt chez Drouhant, à la façon du dîner Magny ou du dîner des Spénopogones, et notre Compagnie mériterait

mieux que cela. Nous ne demandons pas une coupole. Un toit, qui serait nôtre, suffirait, sous lequel nous pourrions nous rencontrer et tenir séance au besoin, deviser à loisir sans être interrompus à chaque instant par un maître d'hôtel, qui entre ou qui sort. *Hoc erat in votis*. Si nous faisons de bons et heureux choix littéraires, la Providence y pourvoira. Il serait bien souhaitable aussi que nous pussions disposer d'une caisse discrète, afin de soulager les infortunes, souvent terribles, des confrères tombés dans la débine, ou, si vous préférez, dans la mouise ou, si vous préférez encore, dans la purée. Il y a surtout, depuis la guerre, d'affreuses détresses d'hommes de lettres, auxquels personne ne s'intéresse et pour lesquels personne ne fait rien. Notre trésorier, qui aime sincèrement les pauvres bougres — et qui a peint leur situation comme personne — grapille tant qu'il peut sur nos recettes imprévues, reproductions, etc., pour soulager les besoins les plus pressants. Mais son budget de sauvetage est pitoyablement limité; il s'en plaint et nous nous en plaignons avec lui.

J'ignore ce que peut être la production littéraire dans les autres pays. En France, elle est nombreuse et riche en qualité. Il paraissait, bon an mal an, avant la guerre, une trentaine de romans intéressants et d'une petite ou grande originalité. Pendant la guerre — où ont été fauchés, hélas! tant de jeunes et vigoureux talents! —

puis depuis la guerre, ont paru de nombreux ouvrages, traitant de la tragique épreuve, directement ou indirectement, et ajoutant ainsi une littérature à une littérature. Le besoin de se raconter, de s'extérioriser, de fixer ses impressions est devenu incontestablement plus fréquent. Le ton est devenu ou plus lyrique, ou plus amer. Le style paraît avoir gagné en raccourcis et en vigueur. En même temps, un certain genre abscons, intermédiaire entre le réel et l'abstrait, et qui n'est pas sans mérite, s'est développé dans ces régions que Sainte-Beuve appelait le Kamtchatka littéraire. Tout cela se décantera. Il me semble, à première vue, que la littérature d'analyse a pris le pas, actuellement, sur la littérature de composition et de synthèse, que le stendhalisme l'emporte sur le flaubertisme et le balzacisme. Or Stendhal est horriblement desséchant. Flaubert, c'est l'océan de génie et l'on doit s'y noyer (si l'on n'est bon nageur) ou s'y vigorifier.

L'influence des Goncourt eux-mêmes — puisqu'il est ici question de leur Académie — semble aujourd'hui très réduite, alors qu'elle était active et ample, il y a vingt-cinq ans. Mais je suis tranquille sur leur compte. Il y a en eux, en dehors même du roman et de la critique d'art, où ils ont produit des chefs-d'œuvre, il y a une verve, une force historique, non encore reconnues et admirées comme elles méritent de l'être, par lesquelles leur gloire se rallumera. Je m'en suis rendu compte

récemment, en écrivant un article sur le Grenier Goncourt pour *la Revue Universelle* de Jacques Bainville. J'ai relu, à cette occasion, la trentaine de volumes qui constituent l'œuvre des Goncourt, y compris le *Journal*. Les parties devenues caduques ne sont certes pas les plus importantes. L'ensemble de cet immense labeur m'est apparu avec ses proportions réelles, son architecture intérieure et aussi ses tendances parfaitement saines. J'ai aperçu, derrière lui, une lueur d'aube.

CHAPITRE VI

Quelques considérations sur notre journal, la politique et la polémique entre 1908 et 1914.

Les sept années, qui vont de 1908 à 1914, ont été — nous le voyons clairement aujourd'hui — des années d'avant guerre, pendant lesquelles l'Allemagne se prépare à la guerre qu'elle a résolue, et pousse, chez nous, à l'aveuglement d'une part, de l'autre à la révolution. Le régime républicain est celui de la politique rouge, à l'intérieur comme au dehors. A l'intérieur, maçonnisme, anticléricalisme, guerre aux curés, et antimilitarisme. Au dehors, « rapprochement franco-allemand », c'est-à-dire prime à cet envahissement allemand, qui annonce historiquement l'invasion, et dont le représentant le plus notoire est Caillaux. Ce qui fait la force de la politique rouge, son étai, c'est la finance juive internationale, de tendances germaniques et qui a ses racines à Francfort, la ville du traité de 1871. Cette finance tient et contrôle, ou inspire, ou bride, de nombreux journaux français et le par-

lement. Elle a mené l'affaire Dreyfus, dont le double but était la destruction de notre Service de Renseignements (Waldeck 1899) et la déconsidération de notre État-Major. Elle n'a atteint que le premier, mais elle croit avoir atteint le second. C'est cette ploutocratie qui manœuvre la démocratie chez nous.

Nous avons fondé notre quotidien pour montrer au pays les intentions et les méfaits de la politique rouge, — qui mène à la guerre, — combattre cette politique et ramener le Roi, principe de stabilité et de paix, à l'intérieur comme en Europe. Chacun de nous, qu'il soit royaliste d'origine comme Maurras, ou venu de la République à la monarchie comme Vaugeois, est bien convaincu de cette nécessité de salut public. Nous ne nous dissimulons nullement les difficultés de l'entreprise, qui tiennent surtout à l'ignorance de la masse et aux absurdes préjugés des classes dirigeantes. Mais notre foi dans l'avenir du pays est entière et nous soutiendra. Dès 1909, première alerte au sujet de la Bosnie-Herzégovine. Cette crise ne dépasse guère les milieux diplomatiques et les chancelleries. En 1911, avec le coup d'Agadir, c'est plus sérieux, et nous sommes à deux doigts de la guerre. Celle-ci éclate trois ans plus tard. Dans l'intervalle, une multitude de menues et moyennes humiliations, que nos gouvernants avalent et digèrent en silence. Ils ont l'habitude, depuis Bismarck !

Ici une question se pose : la guerre était-elle évitable ? Si l'occasion s'était trouvée de remplacer la République par la monarchie entre 1910 et 1914, l'agression allemande d'août 1914 aurait-elle été épargnée à la France ?

J'en suis convaincu. Pour quiconque connaît le caractère allemand, et à la lumière des faits, il n'y a aucun doute : l'Allemagne nous a fait la guerre parce qu'elle avait chez nous de nombreuses prises financières, politiques, industrielles et commerciales ; parce qu'elle croyait à l'omnipotence du nombreux et puissant parti germanophile, dont le chef était Caillaux et le sous-chef Malvy ; parce qu'elle comptait que le clan des Ya lui apporterait, sur un plat d'or, les clés de Paris. Elle nous a fait la guerre, l'Allemagne, parce qu'elle croyait que, grâce à ses agents sédentaires et à la politique rouge, elle n'aurait à effectuer, du Rhin à Paris, par la Belgique, qu'une simple promenade militaire. Là dessus les témoignages allemands surabondent et il n'y a pas lieu d'y insister, cette vue juste étant devenue banale. Mais si, à la faveur des événements, le régime traditionnel et national de la monarchie héréditaire avait été rétabli en France, avec un souverain tel que le duc d'Orléans, entre 1910 et 1914, quelques mesures très simples et très efficaces auraient détruit le nid de guêpes, coffré ou dispersé le clan Caillaux, le clan des Ya ; et l'Allemagne, privée de ses

soutiens, auxquels elle attachait une importance décisive, comprenant qu'elle était devancée, aurait renoncé automatiquement à son projet.

Les politiciens imbéciles, qui dirigeaient la République (conformément aux instructions financières juives allemandes de Francfort), croyaient que les concessions écarteraient le fléau. Elles l'ont, au contraire, précipité comme nous l'avions prévu. Du numéro du 21 mars 1908, qui inaugure *l'Action Française* quotidienne, au numéro du 31 juillet 1914, vous trouverez, si cette recherche vous intéresse, la trace constante de notre préoccupation centrale : épargner à nos concitoyens le fléau de guerre, en nationalisant l'État par le Roi. Sous mille formes, en nous servant de toutes les circonstances de l'actualité, nous n'avons cessé de le répéter. Maurras, Bainville, Léon de Montesquiou, Vaugeois, Pujo, Bernard de Vesins, Dimier, de Boisfleury, Moreau, Delebecque, Léon Daudet ont sonné, tiré la cloche d'alarme, au risque de casser la corde, tant qu'ils ont pu. Sans compter les livres publiés sur le même sujet. Lisez le *Précis de l'Affaire Dreyfus* de Dutrait-Crozon, lisez *Kiel et Tanger* de Maurras, lisez le *Coup d'Agadir* de Bainville, lisez *les Causes Politiques du Désastre*, ce chef-d'œuvre de Léon de Montesquiou, et vous serez convaincus. D'ailleurs il n'était pas fort difficile de voir où nous menaient les compromissions et les concessions qui forment la

trame de la politique républicaine, de 1909 à 1914. Il suffisait de consulter les leçons de l'histoire des rapports entre la France et l'Allemagne, telles que Bainville les a consignés, depuis, dans ce chef-d'œuvre : *l'Histoire de Deux Peuples*. Mais le régime parlementaire est aveugle. Avant d'être député, je ne comprenais pas les raisons de cet aveuglement, que je constatais, chaque jour, dans notre journal. Aujourd'hui, je les connais à merveille : les assemblées ne tiennent aucun compte des avertissements, ni des prévisions menaçantes. Elles considèrent ceux qui les donnent et qui les font comme des gêneurs et des raseurs. Elles ne les écoutent pas, ou, si elles les écoutent, elles les prennent en méfiance et en grippe. Je me demande comment le vieux Caton faisait admettre sa fameuse ritournelle sur la nécessité de détruire Carthage : *Attamen credo delendam esse Carthaginem*. Il devait la répéter devant les banquettes, quand les représentants du peuple romain avaient déjà levé la séance. Ce n'est pas possible autrement.

Savez-vous ce que veut la meilleure des assemblées, celle où il y a le plus de patriotes, dont chacun, dans le privé, peut être vigilant et même clairvoyant? Elle veut dormir. Elle désire qu'on lui fiche la paix avec l'alerte politique, financière, économique et militaire. Elle ne demande pas mieux que de travailler dans les commissions, que de s'intéresser, en séance, à de

beaux et bons discours bien ordonnés, que de clabauder dans les couloirs, mais, quant à l'essentiel, elle préfère dormir. La politique rouge sait cela et elle joue de cette tendance. Quand elle a découvert un bon endormeur, comme cet étonnant et hybride président du Conseil qui a nom Aristide Briand, elle ne le lâche plus. C'est le porte-pavot numéro un. Dans les journaux officieux, c'est-à-dire dans les quatre cinquièmes de la presse (y compris celle qui se dit révolutionnaire), le dit somnifère, quant à la menace extérieure, devient un être d'une habileté rare, unique, géniale, capable de conjurer le plus grave péril en soufflant ou, plus exactement, en parlant dessus. Dans ces conditions, pourquoi s'effrayer et effrayer les autres ? Dors, bon petit parlement, bercé par les accents mélodieux d'un tel ou d'un tel ! Il sera toujours temps de te réveiller, pour te dissoudre, quand le cataclysme sera là. L'opinion publique, de ce point de vue, participe un peu du parlement. Combien de fois, entre 1908 et 1914, ai-je entendu de gens raisonnables nous dire : « Pourquoi criez-vous au loup chaque matin ? — Parce que le loup est là. — C'est égal, vous devriez donner un répit à vos lecteurs. — Nous ne sommes pas là pour les amuser. Nous sommes là pour leur rendre service. — Cet effet s'usera peut-être. — Tant pis. C'est alors que la guerre aura lieu ». Personnellement j'ai horreur de jouer les Cassandre, et cette horreur

est partagée par tous nos amis. Mais on aurait pu croire qu'après l'alerte de 1911, par exemple, les Français se tiendraient pour avertis et que l'assemblée se réveillerait. Eh bien, pas du tout ! De nouveau, la consigne spontanée a été de ronfler, sur toute l'étendue du territoire — sauf peut-être, et pour cause, à la frontière de l'est — notamment au Sénat, où il y a des fauteuils commodes, et à la Chambre, où il n'y a que des bancs rembourrés. C'est même une des raisons pour lesquelles le prétendu gouvernement du peuple par lui-même est une blague. Un peuple est toujours gouverné par quelqu'un qui n'est pas lui. Quand il ne l'est pas par un prince de son sang, il l'est par un prince étranger, ou par des financiers internationaux. Ce régime masqué conduit à la guerre. Le régime direct, le régime royal, assure les conditions de la paix.

Pour mettre nos concitoyens en méfiance contre la politique rouge, nous avions un monde à soulever ; donc une propagande intense était nécessaire. Or nous avions fort peu d'argent, assez pour vivoter et gagner la jeunesse, pas assez pour contrebalancer les ressources, quasi indéfinies, de nos adversaires. Jaurès, fondant *l'Humanité*, avait trouvé aussitôt les ressources de *douze* grands capitalistes juifs, aux yeux desquels la révolution est toujours une aubaine, qu'elle fonctionne à leur profit, dans les lois, ou, contre le patriotisme, dans la rue. En revanche,

les grands capitalistes non juifs se désintéressaient de *l'Action Française* et préféraient porter leur argent à *l'Éclair* du sinistre Judet, embarqué jusqu'à la trahison — comme la suite le fit bien voir — dans la politique rubéo-boche, sous couleur de libéralisme. La tendance des conservateurs, en général, à soutenir ceux qui les combattent sournoisement, est bien connue. Inutile de perdre son temps à récriminer contre elle. Mais il est divertissant de la constater. Le monde conservateur a cru malin de soutenir Briand et de subventionner Judet. Il entre là-dedans beaucoup de crainte, de léporisme. On s'imagine qu'il est moins dangereux de combattre, de biais, un fléau, que de le combattre de front; alors que c'est le contraire qui est vrai. Le biais est un parage dangereux, où foisonnent les dupeurs du peuple et les aigrefins. Combien en avons-nous vu, de ces braves gens du centre-droit, qui, se croyant de profonds Machiavels, n'étaient au fond que des Gribouilles!

En politique intérieure, comme en politique étrangère, *l'Action Française* quotidienne avait et a une doctrine, alors que les journaux républicains ou n'en avaient pas, ou (exemple du *Temps*) en avaient une flottante, au gré des circonstances et de l'actualité. Du 21 mars 1908 à aujourd'hui, notre doctrine n'a jamais varié et les événements n'ont cessé de lui donner raison. Alors que le principe démocratique n'a cessé de recevoir tous

les camouflets de l'expérience et des expériences.

Que prétendaient en 1914, à la veille de la guerre, les journaux républicains ?

— Que la démocratie, c'est la paix. Pourquoi cela ? Parce que les peuples des autres pays (et notamment le peuple allemand), naissant à la vie consciente, se tournent naturellement vers le pays de la Grande Révolution et des Droits de l'Homme et refuseraient, le cas échéant, de le combattre.

— Que le monde va à la démocratie, que la monarchie est un régime aboli et dont les peuples se détournent avec horreur. Quand les peuples seront les maîtres de leurs destinées, toute hypothèse de guerre sera exclue.

— Que la démocratie, c'est le progrès indéfini, c'est la liberté totale, c'est le paradis entrevu, puis conquis.

Que prétendions-nous dans le même temps ?

— Que la démocratie, en développant dans un peuple les germes de l'antimilitarisme, expose ce peuple à la guerre plus que tout autre régime. Ses voisins en concluent, en effet, qu'il est mûr pour la défaite et l'asservissement, que la solidarité prolétarienne internationale est une blague, ou, pour parler poliment, un mythe.

— Que le monde va au nationalisme, au resserrement des nationalités et donc à la doctrine du chef héréditaire. Il y avait plus de républiques en Europe (remarque de Bainville) au XVII^e^ siècle que maintenant.

— Que la théorie du progrès indéfini est un trompe-l'œil dangereux. Elle amène des hommes d'État à innover dans des domaines où l'expérience a fait ses preuves et sans tenir compte de la formule immortelle : *Nihil innovatur nisi quod traditum est.* Traduction libre : on n'innove rien que dans le fil de la tradition.

De même que les causes politiques sont immuables, par lesquelles on diminue autant que possible les chances de guerre pour un peuple, de même, la guerre une fois déclarée et la victoire obtenue, il est des règles traditionnelles pour cueillir le fruit de cette victoire. La monarchie observe ces règles. La démocratie prétend s'y soustraire et, ce faisant, détruit le bénéfice de la victoire. Par elle, la paix devient un armistice. Nous avons vu, par le traité de Versailles, qui devait être une des grandes nouveautés de l'histoire et qui en est le pire scandale, à quoi aboutissait la collaboration de trois démocrates, Wilson, Clemenceau, Llyod George, imbus des principes que l'Action Française a toujours combattus. Ici encore la preuve par neuf est faite de la justesse et de la solidité de nos doctrines. C'est qu'elles reposent sur la réalité et l'expérience, au lieu que les thèmes démocratiques ne sont que des lubies, transmises il est vrai d'âge en âge par des esprits d'une forme particulière, captés par les grands mots et fermés au réel. J'ai baptisé jadis ces esprits de « primaires »,

quel que soit le degré de leur instruction et de leur culture, parce qu'ils s'en tiennent aux raisonnements que l'on tient à l'école primaire laïque, sans vouloir admettre les leçons de l'histoire, ni la complexité des choses d'ici-bas. Quiconque croit que le monde commence à lui, ou a commencé en 1789, est un primaire. En revanche, beaucoup d'hommes de petite instruction, mais de bon sens naturel et qui ont observé la vie, tels la plupart de nos paysans français, sont tout le contraire de primaires. Leurs dictons et proverbes, d'une si haute sagesse, en sont la preuve.

Sous mille formes diverses, ces principes essentiels étaient et sont exposés chaque jour dans notre quotidien. Nous avons posé cet axiome : « politique d'abord », exprimant par là que les maux dont nous souffrons, dans la société française et l'État français, sont tous d'origine politique et appellent des remèdes politiques. On connaît le beau mot du comte de Paris sur les institutions qui corrompent les hommes. Jusqu'à nous, il était admis, dans la plupart des organes d'opposition (*Libre Parole*, *Écho de Paris*, etc.), que nous n'étions pas véritablement en République et que le régime actuel n'était qu'une caricature de la démocratie. D'où la nécessité d'améliorer la République et (comme disait le boulangiste Georges Thiébaud) de « décloisonner la démocratie, en amplifiant le suffrage dit universel ». A quoi nous répondions

qu'on n'améliore pas le mancenillier, qu'il n'y a aucun espoir de tremper une bonne soupe avec le cyanure de potassium. Le waldeckisme et le combisme, issus de l'affaire Dreyfus, ne représentaient-il pas, tout au contraire, l'aboutissement normal du régime démocratique? Que de controverses sur ce thème, avec Drumont, Déroulède, Thiébaud, Rochefort, Joseph Ménard, Méry, etc.! Lemaître nous soutenait, et ses arguments auraient à la longue ébranlé Drumont, mais n'auraient pas entamé le bon et entêté Déroulède. Ici je vais vous faire une confession. J'ai horreur des discussions politiques dans le privé, ayant remarqué qu'elles n'aboutissent jamais à autre chose qu'à une aigreur réciproque, ou à un froid. Il faut, par la parole ou par l'écrit, mettre les gens à même de se faire une conviction raisonnée ; un point, c'est tout. Nous n'avons pas fait autre chose pendant treize ans, reprenant chaque matin l'argument de la veille et opposant patiemment une vérité politique, qui vagissait quand nous avons commencé, qui criait en 1911, qui hurlait en 1914, qui a volontairement baissé la voix pendant la guerre, qui tonne comme un tocsin géant aujourd'hui.

Lorsque Déroulède revint d'exil, ayant eu une réception triomphale à la gare d'Orléans et dans Paris, il s'imagina qu'il allait être l'arbitre de la situation. Au bout d'un mois, il devait déchanter, n'ayant plus autour de lui que ses fidèles ligueurs

et quelques admirateurs de son noble caractère. Mais on lui aurait remis les clés du régime, avec pleins pouvoirs, qu'il n'aurait pu, respectant ses institutions funestes, les améliorer en quoi que ce fût. Même réflexion pour le colonel Marchand, qui, à la suite de Fachoda, bénéficia pendant dix-huit mois, d'une popularité formidable, dont son loyalisme républicain l'empêcha de profiter. Je ne parle pas de Drumont lui-même, qui eut aussi son heure de quasi toute-puissance (l'élection d'Algérie) et n'en usa point. Ayant participé à toutes ces fièvres, nous en connaissions l'inconsistance et la courte durée, et nous souhaitions, pour notre pays, quelque chose de moins éphémère que la dictature ou le consulat. Cette attitude nous aliénait évidemment le public plébiscitaire et les tenants de la cause napoléonienne, et nous privait journalistiquement de leur clientèle. Mais le journal était pour nous un moyen, non un but. Nous pensions qu'on ne peut rien faire, dans les temps actuels, sans un quotidien combatif et doctrinaire. Nous pensions que l'essentiel était une propagande telle que l'élite du pays, à tous les niveaux sociaux, entrât dans nos vues et collaborât, avec nous, au retour du Roi. Notre point de vue n'a pas varié.

Maurras incarne la doctrine, mais il ne la sépare point de l'action. C'est là sa grande force politique. Chaque jour, ses articles, portant sur un seul point (comme dans les premières

années de *l'Action Française*), ou sur plusieurs, (comme maintenant) vont faire appel, à la fois, à la logique et à la volonté de ses lecteurs. Il apprend simultanément à comprendre et à vouloir. Il sème infatigablement les dents du dragon. Son public n'est pas seulement d'hommes faits, de gens instruits et qui réfléchissent. C'est aussi le vaste public des inquiets du destin du pays, des résolus à sortir de cette inquiétude. La tâche, qu'il a assumée, de réfutation de tant d'erreurs, scolaires, journalistiques, historiques, etc., accumulées volontairement et mêlées à tant de mensonges, était formidable. Il avait à labourer un sol de cailloux, à retrouver la terre ensemençable sous les gravats et matériaux d'une longue démolition. Il l'a entreprise avec une ardeur, un ressort, une ténacité, une puissance qui donnent une fière idée du caractère latin. Avant d'écrire ce livre, qui est une vue panoramique de l'effort maurrasien, j'ai relu un grand nombre de ces pages que j'ai vues se former dans l'imagination de mon cher « complice », comme nous nous appelons l'un l'autre. Elles ne sont pas refroidies. Elles sont demeurées étonnamment actuelles et pressantes. C'est qu'elles sont conformes à ce qu'on appelait jadis la physique des individus et des sociétés. Pendant plusieurs années, sous le pseudonyme de Criton, Maurras a fait, à *l'Action Française*, la revue quotidienne de la Presse, extrayant de chaque feuille amie, indiffé-

rente, ou adverse, le bon et le mauvais, ne négligeant rien, mettant sa griffe critique sur tout ce qui en valait la peine, signalant le talent naissant, l'éclair de justesse, refoulant l'ignare et le cuistre. Je sais certains de ces « Criton » qui évoquent *les Provinciales* de Pascal — bien que dans un sens différent et uniquement politique — par la vivacité classique du ton, par l'escrime mentale irrésistible, et aussi par la bonne humeur sous-jacente au sérieux des arguments.

C'est une bien grande sottise de dire et de croire que « la mauvaise foi est l'âme des polémiques ». C'est là un de ces dictons imbéciles que répètent de prétendus malins, et qui rappellent le « débarrassez-moi de mes amis, je me charge de mes ennemis ». La première condition de la polémique, qu'il s'agisse de personnes ou d'idées, ou d'idées portées par des personnes, c'est la bonne foi. Si vous ne pensez pas fortement ce que vous écrivez, si ce n'est pas votre sincérité et votre réflexion qui parlent, vous n'ébranlez pas l'adversaire et vous perdez votre temps. Par ailleurs, vos lecteurs s'aperçoivent vite que vous escamotez la difficulté, ou que vous prêtez à l'adversaire un raisonnement qui n'est pas le sien. L'autorité d'un écrivain digne de ce nom est proportionnelle à sa bonne foi. Celle d'un Maurras est irrésistible.

En général, Maurras répond à tout et à tous,

sans tenir compte de l'objection : « Vous allez faire un sort, en la réfutant, à telle ânerie ou à telle calomnie ». C'est un point sur lequel, parfois, nous différons. J'ai une propension à laisser tomber certaines attaques trop viles, ou trop absurdes. Sa méthode lui a réussi et la mienne m'a donné de bons résultats. On nous a prêté à l'un et à l'autre — du jour où nous sommes devenus gênants, puis dangereux, puis très dangereux pour nos ennemis, qui sont aussi ceux du pays — toutes les tares, tous les vices, et quelques crimes. Je me demande si Drumont et Rochefort ont été aussi injuriés et menacés que nous deux. Je ne le pense pas. Il y a des journaux qui se sont donné comme tâche de nous traîner dans la boue quotidiennement, ou heddomadairement, pendant des semaines, des mois, des années, comme s'ils n'avaient point d'autre objectif. D'autres incitaient leur public à se débarrasser de nous d'une façon quelconque, braves gens qui n'osaient pas opérer eux-mêmes. Personnellement, j'ai été traité de diffamateur, d'assassin, de maître chanteur, de captateur de testaments (?), d'agent des jésuites, de l'Autriche, de Rome, d'exploiteur de vieillards, de femmes et d'enfants, de buveur de sang, de belliciste, de poltron, de pantouflard, de dévergondé, de débauché, de falsificateur de documents, de faussaire, de bandit, de mufle, de goinfre, d'ivrogne, de dément furieux, d'ignoble, d'inexistant, de barbare,

de sauvage, de porc, de veau, de cafard, de rat d'égout, de brute sans nom, de chambellan, de courtisan, de suppôt de sacristie, d'estampeur de nobles, de douairières et de curés, de fourbe, de chouan, de procureur du Roi, de bourreau, de monomane, de sadique, de pantin, de fantoche, de chauvin, d'ignare, de paresseux, de menteur, de crapule, de canaille, de tartuffe, de brute... et je m'excuse d'une énumération si incomplète.

Je dois à la vérité de reconnaître que ces attaques, loin de me nuire, m'ont plutôt rendu service, vu les circonstances où elles se produisaient et les individualités de ceux qui s'y livraient ; et il en fut de même pour Maurras. Ceci pour une raison très simple : la position nationale qui est la nôtre, nous donne, comme adversaires implacables et acharnés, les adversaires implacables et acharnés du pays, leurs sportulaires et leurs créatures. Il arrive forcément une minute où ceux-ci se dévoilent, se démasquent, apparaissent tels qu'ils sont. Du même coup, leurs attaques forcenées à notre adresse deviennent autant de titres à la reconnaissance et à la sympathie de nos concitoyens, qui ne se privent pas de nous les manifester. Une remarquable coïncidence démasque ainsi le bas mobile de la pègre boueuse, ou dorée, — l'une payant l'autre — à laquelle nous avons affaire. Ainsi ce qui tendait à nous discréditer et à nous amoindrir nous apporte, sans

cesse, de nouveaux partisans et une des deux palettes, non la moins active, du moteur qui nous mène au résultat cherché est faite de la haine que nous inspirons à la tourbe de l'Anti-France.

A quelqu'un se destinant à la polémique et à la politique active de restauration monarchique, je conseillerai de rester célibataire, à moins qu'il n'ait une compagne comme la mienne, indifférente à tous les contrecoups des tempêtes déchaînées autour de son mari et qui a foi dans l'étoile de la Grande Cause. Du temps que la bande allemande du *Bonnet Rouge* essayait de nous faire sortir de nos gonds et de provoquer, de ma part, un éclat, Pampille recevait chaque jour un numéro de cette feuille de bagne, où était marquée au crayon rouge, la nouvelle ignominie nous concernant. Peine perdue : le torchon scélérat allait immédiatement au panier. L'arme de l'indifférence et de l'impassibilité est, à certaines heures, la plus redoutable de toutes. Lorsque je manifestais quelque impatience devant ce déversement d'ordures, dépassant ce que l'on peut imaginer, Maurras me disait fraternellement : « Mon cher ami, laissez donc faire la logique de la vie. C'est elle qui vous vengera, et avant peu ». Comme d'ordinaire, il voyait juste.

Même remarque pour *l'Éclair* de Judet, contraint à un peu plus de réserve, à cause de sa

clientèle, mais qui, à la veille de la guerre, sur l'ordre de ses patrons allemands, nous vilipendait tant qu'il pouvait. Il y avait belle lurette que Bainville, lisant attentivement entre les lignes de l'Ernest Judas aux pantalons de drap militaire, déclarait, de son ton uni : « Mais il fait le jeu des Boches. C'est clair comme le jour ». Il le faisait, du reste, en bien mauvais français. Juste ciel, quel pathos et quel patagon! On se demande ce que ce grand dépendeur d'andouilles de trahison avait appris à l'École Normale.

La hargne raisonnée de Judet valut même à une de ses collaboratrices une mésaventure fâcheuse.

Celle-ci avait pris en grippe *l'Action Française* pour une raison inconnue et la vilipendait dans ses petits livres. Rien de plus normal et il ne nous venait pas à l'idée de nous formaliser des innocentes plaisanteries, légèrement chevrotantes, qu'on nous décochait. Mais voilà-t-il pas qu'au moment des élections de 1914 parut, sous cette aimable signature, un supplément illustré de *l'Éclair*, où j'étais représenté en pitre de *l'Avant-Guerre* (avec caleçon fleurdelisé, naturellement) et où Maurras, habillé en prestidigitateur, jonglait avec les gobelets de *Kiel* et de *Tanger*. Malheureuse idée, si l'on songe que, quatre mois plus tard, nos prévisions étaient réalisées.

Je cite ce fait insignifiant pour montrer

à quel point Judet avait su en imposer à son entourage et abuser de la candeur d'autrui.

La fureur qui animait Judet l'Allemand contre nous tenait à une question de boutique. Quand il avait pris la direction de *l'Éclair* (au sortir du *Petit Journal*, où il opérait auparavant), l'agent de Jagow et de Lancken avait sollicité le concours des capitaux royalistes, en même temps que celui des capitaux libéraux, notamment dans la région du nord. Il avait pris, à ce sujet, certains engagements politiques, que naturellement il ne tint pas. Les royalistes, en général, s'étaient méfiés, mais l'apparition de notre quotidien, ouvertement et carrément royaliste, laissa penser au grand Ernest de Berlin que son métier à double face allait cesser d'être fructueux. Son ire augmenta, quand il vit Lemaître nous apporter sa collaboration. Car Lemaître, c'était l'ancienne *Patrie Française*, qu'il avait longtemps exploitée. A chacun des articles qu'il nous consacrait, il déclarait, en bredouillant, que c'était la dernière fois qu'il daignait, lui géant, s'occuper des pygmées sans consistance que nous étions. Puis, trois jours après, il recommençait. Entre temps, il avait partie liée à la fin avec Briand et avec Caillaux, réconciliés depuis, alors rivaux, et il allait de l'un à l'autre, selon le jeu des fonds secrets. Il finit dans les bras de Caillaux et dans la poche de Lancken.

La haine de ce hideux personnage ne se trompait pas : le concours de Lemaître, sa collaboration, son adhésion à la monarchie, eurent un retentissement énorme dans le public, quel que fût le silence de la presse en général sur cet événement. *La Patrie Française* avait échoué, mais son président était demeuré cher à tous les patriotes et, parmi ceux-ci, à un grand nombre de républicains. Le fait qu'il venait à nous, lui, le pondéré par excellence, qu'il reconnaissait le retour du Roi comme une nécessité de salut public, qu'il saluait la haute intelligence, le sens politique et l'énergie du duc d'Orléans, ce fait inattendu les remplissait de stupeur et les inclinait à la réflexion. Onze articles de Lemaître ont été réunis par nous en brochure de propagande, sous ce titre *Lettres à mon ami.* Voici leurs titres :

L'Action Française. — Comment je suis devenu royaliste. — De quelques avantages de l'état d'esprit royaliste. — Des caractères de la royauté française. — Le Roi et le clergé. — Le Roi et la noblesse. — Le Roi et le peuple. — Le Roi et l'armée. — Le Roi et les juifs. — Le Roi et la France. — Philippe VIII.

Aujourd'hui, je ne me rappelle pas sans émotion l'arrivée de ce cher Lemaître, nous apportant son premier article avec cette petite hésitation modeste de l'œil, de la voix, de la main, qui était dans sa manière : « Hein, Léon,

croyez-vous que cela satisfera Maurras? Si ça n'allait pas, on me le dirait.

— Mais, parrain, comment voulez-vous que ça n'aille pas?

— J'irai, de toutes façons, corriger mon épreuve à l'imprimerie, comme un débutant. Ne suis-je pas un débutant royaliste?

Il vint, en effet, à onze heures du soir — c'était en automne — dans son paletot de montagnac et nous trouva tous réunis, à l'imprimerie, rue du Croissant, autour de quelques bouteilles de vin de Gaillac (qui est le Sauternes de la rue Montmartre), de petits biscuits et de verres. Le metteur en pages était notre pauvre Adolphe Belval, mort depuis, à la suite des fatigues de la mobilisation (il appartenait à la réserve de la territoriale), professionnel très intelligent, connaissant son difficile métier comme personne, et, pour nous tous, les rédacteurs, comme pour les typos, ses collègues, un charmant camarade. Sa voix, sans bégayer précisément, hésitait un peu au début des syllabes, et il disait avec un œil noir et malicieux : « Monsieur Vau...geois a été encore un peu en re...tard ce soir ». Léon de Montesquiou adressa à Lemaître, comme il savait le faire, quelques exquises paroles de bienvenue. Lemaître répondit : « Eh bien, voilà... ça devait arriver... On ne résiste pas à la dialectique de Maurras. Me voilà conspirateur, moi aussi. Si jamais je vais en prison, ce sera bien de votre

faute ». Puis il demanda les épreuves et corrigea son papier à côté de Boisfleury, lequel donnait précisément, ce soir-là, une chronique militaire dont Lemaître citait ensuite une phrase avec ravissement, car il aimait les choses de l'armée. On entendait, au premier lointain, les coups de battoir d'Adolphe, tirant une morasse du papier tant attendu. Vers minuit, nous descendîmes à la clicherie et aux rotatives, afin de suivre jusqu'au bout la prose du nouveau converti. Lemaître donnait l'impression du capitaine qui regarde son vaisseau appareiller. Un petit déclic, un léger ronflement..., à Dieu, va !

« Permettez-moi, mon cher ami, de reprendre ici, sous forme de lettres, les profitables entretiens que j'eus avec vous il y a cinq ans.

« Ne croyez-vous pas comme moi que, pour qui essaye de bien voir les choses, l'événement politique le plus important de l'année, le plus neuf, le plus riche de signification et le plus gros de conséquences, c'est très probablement la fondation du journal *l'Action Française*?

« Puisque je n'y entre qu'aujourd'hui, je puis encore dire, des amis que j'y rejoins, ce qu'ils ne pourraient décemment dire d'eux-mêmes. Vous avez déjà senti, n'est-ce pas, que ce journal est surprenant et qu'il ne ressemble à aucun autre ?

« Il n'est à aucun égard une entreprise commerciale, mais une œuvre de pensée, et aussi d'amour

et de haine. Il est le plus entièrement libre des journaux, et, sur tous les points : et il le fait assez voir à qui sait regarder et comprendre. Et ce journal royaliste est totalement royaliste. Il l'est jusque dans les faits divers et dans la chronique de la mode. »

C'était vrai, Pampille faisant alors la chronique de la mode, avec cette délicieuse fantaisie, qui ne suivait pas toujours la mode, mais les élans d'un esprit et d'un cœur ardemment royalistes. Car les femmes clairvoyantes et vaillantes, qui conçoivent la vérité politique, ne s'y consacrent pas à moitié. Elle est si belle, si entraînante cette vérité, et elle donne de telles satisfactions, intellectuelles et morales, à ses adeptes, qu'on s'explique aisément la généreuse, active et gracieuse armée, sans cesse accrue, que *l'Action Française*, depuis ses débuts, possède dans tous les rangs de la société féminine, de l'est à l'ouest et du nord au midi. Le discret dévouement des jeunes filles et des femmes a quelque chose d'aussi flambant à certaines heures que le dévouement masculin, et le premier achève, par une grâce irrésistible, la victoire que donne le second. Ce que femme veut, Dieu le veut, disaient nos pères.

Chaque année, une vente organisée par les Jeunes Filles Royalistes, avec l'ingéniosité et le zèle qui les caractérisent, apporte, à nos abonnements de propagande, des sommes parfois considérables. Contrairement à notre réputation, nous

n'étions pas riches ; nous ne pouvons pas l'être — toute nouvelle ressource étant immédiatement attribuée à une nouvelle dépense, que nécessite un nouveau service. La plupart des formes de publicité, auxquelles recourt la presse non doctrinaire, la presse d'affaires, nous étaient interdites. Dans les milieux gouvernementaux et dans tous ceux qui touchent, de près ou de loin, au gouvernement, on nous boycottait tant qu'on pouvait. C'est dire que la fonction d'administrateur délégué, que remplissait alors notre Bernard de Vesins, n'était pas une sinécure. Il lui fallait surveiller minutieusement les annonces, résister aux demandes d'augmentation, serrer les cordons de la bourse quant au secondaire et aux dépenses futiles, les desserrer, au contraire, pour les dépenses nécessaires. Nous constations régulièrement, aux séances du conseil d'administration, et nous n'avons cessé, en nous agrandissant, de constater que notre mouvement était, périodiquement, entravé, ou ralenti par la modicité de notre budget. Mais cela ne nous a jamais découragés.

Un autre académicien osa aussi, dès nos débuts, nous témoigner une sympathie active et mettre sa signature dans notre feuille royaliste : le premier romancier de ce temps, intellect de diamant, Paul Bourget. Je dis « osa », car celui qui, à cette époque, s'affirmait nettement royaliste et résolu à ne pas se laisser brimer, dans ses opinions ni dans ses croyances, par la démocratie-

ploutocratie censée triomphante, pouvait être considéré comme une sorte de héros. Dans cette décomposition, intellectuelle et morale, de certaines parties de la société française où se recrutèrent les milieux libéraux, il était de bon ton, entre 1900 et 1908, de flirter, sous couleur de ralliement, avec les politiciens radicaux et révolutionnaires, ou, tout au moins, de subir patiemment les injures, outrages, nasardes, qu'ils distribuaient sans arrêt aux traditionalistes, catholiques, patriotes, avec les subventions de la finance juive internationale. Drumont. et *la Libre Parole* avaient bien réagi à un moment donné, contre cet affaissement d'un trop grand nombre de gens bien pensants: mais le maître de l'antisémitisme, en vieillissant, avait mis, comme il arrive, de l'eau dans son vin, et son journal s'en ressentait. *Le Gaulois* de Meyer n'était qu'une fallacieuse apparence de résistance au « sectarisme », comme il disait, et une boîte à encaisser les camouflets. On l'avait vu, lors de l'assassinat de Syveton (voir le précédent volume de mes souvenirs *Au temps de Judas*), aux ordres de ceux qu'il prétendait combattre et le premier à déverser la calomnie sur la tombe du chef réel de *la Patrie Française*. *L'Écho de Paris*, bien que demeuré l'organe habituel de Jules Lemaître et de Barrès, n'avait plus l'ardeur combative qu'il montrait au temps de l'Affaire Dreyfus et demeurait, tout en protestant contre « les abus », sur le

quel que soit le degré de leur instruction et de leur culture, parce qu'ils s'en tiennent aux raisonnements que l'on tient à l'école primaire laïque, sans vouloir admettre les leçons de l'histoire, ni la complexité des choses d'ici-bas. Quiconque croit que le monde commence à lui, ou a commencé en 1789, est un primaire. En revanche, beaucoup d'hommes de petite instruction, mais de bon sens naturel et qui ont observé la vie, tels la plupart de nos paysans français, sont tout le contraire de primaires. Leurs dictons et proverbes, d'une si haute sagesse, en sont la preuve.

Sous mille formes diverses, ces principes essentiels étaient et sont exposés chaque jour dans notre quotidien. Nous avons posé cet axiome : « politique d'abord », exprimant par là que les maux dont nous souffrons, dans la société française et l'État français, sont tous d'origine politique et appellent des remèdes politiques. On connaît le beau mot du comte de Paris sur les institutions qui corrompent les hommes. Jusqu'à nous il était admis, dans la plupart des organes d'opposition (*Libre Parole*, *Écho de Paris*, etc.), que nous n'étions pas véritablement en République et que le régime actuel n'était qu'une caricature de la démocratie. D'où la nécessité d'améliorer la République et (comme disait le boulangiste Georges Thiébaud) de « décloisonner la démocratie, en amplifiant le suffrage dit universel ». A quoi nous répondions

qu'on n'améliore pas le mancenillier, qu'il n'y a aucun espoir de tremper une bonne soupe avec le cyanure de potassium. Le waldeckisme et le combisme, issus de l'affaire Dreyfus, ne représentaient-il pas, tout au contraire, l'aboutissement normal du régime démocratique? Que de controverses sur ce thème, avec Drumont, Déroulède, Thiébaud, Rochefort, Joseph Ménard, Méry, etc. ! Lemaître nous soutenait, et ses arguments auraient à la longue ébranlé Drumont, mais n'auraient pas entamé le bon et entêté Déroulède. Ici je vais vous faire une confession. J'ai horreur des discussions politiques dans le privé, ayant remarqué qu'elles n'aboutissent jamais à autre chose qu'à une aigreur réciproque, ou à un froid. Il faut, par la parole ou par l'écrit, mettre les gens à même de se faire une conviction raisonnée ; un point, c'est tout. Nous n'avons pas fait autre chose pendant treize ans, reprenant chaque matin l'argument de la veille et opposant patiemment une vérité politique, qui vagissait quand nous avons commencé, qui criait en 1911, qui hurlait en 1914, qui a volontairement baissé la voix pendant la guerre, qui tonne comme un tocsin géant aujourd'hui.

Lorsque Déroulède revint d'exil, ayant eu une réception triomphale à la gare d'Orléans et dans Paris, il s'imagina qu'il allait être l'arbitre de la situation. Au bout d'un mois, il devait déchanter, n'ayant plus autour de lui que ses fidèles ligueurs

et quelques admirateurs de son noble caractère. Mais on lui aurait remis les clés du régime, avec pleins pouvoirs, qu'il n'aurait pu, respectant ses institutions funestes, les améliorer en quoi que ce fût. Même réflexion pour le colonel Marchand, qui, à la suite de Fachoda, bénéficia pendant dix-huit mois, d'une popularité formidable, dont son loyalisme républicain l'empêcha de profiter. Je ne parle pas de Drumont lui-même, qui eut aussi son heure de quasi toute-puissance (l'élection d'Algérie) et n'en usa point. Ayant participé à toutes ces fièvres, nous en connaissions l'inconsistance et la courte durée, et nous souhaitions, pour notre pays, quelque chose de moins éphémère que la dictature ou le consulat. Cette attitude nous aliénait évidemment le public plébiscitaire et les tenants de la cause napoléonienne, et nous privait journalistiquement de leur clientèle. Mais le journal était pour nous un moyen, non un but. Nous pensions qu'on ne peut rien faire, dans les temps actuels, sans un quotidien combatif et doctrinaire. Nous pensions que l'essentiel était une propagande telle que l'élite du pays, à tous les niveaux sociaux, entrât dans nos vues et collaborât, avec nous, au retour du Roi. Notre point de vue n'a pas varié.

Maurras incarne la doctrine, mais il ne la sépare point de l'action. C'est là sa grande force politique. Chaque jour, ses articles, portant sur un seul point (comme dans les premières

années de *l'Action Française*), ou sur plusieurs, (comme maintenant) vont faire appel, à la fois, à la logique et à la volonté de ses lecteurs. Il apprend simultanément à comprendre et à vouloir. Il sème infatigablement les dents du dragon. Son public n'est pas seulement d'hommes faits, de gens instruits et qui réfléchissent. C'est aussi le vaste public des inquiets du destin du pays, des résolus à sortir de cette inquiétude. La tâche, qu'il a assumée, de réfutation de tant d'erreurs, scolaires, journalistiques, historiques, etc., accumulées volontairement et mêlées à tant de mensonges, était formidable. Il avait à labourer un sol de cailloux, à retrouver la terre ensemençable sous les gravats et matériaux d'une longue démolition. Il l'a entreprise avec une ardeur, un ressort, une ténacité, une puissance qui donnent une fière idée du caractère latin. Avant d'écrire ce livre, qui est une vue panoramique de l'effort maurrasien, j'ai relu un grand nombre de ces pages que j'ai vues se former dans l'imagination de mon cher « complice », comme nous nous appelons l'un l'autre. Elles ne sont pas refroidies. Elles sont demeurées étonnamment actuelles et pressantes. C'est qu'elles sont conformes à ce qu'on appelait jadis la physique des individus et des sociétés. Pendant plusieurs années, sous le pseudonyme de Criton, Maurras a fait, à *l'Action Française*, la revue quotidienne de la Presse, extrayant de chaque feuille amie, indiffé-

rente, ou adverse, le bon et le mauvais, ne négligeant rien, mettant sa griffe critique sur tout ce qui en valait la peine, signalant le talent naissant, l'éclair de justesse, refoulant l'ignare et le cuistre. Je sais certains de ces « Criton » qui évoquent *les Provinciales* de Pascal — bien que dans un sens différent et uniquement politique — par la vivacité classique du ton, par l'escrime mentale irrésistible, et aussi par la bonne humeur sous-jacente au sérieux des arguments.

C'est une bien grande sottise de dire et de croire que « la mauvaise foi est l'âme des polémiques ». C'est là un de ces dictons imbéciles que répètent de prétendus malins, et qui rappellent le « débarrassez-moi de mes amis, je me charge de mes ennemis ». La première condition de la polémique, qu'il s'agisse de personnes ou d'idées, ou d'idées portées par des personnes, c'est la bonne foi. Si vous ne pensez pas fortement ce que vous écrivez, si ce n'est pas votre sincérité et votre réflexion qui parlent, vous n'ébranlez pas l'adversaire et vous perdez votre temps. Par ailleurs, vos lecteurs s'aperçoivent vite que vous escamotez la difficulté, ou que vous prêtez à l'adversaire un raisonnement qui n'est pas le sien. L'autorité d'un écrivain digne de ce nom est proportionnelle à sa bonne foi. Celle d'un Maurras est irrésistible.

En général, Maurras répond à tout et à tous,

sans tenir compte de l'objection : « Vous allez faire un sort, en la réfutant, à telle ânerie ou à telle calomnie ». C'est un point sur lequel, parfois, nous différons. J'ai une propension à laisser tomber certaines attaques trop viles, ou trop absurdes. Sa méthode lui a réussi et la mienne m'a donné de bons résultats. On nous a prêté à l'un et à l'autre — du jour où nous sommes devenus gênants, puis dangereux, puis très dangereux pour nos ennemis, qui sont aussi ceux du pays — toutes les tares, tous les vices, et quelques crimes. Je me demande si Drumont et Rochefort ont été aussi injuriés et menacés que nous deux. Je ne le pense pas. Il y a des journaux qui se sont donné comme tâche de nous traîner dans la boue quotidiennement, ou heddomadairement, pendant des semaines, des mois, des années, comme s'ils n'avaient point d'autre objectif. D'autres incitaient leur public à se débarrasser de nous d'une façon quelconque, braves gens qui n'osaient pas opérer eux-mêmes. Personnellement, j'ai été traité de diffamateur, d'assassin, de maître chanteur, de captateur de testaments (?), d'agent des jésuites, de l'Autriche, de Rome, d'exploiteur de vieillards, de femmes et d'enfants, de buveur de sang, de belliciste, de poltron, de pantouflard, de dévergondé, de débauché, de falsificateur de documents, de faussaire, de bandit, de mufle, de goinfre, d'ivrogne, de dément furieux, d'ignoble, d'inexistant, de barbare,

de sauvage, de porc, de veau, de cafard, de rat d'égout, de brute sans nom, de chambellan, de courtisan, de suppôt de sacristie, d'estampeur de nobles, de douairières et de curés, de fourbe, de chouan, de procureur du Roi, de bourreau, de monomane, de sadique, de pantin, de fantoche, de chauvin, d'ignare, de paresseux, de menteur, de crapule, de canaille, de tartuffe, de brute..., et je m'excuse d'une énumération si incomplète.

Je dois à la vérité de reconnaître que ces attaques, loin de me nuire, m'ont plutôt rendu service, vu les circonstances où elles se produisaient et les individualités de ceux qui s'y livraient ; et il en fut de même pour Maurras. Ceci pour une raison très simple : la position nationale qui est la nôtre, nous donne, comme adversaires implacables et acharnés, les adversaires implacables et acharnés du pays, leurs sportulaires et leurs créatures. Il arrive forcément une minute où ceux-ci se dévoilent, se démasquent, apparaissent tels qu'ils sont. Du même coup, leurs attaques forcenées à notre adresse deviennent autant de titres à la reconnaissance et à la sympathie de nos concitoyens, qui ne se privent pas de nous les manifester. Une remarquable coïncidence démasque ainsi le bas mobile de la pègre boueuse, ou dorée, — l'une payant l'autre — à laquelle nous avons affaire. Ainsi ce qui tendait à nous discréditer et à nous amoindrir nous apporte, sans

cesse, de nouveaux partisans et une des deux palettes, non la moins active, du moteur qui nous mène au résultat cherché est faite de la haine que nous inspirons à la tourbe de l'Anti-France.

A quelqu'un se destinant à la polémique et à la politique active de restauration monarchique, je conseillerai de rester célibataire, à moins qu'il n'ait une compagne comme la mienne, indifférente à tous les contrecoups des tempêtes déchaînées autour de son mari et qui a foi dans l'étoile de la Grande Cause. Du temps que la bande allemande du *Bonnet Rouge* essayait de nous faire sortir de nos gonds et de provoquer, de ma part, un éclat, Pampille recevait chaque jour un numéro de cette feuille de bagne, où était marquée au crayon rouge, la nouvelle ignominie nous concernant. Peine perdue : le torchon scélérat allait immédiatement au panier. L'arme de l'indifférence et de l'impassibilité est, à certaines heures, la plus redoutable de toutes. Lorsque je manifestais quelque impatience devant ce déversement d'ordures, dépassant ce que l'on peut imaginer, Maurras me disait fraternellement : « Mon cher ami, laissez donc faire la logique de la vie. C'est elle qui vous vengera, et avant peu ». Comme d'ordinaire, il voyait juste.

Même remarque pour *l'Éclair* de Judet, contraint à un peu plus de réserve, à cause de sa

clientèle, mais qui, à la veille de la guerre, sur l'ordre de ses patrons allemands, nous vilipendait tant qu'il pouvait. Il y avait belle lurette que Bainville, lisant attentivement entre les lignes de l'Ernest Judas aux pantalons de drap militaire, déclarait, de son ton uni : « Mais il fait le jeu des Boches. C'est clair comme le jour ». Il le faisait, du reste, en bien mauvais français. Juste ciel, quel pathos et quel patagon! On se demande ce que ce grand dépendeur d'andouilles de trahison avait appris à l'École Normale.

La hargne raisonnée de Judet valut même à une de ses collaboratrices une mésaventure fâcheuse.

Celle-ci avait pris en grippe *l'Action Française* pour une raison inconnue et la vilipendait dans ses petits livres. Rien de plus normal et il ne nous venait pas à l'idée de nous formaliser des innocentes plaisanteries, légèrement chevrotantes, qu'on nous décochait. Mais voilà-t-il pas qu'au moment des élections de 1914 parut, sous cette aimable signature, un supplément illustré de *l'Éclair*, où j'étais représenté en pitre de *l'Avant-Guerre* (avec caleçon fleurdelisé, naturellement) et où Maurras, habillé en prestidigitateur, jonglait avec les gobelets de *Kiel* et de *Tanger*. Malheureuse idée, si l'on songe que, quatre mois plus tard, nos prévisions étaient réalisées.

Je cite ce fait insignifiant pour montrer

à quel point Judet avait su en imposer à son entourage et abuser de la candeur d'autrui.

La fureur qui animait Judet l'Allemand contre nous tenait à une question de boutique. Quand il avait pris la direction de *l'Éclair* (au sortir du *Petit Journal*, où il opérait auparavant), l'agent de Jagow et de Lancken avait sollicité le concours des capitaux royalistes, en même temps que celui des capitaux libéraux, notamment dans la région du nord. Il avait pris, à ce sujet, certains engagements politiques, que naturellement il ne tint pas. Les royalistes, en général, s'étaient méfiés, mais l'apparition de notre quotidien, ouvertement et carrément royaliste, laissa penser au grand Ernest de Berlin que son métier à double face allait cesser d'être fructueux. Son ire augmenta, quand il vit Lemaître nous apporter sa collaboration. Car Lemaître, c'était l'ancienne *Patrie Française*, qu'il avait longtemps exploitée. A chacun des articles qu'il nous consacrait, il déclarait, en bredouillant, que c'était la dernière fois qu'il daignait, lui géant, s'occuper des pygmées sans consistance que nous étions. Puis, trois jours après, il recommençait. Entre temps, il avait partie liée à la fin avec Briand et avec Caillaux, réconciliés depuis, alors rivaux, et il allait de l'un à l'autre, selon le jeu des fonds secrets. Il finit dans les bras de Caillaux et dans la poche de Lancken.

La haine de ce hideux personnage ne se trompait pas : le concours de Lemaître, sa collaboration, son adhésion à la monarchie, eurent un retentissement énorme dans le public, quel que fût le silence de la presse en général sur cet événement. *La Patrie Française* avait échoué, mais son président était demeuré cher à tous les patriotes et, parmi ceux-ci, à un grand nombre de républicains. Le fait qu'il venait à nous, lui, le pondéré par excellence, qu'il reconnaissait le retour du Roi comme une nécessité de salut public, qu'il saluait la haute intelligence, le sens politique et l'énergie du duc d'Orléans, ce fait inattendu les remplissait de stupeur et les inclinait à la réflexion. Onze articles de Lemaître ont été réunis par nous en brochure de propagande, sous ce titre *Lettres à mon ami.* Voici leurs titres :

L'Action Française. — Comment je suis devenu royaliste. — De quelques avantages de l'état d'esprit royaliste. — Des caractères de la royauté française. — Le Roi et le clergé. — Le Roi et la noblesse. — Le Roi et le peuple. — Le Roi et l'armée. — Le Roi et les juifs. — Le Roi et la France. — Philippe VIII.

Aujourd'hui, je ne me rappelle pas sans émotion l'arrivée de ce cher Lemaître, nous apportant son premier article avec cette petite hésitation modeste de l'œil, de la voix, de la main, qui était dans sa manière : « Hein, Léon,

croyez-vous que cela satisfera Maurras? Si ça n'allait pas, on me le dirait.

— Mais, parrain, comment voulez-vous que ça n'aille pas?

— J'irai, de toutes façons, corriger mon épreuve à l'imprimerie, comme un débutant. Ne suis-je pas un débutant royaliste?

Il vint, en effet, à onze heures du soir — c'était en automne — dans son paletot de montagnac et nous trouva tous réunis, à l'imprimerie, rue du Croissant, autour de quelques bouteilles de vin de Gaillac (qui est le Sauternes de la rue Montmartre), de petits biscuits et de verres. Le metteur en pages était notre pauvre Adolphe Belval, mort depuis, à la suite des fatigues de la mobilisation (il appartenait à la réserve de la territoriale), professionnel très intelligent, connaissant son difficile métier comme personne, et, pour nous tous, les rédacteurs, comme pour les typos, ses collègues, un charmant camarade. Sa voix, sans bégayer précisément, hésitait un peu au début des syllabes, et il disait avec un œil noir et malicieux : « Monsieur Vau...geois a été encore un peu en re...tard ce soir ». Léon de Montesquiou adressa à Lemaître, comme il savait le faire, quelques exquises paroles de bienvenue. Lemaître répondit : « Eh bien, voilà... ça devait arriver... On ne résiste pas à la dialectique de Maurras. Me voilà conspirateur, moi aussi. Si jamais je vais en prison, ce sera bien de votre

faute ». Puis il demanda les épreuves et corrigea son papier à côté de Boisfleury, lequel donnait précisément, ce soir-là, une chronique militaire dont Lemaître citait ensuite une phrase avec ravissement, car il aimait les choses de l'armée. On entendait, au premier lointain, les coups de battoir d'Adolphe, tirant une morasse du papier tant attendu. Vers minuit, nous descendîmes à la clicherie et aux rotatives, afin de suivre jusqu'au bout la prose du nouveau converti. Lemaître donnait l'impression du capitaine qui regarde son vaisseau appareiller. Un petit déclic, un léger ronflement..., à Dieu, va !

« Permettez-moi, mon cher ami, de reprendre ici, sous forme de lettres, les profitables entretiens que j'eus avec vous il y a cinq ans.

« Ne croyez-vous pas comme moi que, pour qui essaye de bien voir les choses, l'événement politique le plus important de l'année, le plus neuf, le plus riche de signification et le plus gros de conséquences, c'est très probablement la fondation du journal *l'Action Française?*

« Puisque je n'y entre qu'aujourd'hui, je puis encore dire, des amis que j'y rejoins, ce qu'ils ne pourraient décemment dire d'eux-mêmes. Vous avez déjà senti, n'est-ce pas, que ce journal est surprenant et qu'il ne ressemble à aucun autre ?

« Il n'est à aucun égard une entreprise commerciale, mais une œuvre de pensée, et aussi d'amour

et de haine. Il est le plus entièrement libre des journaux, et, sur tous les points; et il le fait assez voir à qui sait regarder et comprendre. Et ce journal royaliste est totalement royaliste. Il l'est jusque dans les faits divers et dans la chronique de la mode. »

C'était vrai, Pampille faisant alors la chronique de la mode, avec cette délicieuse fantaisie, qui ne suivait pas toujours la mode, mais les élans d'un esprit et d'un cœur ardemment royalistes. Car les femmes clairvoyantes et vaillantes, qui conçoivent la vérité politique, ne s'y consacrent pas à moitié. Elle est si belle, si entraînante cette vérité, et elle donne de telles satisfactions, intellectuelles et morales, à ses adeptes, qu'on s'explique aisément la généreuse, active et gracieuse armée, sans cesse accrue, que *l'Action Française*, depuis ses débuts, possède dans tous les rangs de la société féminine, de l'est à l'ouest et du nord au midi. Le discret dévouement des jeunes filles et des femmes a quelque chose d'aussi flambant à certaines heures que le dévouement masculin, et le premier achève, par une grâce irrésistible, la victoire que donne le second. Ce que femme veut, Dieu le veut, disaient nos pères.

Chaque année, une vente organisée par les Jeunes Filles Royalistes, avec l'ingéniosité et le zèle qui les caractérisent, apporte, à nos abonnements de propagande, des sommes parfois considérables. Contrairement à notre réputation, nous

n'étions pas riches ; nous ne pouvons pas l'être — toute nouvelle ressource étant immédiatement attribuée à une nouvelle dépense, que nécessite un nouveau service. La plupart des formes de publicité, auxquelles recourt la presse non doctrinaire, la presse d'affaires, nous étaient interdites. Dans les milieux gouvernementaux et dans tous ceux qui touchent, de près ou de loin, au gouvernement, on nous boycottait tant qu'on pouvait. C'est dire que la fonction d'administrateur délégué, que remplissait alors notre Bernard de Vesins, n'était pas une sinécure. Il lui fallait surveiller minutieusement les annonces, résister aux demandes d'augmentation, serrer les cordons de la bourse quant au secondaire et aux dépenses futiles, les desserrer, au contraire, pour les dépenses nécessaires. Nous constations régulièrement, aux séances du conseil d'administration, et nous n'avons cessé, en nous agrandissant, de constater que notre mouvement était, périodiquement, entravé, ou ralenti par la modicité de notre budget. Mais cela ne nous a jamais découragés.

Un autre académicien osa aussi, dès nos débuts, nous témoigner une sympathie active et mettre sa signature dans notre feuille royaliste : le premier romancier de ce temps, intellect de diamant, Paul Bourget. Je dis « osa », car celui qui, à cette époque, s'affirmait nettement royaliste et résolu à ne pas se laisser brimer, dans ses opinions ni dans ses croyances, par la démocratie-

ploutocratie censée triomphante, pouvait être considéré comme une sorte de héros. Dans cette décomposition, intellectuelle et morale, de certaines parties de la société française où se recrutèrent les milieux libéraux, il était de bon ton, entre 1900 et 1908, de flirter, sous couleur de ralliement, avec les politiciens radicaux et révolutionnaires, ou, tout au moins, de subir patiemment les injures, outrages, nasardes, qu'ils distribuaient sans arrêt aux traditionalistes, catholiques, patriotes, avec les subventions de la finance juive internationale. Drumont, et *la Libre Parole* avaient bien réagi à un moment donné, contre cet affaissement d'un trop grand nombre de gens bien pensants; mais le maître de l'antisémitisme, en vieillissant, avait mis, comme il arrive, de l'eau dans son vin, et son journal s'en ressentait. *Le Gaulois* de Meyer n'était qu'une fallacieuse apparence de résistance au « sectarisme », comme il disait, et une boîte à encaisser les camouflets. On l'avait vu, lors de l'assassinat de Syveton (voir le précédent volume de mes souvenirs *Au temps de Judas*), aux ordres de ceux qu'il prétendait combattre et le premier à déverser la calomnie sur la tombe du chef réel de *la Patrie Française*. *L'Écho de Paris*, bien que demeuré l'organe habituel de Jules Lemaître et de Barrès, n'avait plus l'ardeur combative qu'il montrait au temps de l'Affaire Dreyfus et demeurait, tout en protestant contre « les abus », sur le

terrain constitutionnel et républicain. *Le Soleil* était tombé. Ceci explique que notre apparition, et surtout notre durée suscitèrent une sorte de scandale. Le fait que nous rendions, et même avec usure, les coups pour les coups, provoquait, chez les ralliés, une stupeur indignée, avec la crainte que notre attitude ne fît leurs garde-chiourme et tourmenteurs républicains plus méchants. Ils nous désavouaient tant qu'ils pouvaient, ces braves types, ou, plus exactement, ces types fort peu braves, espérant ainsi amadouer les maîtres du jour. Si bien que nous prîmes le parti, pour secouer ces poux en redingote, de diriger sur eux des jets de poudre insecticide, en même temps que nous secouions la République comme un prunier et que nous étrillions quelques politiciens républicains. Ce fut l'origine des échos signés « Rivarol ».

Au bout de trois ou quatre ans, les choses se tassèrent. Clemenceau, Briand, Monis, Doumergue, Caillaux lui-même se rendirent compte qu'ils ne nous feraient pas taire aussi aisément qu'ils l'avaient cru, et que la clairvoyance des royalistes représentait, pour le régime, un danger. Non qu'ils imaginassent la possibilité d'un renversement direct des institutions démocratiques. Mais, sous les coups de Maurras, le décor doctrinaire, dont ces institutions avaient vécu, s'effritait, s'effrondrait, en même temps que tombaient les préjugés amoncelés contre le Roi par quarante

ans de presse quasi serve (*la Gazette de France* et *la Libre Parole* mises à part) et d'instruction « laïque », c'est-à-dire kantienne et protestante, c'est-à-dire fortement embochée. Comme on ne pouvait pas nous tuer ni nous disjoindre — vu notre solidarité — ni tuer nos adeptes, dont le nombre croissait, il fallut bien s'habituer à notre rude critique, imprimée ou agie, et tâcher vaguement de la réfuter. *Le Temps* s'y employa timidement (Adrien Hébrard vivait encore), en nous désignant par d'amusantes périphrases, telles que « les derniers tenants de l'ancien régime », ou « les énergumènes de l'extrême droite », ou « les ultimes partisants de l'orléanisme », périphrases dont nous nous délections. Lemaître et Bourget n'étaient pas les derniers à en rire, mais leurs collègues de l'Académie (sauf Barrès, demeuré notre ami littéraire, à travers les divergences politiques) les prenaient, Dieu me pardonne, au sérieux. Aphonse Daudet, dans *l'Immortel*, fait cette remarque que « les corps constitués sont lâches ». Cette lâcheté, avec le temps, les met en péril. Imaginez-vous l'Académie Française, si la République durait, isolée, avec ses richesses léguées, sur un piton terriblement en vue, d'où la guigneraient tous les révolutionnaires et tous les financiers qui subventionnent la Révolution ? Ne voyez-vous pas d'ici le beau décret d'expropriation, auquel devraient, tant bien que mal, se rallier, à la longue, les ralliés immortels?

Du point de vue purement journalistique, nous nous sommes toujours efforcés de mettre au premier plan les questions essentielles en commençant par la politique, et les informations d'une réelle importance. Alors que les feuilles à grand tirage cherchaient surtout leurs lecteurs en les entretenant de chiens écrasés, de gens et de choses de théâtre et de prétendus scandales mondains. Aujourd'hui les choses ont changé et *le Matin, le Journal, le Petit Parisien, le Petit Journal* regorgent d'articles politiques et sociaux, souvent fort intéressants et bien rédigés. Le niveau de l'esprit public a été sensiblement éveillé et élevé par les cruelles perspectives de la guerre et de ses conséquences économiques et financières. On a peine à se représenter l'enfantillage de monsieur Tout le Monde en 1913, et la puérilité des tartines que lui servaient, sauf exception, les organes plus haut cités. Une atmosphère de pacifisme béat, traversée de larges ondes anticléricales émanant des pouvoirs publics, radicalisés ou socialisants, une phraséologie de loges maçonniques, une ironie lourdement sémitique, de toutes façons étrangère, l'hyperbole dans la louange, l'absence de goût et de mesure, la tendance à l'obscène et au trivial, telles étaient les pentes du papier imprimé dans les quelques années précédant la tourmente. Quiconque élevait la voix pour demander qu'on se méfiât un peu du nuage noir montant sur l'Europe, était considéré

comme un gêneur et comme un cuistre, un insupportable pédant. Au théâtre, le grand homme était Rostand, qui était le comble de l'artificiel et de l'apoétique, chez qui l'inspiration était remplacée par le jeu des mots, le cliquetis méthaphorique, l'allitération. La Société se ruait au cours de Bergson, esprit ingénieux, mais philosophe de dixième ordre, comme chaque fois qu'on prétend instaurer, aux lieu et place de la raison prédominante, une métaphysique du sensible. Nous montrâmes le vide lyrique qui se cachait derrière le succès de Rostand, le vide métaphysique qui se cachait derrière le succès de Bergson. Chargé de la critique littéraire, Pierre Lasserre défendit les droits de l'esprit français, de la clarté et de la culture de chez nous, avec cette solidité d'arguments, cette verve drue, cette allure vivante et nuancée, qui charmaient Lemaître et font l'effet d'un bon vin d'un de nos meilleurs crus, après tant de boissons frelatées. Même effort du côté de la critique dramatique; et Dieu sait dans quel piteux état se trouvait la scène française à ce moment-là !

Nous pouvons bien dire, sans fausse modestie, que nous avons, les uns et les autres, travaillé de notre mieux à remonter le courant, dans la mesure de nos moyens, et à créer l'ambiance au lieu de la subir. C'est que tout se tient ici-bas et que le mal démocratique (voir *l'Avenir de l'Intelligence* de Maurras) finit par saper et dissoudre la

création et la critique littéraires et scientifiques, sous toutes leurs formes. Qui donc a dit que la fausse doctrine des localisations cérébrales, aujourd'hui abandonnée, mais qui régna pendant trente ans, faisait partie du dogme matérialiste républicain? C'est tout à fait exact. Le savant médecin et chirurgien qui tenait chez nous la rubrique médicale et scientifique, sous le pseudonyme de Vésale, nous donnait, à ce point de vue, des chroniques remarquables et qui, depuis son silence, n'ont jamais pu être remplacées. Elles avaient, dans nos colonnes, un très grand succès. Bref notre organe était et est demeuré cohésif. Cette cohésion nous attirait les lecteurs attentifs et écartait de nous les lecteurs superficiels.

La question de présentation, ou, comme on dit de « l'œil » d'un journal ne doit pas être négligée. Je persiste à penser que le nôtre, dans les débuts, était un peu terne et ne sacrifiait pas assez à la mode des titres en gros caractères, devenue courante et même indispensable. Mon opinion, au début, ne prévalut pas et ce ne fut qu'au bout de quelques années que nous nous mîmes, sur ce point, à l'unisson des confrères, lesquels abusaient d'ailleurs de « l'affichage ». Il y a un autre écueil, en effet, qui consiste à faire, d'un quotidien, une suite de titres énormes et ronflants, lesquels semblent accorder la même importance à tout. Lucien Moreau a, là-dessus, des vues très justes et auxquelles finalement

nous nous sommes tous ralliés. Mais, avant d'en arriver là, que de discussions amicales ! « Vous ne trouvez pas que, ce matin, la Chambre, chez nous, était invisible? J'ai mis deux bonnes minutes à la trouver. — Mais l'article de Maurras, en première page, était précisément sur la Chambre. — Ce n'est pas la même chose. Maurras, c'est le commentaire politique. Mais la Chambre, en soi, avait son intérêt. — Nous y veillerons désormais. »

Il faut quand on dirige un journal, tenir compte de certaines critiques, mais on ne peut pas tenir compte de *toutes* les critiques, lesquelles d'ailleurs sont contradictoires. Dans les premiers temps, ceux qui étaient chargés de la confection matérielle de *l'Action Française* se gendarmaient contre les observations trop répétées. Ensuite, ils prirent le sage parti de dire « oui, oui, mais certainement voui », et de laisser tomber, comme disent les soldats. Personnellement, je m'accuse d'une certaine tendance à la routine. J'aime bien recommencer, le lendemain, ce que j'ai déjà fait la veille ou insister, le lendemain, sur ce que j'ai déjà exposé la veille. La répétition, en variant la forme, parbleu, est un procédé de polémique dont je me suis souvent bien trouvé ; vu que l'attention du lecteur est toujours plus fragile qu'on ne le suppose. Maurras en use aussi, à sa façon, qui est de varier les sujets, au cours d'un même article, et de servir, chaque matin, en

plusieurs paragraphes, un menu politique presque complet. Bainville, au contraire, déclare que son idéal serait de modifier complètement la physionomie et l'allure du journal d'un jour sur l'autre, quant aux dehors, bien entendu.

Maurras travaillant toute la nuit et passant presque toute la nuit à l'imprimerie (ce qui est phénoménal et unique dans les annales de la presse !), *l'Action Française* est le seul journal dont les nouvelles soient contrôlées. Chez la plupart de nos confrères, ces nouvelles, transmises par les agences, sont insérées en vrac, par le secrétaire de la rédaction, sous la rubrique « Dernière heure », et c'est au lecteur à se débrouiller dans leur énoncé blafard, absurde, contradictoire, ou confus. Rien de tel chez nous : l'œil de Maurras, servi par une mémoire effarante, a vite fait de relever l'erreur de fait et de la corriger, l'interprétation tendancieuse et de la barrer. On n'imagine pas l'utilité de cette surveillance, surtout dans les moments graves ou critiques.

L'Action Française n'est pas seulement un quotidien. Elle est aussi une ligue et un organisme d'action. Elle a des ramifications innombrables dans tous les milieux et dans toutes les provinces. D'où la nécessité, pour elle, d'insérer les communiqués de ses amis et les comptes rendus de ses manifestations, de ses réunions, des mille formes de son activité politique. Aussi arrive-t-il fréquemment qu'entre onze heures du soir et

minuit, une heure du matin, il faille faire de la place à un événement, à un incident qui nous sont propres, bien que d'un intérêt général, et sur lesquels nous sommes les seuls à avoir des détails exacts. Que de fois furent ainsi rédigés des papiers hâtifs, des bulletins de succès royalistes, obtenus ici et là sur les républicains, cependant que de nombreux manifestants, chauds encore de leur bonne besogne, s'épongeaient dans un coin de l'imprimerie ! Pujo, chef de l'action et sortant d'en prendre, déclarait qu'il lui fallait une colonne et demie, au grand désespoir du secrétaire de rédaction, obligé de faire sauter un papier important. Mais vous connaissez bien Pujo ; quand il a une idée en tête, il s'y tient et heureusement ; attendu que l'idée qu'il a foncièrement, dans sa tête dure et clairvoyante de Rouergat, est le rétablissement de la monarchie. Alors, zou, il n'y a qu'à lui accorder la place qu'il demande, et vivement, dût-on, pour cela, supprimer le feuilleton. Notez que cette suppression est une faute grave.

Maurras revoit plusieurs fois ses épreuves. En mettant bout à bout ses corrections, on obtient ce qu'il appelle « le tœnia », un ruban de plusieurs mètres d'imprimé. Je ne change rien à mon texte, trop heureux de n'avoir plus à y penser. Ceci compense cela et prouve que la nature et la providence nous avaient destinés là-dessus à collaborer. Mon écriture est presque aussi peu

lisible, ou difficilement lisible que la sienne, ce qui fait que notre vieil ami et collaborateur Bartoli a bien du mal à nous corriger. J'ai un certain goût pour les coquilles, toujours pittoresques. Une des plus belles, demeurée célèbre chez nous, est celle qui fit insérer, dans un article de Maurras, bien en vue et en italiques, comme une citation latine importante, ces deux mots mystérieux : *Nacus compum*. Maurras avait écrit : « Chacun comprend » !

CHAPITRE VII

La besogne des Camelots du Roi : les gendarmes supplémentaires. — Quelques grandes manifestations. — La lutte pour Jeanne d'Arc. — Nous regroupons les forces nationalistes. — Le réveil général de l'idée royaliste. — Contre l'esprit révolutionnaire, fomenté par la haute finance. — L'Institut : Montesquiou et Dimier. — Georges Valois et la Nouvelle Librairie Nationale.

Je n'ai pas la prétention d'écrire l'histoire de notre quotidien et de nos luttes politiques pour le Roi depuis 1908 jusqu'à la guerre. Il y faudrait cinq volumes comme celui-ci ; et la collection de *l'Action Française* est là pour ceux qui chercheront à se documenter. De même, il m'est impossible de citer la centième partie des dévouements de toutes sortes que nous avons rencontrés et que nous ne cessons de rencontrer. Notre tâche n'est pas accomplie ; il serait prématuré et inopportun de dresser un bilan complet des efforts des uns et des autres. Ce que je puis dire, c'est qu'ils n'ont cessé d'être convergents. Le résumé que je retrace ici est simplement, comme dit notre maître le marquis de La Tour du Pin, un

jalon de route, une sorte d'aperçu très général. Nous avons fait face à toutes les difficultés, quand elles se sont présentées, sous quelque forme qu'elles se soient présentées. Aucun de nous jamais n'a boudé à la besogne. Quand nous avons rencontré un gros obstacle, nous nous sommes répété que la restauration de la monarchie ne saurait être une opération de tout repos, ne comportant aucun risque. D'autre part, nous avons pu constater que l'idée monarchique n'est pas aussi morte en France qu'on le disait avant nous. Elle était surtout engourdie, en sommeil. Autrement l'enthousiasme de nos jeunes partisans, la veille encore républicains, ou indifférents en politique, ne s'expliquerait pas. L'un d'eux me disait n'avoir jamais éprouvé de délices comparables à la joie d'être fourré au dépôt, dans une cellule crasseuse, « pour ses idées », dans une nuit de l'hiver 1910. Il avait compris, répétait-il, l'ivresse des premiers chrétiens témoignant pour leur foi. C'est d'ailleurs, lui-même, un croyant très sincère et très ardent. Une vive lumière, posée au centre de l'esprit, et qui en éclaire toutes les chambres, telle est la doctrine de Maurras, reliée, par-dessus le marché, à l'histoire de la plus profonde France, représentée enfin dans une magnifique personnalité en chair et en os, descendant de tant de Rois, foyer lui-même d'intelligence et d'énergie. Comment résister à un tel entraînement ! La révolution n'offre à ses adeptes qu'une perspective

matérialiste, presque animale, morne ou sanglante. Elle apporte, à l'imagination qu'elle surexcite, la confusion, non la clarté. Elle entre en lutte sourde — quoi qu'en disent les démocrates chrétiens — avec l'unité et l'ordre catholiques. C'est un Camelot du Roi, Lucien Lacour, qui a trouvé cette formule d'airain : « Mettre la violence au service de la raison ». La révolution met la violence au service du chaos et de la déraison. Je ne nie pas sa prise sur certains tempéraments en rébellion ; mais je l'affirme moins forte et moins durable que la prise de la doctrine du Roi. La doctrine révolutionnaire, c'est la convulsion et la maladie. La doctrine du Roi, c'est la santé.

Je me garderai bien de rallumer, par une évocation trop brûlante, les luttes, quelquefois épiques, qui mirent aux prises, avant la guerre, les Camelots du Roi et les Étudiants d'Action Française avec un gouvernement anarchique, avec les métèques du Quartier Latin, les statues témoignant de nos querelles civiles, la police employée indignement au service de la révolution ou de l'étranger et la Révolution elle-même. Des centaines, puis des milliers de ces héroïques jeunes gens, tombés au champ d'honneur ou cruellement mutilés, témoignent du sérieux de ces manifestations, annonciatrices d'un des plus grands drames de l'histoire. Leur dévouement sonnait déjà l'alarme française. Des gens, prétendus

raisonnables, appartenant à la race des autruches, et ne voulant pas voir la nuée menaçante, désapprouvaient la résistance en action au scandale du régime républicain, désavouaient peureusement nos vaillants « gendarmes supplémentaires ». Le baron Pié, terrifié à la pensée des « représailles », s'indignait en sol et en la. Il est incontestable, aujourd'hui, que cet ardent et audacieux patriotisme était bien inspiré, prévoyant dans son intransigeance, beaucoup plus sage que ceux qui se croyaient sages en le condamnant. Ces luttes en Sorbonne au cours d'un insulteur de Jeanne d'Arc, ces batailles rangées autour de la Comédie-Française, lors des représentations de *Après Moi*, ces chants d'assaut, entonnés à pleine voix par des centaines de poitrines frémissantes, au nez et à la barbe des personnages officiels, ces mois de prison encourus et administrés, au petit bonheur, dans les prétoires, par des magistrats déconcertés, cette passion de la race, de la nation, du chef héréditaire, reparaissant étincelante, quand on la croyait assoupie ou étouffée, cette générosité de cœur, d'esprit, de corps toujours prête, cette camaraderie magnanime, tout cela était symptomatique d'une génération exceptionnelle : celle qui a arrêté, vaincu, refoulé deux fois l'ennemi, à quatre ans de distance, sur la Marne, et tenu la bannière de Verdun.

Un soir de printemps de 1911, peu avant l'alerte d'Agadir; je sortais, vers minuit, de l'im-

primerie et rentrais à pied chez moi. A la hauteur de la rue de Rivoli, j'entendis soudain le chant des Camelots, scandé par une multitude de voix jeunes et graves, n'en faisant qu'une :

C'est les Camelots du Roi, ma mère
C'est les Camelots du Roi.
Ce sont des gens qui s'foutent des lois;
C'est les Camelots du Roi...

puis le refrain pathétique du chant d'assaut, sur l'air *Le Midi Bouge*, de Paul Arène :

Demain, sur nos tombeaux.
Les blés seront plus beaux...

Sept par sept, au pas militaire, défilaient, dans la nuit tiède, trois ou quatre cents jeunes gens. Leurs commissaires, marchant en serre-file, donnaient, de temps en temps, des instructions brèves, aussitôt obéies. Je reconnus, en tête, Plateau, Maxime del Sarte, Lacour, puis les d'Armenon, d'autres encore, qui eux ne m'aperçurent pas, tout occupés à dépister la police. A la hauteur du monument de Jeanne d'Arc, cette troupe se divisa, s'écoula de chaque côté, chapeaux bas, marquant la cadence, souple, disciplinée, étonnante d'allure et de fierté. Il m'apparut aussitôt, dans une de ces clartés soudaines déflagrant au centre de l'esprit, que ce long cortège, mû par une idée forte, allait à une destinée terrible et grande, à diverses sortes de victoires... Puis cela se referma, et je ne distinguai plus que la masse, déjà loin-

taine, de ce régiment sans uniforme, au drapeau invisible, avec les dernières syllabes, sonnant sous la lune, de son chant insolent et superbe :

> Ce sont des gens qui s'foutent des lois,
> C'est les Camelots du Roi.

Aujourd'hui que la fête de Jeanne d'Arc est devenue une cérémonie officielle, on a du mal à se représenter l'incroyable effort que durent fournir Pujo et ses troupes royalistes, pour imposer au gouvernement de la République le culte de la Sainte de la Patrie. Il n'est pas douteux que la bonne Lorraine, à la veille de la guerre, ait continué d'agir par les Camelots du Roi, et d'animer d'un véritable enthousiasme cette génération en partie sacrifiée. Les anticléricaux n'en revenaient pas; ils croyaient, lamentables crétins, avoir, comme ils disaient, « éteint les étoiles », ou encore « fait cesser la vieille chanson qui berçait la misère humaine »; et voilà que toute l'élite de la jeunesse accourait aux statues de l'héroïne, les couvrait de fleurs, l'invoquait, la remerciait, la célébrait, comme elle n'avait encore jamais été célébrée. La page la plus miraculeuse de nos annales projetait à nouveau une lumière d'auréole; et la République, prise entre son principe et l'intérêt national le plus évident, commettait la folie de résister, de s'opposer à ce culte patriotique! Je ne sais plus dans quel poste de police, où j'étais conduit pour « cri sédi-

tieux » — l'affaire n'eut d'ailleurs pas de suite — j'exposai brièvement ce point de vue à l'officier de paix et aux agents. Ils m'écoutaient sans antipathie, mais avec scepticisme, quand je leur annonçai qu'un jour ils participeraient au défilé en l'honneur de Jeanne d'Arc, devenu licite, et même légal. Leurs regards signifiaient : « Cause, mon bonhomme. Il passera de l'eau sous les ponts avant ça ». Il a passé, hélas, sous ces ponts-là, moins d'eau que de sang français !

Les journaux républicains nous reprochaient naturellement, à nous les rédacteurs du journal, de ne pas être de toutes les manifestations de nos Camelots, Étudiants et Ligueurs. Leur gentille espérance soufflée par le ministère, était que, nos... figures une fois cassées convenablement, l'impulsion patriotique s'arrêterait. « Morte la bête, mort le venin ! » En fait, nous ne pouvions tout faire à la fois : les articles, la propagande et le coup de poing. Nous nous divisions la besogne, chacun assumant ses petits risques de son mieux, et je dois dire qu'aucun de nos combattants ne nous reprocha jamais de n'avoir pas fait ce que nous avions à faire. Il y a, entre tous les membres de *l'Action Française*, une mystérieuse sympathie et télépathie, qui fait que l'on se comprend à demi-mot, et à distance, que les longues explications sont inutiles et que chacun accomplit sa besogne, à la place qui lui a été indiquée, sans s'occuper à chiner, ou critiquer

le voisin. Les comités d'A. F. prenaient leurs responsabilités carrément. Les directeurs du journal se battaient en duel quand il le fallait, menaient de leur mieux les campagnes de presse qui appuyaient et étendaient les manifestations de la rue, et ne dissimulaient aucunement leur intention de profiter, pour essayer de le renverser, de la première grosse faute du régime. Ce n'était nullement un complot, au sens où l'on prend couramment ce terme juridique. C'était une affirmation, une déclaration des droits du Français. Mais nous avons toujours ajouté qu'une crise de guerre ne serait jamais utilisée pour nous au bénéfice de notre conviction politique, au détriment de la nation; que nous réprouvions totalement l'insurrection devant l'ennemi, telle que la pratiquèrent les républicains, pour renverser l'Empire, en septembre 1870. Nous avons tenu parole. Ce n'est pas chez nous qu'on aurait proféré, après Charleroi, le propos affreux vomi après Sedan, par un républicain notoire, et rapporté, avec horreur, par Déroulède : « Les armées de l'Empereur sont fichues ! »

Lors des manifestations de la Comédie-Française j'eus l'occasion de me battre trois fois en duel; avec le jeune et charmant Marcel Nadaud, avec mon excellent confrère Georges Claretie, et avec Henri Bernstein, auteur de *Après moi*, la pièce chambardée. Vers le même temps, je fus passé à tabac par la police, assommé et aux trois

quarts étranglé. Ce sont là de précieux souvenirs, auxquels je me reporte sans nulle acrimonie, on peut m'en croire, et même avec une certaine satisfaction, puisqu'en somme tout cela s'est bien terminé, je veux dire par un progrès de notre cause.

Le duel avec Marcel Nadaud — qui s'est fait depuis, comme aviateur et romancier, une jolie réputation, bien méritée — fut très bref. Nadaud est très grand, il tendait le bras et je le piquai à l'avant-bras. Le duel de Georges Claretie suivit. Les conditions en étaient sévères : échange de quatre balles au pistolet, à courte distance, et reprise à l'épée de combat. Ça se passait à Saint-Ouen, où il y a un vélodrome ou un hippodrome, je ne me rappelle plus exactement. J'avais comme témoins, Frédéric Delebecque et Léon de Montesquiou et comme médecin, mon bien cher ami, le génial guérisseur Henry Vivier, dont j'ai parlé au cours de ces souvenirs et qui mourut quelques semaines plus tard. Georges Claretie, dans un maillot de couleur sombre, mince, agile, plein d'entrain, prenait des contres de sixte puis chargeait avec une élégante rapidité. Je faisais de même de mon côté, compensant ma corpulence par la brusquerie du poignet : « L'épée est un art brutal, mon cher élève », avait coutume de dire mon maître Ayat, aussi fin psychologue que remarquable professeur. Finalement je touchai mon adversaire à la poitrine et

la côte, heureusement, arrêta l'épée. L'après-midi du même jour je dus me rendre au Palais de Justice, où il y avait un procès des Camelots du Roi (manifestations et bagarres), dans lequel j'étais témoin. Comme je sortais de la petite salle où nous étions consignés, mes pareils et moi, en attendant de déposer, je vis, filant devant mon nez dans la direction du tribunal, une chaise lancée d'une main sûre. D'autres suivirent. Les magistrats, blancs comme linge, quittèrent hâtivement le prétoire et il y eut une suspension d'audience, qui devint, grâce au chant d'assaut des camelots, un charmant concert de chambre : « Messieurs, la Cour... » Je racontai ma petite affaire, puis m'en fus au journal, par un temps magnifique de mars, songeant à toutes ces sensations variées.

Le passage à tabac, moins agréable, commença dans la rue de Richelieu (j'avais été arrêté place du Théâtre-Français) et se poursuivit au poste de police, rue Villedo. J'étais aux mains d'une demi-douzaine de gardiens de la paix, que je réussis, en me roulant comme au jeu de l'ours, à faire tomber avec moi. Grotesque bouillabaisse de pieds, de torses et de mains, que colorait, sous un réverbère, le safran des imprécations. Comme je parvenais à me relever, un agent en civil — on dit « en bourgeois », nous imprimons « hambourgeois » naturellement — se mit gentiment à m'étrangler, à l'aide de mon propre cache-nez,

manœuvré et tordu comme une vis de pression. J'arrivai au poste, étouffant. Là je fus jeté comme un paquet de linge sale, dans une petite pièce obscure, à odeur de rat crevé, où mon bourreau recommença, m'envoya quelques coups de pieds qui ratèrent leur destination, puis disparut. Il fit bien. On me fit boire de l'eau à microbes, on me ranima et je déposai une plainte en règle, parfaitement vaine, entre les mains du commissaire de police, qui paraissait, à ce moment-là, fort ennuyé. Cependant, les Camelots du Roi, déjà prisonniers, apprenant ce qui était arrivé, faisaient un tapage infernal et cassaient tout dans la cambuse. On me relâcha ainsi que Pujo. Nous montâmes dans un fiacre poussif, qui passait pas là, et en route pour l'imprimerie, où la nouvelle, déjà parvenue, de ma strangulation rythmée, répandait un certain émoi : « Mais vous êtes noir, mon pauvre ami », me dit Maurras. J'avais, en effet, la nuance gracieuse d'une boule d'ébène à la sauce tomate. Tout en me bassinant la figure avec une autre eau, qui valait celle du poste — mais que je ne bus pas — Pujo, indigné, me consolait de son mieux : « D'abord, on va faire une affiche. Ensuite, si nous rencontrons Lépine (le préfet de police), qui avait certainement donné l'ordre de vous soigner, nous le fouterons dans le bassin du Théâtre-Français ». Ce que c'est que l'esprit de vengeance! Cette perspective me ragaillardit.

Malheureusement on ne dénicha pas ce petit Lépine, qui avait eu le flair de s'esbigner à temps. Pujo et lui devaient se retrouver côte à côte au Comité de Secours National qui fonctionna au début de la guerre. Mais toutes ces histoires étaient oubliées.

Rentré chez moi à deux heures du matin, je m'entendis répéter par Pampille : « Mais tu es tout noir, mon pauvre ami ! » Là, par contre, je bus un bon verre de vin, accompagné d'un morceau de bœuf froid, qui n'était pas bien vilain, et que je n'avais certes pas volé ! Je restai, à la suite de ces exercices, couché deux jours, pendant lesquels je fis le plan de mon prochain roman. Le lit, la solitude, après les bains de foule et de bruit, quelles délices ! On réfléchit, on médite, au tic tac de la vieille pendule de famille, qui a mesuré tant d'heures de toutes couleurs ! Autour de vous, la maison continue son tran tran quotidien, les gosses sortent et rentrent : « Chut, Philippe, papa dort. — Quoi qu'il lui est arrivé, dis, maman ? — Ce sont de méchants républicains, qui l'ont à moitié étranglé. Mais Pujo et les Camelots du Roi les battront. — Comme à Guignol, maman ? — Exactement comme à Guignol ». Cependant que le père, le crayon à la main, prend des notes pour tel ou tel personnage fictif, telle ou telle circonstance dramatique ou romanesque, où s'évanouit la circonstance réelle. Ce sont les petits bénéfices

de la vie, en partie double, d'homme de lettres et de journaliste mêlé à l'action.

Cette année-là, en 1911, l'été fut très précoce, très chaud et nous résolûmes, ma femme et moi, de faire un petit voyage d'une huitaine de jours, tous les deux, au bord de la mer, en Bretagne. J'avais besoin de repos et surtout de cette incomparable musique que joue, dans les rochers, l'Océan. Je ne connais guère qu'Édouard Risler, exécutant du Beethoven ou du Chopin, qui lui soit comparable. Nous voilà donc à Concarneau, puis à Saint-Guénolé et à la pointe de Penmarch, puis à Douarnenez, puis à Quimper; au-dessus de nos têtes, un ciel magnifique, d'un bleu fin et doux, distinct du bleu « Léonard » de Touraine — où il y a plus d'anges et de mystique — et du bleu voluptueux et profond de Provence; dans nos cœurs la satisfaction d'échapper aux préoccupations politiques, polémiques et autres. A Quimper il y a un hôtel, dit *de l'Épée*, très agréable et « vieille France »; dans cet hôtel, une salle à manger spacieuse; dans cette salle à manger, des crêpes bretonnes. Aimez-vous ces dentelles grises, dans lesquelles les gens d'esprit cassent un œuf? J'en raffole. Je trouve qu'il n'y en a jamais assez. Donc j'attaquais, nous attaquions une de ces charmantes filles du blé noir et de la rêverie celte, quand on me demanda au téléphone. « Aïe, aïe, qu'est-ce que c'est! Encore un embêtement, sans doute ». Au pays de l'in-

tersigne, on a le pressentiment aiguisé. Je passai dans le cabinet et entendis au bout du fil, la voix grave de Lucien Moreau, m'annonçant la visite des témoins de Bernstein.

J'étais à cent lieues, très exactement, de cette vieille affaire et de toute affaire analogue. J'avais autant envie de me battre que de me suspendre au plafond par les pieds. Néanmoins, il n'y avait pas à hésiter. Je rentrai dans la salle à manger où les crêpes avaient pris une mine mélancolique, et dis à ma femme : « Nous revenons à Paris. C'est fini. On ferme. — Encore un duel? — Tu l'as dis ». Ce duel eut lieu au Parc des Princes (où je m'étais déjà battu, dix ans auparavant, avec Gérault-Richard) par une chaleur atroce, vers la fin de la journée. J'avais comme témoins Frédéric Delebecque et Lucien Moreau; comme médecin un de mes amis, chirurgien de grande valeur, le Dr Pouliot. Mêmes conditions qu'au duel Claretie. Après le pistolet, sans résultat, l'épée. Je fus touché au front et au biceps, mon adversaire eut une blessure en séton à l'avant-bras. Je mourais de soif. Nous allâmes dîner dans un restaurant voisin de la Bourse, célèbre par ses rognons aux pommes de terre. Mon bras était violacé, et lourd comme du plomb. J'avais un peu de fièvre, et un magnifique orage éclata comme nous sortions de table, plongeant Paris dans une trombe d'eau. Le lendemain, ou l'en demain (comme écrivait Faguet), nous repar-

tions pour la Touraine, où ma pauvre maman se faisait de la bile, à cause des indiscrétions assommantes des journaux.

Laissez-moi déclarer ici, après ces histoires batailleuses, que personne n'aime la paix, la tranquillité civique, civile et familiale autant que moi ; que j'ai horreur de la publicité, de la réclame, en général de toutes les formes de la notoriété, qui est une des choses les plus dégoûtantes d'ici-bas. « Dégoûtante » en ceci qu'elle vous dégoûterait d'agir, si l'action n'était la conséquence directe de la conviction politique et religieuse. Il est des jours où j'envie le sort du gardien de phare qui vit, avec les siens, entre sa machine éclairante et tournante et la mer. Peste soit de la République qui force les royalistes, les amis de la tranquillité et de la prospérité françaises, à la combattre par la plume et par la parole ! Mais quand vous aimez votre pays, vos compatriotes, la raison, et quand vous voyez saboter tout cela par un régime imbécile et bavard, qui ne tire parti de rien, qui oublie tout, qui ignore la préparation, la prévision, la compétence, comment demeureriez-vous inerte sans remords ? Alors surtout qu'il y a, tout près de là, en exil, le souverain doué souverainement, capable de retourner la situation et de sauver la mise !

Ce sentiment, ainsi exprimé, est celui qui mouvait et qui meut nos Camelots, nos Étudiants, nos

Ligueurs. Je les connais fort bien. Il ne sont pas plus que Pujo, que Maurras, que Bainville, que Moreau, que moi, des tapageurs, des braillards, des énergumènes. Ils ont constaté les malheurs de la Patrie, cherché la cause de ces malheurs, qui est l'absence du chef héréditaire, du grand axe de cristallisation des intérêts nationaux et de groupes, trouvé cette cause dans *l'Action Française*, et résolu d'y remédier. Leur vie a ainsi le plus noble des buts; ce qui ne les empêche pas de continuer leurs métiers, leurs professions, leurs divers travaux et d'y exceller, en raison même d'un stimulant supérieur. Parmi les chefs des Étudiants et Ligueurs, je songe avec douleur à un Henri Lagrange, jeune homme d'une intelligence surprenante, en qui s'annonçait une carrière littéraire et philosophique de premier plan, et qui fut tué au champ d'honneur. Quelle fougue conjointe dans la pensée et dans l'action! Je songe à Octave de Barral, engagé volontaire malgré sa terrible myopie, tué à son poste d'observation, au premier rang et qui publiait de si fortes et substantielles études dans *la Revue hebdomadaire*. Je songe à ce fin, charmant, intrépide Pierre Gilbert, notre collaborateur, et à ses articles stimulants de *la Revue critique* (atrocement décimée de 1914 à 1919), pages qu'on ne peut relire sans un amer regret d'un pareil talent à jamais disparu. Je songe à notre Noël Trouvé, avocat au grand cœur, à la parole convaincante,

propagandiste incomparable, tombé, comme Pierre Gilbert, au service de la France. Je songe au poète Jean-Marc Bernard, au poète Lionel des Rieux, l'un et l'autre chéris des Muses nationales, qui couronnèrent leur génie lyrique par le sacrifice de ce génie au poème immortel de la Patrie. Je songe au vaillant d'Aubeigné, au spirituel et fougueux de Merlis, à l'avocat Couprie. Autant de rayons de lumière, confondus maintenant dans l'immense embrasement de l'hécatombe, mais que nous continuons à aimer, à honorer, à rappeler aux survivants, de toutes nos faibles forces. Je suis effrayé de citer ces quelques noms, à la pensée de ceux que j'omets, qui collaborèrent ardemment à l'œuvre commune, et qui n'auront pas vu son accomplissement, ni même, pour quelques-uns, la France sauvée! On voit maintenant quels étaient ceux qui se dressaient contre la République, avant de s'immoler à leur pays : l'élite, à tous les niveaux, du sang français.

On voit aussi ce que valaient leurs détracteurs, leurs insulteurs, leurs adversaires les plus acharnés, et de quel côté étaient la sagesse avec l'honneur et le sentiment du droit! Mais l'on ne pouvait prévoir, objectera-t-on, de 1909 à 1913, ce qui arriverait en 1914. Comment cela? Nous l'avions bien prévu, nous autres, et ce n'est pas pour une autre raison que nous courions à la monarchie, comme au seul moyen de prévenir,

par le refoulement de l'envahissement allemand, une guerre que cet envahissement rendait inévitable.

Lorsque ces divers groupements de jeunes héros commencèrent à se former (1909-1910), les politiciens ricanaient et affirmaient que ce serait un feu de paille, qu'il y en avait pour six mois au plus. Cependant le mouvement ne fit que s'étendre et je recommande, à ce point de vue, — ne pouvant y insister ici, — la lecture de la collection du journal. Je la recommande aux royalistes comme un encouragement à redoubler d'ardeur; je la recommande aux républicains, comme un motif de découragement. Il est une rubrique, celle de la Ligue, que l'on voit ainsi s'étendre et gagner sans cesse dans le quotidien, au point que, si on lui accordait seulement les dimensions qu'elle mérite, elle emplirait toutes nos colonnes. Là sont résumés les comptes rendus des conférences en province, les convocations, les cours, les mentions, les citations, à l'ordre de la propagande, les affiches, les tracts, les brochures. C'est un regroupement complet des forces nationalistes, en même temps, sur tous les points du territoire, qu'un réveil général de l'idée du Roi. De 1911 à 1913 et aux six premiers mois de 1914, un immense frisson parcourut la jeunesse française, le monde des Écoles, les Facultés, les écoles de préparation militaire, jusqu'aux lycées. Il entre, dans ce

frisson, un souvenir historique, devenu vivant grâce à Maurras et à Vaugeois, et aussi un avertissement, un pressentiment vaste et fort.

Or, à l'heure où j'écris, malgré les pertes cruelles et innombrables creusées dans nos rangs, malgré l'accalmie politique d'union sacrée, fidèlement observée par nous pendant la durée de la guerre et jusqu'au delà du traité de paix, nos groupements se sont reformés, étendus, fortifiés encore de tant de confirmations, éclatantes et tragiques, de nos doctrines. C'est donc bien de *l'Action Française* qu'on pourrait dire : *Vires acquirit eundo*. Sa marche accroît ses forces.

En face des forces nationalistes — qui ne peuvent se réaliser, pleinement et fructueusement, qu'avec la monarchie, car il n'est de bloc national sans le Roi — se dressent les forces internationales révolutionnaires. On connaît la formule de notre journal : « la Révolution vient d'Allemagne ». Mais cette Révolution n'était pas mûre, quand l'Allemagne nous a attaqués. Pourquoi ? Parce qu'elle s'était heurtée, à partir de 1911 et du coup d'Agadir, à un obstacle qui n'était, certes, ni le gouvernement ni le régime faiseur de gouvernements, qui était, je le dis avec certitude, *l'Action Française*. C'est bien facile à comprendre : on ne combat pas la révolution, son antimilitarisme, son antipatriotisme, son désordre, au nom des principes républicains, issus eux-mêmes de ce désordre révolutionnaire. Lemaître

abondait là-dessus en formules justes et saisissantes, qui montraient un organe modéré et bourgeois, comme *le Temps*, forcé de maudire des conséquences anarchistes, dont il admirait les prémisses. De même, Maurras a démontré que le dynamiteur Ravachol était un produit direct des principes chers à Jules Simon. Pour combattre la doctrine révolutionnaire, issue de Rousseau et des encyclopédistes, et perfectionnée par Karl Marx et ses adeptes, il n'est que celle du nationalisme intégral, de la monarchie héréditaire. Le compromis bizarre et absurde, imaginé par les ralliés, depuis 1876 environ, entre la République issue de la Révolution et l'ordre, ne peut aboutir qu'à une désagrégation complète des forces d'autorité et au triomphe final des forces de l'anarchie. Cette constatation, qui est au-dessus de la compréhension politique de plusieurs membres de l'Institut et d'une multitude de salonnards, a considérablement frappé la jeunesse française. D'où son adhésion à notre effort. Dans quelques années, cette jeunesse, formée à nos doctrines, occupera les postes importants, décisifs, de l'État et de la nation. Concluez vous-mêmes.

L'esprit révolutionnaire n'a pour lui qu'un appui sérieux : celui de la finance et notamment de la haute finance juive internationale. Cette collusion entre les magnats de la banque de Sem et les chefs et agitateurs de l'Internationale rouge,

bolcheviste ou parabolcheviste, est aujourd'hui hors de doute. Les preuves en apparaissent quotidiennement. Cet écrivain, puissant et solitaire, animé des feux de l'histoire, qui est Urbain Gohier, les constate, chaque semaine, dans sa terrible petite revue *la Vieille France*. De graves imprudences de divulgation ont été commises par les commanditaires du chambardement universel.

Il est à prévoir qu'à un moment donné, la connaissance de cette collusion par le grand public — dont la guerre et la victoire ont décuplé le clairvoyant patriotisme — amènera chez nous un mouvement antisémite incomparablement plus violent que celui de l'Affaire Dreyfus. Les maîtres de la politique d'Israël seraient sages d'y songer; mais on sait assez que, pareil en cela à Jupiter, Jéhovah affole ceux qu'il veut perdre.

Cependant que Pujo donnait ainsi ses jours, et une grande partie de ses nuits, à l'organisation des puissances d'action en liaison avec les comités directeurs d'*Action Française*, Léon de Montesquiou et Dimier s'occupaient activement de l'Institut, qui est notre Sorbonne royaliste; bientôt Georges Valois devenait directeur de la *Nouvelle Librairie Nationale*, grâce à laquelle nous allions pouvoir communiquer largement avec ce public politique du livre, qui n'est pas toujours celui du journal. Il est trop évident qu'en 1913 aucun libraire-éditeur n'aurait consenti à publier, vu les

risques, les vérités de salut national que nous avions le devoir de faire connaître.

N'attendez ici aucune énumération des cours professés, avec un éclatant succès, à l'Institut d'*Action Française* avant la guerre. Ils visaient, selon un plan longuement étudié, à refaire, par en haut, une éducation de l'intelligence que faussaient les programmes officiels. Champ immense et qui fut labouré en conscience. Vaugeois a fait là des leçons admirables, ainsi que Léon de Montesquiou, que Lucien Moreau et que Dimier. Chacun d'eux, avec son tempérament et l'inclinaison particulière de son érudition, a cherché à extirper l'erreur démocratique, cette cuscute des sociétés et des États, par laquelle sont étouffées toutes les initiatives utiles des individus, comme des groupements. Dans le domaine de la philosophie et de l'histoire, une accumulation de fables mensongères recouvrait nos annales et l'œuvre de nos Rois. Nos amis balayèrent ces scories. Aux séances d'ouverture de ces cours, dont quelques-uns sont demeurés fameux dans le monde des étudiants, aux séances de clôture, on constatait chaque année les progrès accomplis et l'on envisageait ce qui restait à faire. A ces deux soirées, l'une en octobre ou novembre, l'autre à la fin de juin, des Sociétés Savantes, se pressaient une foule de jeunes gens, avides d'autre chose que de ce morne enseignement officiel supérieur, déformé, falsifié, « primarisé », sur tant de

points, et qui aurait abêti, sans la salutaire réaction de l'Institut d'*Action Française*, des centaines d'étudiants français. Un proverbe chinois dit que les peuples, comme les poissons, se gâtent par la tête. Or, en argot, la tête pensante et réfléchissante s'appelle « la Sorbonne ». Notre Sorbonne, à nous, était avant la guerre, infestée par les méthodes germaniques, qui prétendent faire, de la critique psychologique des textes, une science exacte et numérique et aboutissent ainsi à de fastidieuses fiches, d'un enfantillage incroyable. Je me rappelle, entre autres, une remarquable conférence où Dimier, faisant justice de telles insanités, ajoutait qu'il ne fallait pas non plus, sous prétexte de réactions contre elles, revenir aux trop vagues considérations, pseudo-idéalistes, vaines et creuses, de Cousin et de son école. Il définissait, en termes excellents, cet équilibre entre l'érudition indispensable et les vues d'ensemble, claires et logiques, qui est et devrait être toujours le propre de l'enseignement français.

Je ne crois pas exagérer, en disant que ce travail de rectification intellectuelle, opéré par l'Institut d'*Action Française* dans les années précédant la guerre, a grandement servi la cause patriotique, que compromettait un certain enseignement sorbonnicole, issu de la vase politique, radicalisante, socialisante, humanitaire, germanisante et judaïque. Le *Syllabus*, tant décrié par

une clique de crétins anticléricaux, qui ignorent profondément ce monument de prévoyante sagesse, y avait sa chaire. Fustel de Coulanges aussi, notre plus grand historien moderne ; et Barrès, pour ses beaux travaux de sauvegarde nationale (*Les Bastions de l'Est*) et le précurseur Frédéric Amouretti, prématurément enlevé à l'affection de ses admirateurs et de ses amis, et qui avait sur la politique étrangère, alors dédaignée, les vues les plus fécondes et les plus justes. C'est un scandale inouï, quand on y réfléchit, que le silence fait, depuis un quart de siècle, autour de la haute mémoire de Fustel, de ses travaux (*Les Institutions politiques de l'Ancienne France*, *La Cité antique*), de son génie pénétrant et sûr. Il est difficile de croire à un concert de mandarins et de politiciens, pour l'étouffement d'une œuvre et d'un homme ; surtout quand cette œuvre se tient sur les hauteurs de la science et de la pensée ; quand cet homme n'est pas mêlé à la foule. Le cas, cependant, s'est produit avec Fustel de Coulanges, et je ne me rappelle pas sans stupeur les difficultés que rencontra la modeste commémoration, organisée en son honneur par *l'Action Française*, avant qu'existât notre quotidien. C'était à qui se défilerait. Il y eut, en tout, dans la presse de Paris, trois ou quatre articles dont un de Maurras à *la Gazette de France*, un de moi au *Gaulois*. Cependant, selon un mot célèbre, il s'agissait « d'honorer la

mémoire d'un grand savant, dont l'histoire, consacrée à notre pays et à ses origines, est une des rares qui ne soient pas de guerre civile », qui ne donnent pas un fondement à la lutte des classes et des partis. Peut-être est-ce pour cette raison que fut toujours estompée, par les pouvoirs publics, la gloire, dangereuse par sa pureté même, de Fustel.

Quand, au début de la guerre — et jusqu'à la dictature de Clemenceau — il fut défendu, par la censure, de publier, dans la presse, les noms des généraux vainqueurs de l'ennemi, je songeai invinciblement au cas de Fustel de Coulanges. L'intention, bien que portant sur des militaires, au lieu de porter sur un historien, était, au fond, la même ; cacher aux regards, comme une honte, soustraire à la gratitude nationale ceux qui, pour de bon, surent bien mériter de la Patrie. Et, pendant ce temps-là, vous aviez et vous avez encore Zola au Panthéon, Zola, opprobre des lettres françaises !

L'Institut d'*Action Française* et son fonctionnement me font toujours penser à deux religieux, aujourd'hui disparus, qui s'intéressaient passionnément à cette œuvre de sauvegarde de notre esprit et de notre tradition et qui nous aidèrent de leurs sages conseils : le Père de Pascal et dom Besse. Le premier était grand, solide, de visage ouvert, avec deux yeux vifs et bons, railleurs aussi et le nez assez fort. Il donnait le profond

plaisir d'un esprit droit, d'un jugement net, d'une vaste culture. Il franchissait la sottise et l'ignorance, ou les bousculait avec une merveilleuse bonne humeur et son large rire était contagieux. Je le voyais avec plaisir entrer dans mon cabinet, même si j'étais très occupé, et je pensais toujours qu'il s'en allait trop tôt. C'était une de ces âmes généreuses et réalistes, qui ont pris leur parti de l'infirmité humaine et de la méchanceté, sans renoncer, pour cela, à les combattre. Dom Besse, père bénédictin, gros, souple et vif en ses mouvements, avec une voix doucement persuasive et un sens politique aigu, se moquait de tous les obstacles terrestres à ce qu'il pensait être le devoir, individuel ou national. Les difficultés, les persécutions, les calomnies, il foulait tout cela d'un pied solide, les yeux au but, quand il ne priait pas, les yeux au ciel, quand il priait, donnant confiance et foi par son seul aspect. La presse anticléricale et révolutionnaire, ayant remarqué le nom de ce saint homme dans nos colonnes, et d'ailleurs ignorant tout de lui, l'avait pris comme tête de turc, ou plus exactement de « jésuite », et lui prêtait mille complots imaginaires. Ces aboiements l'amusaient, ou le laissaient indifférent, suivant les heures. Impliqué à tort dans une histoire confuse de documents officiels, du reste sans intérêt, qui m'avaient été apportés, un jour, pendant la guerre, à *l'Action Française*, et que

j'avais rendus aussitôt au visiteur, un ecclésiastique, il ne se défendit même pas. L'officier qui instruisait cette plaisanterie, terminée, bien entendu, par un acquittement général, me déclarait : « Le père Besse n'aurait eu qu'à répondre qu'il ignorait tout de cette histoire, comme il l'ignorait en effet. Mais il ne me le répondit point ». C'était un pèlerin de la vérité, sous toutes ses formes, toujours par monts et par vaux, dissipant une erreur en quelques mots justes, et d'une modestie égale à sa charité.

Ces deux religieux, d'un tour d'esprit différent, d'une envergure intellectuelle égale, se ressemblaient par la fermeté de leur raison. J'ai remarqué que la théologie donnait au caractère une trempe spéciale, qui tient à la solidité de ses bases. Elle diminue ou supprime la crainte de la mort, à laquelle sont reliées toutes les autres craintes, y compris celle de la clairvoyance. Elle fait des âmes souriantes et prêtes aux pires traverses. Elle chasse les ombres, exorcise les phantasmes, ce qui est le grand point. On prétend que les mystiques connaissent, en esprit, des délices exceptionnelles, qui les rendent insensibles aux morsures de la vie courante. C'est la seule euphorie qui ne se venge point par une mélancolie subséquente. La théologie, premier palier de la mystique, me paraît jouir du même privilège. Il m'est arrivé bien souvent d'envier le sort de ceux qui s'y adonnent et qui y puisent

une telle sérénité. Les êtres les plus heureux, les plus tranquilles, je dirai presque les plus uniformément gais que j'ai connus, étaient des religieuses et des religieux. A côté d'eux, les autres ont l'air de tourmentés, d'énervés, de fiévreux. Il est vrai que le vœu de chasteté supprime, avec les principaux embêtements de l'existence, le poids morne que ceuxci- laissent dans l'imagination.

L'accession de Georges Valois au poste de directeur de la *Nouvelle Librairie Nationale* allait mettre la propagande livresque d'Action Française au même plan que la propagande par la parole, par l'Institut et par le quotidien. Il n'est pas de personnalité plus énergique, plus riche que ce type de combattant né. Il a, comme Lucien Moreau, le goût de surmonter la difficulté, quelle qu'elle soit, et cet esprit de persévérance qui ne perd jamais le but de vue. Valois, dans sa librairie, d'abord installée rue de Médicis, devant le Luxembourg, c'est le capitaine à bord de son navire, connaissant tout de son métier et heureux de réaliser l'impossible. Un trait le peint : combattant de Verdun, patrouilleur, exposé chaque jour, en toute heure, à la mort, pendant toute la durée de l'assaut allemand, il n'en continuait pas moins à diriger, de sa cagna, sa librairie, à donner des ordres, à revoir ses épreuves, à signer des bons à tirer. Cela, comme une chose toute naturelle. Il a

l'imagination économique, industrielle, commerciale et sociale, poussée au plus haut point, comme l'imagination philosophique. Ce qui lui a permis d'écrire, à quelques années de distance, *le Père* et *l'Économie Nouvelle*. Il est, pour ses auteurs, un incomparable stimulant, non seulement direct, mais pour l'exemple qu'il donne d'un labeur incroyable et méthodiquement ordonné. Sans lui, je n'aurais pas écrit *l'Avant-Guerre*, dont je vous parlerai plus loin, ni probablement mes *Souvenirs*, au moins sous la forme et dans les délais où ils ont paru. Cela se passa de façon insidieuse et abrupte à la fois. J'avais le plaisir qu'on imagine d'entrer à la librairie, alors bien modeste et resserrée, où l'on trouvait Valois faisant des comptes, des bilans, des projets, de son crayon, rapide comme son regard, où tant de compréhension s'unit à tant de décision. On parlait, on bavardait de choses et d'autres, dans cette atmosphère charmante des bouquins, muets, brochés ou reliés, qui en auraient long à dire, qui en auraient gros sur le cœur, ou sous la couverture. Tout à coup, Valois :

— Dites donc, Daudet, il y aurait quelque chose d'épatant (c'est en général son préambule) ; ce serait d'écrire maintenant vos souvenirs. Entre vos romans, et vos ouvrages philosophiques ou politiques, je vous assure que ça ferait bien.

Ici un coup de doigt sur la cigarette, afin

de faire tomber la cendre, puis un silence.

Moi. — Cher ami, comment voulez-vous que je trouve le temps?

Valois. — Bah! On trouve toujours le temps de tout. Je vous assure qu'il y a là une idée à creuser. Si, dans trois mois, vous m'apportiez le manuscrit, nous pourrions paraître au milieu de mars. (Cette conversation avait lieu en novembre 1913.) C'est un petit coup de collier à donner.

Je divise les humains, actifs et laborieux, en deux catégories : ceux qui font tout marcher, et ceux qui ne font rien marcher, ou qui empêchent les autres de marcher. La première catégorie infiniment moins nombreuse que la seconde, bien entendu. Le bonheur de *l'Action Française*, sur tous ses plans, c'est d'avoir des hommes qui font tout marcher, auxquels les événements, d'abord rétifs, finissent par obéir. Maurras en est un exemple saisissant. Imaginez-le arrivant dans un milieu immobile et figé, dans un atelier au repos, par exemple. A peine serait-il là que les tours se mettraient en mouvement, ainsi que les bobines et les poulies, que la chaleur, l'électricité, la force motrice entreraient en branle, que des tourbillons cartésiens se manifesteraient dans toutes les directions. Il fait pleuvoir les atomes de Lucrèce et s'entrechoquer les monades de Leibnitz. Notre cher Vaugeois, sur un plan différent, avait un don analogue. Il activait et mouvait les bonnes volontés, il réveillait les

courages somnolents, il dégageait un fluide communicatif, psychochimique, d'une ductilité, d'un potentiel remarquables. De même pour Valois. Un des traits de sa nature, très curieusement partagée entre la tradition et l'innovation, consiste à critiquer la critique et à révolutionner la révolution. Au sein d'une doctrine de désordre, il découvrira l'élément d'ordre et cherchera à le dégager du reste. D'où son génie sociologique.

Le génie, pour moi, c'est la clarification. Je ne suis pas calé en sciences sociales. Leurs plans me paraissent souvent arbitraires, et leurs diverticules m'ennuient. C'est une faiblesse de ma nature de ne pas savoir m'ennuyer. Vingt fois j'ai abordé, depuis l'âge de vingt ans, Karl Marx, en me disant : « C'est trop bête. Tu t'es gorgé de Kant et de Nietzsche, tu peux tout de même bien avaler celui-là ». Au bout de quelques pages, *das Kapital* me tombait des mains. Non qu'il me repoussât, ce brave Marx, par sa complexité. Au contraire, je le trouvais trop simpliste, jusqu'en ses tortillons judéo-boches. Je le définirai, sans respect, le messianisme de l'encrottement, un encrottement sombre et sans cette fureur allègre qui fait passer notre Proudhon. Eh bien, la critique par Valois, et la critique de Marx et son chambardement de ce chambardeur, m'ont rendu ce Boche presque assimilable. J'ai compris, du même coup, pourquoi il me rebutait à ce point : par son matérialisme foncier, qui ignore l'initiative

intellectuelle, la valeur de l'esprit, *das Kapital* moral et légué. Son affaire est taillée dans du plomb, au sein d'une fumée sulfureuse. Je plains ceux qui s'adonnent à lui. Si le malheur de l'ascendance, du milieu, des influences avaient fait de moi un révolutionnaire, j'aurais tout de même regimbé à Marx, j'eusse été dissident sur ce point.

En voyant les ravages opérés par Marx, on conçoit l'importance d'une librairie contrerévolutionnaire. Les conservateurs se figurent très aisément qu'on réfute un ouvrage de cinq cents pages, bourré d'inductions et de déductions, même erronées ou tendancieuses, par une brochure de dix pages. On réfute un journal par un journal, une brochure par une brochure, un livre par un livre. J'ai déjà dit le rôle immense qu'a joué, et que n'a pas fini de jouer *l'Enquête sur la Monarchie* de Maurras. Le *Kiel et Tanger* du même auteur est un exposé irremplaçable des rapports de la République française et de l'empire allemand. Les faits viennent se jeter dans ce bouquin, publié avant la guerre, comme les ruisseaux et les fleuves viennent à la mer. Il existe toute une catégorie d'esprits, eux-mêmes disposant d'autres esprits, qui ne sont accessibles qu'au volume, qu'au développement complet d'une thèse et d'une idée. Ces exigeants, une fois satisfaits et bien convaincus, deviennent les plus ardents propagandistes. En face de la bi-

bliothèque du désordre, il fallait la bibliothèque de l'ordre, que s'ingénie à rassembler Valois.

Le monde de la librairie est, en général, très intelligent, bien que légèrement routinier. Il a compris le rôle que pouvait jouer, dans la profession, un semblable ami du bien public, connaissant les milieux ouvriers, leurs besoins et n'ayant peur ni des gens ni des mots. La *Nouvelle Librairie Nationale* est aujourd'hui universellement connue. Les spécialistes consultent volontiers son directeur, qui a d'ailleurs ouvert un nouveau débouché à son activité, déjà formidable, avec la *Confédération de l'Intelligence et de la Production Française*. Mais quel effort pour en arriver là, et, au milieu de cet effort, la guerre, et quelle guerre, et que d'obstacles, et que de causes de ralentissement, transformées en causes d'accélération par cet étonnant animateur!

Vous voyez, même à travers ce rapide exposé, que la doctrine d'Action Française, dans un temps relativement rapide, a trouvé les énergies et les compétences susceptibles de la promulguer et de lui procurer une vie accélérée. Car une doctrine qui ne progresse pas sans cesse, ou qui se scinde, dépérit et meurt. C'est une flamme qui court vers un résultat, à laquelle il faut un aliment perpétuel. Si vous ne mettez pas du bois dans le feu, le feu s'éteindra. Les uns disaient : « A quoi bon l'action? Les manifestations dans la rue, dans les prétoires, dans les assemblées, si

elles sont molles, n'ont pas d'effet, si elles sont vives, détournent de vous les esprits rassis ». Aux yeux de beaucoup de personnes l'action est toujours un peu scandaleuse. Les autres disaient : « A quoi bon un institut, une librairie, une revue, du moment que vous avez des Camelots du Roi, une ligue, des tracts, brochures et affiches? » J'ai même connu des mélancoliques qui trouvaient le quotidien superflu et regrettaient le temps de la revue bleue d'*Action Française* — d'ailleurs remarquable — qui avait succédé à la petite revue grise du début. Eh bien, pour une entreprise de salut national, telle que la nôtre, tout le clavier de l'apostolat est indispensable. De même que pour faire la guerre, il faut toutes les armes, depuis l'infanterie et l'artillerie jusqu'à l'aviation. On ne sait jamais sur quel point se déclenchera le succès final, sur quel terrain, par quelle portion du vaste organisme. Mistral a recherché la Renaissance provençale par toutes les voies du souple et divers félibrige. Maurras recherche la Renaissance monarchique et française, et nous la recherchons, avec lui, de la même façon. C'est ce que signifie ce « par tous les moyens », qui nous a été, à tort, tant reproché.

Quand un médecin est appelé au chevet d'un malade en danger, la famille le conjure de sauver celui-ci *par tous les moyens*.

Tel est le sens de la fameuse formule.

CHAPITRE VIII

La politique républicaine, *l'Action Française* et l'Allemagne, du coup d'Agadir à 1914. — La campagne de l'Avant-Guerre. — La période des grands procès. — L'hommage à Louis XIV et l'affaire de Versailles. — Réunions avant le cataclysme.

Le numéro de *l'Action Française* du dimanche 2 juillet 1911 mentionne l'envoi, par l'Allemagne, de la canonnière *Panther* devant Agadir. Bainville écrit à ce sujet : « Ceux qui trouvent que cet état de choses est bon, ou simplement tolérable, n'ont pas le don de la prévoyance ». Il l'a lui, ce don, au plus haut point et il l'appliquera aux intérêts de son pays, quotidiennement, sans une défaillance, de cette date à la déclaration de guerre, avec une maîtrise probablement unique dans les annales de la rubrique « Politique étrangère ». Les beaux volumes de Jacques Bainville sont aujourd'hui dans toutes les bonnes bibliothèques Mais sa besogne au jour le jour, entre le fait immédiat et la page où l'encre sèche, est peut-être encore plus surprenante. Pour écrire un livre, on a du temps devant

soi. La décision à prendre, intellectuelle ou diplomatique, en présence d'un événement comme le coup d'Agadir, est immédiate. Si la République avait eu, à la place qu'il fallait, en juillet 1914, un Jacques Bainville, la face des événement aurait changé.

Désormais, pour nous tous, si le régime dure, la guerre est inévitable. Montrer au pays inattentif, ou peu attentif — en dehors des milieux que nous pénétrons — le péril qui le menace, immédiatement cette fois, telle va être notre principale besogne. Nous tenons conseil, selon notre habitude, nous déterminons la direction générale de l'impulsion que nous allons donner à nos groupements, ligueurs et sections ; et nous nous mettons à l'œuvre tout de suite. Ce début de juillet 1911, a été, pour nous tous, un branlebas de combat. Depuis la fondation du journal, nous nous attendions, je l'ai dit, à une telle alerte.

La force et la concentration de l'Allemagne ne nous échappaient point. Les accointances d'un certain nombre de politiciens français, Caillaux en tête, avec le gouvernement allemand (clan des Ya) ne nous échappaient pas davantage. Nous avions, les uns et les autres, le pressentiment d'un sourd travail de mine, accompli dans le sol national : finances, industrie et commerce. Il s'agissait de sortir des généralités, de préciser en quoi consistait exactement cette sape, et sur

quels points elle portait. Ce fut l'origine de la campagne, dite de l'*Avant-Guerre*, dont je fus le porte-plume, mais à laquelle tout le monde s'attela. Les Camelots du Roi, postés dans un grand nombre de métiers et de professions et suivant les événements avec une vigilance patriotique, m'apportèrent de nombreux documents et me furent d'un puissant secours. Je les en remercie ici une fois de plus. Peu à peu, leur exemple dégela quelques fonctionnaires, qui, eux-mêmes, en entraînèrent d'autres. Au début, mes correspondants, qui me signalaient telle ou telle emprise boche, redoutaient d'être « brûlés » et me faisaient mille recommandations. Ils s'aperçurent bientôt que j'étais un homme discret et qu'ils pouvaient avoir toute confiance. D'autant mieux que, le document une fois utilisé, je détruisais la lettre du correspondant et j'oubliais volontairement son nom. Que de fois j'ai reçu la visite de braves gens me disant : « Je suis un tel. C'est moi qui vous ai renseigné sur Diélette, sur les agences de renseignements, sur ceci ou cela ». Je feignais de me rappeler, mais en somme ils étaient trop. Aucun d'eux, que je sache, n'a eu, par ma faute, le moindre embêtement.

Je me suis aperçu, à cette occasion, de l'indifférence remarquable de la plupart des fonctionnaires, quant aux institutions républicaines. J'ai eu le sentiment qu'ils en savaient plus qu'ils

n'en écrivaient, ou n'en racontaient. Mes premiers articles ont dû bien faire rire les officiers du Grand État-Major allemand, qui avaient la charge de l'espionenvahissement chéz nous : « C'est tout ça? Eh bien, il n'en sait pas lourd ! » Mais, peu à peu, le champ de mes investigations s'étendit, je gagnai aussi en profondeur et, dès le milieu de l'année 1912, tel l'anatomiste ou l'histologiste courbé sur son travail, sur sa pièce, sur son microscope, j'aperçus, avec une certaine épouvante, l'importance de la lésion. Je faisais part de mes découvertes à Maurras, à Bainville, à Vaugeois, à Pujo, à de Vesins, à Mme de Mac Mahon, qui m'engageaient à continuer. Bientôt je ne doutais plus d'un plan concerté, tel que je l'ai exposé dans la préface de mon ouvrage. Au moins nos concitoyens seraient-ils avertis.

La grande presse d'information et la presse officieuse faisaient sur nos révélations — dont quelques-unes impressionnantes — le silence complet. Ce silence, sauf quelques honorables exceptions, et notamment le républicain *Rappel*, dura jusqu'à la guerre. Il s'expliquait en partie par la crainte des procès que pouvaient faire les entrepreneurs ou financiers boches, en partie par la crainte d'atteindre ou de démasquer, à ma suite, certains hommes influents du régime, notamment Caillaux. Car, de 1911 à 1914, Caillaux ne cesse de prendre de plus en plus d'importance dans les milieux parlementaires.

Les radicaux ne jurent que par lui. Les socialistes lui font risette et Jaurès a tout un programme d'alliance avec le financier de l'impôt sur le revenu. Il a gagné jusqu'aux libéraux, qui admirent sa poigne. Amer, Briand constate l'ascension de ce rival ambitieux, remuant, privé de patriotisme et de bon sens, mais qui sait grouper des partisans, et peupler l'administration de ses créatures. Il aime la combinaison, le complot, la manœuvre secrète et il a l'art de brutaliser, de bousculer ses collègues. Il ne semble pas que Clemencau, ni Poincaré, à cette époque, aient eu, quant à son action secrète, la moindre méfiance. Bien entendu, les conservateurs commençaient à dire que nous avions enfin une espèce de César, prodigieusement calé en finances, et auquel les hommes d'ordre avaient tout intérêt à se rallier. En attendant, nous le combattions comme il faut, sans nous laisser influencer par les bruits de Haute-Cour qu'il faisait courir sur notre compte, lui le futur condamné de la Haute-Cour ! Nous combattions surtout le caillautisme.

Qu'est-ce que le caillautisme ? Qu'était-ce que le caillautisme, de 1911 à 1914 et ultérieurement ? Une thèse absurde, d'après laquelle on eût pu éviter la guerre en se rapprochant, après Agadir, du gouvernement allemand. Or, ce rapprochement eut lieu, en fait, au sein des conseils d'administration, et aussi dans certains conseils du gouvernement. C'est lui qui nous a valu la

guerre brusquée. Attendu qu'il est dans le caractère boche de vouloir toujours, quoi qu'on lui cède ou concède, plus que ce qu'on lui cède ou concède. Le Boche est insatiable. Accordez-lui un siège, il exigera votre maison, puis votre femme, puis votre peau. Il ne comprend que la doctrine et le droit du poing.

Quand nous écrivions cela dans *l'A. F.*, les socialistes nous accusaient de vouloir la guerre. Pauvres gens! Dans le même temps, ils écoutaient les assurances de leurs Kamarades de l'autre côté du Rhin, qui leur promettaient encore le 31 juillet 1914 (visite de Müller au groupe unifié de la Chambre) de ne point voter les crédits de guerre : « Das mann für die Kriegskredite stimmt, halte ich für ausgeschlossen ». L'aveuglement de Jaurès, sur ce point, était quelque chose de formidable. Cela tenait, je pense, à la culture pro-allemande philosophique qu'il avait reçue, comme tous ceux de notre génération, mais qui chez lui, avait fait plus de ravages que chez quiconque. Il est même curieux que ce Latin ait été à ce point imprégné de la plus lourde et confuse métaphysique qui soit au monde. Nous n'avons jamais, dans le journal ni ailleurs, poussé à la suppression de ce tribun sans clairvoyance, qui a eu le suprême honneur de tomber pour ses idées — comme l'a dit Maurras, au lendemain de sa mort violente — mais nous avons toujours vivement relevé son immense erreur, quant à l'Alle-

magne et quant aux intentions véritables de l'Allemagne. Les hommes qui parlent beaucoup et bien finissent par croire que leurs paroles créent les événements qu'ils désirent et ils oublient que les congrès humanitaires, entre nations rivales ou adverses, n'ont jamais abouti qu'à des coups de canon.

Avec la campagne de l'Avant-Guerre commença pour *l'A. F.*, la période des grands procès, dont certains ne sont pas encore éteints, à l'heure où j'écris. Procès qui nous conduisirent, avec des fortunes diverses, devant toutes les juridictions et que plaidèrent, suivirent, documentèrent avec chaleur, aux côtés de maîtres de Roux, Magnier, Durnerin, Challamel, Raymond Maignien, — celui-ci mort depuis, hélas! — les jeunes avocats de talent vigoureux attachés à nos doctrines et mêlés à notre mouvement. Plusieurs ont été tués à la guerre; de ces chers compagnons de prétoire; d'autres sont heureusement demeurés parmi nous. Je compte, *deo volente*, raconter un jour en détail cette lutte d'une forme spéciale contre l'ennemi tapi à l'intérieur, plus ou moins habilement masqué, ses créatures, ses auxiliaires et ses garants; lutte où nous sont apparus les grandes qualités, et aussi les trous de la magistrature, tantôt clairvoyante, tantôt aveugle, et les lacunes d'un code ancien, ignorant des ruses germaniques et des conditions de l'envahisse-

ment moderne. Ces affaires, étendues bientôt aux sommets de la politique républicaine, me valurent, de la part du socialiste Sembat, le titre honorifique de Procureur du Roi. Il me le décernait, bien entendu, en dérision, ironiquement, et sans trop de sympathie. Plût au ciel que je l'eusse mérité !

Le monde du Palais est un monde à part, ainsi que le milieu parlementaire, avec lequel d'ailleurs il communique largement. Le talent et l'intelligence y abondent. Mais là comme à la Chambre — et cela tient à l'avachissement du régime — les affaires sont rarement suivies jusqu'au bout. Une aimable lassitude circule à travers ces froids couloirs, où s'agitent les toges noires de Daumier et de Forain, s'assied à ces tribunaux où viennent aboutir tous les conflits, tous les drames, toutes les misères d'ici-bas, somnole en ces chambres du conseil, où délibèrent secrètement les juges de la forme et ceux du fond. Lassitude que masque, aux regards peu perspicaces, une animation toute de surface, participant du salon et du Forum. Les choses procédurières sont dirigées, filtrées, cloisonnées, capitonnées, de façon à amortir les esclandres et à empêcher que les citoyens ne se mangent le nez en public. La conception populaire, rude et décisive, de la justice, n'est pas celle de ceux qui la rendent et qui semblent imbus de sa relativité. C'est le pays de la cote mal taillée, du « Monsieur a raison, mais vous n'avez pas tort », des accom-

modements entre le vrai et le faux. Il est bien réel que le justiciable apporte à sa cause une passion qui ne saurait être celle du Tribunal ou de la Cour ; mais il est bien certain aussi que le ministère public n'a plus la verdeur et la décision que, dit-on, il avait autrefois. Il représente la Société, et la Société actuelle a une tendance à éviter de se prononcer, de s'affirmer. C'est pourtant une belle et noble entreprise que de dire le Droit.

Je n'ai pas fait d'études de Droit. Mes appréciations, en cette matière, sont celles d'un profane. J'admire le génie juridique d'un de Roux, la force d'arguments, la précision d'un Magnier, d'un Challamel, le coup d'œil à l'aide duquel ils font le tour de la question la plus complexe. Je suis, sur le visage des magistrats, ce qui porte et ce qui ne porte pas, le cheminement d'une pensée cherchant à démêler l'essentiel du secondaire. Là s'arrêtent mes facultés de procédure. Quant aux accusations que j'ai portées, dans ma carrière de journaliste, contre tel ou tel, je ne l'ai jamais fait à la légère, ni autrement que sous l'empire d'une certitude profonde. Il a pu m'arriver de me tromper. Je n'ai point la ridicule prétention d'être infaillible. Il ne m'est jamais arrivé d'attaquer un homme sans motifs sérieux, ou pour un motif personnel, ou à côté. Bien souvent le souci de mon repos aurait pu m'inciter au silence ; mais je percevais alors, au dedans de moi, une voix qui me forçait

à marcher, à libérer ma conviction patriotique.

C'est ainsi que fut composée cette œuvre collective, *l'Avant-Guerre,* sous l'empire d'une véritable obsession, celle du péril que courait le pays. Je me rappelle la conversation que j'eus avec un jeune officier, fils lui-même d'un général connu, au sujet des fermes de la frontière, occupées par des Allemands, et du risque qu'elles présentaient pour nos troupes de couverture. En suivant, sur la carte, le liséré de ces fermes, nous avions le sentiment d'une installation méthodique, la perception d'une froide volonté. Quelques-unes d'entre elles communiquaient téléphoniquement. A qui faire part de ces découvertes? Au ministère de la Guerre le Service des Renseignements n'existait plus. J'avais trop de raisons de me méfier de la Sûreté Générale, et de la Préfecture de Police, où s'était installé le caillautisme. Il ne me restait donc que la voie du journal et de la librairie.

Ce dut être dans les premiers jours de janvier 1913, par un ciel de neige et de bise, que je portai à Valois le manuscrit de mon bouquin *l'Avant-Guerre*. Depuis le 16 octobre 1912, *l'Action Française* était installée 17, rue Caumartin, dans un petit hôtel déjà bien trop étroit pour tous nos services. Tellement que l'Institut et les Étudiants logeaient rue Saint-André-des-Arts, où ils sont encore, et nos collections je ne sais où. La *Nouvelle Librairie Nationale* se trouvait, comme

je l'ai dit, rue de Médicis. II. De ressources modestes, elle était riche de labeur, d'intelligence, d'initiative, de volonté et donc d'avenir. Je dis à Valois : « Cher ami, voici le paquet. Il y a là une possibilité de procès et de condamnation, représentant plusieurs centaines de mille francs. Car les Allemands et les germanisants sont puissants en France, vous ne l'ignorez pas.

— Bah ! — me dit Valois en allumant une petite cigarette — il est vraisemblable que ces lascars ne bougeront pas. S'il bougeaient, nous aviserions, nous prendrions le public à témoin. Je crains bien plutôt le silence. La grande presse ne marchera pas. Il faut que je réfléchisse à une autre forme de publicité.

Si habitué que je fusse à la froide résolution de cet éditeur, unique en son genre, je crus de mon devoir d'insister. Je lui représentai que sa jeune maison pouvait sauter du coup, qu'il risquait tous les embêtements possibles, d'autant plus que le sous-titre de mon livre était : *Études et Documents sur l'Espionnage juif allemand, en France, depuis l'Affaire Dreyfus*. Il me répliqua que la Providence fait bien ce qu'elle fait; que sa maison sauterait si elle devait sauter, ne sauterait pas si elle ne devait pas sauter: que, la guerre étant certaine à bref délai, il était de notre devoir d'avertir la Défense Nationale et de conjurer une surprise désastreuse, au jour de la mobilisation. « Je suis là pour ça... » con-

clut-il en souriant, comme il aurait dit : « Allons boire un bock ». Puis, tout de suite, il commença à calculer le nombre de pages que cela ferait et à prendre des notes sur son petit agenda. Je le regardais, la tête inclinée, avec son front solide, sa moustache noire, son œil rapide, et je songeais qu'il était le seul homme capable d'oser une pareille publication.

L'ouvrage « sortit » — comme on dit — le 5 mars 1913. La librairie fit promener dans Paris une automobile de livraison, portant l'annonce sur quatre panneaux, que la police arrêta et emmena en fourrière. Néanmoins le coup était porté. Plusieurs milliers d'exemplaires furent enlevés en quelques jours. Le silence de nos confrères fut, selon nos prévisions, hermétique; et cependant, chose extraordinaire, invraisemblable, abracadabrante, il y eut quelques lignes approbatives dans *le Temps* ! J'ai toujours pensé qu'elles étaient dues à l'initiative personnelle d'Adrien Hébrard, vieux patriote républicain, qui m'avait, peu de temps auparavant, félicité de ma campagne, en ajoutant que je ne serais pas suivi. Du reste *l'Avant-Guerre* est un ouvrage de forme austère, tout en documentation, sobre de développements, et plutôt fait pour rendre service à un gouvernement digne de ce nom, et soucieux des intérêts de la Défense Nationale, que pour charmer des désœuvrés. Ni le public, ni les assemblées n'aiment qu'on dénonce un péril

général, qu'on demande un effort d'ensemble pour le conjurer. Nous ne reçûmes aucun papier timbré. La consigne, chez les Boches et proboches signalés, était évidemment de se taire, de faire le gros dos, et d'attendre que ça passât.

Oui, mais au moment de la déclaration de la guerre et surtout à partir de la victoire de la Marne, le bruit se répandit, je ne sais comment, qu'un ouvrage avait paru, *l'Avant-Guerre*, annonçant, dix-sept mois à l'avance, tout ce qui allait arriver. Ce fut comme si un ouragan soudain se déchaînait à la *Nouvelle Librairie Nationale*, enlevant les exemplaires par ballots. La légende s'en mêlant, des gens affirmèrent que, non content d'annoncer la ruée par la Belgique et la vallée de l'Oise, ce qui était exact, j'avais prédit, dans ses moindres détails, la bataille de la Marne, ce qui était faux. De la zone de l'intérieur, la rumeur parvint aux armées. Je recevais, chaque jour, des paquets de lettres de combattants, demandant qu'on leur envoyât mon bouquin, ou me félicitant de l'avoir écrit. Les confirmations pleuvaient, notamment quant aux fermes allemandes de la Voivre et de la frontière. La librairie ne savait plus où donner de la tête, pour satisfaire à toutes les commandes. Cinquante mille exemplaires environ partirent ainsi, entre la fin de l'année 1914 et le début de l'année 1916. Les Boches s'en mêlèrent et leurs journaux entretinrent leurs lecteurs de l'horrifique *Vorkrieg*, et

de sa damnée canaille d'auteur, « le fils du célèbre écrivain Alphonse Daudet et directeur de la royaliste *Action Française* ». C'est dans le même temps que commencèrent les abjectes attaques du *Bonnet Rouge* et que le ministre de l'Intérieur Malvy fit interdire les conférences où je commentais *l'Avant-Guerre*, cependant qu'il autorisait et favorisait la propagande révolutionnaire !

Telle est, en résumé, l'histoire dramatique de ce livre, que je n'aurais jamais pu écrire sans le journal et les Camelots du Roi, que je n'aurais jamais eu le moyen de publier, sans Valois. On m'assure qu'il a rendu des services au moment de la mobilisation. Il eût pu en rendre davantage, si l'État en avait tenu compte dès son apparition.

De 1911 à 1914, laissant à mes amis orateurs le soin de commenter la politique générale et de tirer la leçon royaliste des événements courants, je me consacrai, plus particulièrement, au cours de nos réunions parisiennes et provinciales, à l'exposé des menées allemandes en France et des tractations criminelles du clan des Ya. Vaugeois, Bernard de Vesins, Mme de Mac Mahon, Étienne de Resnes, Paul Robain, de Roux, Lucien Lacour, Maxime del Sarte, Noël Trouvé, de Barral, Maurice Pujo, Louis Dimier, Jules Lemaître, moi, bien d'autres encore, parcourions le pays dans tous les sens, sautant du train dans un cirque, une salle de théâtre, de cinéma, de ban-

quet, au milieu des cris de « Vive le Roi », exposant la nécessité de la monarchie, remontant dans le train et recommençant la semaine suivante. On nous disait, au journal, que nous avions la bougeotte. En fait, nous sentions, de plus en plus pressante, la nécessité de pousser au nationalisme intégral, à la concentration patriotique. La fièvre, qui nous animait, était celle qui précède les catastrophes, auxquelles on peut encore porter remède. Il n'est pas une ville de quelque importance, où nous n'ayons fait, pendant cette période, au moins une apparition. Les républicains ne réagissaient plus du tout et les révolutionnaires réagissaient assez peu, sauf vers la fin. Je pense que nous étions les seuls à nous rendre compte de la proximité de la tragédie. On prétendait alors, au parlement et chez les politiciens, que j'étais atteint « d'espionnite ». Plus tard, je fus qualifié de « dément furieux ». Les œillères de la démocratie sont en plomb.

La dernière conférence donnée par l'A. F. au grand cirque de Reims, avant la guerre, m'est demeurée étrangement présente. Nous étions allés, le matin, avec Paul Robain, Mme Paul Robain et ma femme, assister à une réunion sportive et athlétique, aux portes de la ville; des groupes de gymnastes, jeunes filles et jeunes gens, manœuvraient en plein air, comme des soldats, avec un ordre, une vigueur, une souplesse

admirables. Le spectacle était enthousiasmant. Ensuite, la grand'messe, à la Cathédrale, nous reporta vers les pensées qui nous sont chères, vers le Sacre de nos Rois, vers Jeanne d'Arc, vers les augustes souvenirs dont le décor était demeuré intact, et vers nos espérances nationales. Le déjeuner se ressentit de cette atmosphère. Il fut allègre et bref; la réunion commençait de bonne heure. Nous allâmes au cirque à pied, par ces belles rues, anciennes et modernes, où régnait l'animation joyeuse du dimanche. Paul Robain est naturellement gai, et l'habitude qu'il a de l'éloquence la plus naturelle et entraînante fait qu'avant de bouleverser les foules il est lui-même sans émotion. Je ne suis point particulièrement morose. Les Rémois, qui nous accueillaient, étaient aussi de bonne humeur. Le soleil brillait. Pourtant, à peine le président, se levant au milieu du cirque, comble jusqu'au faîte, eut-il donné la parole aux orateurs, qu'une sensation, sérieuse et grave, plana au-dessus de l'assistance. Ce sont là des impressions indéfinissables, que connaissent tous ceux qui parlent en public. On peut les suivre dans les regards et les attitudes des auditeurs. L'évocation des préparations allemandes était à peine commencée que les citoyens de cette magnifique ville, exposée aux coups de l'ennemi, témoignaient déjà de leur assentiment, de leur intérêt passionné, aussi de leur résolution. On ne remarquait en eux

aucun scepticisme. Ils regardaient le danger en face. L'allocution émouvante de Mme de Mac Mahon, prononcée avec cet accent de cristal, qui monte aisément jusqu'aux plus hauts gradins, avait bouleversé un des gardiens ou agents. Je le vois encore, ému sous sa casquette, et tordant sa moustache d'une main nerveuse. Notre grande amie n'avait jamais été plus applaudie. A un moment, toute la salle se leva et lui fit une ovation. Quand vint le tour de Paul Robain, ce fut du délire; les cris de : « A bas la République » et de : « Vive le Roi » l'empêchèrent, à plusieurs reprises, de continuer. Nos amis étaient radieux. Ils ne s'attendaient point, vu l'afflux populaire, à une pareille unanimité. Jeanne d'Arc, sûrement, s'en était mêlée.

Je me suis demandé depuis ce qu'avaient pu penser nos milliers d'auditeurs, s'ils avaient gardé la mémoire de cette réunion, quand ils avaient vu réalisée cette invasion, contre les préliminaires de laquelle nous les mettions en garde. Car il n'y a pas à prétendre que le duc d'Orléans, montant sur le trône en 1913, par exemple, les choses se seraient passées de la même façon. Des précautions élémentaires, d'ordre militaire, immédiatement prises aux points signalés, eussent empêché la ruée ennemie de commettre les effroyables dégâts qu'elle a pu commettre, avec la complicité de ses agents discrets ou secrets. La restauration immédiate du bureau

des Renseignements, détruit par Waldeck et Galliffet sur l'ordre d'Israël, eût opposé une barrière à des préparatifs guerriers (organisations des carrières du Soissonnais par exemple), qui se faisaient presque à ciel ouvert. Qui nous dit que l'Allemagne, devant ce redressement soudain d'une politique française de Défense Nationale, renseignée sur ses intentions, eût persévéré dans son dessein. La preuve est faite que les concessions, les abandons républicains ne firent qu'exaspérer ses convoitises et sa haine. Je suis convaincu que notre résistance monarchique, que le retour simultané de notre Roi et de notre fierté traditionnelle, l'eussent bridée. Elle aurait cessé de nous sous-estimer. Elle aurait compris à quel formidable adversaire elle s'attaquait. Elle n'aurait pas confondu le sang français, historiquement redoutable et le premier du monde pour la valeur, et les institutions démocratiques, qui sont celles du démantèlement et de la peur.

Cependant Reims a pris rang parmi les villes martyres. Elle est devenue un cimetière de maisons. Sa cathédrale, outragée par l'artillerie boche, n'a été à peu près sauvée, en tant que silhouette, que par miracle. Son industrie séculaire a été ruinée, sa région dévastée. Les éboulis, les gravats ont remplacé les riches demeures. Elle se relèvera sans doute, par un patient effort, avec le temps. Mais il ne faut plus qu'elle subisse jamais une pareille épreuve. Or, il est malheureu-

sement certain que la continuation de l'erreur républicaine, du gouvernement des partis, de la discussion parlementaire remplaçant la décision, du pouvoir soumis à l'électif et de l'autorité indéfiniment morcelée, il est certain que la continuation du régime sans père ni fils, sans prévision, ni entrailles, et, par-dessus le marché, dénationalisé, ne peut que ramener, d'ici quinze ans et plus tôt peut-être, une nouvelle catastrophe. Je l'écris avec une certitude aussi ancrée que j'ai écrit les chapitres de *l'Avant-Guerre*. Il n'y a pas d'exemple que les mêmes causes n'aient pas produit les mêmes effets.

Gens des villes du nord et de l'est, qui lisez ces lignes, réfléchissez cinq minutes, rappelez vos souvenirs, regardez autour de vous, et vous reconnaîtrez que nous avons raison, que la préservation du territoire national, que le salut ne peuvent vous venir que du Roi.

Le 1er décembre 1913 avait eu lieu à Versailles, dans les salons de l'Hôtel de France, un grand banquet pour la clôture du cinquième congrès de *l'Action Française*, particulièrement nombreux et ardent. La foule était telle que les convives, serrés les uns contre les autres, avaient du mal à lever leurs fourchettes et leurs couteaux, sans donner des coups de coude à leurs voisins. L'entrain était général On sortit. Le temps était froid, sec et beau. Dans la grande cour du Palais, où se dresse la statue équestre de Louis XIV, chargée de cou-

ronnes par les Camelots et Ligueurs, nous eûmes tout à coup l'idée, Vaugeois et moi, d'adresser une allocution au Grand Roi, en le priant de provoquer les circonstances capables d'amener rapidement le retour de son successeur Philippe VIII. Louis XIV nous entendit certainement, car aussitôt une bagarre éclatait entre un contremanifestant bizarre, qui se trouvait là à point nommé, et un de nos amis. La police accourut, ainsi que quelques militaires, accompagnés d'un sergent-clairon. Maurras s'interposa, déclarant qu'il fallait, avant tout, respecter l'uniforme. On cria « vive l'armée » et tout le monde se dispersa, laissant Louis XIV à ses réflexions.

Or, le lendemain, le bruit nous parvint qu'une plainte était déposée contre Maurras, au sujet de cette manifestation, puis ce fut un mandat de comparution devant le juge d'instruction Fredin, à Versailles, inculpant « M. Moras de coups et blessures, de port d'armes prohibées et de menaces sous conditions ». Maurras apprit ainsi qu'il avait menacé le sergent accouru d'un revolver de nacre (!), qu'il lui avait dit « je te brûle » et qu'il l'avait roué de coups de canne, lui cassant un dentier en or, d'une valeur de 200 francs ! L'invraisemblance funambulesque de ces paroles, dans la bouche de Maurras, et de ces actes de brutalité vis-à-vis d'un soldat, firent, pendant quinze jours, la joie des milieux parisiens, royalistes ou non. Les articles, d'une vengeresse ironie, consa-

crés par Maurras à son juge fantoche, augmentèrent l'hilarité générale. Cependant l'affaire suivit son cours. Le 25 janvier 1913, le tribunal de Versailles, présidé par le juif Worms (auquel Maurras, plutôt que de le récuser, avait refusé de répondre, parce que juif sur le siège, et, comme tel, non qualifié pour juger un Français), condamnait Maurras à huit mois de prison! Ce même Worms, mort depuis, avait condamné antérieurement Bernard de Vesins à deux ans de prison, à l'occasion des Inventaires. Il allait fort! Peu de jours après, de nouveaux témoignages de confrères, démontrant en surcroît l'absurdité de l'inculpation, anéantissaient ce jugement sur le Sinaï qui marque une date et que j'ai toujours pensé — vu la propagande qu'il nous fit — être dû à l'intercession du roi Louis XIV en faveur de *l'Action Française*.

A cette même date, nous étions à Nancy, ma femme, Vaugeois et moi, à l'occasion d'une grande réunion, tenue salle Déglin, sous le patronage et avec la présence effective des généraux Cardot, de Morlaincourt, de Nonancourt, de Lardemelle et Cherfils. Il y avait aussi le colonel Royal, qui s'est illustré comme l'on sait, dans les deux guerres de 1870 et de 1914. Un grand nombre d'officiers, de sous-officiers, de soldats en uniformes assistaient à cette manifestation patriotique, qui fut extraordinairement vibrante. C'était la première fois que je rencontrais ce célèbre homme

de guerre qu'était le général Cardot, environné du respect de tout l'État-Major, où il comptait de nombreux élèves. Ils connaissait les préparatifs de l'Allemagne, qui attestaient suffisamment ses projets et il ne dissimulait nullement ses convictions politiques. Sa voix, son allure, sa parole, décelaient un caractère inébranlable, un jugement d'une sûreté infinie. Dans le regard brillait une flamme, courte et fauve, qui saisissait aussitôt l'argument de l'interlocuteur. La maîtrise habitait ce beau soldat.

Après la réunion, il y eut un banquet, où il ne fut naturellement question que de l'iniquissime condamnation de Maurras, dont la nouvelle nous était parvenue à l'hôtel, dès la nuit précédente. *Le Matin* averti par un de ses rédacteurs, absent de Paris, mais qui avait assisté à la bagarre de Versailles, annonçait « une erreur judiciaire ». On nous téléphonait du journal que le flot des adresses à Maurras présageait un fort mouvement d'opinion. Vaugeois exultait, son œil étincelait : « Pampille, Léon, nous avons le vent dans les voiles! » Il fut décidé que nous irions, le lendemain, faire une grande course en automobile, dans la vallée de la Moselle et jusqu'à la frontière, en compagnie d'un officier de nos amis.

Cette promenade est demeurée dans la mémoire des trois survivants — notre Vaugeois nous ayant quittés pour l'autre vie — comme quelque chose d'intermédiaire entre le réel et l'hallucination. Le

temps était beau, avec un pâle soleil, emmitouflé dans des écharpes de brume flottante. L'officier qui nous accompagnait, intelligence lucide et caractère héroïque, est le même qui m'écrivait au moment de la déclaration de guerre, quelques mois plus tard : « Nous arracherons la victoire ! » Il fut en effet de ceux qui l'arrachèrent à un ennemi plus nombreux et supérieurement armé. Nous suivions à bonne allure la route argentée, à travers un paysage d'ondulations frileuses, au-dessus duquel tournoyaient, en croassant, des bandes de corbeaux. Des revêtements d'une neige, craquante à l'œil et brillante, couvraient les boqueteaux, comme griffés à l'eau-forte sur un ciel de lin et d'un violet tendre. Nous arrivions à Toul à midi et demi et entrions pour déjeuner dans la grande salle, où de nombreux officiers lisaient et commentaient *l'Action Française*. Le nom de Maurras était sur toutes les lèvres. Tournant le dos à l'assistance, je suivais dans une glace, en face de moi, ces conversations qui m'amusaient. Nous ne fûmes heureusement pas reconnus. La course à travers la Voivre, d'Arteville à Toul, nous avait creusés. La servante apporta ce vin gris de Lorraine, où se rejoignent le goût de la framboise et celui du raisin frais, un beau pain à la mie épaisse, à la croûte bronzée, du saucisson. Parlant, à voix basse, de ce dont s'entretenaient les autres à voix haute, nous mangeâmes de bon appétit.

De Liverdun à Pagny, par Pont-à-Mousson, nous suivîmes le cours de la Moselle, fleuve vif et léger, qui prêtait au paysage un avant-goût de printemps. Les neiges récentes l'avaient grossi et, de place en place, il charriait des branches dépouillées. Le jour commençait à baisser, quand nous arrivions au village solennel de Mars-la-Tour, qui marquait le terme de notre expédition ; car les officiers en activité n'ont pas le droit de franchir la frontière.

Descendus d'automobiles tous les quatre, nous marchions vivement, en soufflant dans nos doigts, sous le ciel devenu glacé et grisâtre, le long de la large rue unique qui compose le célèbre hameau. A l'horizon lointain, vers le petit bois, on croyait apercevoir les flammes courtes des feux de salve. Ainsi se jouait de nous la lumière du jour disparaissant. Un peu avant le poteau tricolore, qui faisait face au poteau marqué de l'aigle, nous tournâmes à gauche dans le taillis. Le capitaine X... ouvrait la marche. C'était une sente ordinaire, de trois cents mètres à peine, bordée de petits chênes bas, que l'hiver avait épargnés. Tout à coup une voix dit : « C'est ici ! » A nos pieds se découvrait le ravin de la Cuve, où eut lieu, en 1870, la dégringolade meurtrière des Allemands. Aucun vestige ne subsistait du grand drame qui s'était joué là ; cependant on eût dit qu'il demeurait figé derrière le rideau opaque de l'air froid et qu'une simple incantation l'eût fait réapparaître. En prêtant

l'oreille, on croyait percevoir, au fond du trou, les appels furieux, les décharges des fusils, les râles des mourants, le roulement désespéré des tambours. Cela sentait la poudre et le sang. Les hommes se découvrirent. Ma femme récita tout bas la prière des morts.

— La guerre est là, — dit Vaugeois, résumant ainsi l'impression commune; et il montrait le taillis, de son doigt frémissant.

Le soir venait. On reprit le chemin du village.

Le pays, calme et grave, donnait l'impression non de la paix, mais de l'armistice, d'une suspension des hostilités. Quelques minutes plus tard, alors que les Parques crépusculaires tissaient et retissaient dans la vallée, nous entendîmes le chant du clairon, ce coq des campagnes belliqueuses.

L'impression avait été si puissante que je la consignai dans le roman, achevé et publié en 1913, qui a pour titre *la Fausse Étoile*. Le jour où fut connu, quelques mois plus tard, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, Vaugeois, me rencontrant dans l'escalier du journal, me dit tout de suite : « Le ravin de la Cuve! » Voilà un bel exemple d'avertissement en commun!

Je m'aperçois, en rédigeant ces souvenirs, que ce qui m'est demeuré le plus présent à l'esprit, de tout notre labeur d'avant-guerre, c'est précisément ce qui avait trait à la guerre, à l'action en vue de prévenir l'imminent fléau, par le retour à

la monarchie. Bien des choses se sont estompées, qui nous semblaient alors avoir quelque importance et que je n'essaierai certes pas de faire revivre artificiellement. La vie de la mémoire est une vie à part, encore fort mal connue, qui fait un tri, prompt et singulier, entre les événements du passé et les réflexions provoquées par ces événements. Il doit en être de même de la mémoire collective, sur laquelle s'appuient les historiens. Tout Français a aujourd'hui deux parts dans son esprit, et dans ces franges de sensibilité qu'entraîne l'esprit en mouvement perpétuel : *avant*, *après*. Mais nous autres, gens de l'Action Française, possédons en outre dans cet « avant » qui précéda l'immense tuerie, une zone de prévision, d'appréhension, toute parcourue de brusques éclairs.

Les deux dernières réunions de 1914, où ces éclairs se trouvèrent découvrir déjà des perspectives de champs de bataille, eurent lieu à Nantes et en Provence. A Nantes, c'était au milieu de mai, par une journée magnifique, digne de la Saint-Philippe que l'on fêtait. Bainville, qui a horreur de parler en public, avait, sur nos instances, accepté de se faire entendre. Il avait choisi comme sujet — on était au lendemain d'élections donnant la majorité à Caillaux et au clan des Ya, à quelques semaines de la guerre ! — le danger que font classiquement courir la démocratie et la politique de gauche à l'intégrité du

territoire. C'était moins un discours qu'une démonstration rigoureuse, au tableau, du péril qui nous attendait, dans ce style limpide et aigu, où jouent les facettes de Tacite, de La Fontaine et de Voltaire. Il y avait là des assistants de toutes les classes et conditions sociales, beaucoup de gens instruits, des professeurs, des armateurs, des petits bourgeois, des ouvriers. Ils écoutaient de toutes leurs oreilles et sans la moindre interruption. Bainville aurait dû publier cette conférence, qui est un chef-d'œuvre. Mais je vois d'ici son geste de dédain et son « ah! zut ». Après lui, avec mon bariolage d'espions et de préparatifs boches, j'avais l'air d'un ours ajoutant ses explications à celles d'un professeur du Collège de France. Nous revînmes à Paris par étapes, ayant l'un et l'autre besoin de repos. A Loches, où revit le souvenir de Louis XI, l'heure du dîner trouva nos deux ménages attablés autour d'un poulet rôti et d'une bouteille de Vouvray. L'addition était dérisoire de bon marché.

— Comment voulez-vous — disait Bainville — que les Allemands, avec leurs tristes raves, leur bière indigeste et leur lourde charcuterie, ne se jettent pas sur un pays où il y a toutes ces bonnes choses et qui se donne comme maître un Caillaux!

En juin, enfin, eut lieu, à Barbentane, la fête conjointe de la Saint-Philippe et de Jeanne d'Arc. Cet admirable village provençal, ses rues pitto-

resques, son église, étaient remplis de bannières et de drapeaux qui frémissaient, chatoyaient, resplendissaient aux zones de soleil, puis brillaient doucement dans la fraîche pénombre. Un banquet de 600 couverts, suivi de quelques harangues, fut servi dans la salle de verdure du vieux domaine des marquis de Barbentane. Arnavielle, notre cher « Arabi », entonna au dessert le « Chant de la coupe », qui nous mit à tous les larmes aux yeux, car le grand Mistral venait de disparaître, emportant avec lui un des plus beaux mouvements lyriques et épiques que la France et le monde aient connus : celui du premier essor félibréen. Fasse le ciel qu'il y en ait un second, puis un troisième de même envergure, et que la Mère Provence en effet, comme dit le refrain de la *Respelido*, n'ait pas encore crevé la peau de son tambour ! De tous nos vaillants amis réunis dans ce commun amour du Roi, de l'héroïne et du poète par excellence, combien, oh ! combien allaient tomber, dans les mois qui suivirent, pour la préservation de la grande, de la petite Patrie, de la langue française et de cette langue d'oc qui fait frémir (tréfouli) tout véritable méditerranéen ! Je ne sais ce qui me prit, ni quel sombre pressentiment se saisit de ma parole, quand, au lieu de célébrer le saint signal fait sur la Tour Magne, ainsi que j'en avais l'intention, j'annonçai, sans ménagements, la guerre imminente, une effroyable consommation d'hom-

mes et d'efforts, par la faute de l'imprévoyante démocratie. Ce fut une déchirure noire dans le beau ciel, et la communion poétique ; je distinguais, au pied de la tribune, des visages de femmes, de ces incomparables filles du Rhône et de la lumière, déjà assombris et inquiets sous leurs coiffes... Nous remontâmes vers le village, par les ruelles dorées, au son de la flûte et du tambourin.

Ainsi s'avançait la fatalité, si l'on appelle ainsi un ensemble de circonstances, qu'un sursaut de sagesse politique eût pu dissocier et enrayer. Car si l'expérience de la vie m'a appris quelque chose, c'est bien qu'il n'y a ici-bas, de maux individuels, ni collectifs, inévitables. Tous, quand on les regarde de près, et avec cette attention qui remonte au delà des lamentations vaines et des constatations désolées, *tous* auraient pu être évités. La part de la malchance varie, ainsi que celle d'une certaine malice diabolique, qui associe les tentations à la faiblesse humaine et combat la raison par l'instinct. Mais il y avait toujours à un moment donné — et qu'il fallait saisir — dans un coin, une chance heureuse, une petite occasion providentielle, que l'énergie volontaire et lucide eût développée.

Depuis le mois de janvier jusqu'au mois de juillet 1914, les discussions de parlement et de presse, concernant la loi du service de trois ans — loi de salut public — amenèrent de fréquents

conflits entre les bandes révolutionnaires que commandait Almereyda, le directeur du *Bonnet Rouge*, et les Camelots du Roi. On sait l'importance, dans la République, cette émeute figée, des agitations et troubles de la rue. Le résultat caillautiste de ces élections *in extremis* doubla naturellement l'audace des partisans du « rapprochement franco-allemand », comme ils s'intitulaient euphémiquement. Car je suis bien persuadé que les agents de l'Allemagne étaient avertis de la déclaration de guerre imminente et que leurs censées protestations contre le militarisme et le nationalisme n'étaient qu'une aide suprême apportée au plan berlinois de mobilisation et d'invasion brusques. Le cabinet de l'empereur et l'État-Major de von Kluck — de ce von Kluck qui était venu en France, en 1913, inspecter en personne les carrières du Soissonnais! — escomptaient une agitation progressive de la pègre parisienne, aboutissant à une sorte de Commune, au moment même du déclenchement de la guerre. Ce plan fut déjoué, et magistralement, par Pujo, Maxime, Plateau, Lacour et les Camelots du Roi. Chaque fois que ceux-ci et les Étudiants et Ligueurs d'Action Française se trouvèrent en contact avec les hommes de main de Caillaux, du *Bonnet Rouge* et de *l'Humanité*, ces derniers reçurent de fortes raclées. Il ne leur arriva qu'une fois, au manège du Panthéon, où les troupes d'Action Française n'étaient pas en nombre — attendu

que c'étaient les révolutionnaires proallemands qui donnaient la réunion — de maintenir celle-ci et d'assommer quelques patriotes. Victoire à la Pyrrhus ! Les royalistes prirent largement leur revanche sur les boulevards, dans les derniers jours de juillet, en refoulant et mettant en fuite, avant la police, les hordes qui criaient : « A bas l'armée ! » Par ce nettoyage *in extremis*, ces jeunes héros, qui allaient être décimés affreusement deux mois plus tard, avaient déjà bien mérité de la Patrie.

CHAPITRE IX

Signes prémonitoires : les bandits en automobile. L'assassinat de Gaston Calmette.

C'est une vieille remarque que les grands cataclysmes historiques sont fréquemment annoncés par des événements scandaleux, dramatiques, sanglants, mystérieux, qui se dressent soudain sur la société, comme de hautes lames annonçant l'orage. Les sceptiques font observer que de tels faits divers surviennent aussi sans convulsions nationales subséquentes. Il y a eu des affaires du Collier sans révolution ultérieure, des affaires Victor Noir qui n'ont précédé aucune guerre. Évidemment, et pourtant la réflexion subsiste et elle s'applique aussi aux crises de plaisir et de débauche, qui saisissent tout à coup un milieu, une ville, une province, où surviendront prochainement une banqueroute, un tremblement de terre, un ravage atmosphérique, géologique quelconque.

Quelque crime toujours précède les grands crimes.

Crime de la nature, crime de l'homme, c'est tout un. Nous ne connaissons pas l'essence de ce phénomène étrange, périodique qui s'appelle la guerre, que l'humanité maudit avec raison et auquel elle s'adonne avec fureur, le plus souvent même au nom de l'humanitarisme. Car les peuples se jettent les uns sur les autres pour les motifs les plus divers, ce qui a laissé penser que ces motifs n'étaient que des prétextes pour une force obscure, indéfinie, au delà même de la haine, de la rage, de la convoitise, de la finance, de l'économie politique, de l'expansion industrielle, de la rivalité politique, de l'incompréhension intellectuelle, etc... En réalité la cause de la guerre est aussi inconnue que celle du cancer. Est-elle dans les astres, comme le prétendent les astrologues, dans une loi cachée de la condition humaine, comme le soutiennent les théosophes, dans une rupture d'équilibre entre les nations, tenant elle-même à une rupture de psychologie entre chefs et conducteurs des dites nations? Nul ne le sait. Nous n'en sommes encore qu'aux constatations et aux hypothèses.

En voici une : dans le courant de l'année 1912, se forma, agit, puis se dissipa une association de malfaiteurs, dite « des bandits en automobile », d'une audace extraordinaire, d'un caractère assez spécial, je veux dire nettement anarchique, qui répandit la terreur pendant plusieurs semaines, sema la mort violente, et disparut elle-même

dans la mort violente, avec un courage stupéfiant. Comme directeur de journal et aussi comme psychologue, j'ai suivi cette affaire de près. Elle m'a passionnément intéressé, beaucoup plus que tous les mouvements révolutionnaires qui se sont succédé depuis et qui dégagent une certaine monotonie — à l'exception de la subversion bolchevique russe — par la disproportion entre les menaces et la réalisation, autant que par le poussiéreux de la doctrine. Ce brave Karl Marx est illisible et Kautsky aussi est illisible et Lénine lui-même, qui a fait scier, pendre, fusiller, déboyauter tant de gens, est une effroyable source d'ennui mêlé au sang. Quelle que soit la forme du collectivisme, il y a en lui un côté caserne, enrégimentement de l'esprit et du corps, servitude matérielle et mentale, dispensaire, distribution de paquetages, qui rebute le Latin que je suis et le passionné partisan de la liberté intérieure qui s'agite en moi, sous la reconnaissance, bien entendu, des effets et des causes. Les Robinsons de l'anarchie me paraissent fort supérieurs, humainement et inhumainement parlant, aux Ramollot et aux Ronchonnot de guerre civile, qui siègent dans les congrès du socialisme, quelle que soit la couleur de ce socialisme. Je mets à part le syndicalisme, mode de résistance à l'intolérable pression ploutocratique, que je trouve parfaitement légitime, corporatif, nécessaire et souhaitable, et qui ne se confond d'ailleurs nulle-

ment avec les somnifères théories des Kautsky et hégeliens du marxisme. Mais je ne développerai pas ce point, car je deviendrais, à mon tour, bien embêtant.

L'histoire dont je parle commença par une agression contre un garçon de banque, rue Ordener, continua par l'attaque, à main armée, d'une automobile sur une route en forêt de Sénart, puis d'une banque à Chantilly, par l'assassinat de diverses personnes, notamment d'un gardien de la paix place du Havre et d'un sous-chef de la Sûreté à Ivry, etc., etc... Pendant quinze jours on n'y comprit rien. Les gens lisaient avidement les journaux, émettaient les suppositions les plus falotes, se barricadaient, la nuit venue, dans leurs maisons, surtout en banlieue. La police était sur les dents. Puis, peu à peu, on sut les noms des auteurs de ces attentats répétés, qui semblaient plutôt encore assouvir une rancune générale et féroce contre l'ordre social que rechercher une acquisition de capitaux aussi rapide et autrement brutale que le jeu de Bourse et de finance. Des portraits parurent, des silhouettes de fauves se précisèrent, ainsi que dans les romans de la jungle, de Kipling. On parlait d'un bandit du nom de Bonnot, d'un autre qui s'appelait Garnier, d'un troisième nommé Carouy, d'un quatrième nommé Soudy, d'un cinquième du nom de Callemin, dit « Raymond-la-Science », d'un sixième appelé Monier

dit « Symentoff », d'un septième nommé Vallet. Ils étaient en tout une douzaine, qui abattaient les policiers et au besoin les passants, comme des pipes au tir de la foire. Ils ne se dénonçaient pas entre eux, ils ne se « donnaient » pas, comme dit l'argot. Ils ménageaient les femmes et les enfants : « Caltez, les gosses », avait crié Soudy aux gamins, lors du sac de la banque de Chantilly. On prêtait, à Raymond-la-Science, des théories philosophiques ; à Bonnot, un grand amour déçu. Des paris s'engageaient : quel est le chef? Je croyais que c'était Bonnot. On m'a affirmé depuis que c'était le jeune Garnier.

Il est incontestable, si paradoxale que cette affirmation paraisse, qu'il y avait, chez ces bandits, un certain héroïsme. Leur tentative, bien entendu, était absurde. On ne change pas la société à dix, ni même à cent, ni même à dix mille, en tirant des coups de revolver. D'ailleurs ils n'avaient, à ce qu'il m'a semblé, aucun programme de remplacement. Leur vision demeurait paroxystique et suicidaire. Traqués et contraints de se cacher, ils ne pouvaient même pas profiter de l'argent qu'ils arrachaient aux bourgeois. C'est précisément cette insanité dans le projet, jointe à l'intrépidité dans les moyens, qui attira mon attention. Ces hommes-là se comportaient comme des individus chargés d'une électricité mystérieuse extérieure et qui la dépensaient au petit bonheur, ou plus exactement au

petit malheur. Ils paraissaient des éléments de pile, des condensateurs d'un genre particulier, des accumulateurs physiques et moraux. Ils annonçaient, par leurs excès, leurs crimes, leur désespoir, quelque chose qui était inconnu d'eux et qui les dépassait.

J'ai assisté à la prise et à la mort tragique de Bonnot, dans une petite bicoque en planches, près de Choisy-le-Roi, à la prise et à la mort de Garnier et de Vallet, dans une villa près de Nogent-sur-Marne. Pour ces deux derniers, il fallut un siège en règle, de neuf heures du soir à deux heures du matin. J'ai vu des centaines de gardiens de la paix et de zouaves cerner ces cambuses, disposer des cordons Bickford et des cartouches de dynamite, donner l'assaut à ces rudes gaillards, qui ripostaient à coups de revolver, parmi les aboiements des chiens de police, la lueur farouche des torches secouées et les hurlements d'une foule barbare. Hagards, effarés, effarants, le préfet de police Louis Lépine et le chef de la sûreté couraient çà et là, donnant des ordres contradictoires, bousculant leurs subalternes, risquant de faire sauter le viaduc de Nogent, de mettre le feu aux maisons de Choisy-le-Roi, mêlant au drame leurs marionnettes comiques, faisant venir des mitrailleurs, des lances à eau perfectionnées, des gaz asphyxiants (il y en avait déjà, mais assez inopérants, paraît-il), des dogues mal dressés et épouvantés. Il n'est pas bon que

la défense de la société ait les dehors de la peur et même de la panique, alors que le désordre et le crime revêtent les apparences de la fermeté et du sacrifice de soi.

Garnier, solide gaillard de vingt et quelques années, type d'athlète féroce et hardi, avait tiré, tapi entre deux matelas, des coups de revolver sur ses agresseurs jusqu'à la dernière minute. Il fut extrait de la maison maudite, la chemise en lambeaux, demi-nu et par les pieds, sa tête ensanglantée ballottant entre les molosses hurleurs. C'était une vision à la Goya. Cependant qu'autour des journalistes les gardiens de la paix échangeaient leurs réflexions.

— L'as-tu vu? (il s'agissait de Lépine). Il était tout pâle, il avait les foies.

— Faut bien soutenir sa vieille réputation (nous montrant) devant ces messieurs.

— Si c'est pas malheureux de nous mettre à cinq cents et avec des zouaves, contre deux gosses et une cambuse! Pourquoi pas le canon!

Ces braves gens semblaient humiliés de leur rôle. Le fait est que le spectacle n'était pas étincelant et comportait plusieurs sortes de malaises. J'avais avec moi mon collaborateur Pierre Dumoulin, très bon journaliste, qui, depuis, fut tué à la guerre. Il expliqua aux subordonnés de notre étonnant préfet que tout cela était une conséquence de la République, mère du désarroi, de la pagaille et de l'anarchie : « Si ces gens-là

— les bandits — n'avaient pas un peu forcé la note, ils auraient été ministres dans dix ans. Voyez Briand ». Les policiers riaient et l'un d'eux, en signe d'amitié, accepta même une tranche d'un saucisson, que j'avais eu la précaution d'emporter dans ma poche.

Carouy, arrêté, s'empoisonna dans sa prison. Un de ses copains, Kibaltchiche dit « Le Rétif », a été depuis employé par le gouvernement des soviets à Moscou, comme contrôleur ou sous-commissaire du peuple. Soudy, Callemin et Monier dit « Symentoff » furent condamnés à mort et guillotinés.

J'assistai à leur exécution, désirant suivre cette affaire jusqu'au bout. La fatale machine était dressée sous les murs de la Santé, hauts et gris dans le petit jour. Au-dessus des bois, du bourreau, de ses aides, un merle, excité par tout ce fourbi et les fanaux que l'on promenait, se mit à chanter. Il avait une voix ravissante et pure, qui tenait de la femme, de l'eau et du cristal ; et on le distinguait entre les branches des marronniers, pareil à une navette terminée par un bec. L'exécuteur, montrant son outil, disait aux assistants : « N'est-ce pas qu'*elle* est bien ? Je l'appelle ma silencieuse ». En effet, il la fit fonctionner en pressant sur un bouton : le couperet descendit, sans bruit, dans les glissières, avec un luisant satanique. Le fourgon arrivait, pareil à un de ces omnibus de nuit qui transportent les voya-

geurs de l'hôtel à la gare, dans les bourgades reculées. Le peloton de cuirassiers mit sabres au clair. La petite porte basse grinça et s'ouvrit. Le premier qui parut fut Soudy; Pierrot blême, lunaire, à la mâchoire tremblante; il grelottait sous un linge rude, le pantalon flageolant comme les jambes : « Brrr, il fait froid », gémit-il. L'aumônier lui montrait le crucifix. Saisi, basculé, tranché, ce fut l'affaire de quelques secondes. « Callemin », appela une voix dans l'aube sale. Celui-là, dans le jet cru d'acétylène, avait un masque de comédien, de lauréat du Conservatoire aux lèvres pincées. Il croisa les bras : « C'est beau, n'est-ce pas, un homme qui meurt! » Le ton sardonique était affreux et fier. Bien qu'entravé, il courut presque se jeter sur la planche, ainsi qu'un plongeur dans le néant. Un coup sourd, accompagné d'un sifflement, et ce fut le tour de Monier, dit Symentoff, silhouette de terrassier d'un pays de fièvre, jaune, maigre, mais résolu. Ses dernières paroles, très inattendues, furent exactement : « Adieu à vous tous, messieurs, et à la Société aussi! » On sentait un homme perdu par les livres et les théories absurdes, nullement fait pour ce destin sanglant et baroque. Son exécution fut retardée de quelques secondes par je ne sais quel coincement du déclic. Ce bref délai parut à tous intolérable. Nous sortions de là, les uns et les autres, abrutis d'horreur et de dégoût. Le merle, cependant,

continuait à chanter, donnant ainsi raison à Aristophane, qui fait des oiseaux un monde à part et indifférent, mais supérieur à l'humanité.

Une valeur de présage, plus forte encore, doit être attribuée à l'assassinat de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, par Mme Joseph Caillaux, dont le mari et inspirateur était alors ministre des Finances. Nous travaillions l'un en face de l'autre, selon notre habitude, Bainville et moi, quand nous fut annoncée, le 16 mars 1914, cette sinistre nouvelle. Bainville leva la tête et dit laconiquement : « Victor Noir ». A la veille de la guerre de 1870, un journaliste, Victor Noir, avait été assassiné, dans des conditions analogues, par Pierre Bonaparte.

J'ai déjà eu l'occasion de parler de Gaston Calmette dans ces Souvenirs. Il n'était pas d'homme plus affable, plus obligeant, plus charmant. Depuis quelques semaines, convaincu du danger que la personnalité de Caillaux faisait courir à la France (danger dont la preuve apparut, en coup de tonnerre, quelques mois plus tard), ce délicieux confrère, paisible et doux, menait, contre le chef du clan des Ya, une campagne documentaire sans merci. Il avait néanmoins commis la faute de commencer par la broutille, au lieu d'asséner l'essentiel, mettant ainsi son adversaire en garde contre la révélation décisive, et non en présence du fait accompli. Ceux qui le renseignaient, ennemis politiques de Caillaux, avaient

eu le tort, de leur côté, de lui communiquer des pièces écrasantes (qui prouvaient et l'aplatissement de tels et tels magistrats devant Caillaux et la connivence de Caillaux et du gouvernement allemand), tout en lui demandant de ne pas les utiliser. Ces pièces étaient le document Favre et les « documents verts », échange de télégrammes chiffrés entre Lancken, chargé d'affaires prussien à Paris, et Berlin. De telle sorte que Calmette s'était lancé et se trouvait retenu, avait commencé une opération redoutable et ne la pouvait achever. Que fait, dans ce cas, le patient? Il essaie de tuer son chirurgien. Le bras de Mme Caillaux tenait le browning meurtrier; mais la volonté de Caillaux pressa la détente.

L'effet produit par ce crime fut formidable, tant par la froide sauvagerie avec laquelle il fut accompli, que par la pression des amis et créatures de Caillaux, pour le présenter ainsi qu'une belle et juste action, amplement motivée par la campagne de Calmette. Caillaux était l'espoir de l'Allemagne. Il était, vu ses capacités financières (fort exagérées, mais réelles), le truchement entre la haute banque juive allemande et le personnel républicain. D'où sa rapide fortune. Impulsif, dominateur, privé de scrupules et de bon sens, il se croyait le maître de la situation; d'immenses paris étaient engagés sur son succès, qui signifiait, avec la victoire allemande, l'asservissement de la France à l'Allemagne. Sur l'échiquier de la

trahison, il était une pièce de première importance, irremplaçable, que la ploutocratie démocratique entendait maintenir à tout prix. Mais l'esprit national, flairant le gouffre, se rebiffa avec une violence dont nous devions retrouver encore le contre-coup dans l'éblouissante victoire de la Marne. De sorte qu'il n'est pas exagéré de dire que le sacrifice de Gaston Calmette a été pour quelque chose dans le salut du pays. Notre perte était presque inévitable, si la guerre s'était engagée alors que Caillaux tenait et terrorisait encore tout le personnel gouvernemental du régime. Or, en août 1914, il ne disposait plus dictatorialement que de son premier lieutenant et complice Malvy, alors ministre de l'Intérieur, et qui, par chance, courut à Bordeaux faire la noce avec sa maîtresse, laissant le champ libre au général Galliéni.

Je vis *le Figaro*, peu de temps après le drame, alors que Gaston Calmette était déjà transporté à la clinique, où il mourut dans la nuit, avant même l'opération. C'était la désolation générale, car le patron était aimé de tous. Mais c'était aussi la colère. Louis Latzarus, André Beaunier, Poncetton, témoins du crime, racontaient comment la chose s'était passée et déploraient la confiance et la courtoisie de leur malheureux directeur, introduisant lui-même, dans son bureau, la femme de son pire ennemi. Cependant, sur les boulevards, les Camelots du Roi — eux toujours,

eux partout ! — commençaient, aux cris de « Caillaux assassin », une utile manifestation, qui se continua le lendemain, c'est-à-dire le mardi 17 mars, avec une grande violence. Ce soir-là, Léon de Montesquiou nous avait invités à dîner pour l'anniversaire du journal. Les comités-directeurs, moins Pujo, fort occupé au dehors, étaient réunis. On imagine le tour de la conversation. Le régime semblait ébranlé dans ses fondations. Il y avait, dans l'air, une électricité qui rappelait les heures critiques de l'affaire Dreyfus, avec une clairvoyance de la foule, accrue par quatorze années en plus de République. Il fallait se tenir prêt à toutes éventualités. Au dessert arriva Pujo. Il me demanda de me mettre à la tête d'une colonne de Camelots et d'Étudiants qui parcourait les boulevards, en huant le couple meurtrier. Je n'avais pas trop envie d'aller pousser des hurlements dans la rue, besogne fatigante à un certain âge et surtout en sortant de table. Mais, ma foi, le devoir avant tout. Une heure après, j'étais au poste, bien entendu, avec une cinquantaine de nos amis ; nous entendions de notre réduit, les clameurs des centaines de copains demeurés libres et de l'immense public qui s'était joint à eux. Il n'aurait pas fait bon, pour le ménage Caillaux, de se promener dans Paris ce soir-là.

Les obsèques de Calmette, auxquelles assistait une foule immense, eurent lieu à Saint-François-

de-Sales, puis au cimetière des Batignolles, au milieu d'un profond recueillement, mêlé à l'indignation. L'atmosphère était bien plus ardente et moins résignée qu'aux funérailles de Syveton, dix ans auparavant. L'Action Française et les Camelots du Roi avaient passé par là. Plusieurs milliers des nôtres défilèrent dans un ordre parfait, portant un drapeau, qui fut mis en berne, quand le cercueil franchit la porte suprême. Les deux malheureux fils de Calmette, privés, tout jeunes, d'un si bon et noble père, marchaient accablés, derrière le corbillard. A la sortie du cimetière il y eut des bagarres, des bousculades. Un coup de feu fut tiré par un policier contre un Camelot du Roi. J'écrivis, le lendemain, dans le journal : « Quel que soit le châtiment que la Providence réserve aux deux Caillaux, il paraîtra inférieur à leur forfait ».

Le procès de M^me^ Caillaux commença, le 20 juillet 1914, devant la Cour d'Assises de Paris. Il fut fertile en incidents scandaleux, tant à cause de l'extraordinaire partialité procaillautiste du président Albanel qu'en raison des multiples stupres politiques qu'il révélait. Imaginez le soulèvement d'une pierre, recouvrant un nid de cancrelats et de cloportes mêlés. Mais, le 25 juillet 1914, éclatait, dans la presse française, tel un gigantesque coup de gong annonçant le supplice et le glas de douze millions d'hommes, l'utimatum de l'Autriche à la Serbie. C'était comme une suite

allemande (sous le couvert autrichien) au coup de revolver de Mme Caillaux. Je me trouvais alors en Touraine, prenant mes vacances, ainsi que chaque année. Je lisais les articles puissants et pathétiques que publiait quotidiennement Pujo, cependant qu'à la sortie du Palais, Almereyda et ses bandes acclamaient le mari de la meurtrière et se battaient avec les Camelots du Roi. Le 24 juillet, au soir, un premier coup de téléphone de notre secrétaire de rédaction, le cher et regretté commandant Biot (qui avait été, pendant de longues années, le secrétaire de *la Libre Parole*), m'annonça l'événement, dont la nouvelle venait d'arriver. Quelques minutes après, la sonnerie de nouveau retentissait et j'entendis la voix de Bainville : « Vous êtes au courant. — Oui, qu'en pensez-vous? — J'en pense le pire. Il est à craindre que la guerre ne puisse maintenant être évitée ». Ma femme passait à ce moment. Je la mis au courant de l'affreuse nouvelle. Ainsi, par sa folle imprévoyance, sa non-préparation à la guerre, son insouci complet de la Défense Nationale, dix ans de campagne contre l'État-Major et la suppression du Bureau des Renseignements, ainsi le régime républicain avait-il laissé venir une catastrophe, dont la monarchie nous eût préservés. Il ne restait aux royalistes, aux patriotes en général, que la foi profonde dans les destinées du pays.

Ici se termine l'exposé, le résumé, en ses

grandes lignes, d'une partie d'un effort considérable, commencé, bien avant que je n'y prisse mon petit rôle de journaliste et d'orateur, par Maurras, Vaugeois, leurs premiers adeptes, leur rencontre avec le comte Eugène de Lur Saluces et André Buffet, la publication de *l'Enquête sur la Monarchie*. La pierre angulaire de l'œuvre commune, qui trouvera sans doute des historiographes autrement circonstanciés et didactiques que moi, c'est la nécessité d'une doctrine solide, capable de susciter de véritables dévouements. Sans cette méthode, rien de durable. Avec elle, dans un pays de bon sens et de lucidité intellectuelle comme le nôtre, on peut tout espérer.

J'aurais pu surcharger ces souvenirs d'une multitude d'anecdotes et de récits, empruntés à la vie du journal et de la ligue, où l'on se rendrait mieux compte des obstacles rencontrés et surmontés. Mais, outre que la guerre a changé les perspectives de tout et diminué beaucoup de choses et de gens qui semblaient, avant elle, avoir de l'importance, je désirais conserver à ce livre une ligne simple, comme les faits dont il témoigne. Pussé-je y avoir réussi! Puissent ceux qui parcourront ces pages, comprendre que les lois, règles, principes de la politique sont éternels, à travers les variations de leurs modalités, et qu'un pays comme le nôtre ne peut se relever, vivre, prospérer sans la monarchie héréditaire! Il ne s'agit pas ici d'une utopie, ni d'un mirage,

ni d'une vue de l'esprit. Les Rois de France ont fait la France et, si la République n'est pas encore arrivée à la défaire, c'est à cause de l'excellence et de la résistance de la fibre nationale, qui n'a pas sa pareille au monde. Il n'est pourtant tissu si solide dont la sottise humaine ne puisse avoir raison, à force de tirer dessus. Je ne vois pas cette fatale expérience, qui a commencé avec la Déclaration des Droits de l'Homme, durant encore chez nous une vingtaine d'années, sans un dommage irréparable.

Le croyant que je suis devenu — après une période d'indifférence, due à l'ambiance matérialiste, évolutionniste, qui passait pour scientifique dans ma jeunesse — compte aussi, pour le retour du Roi, sur l'intercession de nos morts. Il n'est pas possible que tant de vaillants, pour lesquels la vie d'homme commençait à peine, qui l'avaient saisie par son angle de vérité et de sagesse, et qui sont tombés dans la fournaise, il n'est pas possible que ces vaillants n'obtiennent point ce que leur sacrifice a mérité.

Jour ou nuit, quand je ferme les yeux, je crois écouter l'innombrable oraison qui monte de l'immense cimetière français, traversant la terre encore lourde d'obus et de travaux de terrassements, les airs encore remués par le fracas de la canonnade. Je me représente celui-ci, celui-là, tel que je l'ai connu, en pleine force, et cherchant et voulant le bonheur de son pays. J'en-

tends la voix d'un Léon de Montesquiou, d'un Octave de Barral, d'un Noël Trouvé, qui demandent au Très Haut que Cela soit, qu'ils avaient dans le regard et dans l'âme en mourant. Je pense que la certitude inébranlable de ceux qui restent est faite de la solennelle, de l'insistante supplication de ceux qui sont partis.

Avril 1921.

FIN

DE LA SIXIÈME SÉRIE

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAPITRE PREMIER. — Comment je suis devenu royaliste. — Rencontre de Maurras et de Vaugeois. — Les premières réunions chez Maurras : Léon de Montesquiou, Bainville, Lucien Moreau. — Visite à Monseigneur le duc d'Orléans. — Négociations pour l'acquisition de *la Libre Parole*. — Les hésitations de Drumont. — Échec des négociations 9

CHAPITRE II. — Le premier numéro quotidien de *L'Action Française*. — L'attitude de nos confrères parisiens. — La revue de la presse, par Maurras. — Le temps des semailles. — Un mot d'Adrien Hébrard. — La conspiration du silence. — Conférences à Paris et en province. 37

CHAPITRE III. — Suite des conférences d'*Action Française*. — Marie de Roux, orateur et avocat. — Léon de Montesquiou à la salle Wagram. — Le commandant Driant. — Le général Mercier. — Les dîners chez Lemaître. — Les républicains commencent à s'inquiéter de notre mouvement. 75

Pages.

Chapitre IV. — La jeunesse nous suit. — Le mouvement des Camelots du Roi. — Premières manifestations dans la rue. — Les Étudiants d'*Action Française*. — Les républicains essaient de nous imiter 105

Chapitre V. — A l'Académie Goncourt. 137

Chapitre VI. — Quelques considérations sur notre journal, la politique et la polémique entre 1908 et 1914. 169

Chapitre VII. — La besogne des Camelots du Roi : les gendarmes supplémentaires. — Quelques manifestations. — La lutte pour Jeanne d'Arc. — Nous regroupons les forces nationales. — Le réveil général de l'idée royaliste. — Contre l'esprit révolutionnaire, fomenté par la haute finance. — L'Institut : Montesquiou et Dimier. — Georges Valois et la Nouvelle Librairie Nationale. . . . 205

Chapitre VIII. — La politique républicaine, *L'Action Française* et l'Allemagne, du coup d'Agadir à 1914. — La campagne de l'avant-guerre. — La période des grands procès. — L'hommage à Louis XIV et l'affaire de Versailles. — Réunions avant le cataclysme 239

Chapitre IX. — Signes prémonitoires : les bandits en automobile. — L'assassinat de Gaston Calmette 271

Paris. — Typ. Ph. Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 55849.

NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
3, Place du Panthéon, PARIS (Ve) - Compte de Chèques postaux 315

RÉCENTES PUBLICATIONS

JACQUES BAINVILLE. — **LOUIS II DE BAVIÈRE.** Un volume in-16 (4e mille).. 7 fr

DANTE. — **L'ENFER. Traduction de L. Espinasse-Mongenet.** Un vol. in-8° (4e mille). 25 fr

GEORGES VALOIS & GEORGES COQUELLE — **INTELLIGENCE ET PRODUCTION.** Un volume in-16 (11e mille). .. .. 7 fr

JACQUES BAINVILLE. — **LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA PAIX.** Un volume in-16 (11e mille) .. .. 7 fr

A.-L. GALÉOT. — **PRÉCIS DE L'ORGANISATION THÉORIQUE ET PRATIQUE.** Un volume in-16 (3e mille). .. .. 6 fr

J. DE TONQUÉDEC. — **G. K. CHESTERTON** Un volume in-16 (2e mille).. .. .. .. 5 fr

GEORGES VALOIS. — **LA MONNAIE SAINE TUERA LA VIE CHÈRE.** Un volume in-16 (5e mille).. .. .. 4 fr

HENRI MASSIS ET ÉDOUARD HELSEY. — **LA TRAHISON DE CONSTANTIN.** Un volume in-16 (3e mille). .. .. 5 fr

LOUIS LE PAGE. — **L'IMPÉRIALISME DU PÉTROLE.** Un volume in-16 (3e mille). 5 fr

RENÉ JOHANNET. — **ITINÉRAIRES D'INTELLECTUELS.** Un vol. in-16 (2e mille). 7 fr

ROBERT LAUNAY. — **FIGURES JUIVES** Un volume in-16 (2e mille). 7.50

JACQUES ARTHUYS. — **LE PROBLÈME DE LA MONNAIE.** Un volume in-16.. .. 6.50

La Librairie envoie son catalogue franco sur demande

3099. EUG. MORIEU, IMP. PARIS

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

PQ 2607 A8V46 Daudet, Léon
Vers le roi

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 26 04 08 015 5